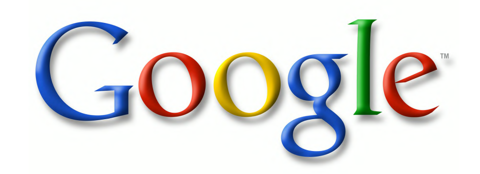
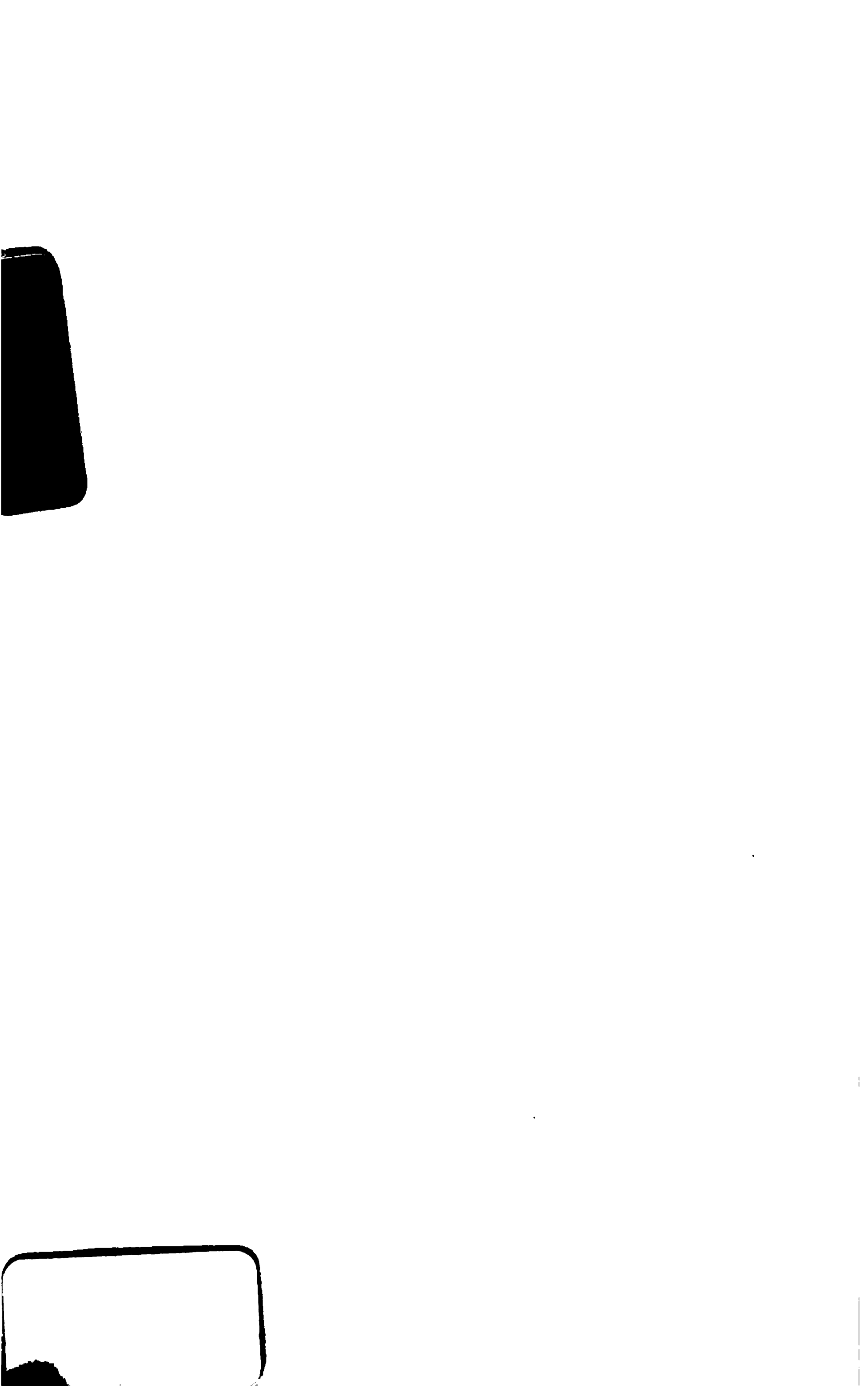
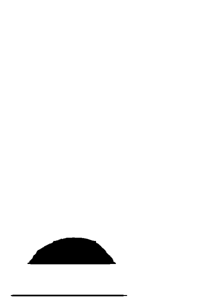

Google





MÉMOIRES

DE

MADAME LA MARQUISE

DE LA ROCHEJAQUELEIN

IMPRIMERIE DE SAPIA, RUE DU DOYENNÉ, 12.

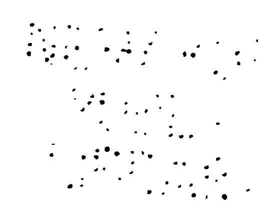
MÉMOIRES

DE

MADAME LA MARQUISE

DE LA ROCHEJAQUELEIN

Sixième Édition.



PARIS

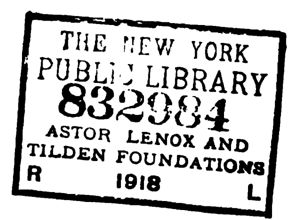
DENTU, PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13;

VATON, RUE DU BAC, 46;

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES.

—

1848



A MES ENFANTS.

C'est à cause de vous, mes chers enfants, que j'ai eu le courage d'achever ces Mémoires, commencés longtemps avant votre naissance, et vingt fois abandonnés. Je me suis fait un triste plaisir de vous raconter les détails glorieux de la vie et de la mort de vos parents. D'autres livres auraient pu vous faire connaître les principales actions par lesquelles ils se sont distingués; mais j'ai pensé qu'un récit simple, écrit par votre mère, vous inspirerait un sentiment plus tendre et plus filial pour leur honorable mémoire. J'ai regardé aussi comme un devoir de rendre hommage à leurs braves compagnons d'armes. Mais combien de traits m'ont

échappé ! Je n'ai eu aucune note. L'impression vive que tant d'événements ont faite sur moi a été ma seule ressource. Loin donc d'avoir pu écrire l'*histoire complète de la Vendée,* je n'ai pas même raconté tout ce qui s'est passé pendant le temps où j'ai vu la guerre civile. Mille oublis me donnent des regrets. Je n'ai pu et n'ai voulu écrire que ce dont je me rappelais parfaitement; et c'est seulement par ignorance que je passe souvent sous silence ou ne fais qu'indiquer des faits, des actions ou des personnes qui mériteraient à tous égards des éloges. Mon cœur ne sera satisfait que si d'autres, mieux instruits, leur rendent la justice qui leur est due. Je n'ai pu bien savoir que ce qui regardait mes parents et mes amis : je me suis donc bornée à rapporter, avec une exacte vérité, tout ce dont je conserve le souvenir, et suivant les impressions que j'en ai reçues dans le temps.

Mon ouvrage achevé, j'ai eu occasion de le faire lire à quelques personnes de notre armée, en qui j'ai confiance; elles ont relevé des erreurs, ajouté des faits qui pouvaient entrer dans mon cadre. Il fallait donc rédiger l'ouvrage pour insérer ces no-

tes dans le texte, qui d'ailleurs était surchargé de détails inutiles, et dont le style était parfois diffus et incorrect. Je l'ai confié à M. Prosper de Barante. Son amitié l'a fait consentir à se charger de le corriger, en y conservant la grande simplicité qui seule convient à la vérité. La description du pays, dans le cinquième chapitre, est toute de lui.

DONNISSAN DE LA ROCHEJAQUELEIN.

Ce 1er août 1811.

AVANT-PROPOS.

Je n'ai point voulu faire un livre, et n'ai jamais songé à être un auteur, aussi j'ai besoin de dire comment j'ai été conduite à faire imprimer mes Mémoires.

Ce fut pendant les tristes loisirs de mon second exil en Espagne, que je commençai à écrire les souvenirs de l'époque, encore récente, où j'avais vu et éprouvé tant de malheurs. Je m'animais en les racontant; ma plume courait rapidement, puis je restais fatiguée et oppressée sous une douleur que j'avais ainsi ravivée. Je passais quelquefois des semaines entières sans avoir le courage de reprendre cette tâche. Je ne pouvais même me décider à relire ce que j'avais écrit

J'avais conduit mon récit jusqu'au passage de la

Loire. Plusieurs années après, sur les instances de M. de la Rochejaquelein, je continuai mes Mémoires : j'en fis faire une copie que je corrigeai et que je fis lire fort secrètement à trois ou quatre Vendéens, nos amis intimes, qui écrivirent plusieurs notes en marge.

Vers ce moment-là, M. de la Rochejaquelein fit connaissance avec M. de Barante, qui venait d'être nommé sous-préfet de Bressuire. J'ai raconté, dans le Supplément à mes Mémoires, quelle fut son administration, quels bons souvenirs il a laissés dans la Vendée, et comment il nous inspira une amitié et une confiance qui depuis n'ont jamais été altérées par le temps ni par les circonstances. Je lui donnai à lire mes Mémoires. Mon mari désirait beaucoup qu'ils fussent mis en ordre, et rédigés avec soin et correction. M. de Barante s'était sincèrement intéressé au récit de nos malheurs, au dévouement et au courage des parents et des amis que nous pleurions ; il aimait le caractère doux, indépendant et ferme des paysans de notre Bocage ; je ne pouvais mieux faire que de lui confier le travail dont il offrait de se charger. Lorsque mes Mémoires eurent ainsi reçu une sorte de rédaction nouvelle, je

voulus d'abord qu'ils ne fussent communiqués à personne. Cependant, M. de la Rochejaquelein, qui attachait plus de prix que moi à ce témoignage précieux pour nos familles, nos compagnons et nos sentiments, me pressa de ne pas exiger une discrétion absolue, et de laisser M. de Barante les lire à quelques-uns de ses amis et des nôtres. Il les lut d'abord à Genève, chez son père : M[me] de Staël et un très-petit nombre de personnes assistaient à cette lecture; puis, à Paris, ils furent, avec l'autorisation de M. de la Rochejaquelein, montrés à MM. Mathieu de Montmorençy et Adrien de Laval. De lecture en lecture, on commença à en parler : des personnes de ma famille m'en écrivirent, supposant que ces Mémoires, qu'ils ne connaissaient pas, étaient apocryphes. M. de Barante, à qui je parlai, dans mes lettres, du chagrin que me faisait cette publicité, et de la crainte où j'étais qu'elle n'attirât sur nous des persécutions, cessa toute lecture; ensuite on me fit savoir, d'après un bruit qui courait à Paris, que M. de Talleyrand ayant eu le manuscrit à sa disposition pendant vingt-quatre heures, l'avait fait copier, et même avait porté cette copie à Napoléon. Je restai inquiète et trou-

blée; je tremblais que la police impériale ne fît imprimer mes Mémoires en y faisant des changements: par précaution, une demarche fut faite à la direction de la librairie pour protester contre toute publication. J'appris que plusieurs copies avaient été faites, soit entièrement, soit par extraits, mais sans que ce fût la faute de M. de Barante.

Lorsque le roi revint, en 1814, j'étais à Bordeaux : les circonstances étaient entièrement différentes; toutefois elles me donnaient encore plus la crainte de voir mon manuscrit imprimé. L'administration n'avait plus le droit, comme auparavant, de s'y opposer; ma mère, qui était à Paris, s'en inquiétait encore plus que moi. Elle me demanda de faire moi-même, au plus tôt, cette publication. J'avais revu mes Mémoires avec soin. J'abrégeai ou je retranchai plusieurs passages des premiers chapitres, qui contenaient des détails relatifs au temps de ma première jeunesse, et sans aucun rapport à la Vendée, et des trois premiers chapitres je n'en fis qu'un. Je corrigeai les épreuves. Elles passèrent aussi sous les yeux de M. de Barante. Depuis lors, le livre a eu quatre autres éditions; la cinquième est la seule qui ait subi quelques changements.

J'avais fait mettre en tête de la première : *Écrite par elle-même et rédigée par M. le baron de Barante.* Il a fait retrancher son nom des éditions suivantes; mais, en parlant de ses ouvrages, les journaux et les biographies ont souvent dit qu'il était auteur de mes Mémoires. Quelques personnes m'ont engagé à réclamer : je ne l'ai pas voulu; il eût semblé que je cherchais à diminuer la part qu'il a prise dans une rédaction dont il avait bien voulu se charger. M. de Beauchamp, qui avait vu, même avant M. de Barante, les Mémoires que j'avais écrits, a imprimé quelque part que le Supplément seul est de M. de Barante. Au contraire, il n'y a pour ainsi dire pris aucune part; je l'ai écrit à la hâte, à Bordeaux; il l'a revu, mais il y a fait à peine quelques corrections. La gloire littéraire de mon excellent ami a trop de titres pour que mes Mémoires puissent y contribuer.

Le Supplément a peu d'intérêt; il manque de détails : c'est un résumé et non pas un récit. Les événements qui y sont indiqués étaient alors trop récents pour pouvoir être librement racontés et appréciés, par moi surtout, qui avais tant souffert et senti si cruellement les malheurs que l'anarchie

et le despotisme avaient fait subir à ma famille. J'espérais alors qu'après tant d'infortunes des jours heureux m'étaient réservés.

M. de la Rochejaquelein venait d'être nommé par le roi maréchal-de-camp commandant de la compagnie des grenadiers à cheval de sa maison. Il y avait appelé comme officiers, des émigrés, des Vendéens, et de braves officiers de l'armée impériale. Les grenadiers avaient presque tous servi dans la garde de l'empereur. Je me plaisais à vivre entourée de cette famille militaire, et j'étais fière de les entendre appeler les *grenadiers de la Rochejaquelein*.. Mon mari exerçait sur eux une autorité toute paternelle. Leur fidélité, au 20 mars, répondit à sa confiance. J'avais avec moi mes huit enfants, dont l'aîné n'avait pas douze ans. Je les voyais avec joie entrer dans la vie sous la protection de leur nom, que l'on me disait aimé dans toutes les opinions et dans tous les partis.

Je ne me sens pas le courage de raconter la nouvelle série de malheurs qui tarda si peu à commencer pour moi. Les Cent-Jours arrivèrent : je devins veuve une seconde fois sur les champs de bataille de la Vendée, le 4 juin 1815. Depuis ce moment fatal, j'ai vécu dans le deuil. J'ai perdu plusieurs de

mes enfants; ceux qui me restent ont éprouvé aussi des pertes cruelles. Mon second fils est tombé sous les murs de Lisbonne, en combattant pour la légitimité. J'ai fermé les yeux de mon incomparable mère. J'aurai passé ma vie dans les larmes; je suis aveugle, je n'ai plus de force pour dicter le récit de mes dernières douleurs.

Mes Mémoires sont augmentés, outre les deux chapitres rétablis d'après mon premier manuscrit, d'un choix d'anecdotes éparses que j'avais écrites comme souvenir, et qui m'avaient paru peu intéressantes; quelques personnes en ayant jugé autrement, j'ai consenti à les intercaller dans cette nouvelle édition.

Je m'étais bornée à la stricte relation de ce qui s'est passé à Bordeaux le 12 mars et auparavant; mais plus de trente années s'étant écoulées depuis, j'y ai ajouté beaucoup de détails qu'il n'eût pas été convenable de publier alors.

MÉMOIRES

DE MADAME LA MARQUISE

DE LA ROCHEJAQUELEIN.

CHAPITRE PREMIER.

Depuis ma naissance jusqu'aux Etats-Généraux.

Je suis née à Versailles le 25 octobre 1772, fille unique du marquis de Donnissan, gentilhomme d'honneur de MONSIEUR, plus tard Louis XVIII, et de Marie-Françoise de Durfort de Civrac. Mon grand-père, le duc de Civrac, après avoir été ambassadeur à Venise et à Naples, fut envoyé à Vienne pour traiter, conclure et faire célébrer le mariage du Dauphin avec la malheureuse Marie-Antoinette. Il était chevalier d'honneur de Madame Victoire et cordon bleu; ma grand'mère était dame d'honneur de cette princesse; ils avaient eu quatre enfants : le duc de Lorge, dont la femme était dame d'honneur de la comtesse d'Artois; la marquise de Donnissan, ma mère, dame d'atours de Madame Victoire (les bontés de cette princesse, j'ose presque dire son amitié, l'avaient rendue la protectrice

de toute ma famille; j'ai l'honneur d'être sa filleule et celle de Louis XVIII); la marquise de Lescure, qui était morte en couches de son fils unique, six ans avant ma naissance; et enfin la comtesse de Chastellux, dame pour accompagner Madame Victoire, et depuis sa dame d'honneur.

Ma mère m'adorait. J'étais pour ainsi dire l'enfant unique de tous mes parents : mes cousins, plus âgés que moi, étaient au collége; ma tante de Chastellux ayant perdu ses quatre premiers enfants, on avait exigé que les autres fussent élevés à la campagne. Nous vivions tous dans le château de Versailles, chez ma grand'mère, femme remplie de vertus, d'esprit et de grâces. Le charme de sa société et de celle de ses enfants, l'union qui régnait dans la famille, sa position à la cour, attiraient chez elle tout ce qui venait à Versailles de plus distingué. Les mardis, jour où le corps diplomatique était reçu par le roi, son salon était rempli d'ambassadeurs et d'étrangers. Le roi et la famille royale soupaient ensemble dans leur intérieur; après que le roi s'était retiré, Madame Victoire venait achever toutes ses soirées chez ma grand'mère : par sa bonté et par sa simplicité, cette excellente princesse s'efforçait de faire oublier son rang.

C'est ainsi que s'écoulèrent mes seize premières années : j'ai voulu les raconter, pour que le contraste des événements de ma vie fût plus frappant. J'ai été témoin de toutes les magnificences, de toutes les fêtes de la cour; j'ai été élevée au milieu du luxe

et des grandeurs; j'ai connu chez ma grand'mère toutes les personnes distinguées par leur rang et leur réputation, princes, ministres, ambassadeurs, étrangers illustres, même le roi de Suède; mais en général toutes ces choses ne m'ont laissé qu'un souvenir confus. Elles ne me paraissaient ni remarquables ni extraordinaires, elles entraient dans les habitudes journalières du monde au milieu duquel je vivais.

Je me rappelle cependant une circonstance qui me frappa vivement. C'est l'arrestation du cardinal de Rohan; il venait assez souvent chez ma grand'-mère. Un jour, j'avais alors neuf ans, j'allais partir pour dîner à la campagne; on vint dire à ma mère qu'un garde-du-corps était en sentinelle à la porte de M. le cardinal, et que deux exempts des gardes le ramenaient de chez le roi, où il avait été arrêté. Ma mère, surprise, ne pouvait croire à cette arrestation. Je sortis, et, en passant dans la galerie de la chapelle, où il demeurait, ainsi que ma grand'mère, je vis arriver le cardinal, précédé de deux domestiques et marchant entre deux exempts des gardes-du-corps. Il se rendait à son appartement, et de là à la Bastille; il saluait d'un air calme et noble la foule curieuse qui était accourue sur son passage. Comme il me donnait souvent du bombon, je m'enfuis en pleurant.

Autrefois les tableaux nouveaux étaient exposés au Louvre tous les deux ans, dans le grand salon seulement. Un jour, ma grand'mère fit demander

qu'on l'y laissât entrer à une heure où il n'y aurait personne : j'avais alors dix ou onze ans; elle me mena avec elle. A peine fûmes-nous arrivées, que les deux battants s'ouvrirent, et nous vîmes entrer les trois petits princes d'Orléans et leur sœur, MADEMOISELLE, conduits par madame de Genlis, à la fois leur gouverneur et leur gouvernante; puis venait tout le cortége princier. Ma grand'mère dit aux personnes qu'elle avait amenées : — Oh! quel bonheur! il y a des siècles que je n'ai rencontré madame de Genlis. — Elles s'avancèrent tout de suite l'une vers l'autre. Elles s'étaient beaucoup connues; mais ma grand'mère avait depuis longtemps cessé de la voir. Pour moi, j'étais dans l'enchantement de considérer de près celle dont je lisais les ouvrages pour les enfants, dont je jouais les petites pièces; j'avais entendu tant chuchotter en parlant d'elle et vu sourire si souvent, que tout cela piquait ma curiosité : aussi la scène que je vais raconter m'est présente comme si elle s'était passée hier.

Madame de Genlis était mise très-simplement, en couleur sombre; je crois même être sûre que le capuchon de son mantelet noir était sur sa tête. Elle me parut maigre et brune; sa physionomie était délicieuse, sa bouche, ses dents et ses yeux ravissants; elle avait l'air si aimable, si doux, si séduisant et si spirituel!!! Les petits princes étaient bien singuliers pour ce temps-là, car ils étaient tous coiffés comme de petits Anglais, les cheveux tombant bouclés sur les épaules et sans poudre, chose

fort étrange à cette époque. Tandis que leurs sous-gouverneurs et les peintres leur expliquaient les tableaux, ma grand'mère et madame de Genlis se faisaient mille compliments aimables. Celle-ci lui présenta sa fille, depuis madame de Valence. Elle avait quatorze ans, était forte et belle. Ma grand'-mère vit à côté d'elle une charmante petite fille de sept ans. Elle lui dit : « Vous n'avez que deux filles (l'aînée, madame de Lawœstine, était déjà mariée) : quelle est donc cette ravissante créature? » « Oh! répondit madame de Genlis à demi-voix, mais je l'entendis, c'est une histoire bien touchante, bien intéressante, que celle de cette petite; je ne puis vous la raconter en ce moment. » Elle ajouta : « VOUS NE VOYEZ RIEN ENCORE, VOUS ALLEZ JUGER DE CETTE FIGURE-LA! » Puis élevant la voix : « PAMÉLA, FAITES HÉLOÏSE! » Aussitôt Paméla ôte son peigne; ses beaux cheveux sans poudre tombent en longues boucles; elle se précipite un genou en terre, lève les yeux au ciel, ainsi qu'un de ses bras, et sa figure exprime une extase passionnée. Paméla reste en attitude!!!!! Pendant ce temps, madame de Genlis paraît ravie, fait des signes, des remarques à ma grand'mère, qui lui fait des compliments sur la beauté et la grâce de sa jeune élève. Pour moi, je restai stupéfaite par instinct et sans rien comprendre. Ma grand'mère s'en fut bien vite pour rire de cette rencontre. Huit jours durant, elle en faisait le récit à ceux qui venaient la voir; c'étaient des plaisanteries continuelles sur la bonne éducation qu'on don-

nait à Paméla !!! Tous ces chuchottements, et l'expression passionnée de la nouvelle Héloïse, dont je n'avais jamais eu l'idée, m'ont fait une impression qui dure encore. Je n'ai pas rencontré depuis mesdames de Genlis, de Valence ni Paméla.

Quoique je fusse très-gâtée, en ce sens qu'on cherchait toujours à me faire plaisir, et qu'on me laissait me livrer à ma gaîté et à ma vivacité naturelles, jamais jeune personne n'a été aussi surveillée que moi. Ma gouvernante, mademoiselle Trezel, était remplie d'esprit et de sagesse; elle ne me quittait que lorsque j'étais avec ma mère. Je puis dire avec vérité que je n'ai jamais dit une parole qui n'ait été entendue, écoutée; un mot qui n'ait été dit tout haut; écrit ou lu une ligne qui n'ait été vue.

J'étais liée avec plusieurs enfants de mon âge, surtout avec mesdemoiselles de Serent, mes amies intimes. Nous passions pour ainsi dire notre vie ensemble. Elles étaient filles du duc de Serent, gouverneur des enfants de M. le comte d'Artois. Je voyais sans cesse les jeunes princes à la campagne, nous partagions leurs jeux.

En 1785, j'allai avec ma mère aux eaux de Vichy et au château de Louvois. — Elle avait suivi Mesdames.

Je venais d'avoir treize ans; ma grand'mère était atteinte d'une maladie mortelle qui durait déjà depuis plusieurs années. Mon mariage fut arrêté avec le fils du comte de Montmorin, qui revenait alors de son ambassade d'Espagne. Il était cordon bleu,

avait la promesse du titre de duc, jouissait de cinquante mille francs de rente, sans compter ses places, et avait les plus grandes espérances. Son fils était âgé de quatorze ans; il fut décidé que nous nous marierions deux ans après.

Cependant j'avais été destinée, dans ma première enfance, à épouser M. de Lescure, mon cousin germain, que j'aimais tendrement. Il avait eu dès l'âge de cinq ans, pour gouverneur, le père du Theil, ex-jésuite. Ce savant ecclésiastique lui inspira cet amour de la religion et de l'étude, qu'il possédait à un si haut degré. Je me rappelle le bonheur qu'ils éprouvèrent tous deux en se revoyant pour la première fois à Paris en 1792. Ce saint prêtre venait souvent visiter son pieux élève. Nous lui représentâmes vainement qu'il avait tort de garder son habit ecclésiastique; il nous dit qu'il aimait mieux mourir que de le quitter. Il a été massacré aux Carmes.

Le père du Theil avait été remplacé par M. Thomassin, qui resta avec M. de Lescure jusqu'à son entrée à l'Ecole militaire de Paris, à l'âge de treize ans. M. Thomassin avait eu plusieurs états; il avait été aussi militaire. C'était un homme de beaucoup d'esprit et de science, mais très-vicieux. Il avait eu l'art de cacher si bien sa mauvaise conduite, qu'il s'était fait recommander par des gens fort respectables, et M. de Lescure lui a toujours rendu la justice de dire qu'il ne lui avait jamais donné que de bons exemples. M. de Lescure avait été ensuite à

l'Ecole militaire, et en était sorti à l'âge de seize ans. Parmi les jeunes gens de son âge, il n'y en avait point de plus instruit, de plus vertueux, de plus parfait. Il était en même temps si modeste, qu'il se trouvait comme honteux de son propre mérite, et s'étudiait avec soin à le cacher. Timide et gauche même à l'excès, cela l'empêchait de paraître agréable, quoiqu'il fût très-bien de taille et de figure. Il était né avec des passions fort vives, et cependant, au milieu de l'exemple général, ayant sous les yeux celui d'un père très-léger dans ses mœurs, il se distinguait par la vie la plus sainte et la plus austère. Sa grande dévotion le préservait de la contagion et l'isolait au milieu de la cour et du monde. L'habitude de résister sans relâche à ses penchants et aux séductions extérieures l'avait rendu sauvage; ses idées étaient fortement arrêtées dans son esprit, et quelquefois il s'y montrait attaché avec obstination, mais toujours par un motif secret de conscience. Néanmoins il se distinguait par une douceur parfaite. Jamais il n'a eu de colère ni de brusquerie; son humeur était toujours égale et son sang-froid inaltérable; il passait son temps à prier, à lire, à étudier par goût et non par vanité, car il ne cherchait pas à montrer ce qu'il savait. J'en veux citer deux exemples.

Un jour, il était chez la duchesse de Civrac, notre grand'mère, et, suivant son habitude, au lieu de se mêler à la conversation, il avait pris un livre. Elle lui en fit le reproche, disant que puisque

le livre était si intéressant, il n'avait qu'à le lire tout haut; il obéit, en lisant fort vite, comme à son ordinaire. Au bout d'une demi-heure, quelqu'un s'étant approché de lui, s'écria : « Mais c'est de l'anglais! comment ne le disiez-vous pas? » Il répondit d'un air déconcerté : « Ma bonne maman ne sait pas l'anglais; il fallait bien que je lusse en français. »

Monsieur, depuis Louis XVIII, était un des hommes les plus instruits, surtout pour les langues; après les heures de cour, il aimait souvent à parler littérature avec ceux des courtisans qui avaient comme lui le goût de l'étude. Un jour, le comte de Montesquiou, qui était de sa maison, arriva pour dîner chez ma grand'mère. Il avait à la main un volume d'Horace. Il dit qu'il sortait de chez Monsieur; que lui et d'autres avaient voulu expliquer une ode très-difficile, et qu'ils n'avaient jamais pu rendre avec précision le véritable sens d'un passage : ils l'entendaient bien, mais trouvaient toujours qu'il y avait quelque chose d'incomplet dans leur traduction. M. de Montesquiou disait qu'il voulait porter cette ode partout avec lui, jusqu'à ce qu'il eût trouvé toute la véritable pensée du poète. Il y avait beaucoup de monde chez ma grand'mère; chacun se récusa. Alors elle dit à M. de Montesquiou : « Tenez, savez-vous qui il faut consulter? Mon petit-fils. » (M. de Lescure avait alors seize ans, il sortait de l'Ecole militaire.) On l'appelle; il était à la fenêtre, bien embarrassé, et tournant le dos à tout le monde. Il s'a-

vance, en assurant qu'il y a bien longtemps qu'il n'a lu de latin, qu'il est incapable d'expliquer Horace. « Essayez, je le veux, dit ma grand'mère : il sera très-simple que vous ne réussissiez pas. » Il prend le livre, lit l'ode en français d'un bout à l'autre, très-vite, et saisit le passage sans hésiter. M. de Montesquiou lui saute au cou, court chez MONSIEUR, et M. de Lescure, bien rouge, bien honteux, retourne à la fenêtre, disant entre ses dents : « C'est un pur hasard, je sais très-mal le latin. »

Il possédait également bien l'allemand et l'italien, était très-fort en histoire et en géographie, excellait dans les mathématiques, et depuis se livra pendant plusieurs années à l'étude approfondie des fortifications et de la tactique.

Son père était au fond un excellent homme; malheureusement il s'était livré au libertinage et au jeu. Il avait pour compagnon de ses plaisirs, M. Thomassin, l'ancien gouverneur de son fils, qu'il avait gardé comme secrétaire; mais ce fils avait quelque chose de si grave et de si doux, qu'au lieu d'essayer de l'entraîner dans leurs désordres, ils venaient lui avouer leurs fautes et chercher auprès de lui des conseils et des consolations. Malgré ce changement de rôle, M. de Lescure conserva toujours à son père un respectueux amour.

Mon oncle mourut à Ermenonville; mon cousin avait alors dix-huit ans. L'abbé Barruel raconte sa mort avec des circonstances terribles, en le nommant par erreur le chevalier de Lescure. Je sais

peu de chose à cet égard, mais j'ai tout lieu de croire qu'il y a eu du mystère dans cette mort et dans ce séjour à Ermenonville. Quant à mon mari, il n'a répondu qu'une ou deux fois et en quelques mots à mes questions, et je me suis gardée de les renouveler, voyant combien cela lui était pénible. Mon oncle, depuis mon beau-père, est mort maréchal-de-camp en 1785, à Ermenonville, à trente-sept ou trente-huit ans. Son père, qui était un des menins de M. le dauphin, père de Louis XVI, avait épousé, à vingt-cinq ans, Agathe-Geneviève de Sauvestre, dont le frère venait d'être tué à la bataille de Fontenoy; ses deux sœurs aînées s'étaient faites religieuses, malgré leur mère. La dernière avait la même vocation; la mort de son frère la décida à y renoncer, afin que sa mère ne restât pas sans enfants.

Le comte de Lescure, nommé colonel d'un régiment de dragons alors en Italie, partit un mois après son mariage, traversa très-difficilement les Alpes, couvertes de neiges, et arriva la veille de la bataille de Plaisance. Il y fut blessé, et ne voulut jamais quitter le champ de bataille; il était le seul colonel de dragons présent, et les commandait tous. « Ma situation est trop belle, dit-il, à mon âge, pour me retirer. » Blessé une seconde fois, un boulet de canon lui fracassa la tête dans les bras des dragons qui l'emportaient. La comtesse de Lescure, restée grosse, était une femme d'une profonde piété; elle consacra ses jours à sa mère et à son fils,

le marquis de Lescure. Celui-ci fut traité avec beaucoup de faveur, à cause de son père; il s'était marié à dix-sept ans, avec Jeanne de Durfort Civrac, sœur de ma mère. Madame de Lescure mourut en couches, laissant un fils que j'ai épousé; l'amour que lui portait son mari était si violent, qu'il faillit lui-même succomber à sa douleur.

A vingt-trois ans, mon oncle, par obéissance pour sa mère, s'était marié en secondes noces avec mademoiselle de Sommièvre. Il en eut une fille qui mourut en naissant; sa femme resta quatre ans dans un état cruel, et mourut elle-même avec un courage et une piété au-dessus de tout éloge. Elle adorait son mari, qui, sans l'aimer, lui a toujours témoigné beaucoup d'affection. Mon oncle était doux, bon, gai, très-brave, ce qu'on appelle dans le monde un homme rempli d'honneur; mais il se livrait avec fureur à tous les amusements, à tous les plaisirs. Tout le monde l'aimait, parce qu'il avait le caractère le plus aimable; il ne comptait pour rien ni la peine ni la dépense.

Il était épris de madame la baronne de Pl***; ce fut elle qui l'entraîna à Ermenonville. Il y passa habituellement les dernières années de sa vie, au milieu de toutes les folies qui ont attaché des souvenirs si singuliers à ce séjour. Mon beau-père était d'une telle légèreté, que tout lui paraissait des plaisanteries. Quand il tomba malade, il écrivit à son fils de venir le soigner; il fallait qu'il se sentît alors bien dangereusement atteint. Il resta quarante jours

entre la vie et la mort, transpirant sans cesse, d'une faiblesse extrême, et pourtant sans fièvre; il témoignait à son fils une grande impatience de quitter Ermenonville, et lui disait qu'il n'y retournerait jamais. M. de Lescure ne s'éloignait de son père que pour aller dîner avec les habitants du château, et rester par politesse une demi-heure environ au salon. Deux choses l'avaient frappé dans cette étrange société, c'était d'abord les propos les plus lestes auxquels prenait part M. de Pl***, qui avait là ses trois filles non mariées, lesquelles répondaient sur le même ton, et puis que, parfois, tout-à-coup cette société si folle s'asseyait avec l'air du plus profond recueillement autour d'un des membres, qui prenait la Bible et en faisait la lecture. A leur maintien, on les eût pris pour une assemblée de moines. Dès que le livre était fermé, les propos lestes et les rires indécents recommençaient.

Mon beau-père se sentant un peu mieux, demanda des chevaux, et se fit coiffer, en disant à son fils : « Nous resterons un instant seulement au salon « pour prendre congé. » Mais en se levant pour ôter sa poudre, il tomba sur le parquet, et mourut deux minutes après sans prononcer une parole. Voilà tout ce que j'ai su de M. de Lescure au sujet de la mort de son père.

Périer, son vieux et fidèle valet-de-chambre, qui fut témoin de l'autopsie qu'on fit de son corps et entendit causer les médecins, n'a jamais cessé de répéter que son maître avait été empoisonné à

Ermenonville; qu'il en avait eu des preuves évidentes, et que d'ailleurs sa maladie était d'un genre inexplicable. On dit à son fils et au public qu'on lui avait trouvé un abcès dans les côtes, suite d'un coup qu'il s'était effectivement donné contre un arbre en chassant.

La société d'Ermenonville se dispersa sans bruit peu après la mort de mon beau-père; M. de Pl**, qui en était le chef, fortement soupçonné d'infamies inconnues, se retira en Brabant.

Je crois que c'est également Périer qui a raconté que la veille de la mort de mon oncle, M. de Pl** vint le voir, et lui demanda de ses nouvelles; le malade daigna à peine lui répondre. Alors M. de Pl** prit de la tisane, la versa dans une tasse, y mit du sucre, et la tournant avec une cuiller, la lui présenta en disant : « Prenez, cela vous fera du bien. » Mon oncle le repoussa d'abord d'un air indigné. M. de Pl** le regarda d'un œil ferme et assuré; mon oncle, sans dire un mot, saisit la tasse avec une expression de colère et de courage, et but sans cesser de fixer M. de Pl**. Les yeux de ces deux hommes, arrêtés l'un sur l'autre, avaient quelque chose de terrible.

Le marquis de Lescure laissa, en mourant, 800,000 francs de dettes. C'était le désordre de ses affaires qui avait ôté à mes parents la pensée d'un mariage avec son fils. Au lieu de renoncer à la succession de son père, comme chacun le lui conseillait, et de s'en tenir à ses autres biens et aux hé-

ritages qu'il attendait, M. de Lescure ne put se faire à l'idée de voir des créanciers se partager tous ses biens paternels, qui peut-être même ne suffiraient pas à couvrir la totalité de ce qui était dû. Il s'imposa donc, à dix-huit ans, la plus stricte économie; il n'eut pas un goût coûteux, pas une fantaisie. Son admirable grand'mère, madame de Lescure, se condamna aux mêmes privations, mais sans rien retrancher de ses nombreuses aumônes. C'est ainsi qu'il parvint à payer presque en entier les dettes de son père. A vingt-cinq ans, il ne lui restait plus que 200,000 francs à acquitter, et il avait l'assurance de plus de 80,000 francs de rente.

J'aimais M. de Lescure, mais sans m'en douter. Il fut très-facile à ma mère de m'empècher de songer davantage au mariage projeté. On me dit que M. de Lescure était ruiné, qu'il n'était plus convenable de l'épouser. On fit ressortir à mes yeux les ridicules qu'il avait dans le monde. Je l'aimais cependant comme un frère, et je n'étais heureuse qu'avec lui. Mes idées, au reste, se trouvaient si éloignées de ce mariage, que j'aurais été, je crois, affligée si on m'eût parlé d'épouser mon cousin, qui était si gauche, qui avait des habits et une coiffure si antiques, et dont on se moquait.

A quatorze ans (1786) je perdis ma grand'mère. Immédiatement après sa mort, nous allâmes passer quelque temps à une maison de campagne au bas de Bellevue, nommée *Brimborion*, que Mesdames nous prêtèrent. Pendant le séjour que nous y fîmes,

M. de Montmorin fut nommé ministre des affaires étrangères.

Mon grand-père ne survécut pas longtemps à sa femme. Cette nouvelle perte plongea ma mère dans une telle douleur, qu'elle avait chaque jour de longs évanouissements, dont elle ne sortait qu'à la suite de violentes attaques de nerfs. Aucun remède ne pouvait la soulager. Pour la distraire, on conseilla à mon père de la faire voyager. Nous partîmes pour la Suisse; ma mère était liée avec la comtesse de Diesbach et toute la famille d'Affry, etc. Le voyage que nous y fîmes ressemblant à tous ceux que l'on a décrits, je n'en parlerai pas. D'ailleurs, rien de particulier n'est resté dans ma mémoire. Je me souviens seulement que je vis Cagliostro à Brientz. Toute la ville était en adoration devant ce singulier personnage. Mon père, qui ne l'avait jamais vu, eut la curiosité d'aller chez lui. Il y mena deux ou trois hommes de notre société, et je le priai avec tant d'instance qu'il me permit de le suivre. On ne voulait pas d'abord nous laisser entrer, sa porte était interdite à tous les Français. Mon père lui fit dire qu'il était parent de madame de Brivazac, qui, à Bordeaux, avait professé pour lui un grand enthousiasme, et l'avait logé ainsi que sa femme. A ce titre nous fûmes reçus, et il nous fit de grandes politesses. Cagliostro était petit de taille, gros et noir; il avait une belle figure. Il ne portait pas de cravate, et son cou découvert était entouré d'une chemise rabattue et garnie de mousseline, comme



en portaient les enfants à cette époque. Madame Cagliostro n'était pas très-jeune; mais sa figure, assez jolie, était douce et aimable. Quoiqu'il fût à peine huit heures du matin, elle avait déjà une robe rose et un chapeau à plumes. Dès mon arrivée au salon, elle s'empara de moi, et ne me parla que de musique, si bien que j'entendis seulement ces mots, adressés par Cagliostro à mon père, comme nous nous retirions: « Soyez sûr, monsieur le marquis, que le comte de Cagliostro tâchera toujours de se rendre utile à vos ordres. »

A Zurich, nous allâmes voir Lavater.

Quand nous fûmes revenus de Suisse, ma mère reprit son service auprès de Madame Victoire, et moi je rentrai avec plaisir dans mes habitudes. Madame de Montmorin, ma future belle-mère, venait sans cesse nous voir et me prodiguait des marques d'amitié. J'avais quinze ans; le temps de mon mariage approchait, M. de Montmorin fils était reçu habituellement chez ma mère. Il venait avec son frère et son gouverneur; nous prenions des leçons ensemble, mais sans nous parler, étant tous les deux fort timides. Enfin mon trousseau était fait, mon mariage allait être bientôt célébré, lorsqu'on s'occupa de régler les articles du contrat, dont il n'avait jamais été question d'une manière précise. M. de Montmorin dit à mes parents : « Je ne « dois pas vous cacher que j'ai peut-être des det- « tes; je me suis toujours occupé des affaires du « roi plus que des miennes. J'ai eu des places où

« tout le monde s'enrichit, et cependant mes gens « d'affaires prétendent que je me ruine. Je vous « les enverrai; vous causerez avec eux, vous sau- « rez au juste ma situation, et par la même occa- « sion je la connaîtrai aussi. »

Or, il se trouva que le désordre et le pillage avaient été portés à un tel point dans la maison de M. de Montmorin, qu'il comptait plus de dettes que de biens. Madame de Montmorin dit alors qu'elle avait une dot de 200,000 francs dont elle pouvait avantager son fils; mais on lui apprit qu'elle avait consenti à répondre pour un compte de tailleur qui s'élevait, chose incroyable et ridicule à dire, au chiffre de 180,000 francs. M. de Montmorin, qui était comblé de faveurs et de dignités, qui occupait de grandes places et n'avait que de nobles ambitions, apprit cette ruine avec assez d'indifférence. Mais ma mère ne voulut pas exposer mon avenir à toutes les vicissitudes de la cour, et le mariage fut rompu sans que les deux familles cessassent de se voir avec beaucoup d'amitié.

Je me rappelle ici des détails que je tiens de ma mère, et qui concernent le chevalier d'Eon. Je n'ai vu nulle part que l'on ait fait connaître les motifs pour lesquels le roi avait exigé de lui qu'il ne revînt en France qu'habillé en femme.

M. d'Eon ayant parlé, écrit et agi de toutes les façons contre M. de Guerchy, ambassadeur à Londres, dont il était secrétaire d'ambassade, M. de Guerchy le fils, son père étant mort, voulait se

battre contre le chevalier, à moins que ce ne fût une femme, comme on en avait répandu le bruit. Alors, pour empêcher le duel, le roi obligea M. d'Eon à s'habiller en femme. J'ai aussi entendu dire à ma mère que la France l'avait envoyé autrefois en Russie, lorsqu'il était encore très-jeune, et cela comme espion, pour être femme-de-chambre de l'impératrice Elisabeth. Il avait occupé cette place pendant trois ans; et plusieurs années après, la Russie ayant eu des soupçons sur cette aventure, la France se trouvait bien aise de soutenir que c'était une femme. Je me souviens de l'avoir vu dans mon enfance à Versailles chez ma grand'mère. Il était alors l'objet de la curiosité générale, et passait en effet pour être une femme.

Selon la *Biographie universelle*, ce fut en 1777 qu'il se trouvait à Versailles; alors je n'aurais eu que cinq ans, et pourtant je suis portée à croire que c'était plus tard, car il me semble encore voir cette étrange figure. Il portait une robe noire avec un grand bonnet qu'on appelait alors *une baigneuse*; il était affreux sous cette coiffure. Des sourcils noirs et épais ombrageaient ses yeux ardents; un teint animé, rouge-noir, qui accompagnait ce hideux visage, son air hardi et le mouvement de ses bras et de ses jambes, qu'il soulevait en gesticulant, c'était incroyable à voir! Il portait une énorme croix de Saint-Louis. Je me rappelle que, devant moi, un autre chevalier de Saint-Louis, maréchal-de-camp, qui n'avait jamais eu

l'occasion de faire la guerre, ayant voulu plaisanter sur cette décoration mise sur une robe de femme, il répondit avec colère : « Monsieur, je l'ai gagnée sur le champ de bataille, et non comme bien des gens, au feu de la cheminée. »

On me força d'embrasser cette singulière demoiselle, qui me faisait très-grande peur. Ma grand'mère avait un maître-d'hôtel qui l'avait connue en homme. Il ne pouvait en croire ses yeux, et entr'ouvrait à chaque instant la porte du salon où était le chevalier, afin de le considérer plus attentivement. On se divertissait de sa curiosité, et surtout mademoiselle d'Eon, qui l'avait embrassé en le reconnaissant.

Cependant la santé de ma mère, ébranlée depuis la perte de ses parents, ne se rétablissait point. Elle demanda à madame Victoire la permission d'aller en Gascogne; je n'avais jamais fait ce voyage. Mon père et ma mère, couchant à Tours, envoyèrent savoir des nouvelles du cardinal de Rohan, leur ancien voisin de Versailles, mais jamais leur ami. Il fut très-sensible à cette marque de souvenir, à laquelle il n'était pas accoutumé dans son exil, et vint tout de suite leur faire une visite. Nous passâmes l'été dans nos terres et dans celles du duc de Lorge, mon oncle. Nous fûmes de retour à Versailles vers la fin de 1788. On parlait toujours de me marier, mais mes parents étaient indécis. Ainsi, en temporisant, nous arrivâmes à l'époque où les Etats-Généraux s'assemblèrent.

CHAPITRE II.

Depuis les Etats-Généraux jusqu'après le 6 octobre.

Ce n'est point l'histoire de la révolution que j'écris. Je raconterai seulement le petit nombre de circonstances qui se sont passées sous mes yeux ou qui m'ont touchée en quelque chose. Elles pourront être curieuses pour ceux qui, connaissant déjà ces grands événements, en recherchent les moindres détails.

Les Etats-Généraux attirèrent beaucoup de monde à Versailles, et le rendirent fort brillant. Ma mère voyait presque tous les jours chez elle le duc de Luxembourg, président de la noblesse, et plusieurs députés du côté droit. Toute notre société était entièrement dévouée à la cause royale. Ceux qui avaient embrassé d'autres opinions cessèrent d'y venir.

J'avais l'habitude de faire tous les soirs de la musique. Un de ceux qui formaient le plus habituellement notre concert était le comte d'Astorg, officier des gardes-du-corps, qui, dans l'émeute de Versailles contre l'archevêque de Paris, avait eu le

malheur de blesser un homme, et qui ensuite ayant été chargé de surveiller M. Necker jusqu'à la frontière, après son renvoi, était spécialement mal vu des novateurs.

Peu après l'ouverture des Etats-Généraux, le Dauphin mourut rachitique. Je le voyais sans cesse: ma liaison avec mesdemoiselles de Mortemart, petites-filles du duc d'Harcourt, gouverneur de ce prince, et qui étaient élevées par leur grand'mère, m'en donnait l'occasion. Le prince avait une fort jolie figure; sa bonté, son esprit, donnaient de grandes espérances, et le rendirent tout-à-fait digne de regrets. Il avait fini par tomber dans un état affreux : il ne pouvait plus marcher, et tout son corps n'était qu'une plaie. Il souffrait avec une grande douceur. Un jour, il voulut être porté dans le jardin. La duchesse d'Harcourt allait sonner. — « Ne sonnez point, lui dit-il, c'est un tel (un de « ses valets de chambre) qui viendrait, il est de « service aujourd'hui; il me fait toujours mal. » Madame d'Harcourt lui répondit : « — Il fait tout « ce qu'il peut pour vous soulager; il n'est peut-être « pas aussi adroit que les autres, mais du moins il « est aussi zélé. Si vous refusez son service, vous « le mettrez au désespoir. » Alors le Dauphin s'é« cria : « — Ah! sonnez à l'instant; j'aime mieux « souffrir un peu que de faire de la peine à ce brave « homme. » Il était toujours aussi bon. On lui lisait des livres choisis d'histoire et de littérature; ses réflexions, souvent judicieuses et piquantes, an-

nonçaient un esprit élevé. Un jour, on lui lisait *Mérope*. Quand il entendit ce vers :

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

« Voilà un vers que je n'aime pas, » dit-il.

Tous ses domestiques l'adoraient. Un de ses valets de chambre, qu'on réveilla en sursaut pour lui apprendre que M. le Dauphin venait d'expirer, tomba mort de douleur.

Le 13 juillet 1789, les régiments de Bouillon et de Nassau arrivèrent à Versailles. On les logea dans l'Orangerie; nous fûmes les voir. Le lendemain, 14 juillet, une foule brillante et nombreuse se promenait dans le parterre du midi, au-dessus de l'Orangerie. Les officiers avaient rassemblé la musique, qui jouait des airs charmants; la joie brillait sur tous les visages : c'était un tableau ravissant; mais jamais je n'oublierai le changement subit qui s'opéra. Nous entendîmes d'abord des chuchottements. M. de Bonssol, officier des gardes-du-corps, vint à nous, et dit tout bas : « Rentrez, rentrez, le « peuple de Paris est soulevé; il a pris la Bastille; « on dit qu'il marche sur Versailles. » Nous nous dirigeâmes à l'instant vers notre appartement. Partout la crainte succédait à la gaîté; et, en un instant, les terrasses furent désertes. J'appris, quelques jours après, un fait assez curieux, et qui est peut-être ignoré.

Après la prise de la Bastille, et pendant qu'un

certain nombre d'individus faisaient retentir dans les rues le cri : *Vive le duc d'Orléans!* ce prince, effrayé de ce qui se passait, ne sachant quelle tournure prendraient les événements, vint à l'hôtel de Toulouse, chez madame de Lamballe, sa belle-sœur. Elle était indisposée, et fit son possible pour abréger cette visite. Mais, quoi qu'elle pût faire, il s'obstina à lui tenir compagnie jusqu'à onze heures du soir, parlant peu, montrant beaucoup d'inquiétude au moindre bruit qu'il entendait, et s'informant à chaque instant des nouvelles de l'émeute. Madame de Lamballe feignit d'ignorer qu'on criât: *Vive le duc d'Orléans!* Lui-même n'en parla pas. Il paraît que ses partisans ne connaissaient pas le lieu de sa retraite, ou que le prince ne dirigeait rien; car, pendant ce temps, personne ne vint lui parler. Je tiens cette anecdote de la marquise de Las-Cases, notre parente, dame d'honneur de la princesse de Lamballe, qui était présente.

La veille du jour où le roi se rendit à l'Hôtel-de-Ville de Paris, nous passâmes la soirée chez le duc de Serent. Il devait partir cette nuit même pour les pays étrangers, emmenant les jeunes princes, fils du comte d'Artois. Il nous cacha ce départ; mais il avait, ainsi que tous les membres de sa famille, les larmes aux yeux, et nous serra les mains en nous quittant.

Nous restâmes debout toute la nuit. Nos fenêtres donnaient sur la rue des Réservoirs. Jusqu'au jour, nous entendîmes un bruit de voitures et de che-

vaux, des signaux pour se reconnaître. Les écuries de M. de Serent étaient vis-à-vis de notre appartement. Nous le vîmes monter en voiture, et partir en silence avec les jeunes princes. Dès que le jour commença à poindre, nous descendîmes dans les galeries, que nous parcourions en tous sens, sans trop savoir où nous portions nos pas. Partout ne s'offraient à notre vue que des figures pâles et empreintes d'effroi. Les députés, excepté le duc de Luxembourg, forcé de quitter la France, se rassemblaient pour accompagner le roi. Tout le monde abandonnait Versailles; nous ne savions trop que devenir. Mon oncle de Lorge avait demandé au duc de Luynes, avec lequel il était encore lié, malgré la différence d'opinions, un asile à Dampierre. Nous partîmes donc à cinq heures du matin pour nous y rendre, car nous étions plus suspects que d'autres par nos opinions et la société que nous recevions. Le soir, quand le roi fut rentré à Versailles, nous revînmes, et nous reprîmes absolument le même genre de vie que par le passé.

Tout le monde retourna à Versailles sans s'inquiéter de l'avenir, qui cependant était menaçant. En général, on se faisait une illusion complète sur la situation des choses. Mon père et ma mère, au contraire, étaient du petit nombre des personnes qui s'attendaient à de grands malheurs.

Vers la fin d'août, la garde nationale de Versailles commença à monter la garde au château. Les portes extérieures étaient de tout temps gar-

dées par deux sentinelles, l'une suisse et l'autre des gardes françaises. Peu-à-peu toutes ces dernières désertèrent pour aller se joindre au peuple de Paris; il n'en resta que sept pour faire le service. Ces braves gens demeurèrent trente-six heures de suite à leur poste. Enfin, accablés de fatigues, ils se retirèrent en versant des larmes de désespoir. Le lendemain matin on trouva tous les postes abandonnés occupés par la garde nationale; on en fut surpris et affligé, mais il était impossible de s'en plaindre. Le roi nomma le sergent des gardes qui lui avait montré tant de dévouement, officier dans les troupes de ligne, et les six soldats y passèrent en qualité de sergents.

Pendant le mois de septembre 1789, je fus témoin d'un fait qui, bien que peu important en lui-même, frappa assez fortement mon imagination. Le roi avait fait venir à Versailles deux cents chasseurs du régiment des Trois-Évêchés, qui autrefois avait été commandé par mon beau-père, et alors se nommait *dragons de Lescure*. Pour les faire arriver jusqu'à Versailles, on s'était conformé à toutes les formalités qu'exigeaient les nouvelles lois. Ils se présentent à la grille du Dragon. Le peuple s'ameute en les voyant arriver, ferme la grille, et commence à les assaillir à coups de pierres. Ils restent là plusieurs heures sans ordres, sans recevoir de distributions de vivres, et mourant de faim. Vers les cinq heures du soir, le roi revint de la chasse et passa devant eux. Alors tous, oubliant l'état d'abandon où ils se

trouvaient, se mirent à crier : *Vive le roi!* Tout le monde croyait que le roi allait faire ouvrir la grille ou leur ordonner de le suivre pour les faire entrer par le château, mais sa voiture continua son chemin sans s'arrêter. Je rentrais de la promenade, et la chose se passa ainsi sous mes yeux. Ce pauvre roi, toujours faible et incertain, perdait de la sorte, tous les jours, sa dignité. Les dragons n'entrèrent que le soir.

Le 1er octobre, à l'occasion de l'arrivée du régiment de Flandre, les gardes-du-corps lui donnèrent, ainsi qu'à la garde nationale de Versailles, aux gardes suisses et à d'autres militaires, le repas qui a été si fameux. J'y assistai. Il eut lieu sur le théâtre de la salle d'Opéra du château. Les personnes de la cour et autres étaient dans les loges pour voir ce banquet. A chaque instant arrivaient des soldats du régiment de Flandre, des gardes nationaux, des gardes suisses; on les faisait boire à la santé du roi. Il semblait régner tant de cordialité dans cette réunion, qu'on en conçut beaucoup d'espérance. On engagea le roi et la reine à paraître : ils vinrent dans leur loge; la reine tenait dans ses bras son fils, le second Dauphin. Aussitôt qu'on les aperçut, l'acclamation fut générale, et la musique joua l'air : *O Richard! ô mon roi!* On décida alors la reine à descendre sur le théâtre pour faire le tour de la table : elle parla à chacun avec cette grâce charmante dont elle savait si bien se servir pour captiver les cœurs. Elle confia successivement le Dauphin à plusieurs gardes-du-

corps; quelques minutes après elle retourna près du roi. L'enthousiasme était à son comble. Les larmes coulaient de tous les yeux. La reine faisait le tour par les corridors, et le roi venait au-devant d'elle; pour les revoir encore lorsqu'ils traverseraient la galerie de l'Opéra, officiers, soldats, gardes nationaux sautèrent du théâtre dans l'orchestre, et coururent à travers le parterre, qui était vide, afin d'arriver avant eux. Il semblait que tout ce monde montât à l'assaut; on criait : « *Vive le roi!* « *vive la reine! nous les défendrons jusqu'à la* « *mort!* »

Au milieu de la joie générale, je n'entendis aucune insulte adressée ni à l'Assemblée nationale, ni au parti populaire, ni à personne que ce fût. Après avoir vu Leurs Majestés dans la galerie de l'Opéra, les militaires se répandirent dans les cours et sur la terrasse, sous les fenêtres de chaque personne de la famille royale; ils vinrent ensuite sous le balcon du roi, qui y parut un instant. Ce balcon est dans la cour de marbre, en face de la grille; il a bien vingt pieds d'élévation. Un soldat, aidé de ses camarades, parvint à y monter extérieurement en criant toujours : *Vive le roi!* Leurs Majestés furent fort attendries de toutes ces marques de dévouement. Le lendemain il y eut un déjeuner des gardes-du-corps seuls dans leur quartier. On prétend qu'il fut encore plus vif que le dîner, mais il n'y eut pas de témoins, et tout se passa entr'eux.

Cet enthousiasme ajouta à l'espoir des personnes

dévouées à la cause royale. Cependant, je me souviens que le 4 octobre, M. le comte de Narbonne-Fritzlar, ainsi surnommé par Louis XV, à cause de sa belle défense de cette ville, vint chez ma mère. C'était un vieux et bon militaire, lieutenant-général, sans emploi pour le moment, profondément attaché au roi; il habitait Versailles depuis les troubles, espérant être utile. Tous les jours il faisait un exercice violent à pied et à cheval; « afin, disait-« il, de conserver ses forces en cas de besoin. » Il soupait donc chez ma mère trois jours après le fameux dîner. Depuis ce moment-là, les habitants de Versailles se croyaient invincibles. Ma mère lui demanda ce qu'il en pensait. Il répondit à voix basse, mais je l'entendis fort bien : « Madame, de-« puis trois mois je me promène sans cesse ici, et « j'observe les dispositions de chacun pour prévoir « un peu ce qui se ferait en cas d'attaque. Il n'y a « ni précautions, ni plan, ni ensemble dans les pro-« jets, ni même dans les opinions. Si M. de Lafayette « voulait venir nous attaquer, un coup de main lui « suffirait pour enlever la cour. S'il était venu le « soir du dîner, on se serait fort bien battu, quoique « sans ordre. Aujourd'hui c'est différent, chacun est « retombé dans l'apathie : le roi est perdu. »

Le lendemain (5 octobre), il fut évident que M. de Narbonne avait raison : le roi était à la chasse. Sur les trois ou quatre heures après midi, on commença à dire que le peuple de Paris était en route pour venir attaquer le château. Cette nouvelle parut in-

croyable. Cependant on rangea quelques troupes devant la grille des ministres. Le roi chassait dans le bois de Meudon. On envoya l'avertir de ce qui se passait; il reçut le courrier au moment où un chevalier de Saint-Louis, qui arrivait de Paris, s'était jeté à ses pieds, en l'avertissant des dangers qu'il courait. Ce zélé serviteur se retira ensuite sans se nommer. Le roi monta sur-le-champ en voiture, et revint promptement par la porte verte et la grande avenue. Cinq minutes plus tard, il rencontrait à la jonction du chemin de Paris l'avant-garde parisienne. Quelques personnes, à tort ou à raison, regrettèrent que cet événement n'eût pas eu lieu. Ces gens auraient tenté d'enlever le roi; les huit cents gardes-du-corps et les deux cents chasseurs qui étaient déjà à cheval seraient accourus et auraient dispersé facilement cette populace, qui ne s'élevait tout au plus qu'à six cents hommes ou femmes. Ce premier revers eût, sans doute, intimidé et refoulé successivement les émeutiers, dont la plus grande partie, à cette heure, était encore aux barrières de Paris.

Le roi, en rentrant, s'enferma avec M. Necker et les autres ministres, dont quelques-uns étaient en secret favorables au mouvement. On ferma les portes du château. Tout était dans le plus complet désordre. Les hommes, les femmes couraient pêle-mêle dans les galeries. Il y avait bien dans le palais environ *sept cents* gentilshommes. Ils étaient tous en habit habillé et le chapeau sous le bras, n'ayant

pour la plupart d'autre arme que leur épée; quelques-uns s'étaient procuré des pistolets, des sabres. Cette bonne volonté inutile et ce costume si peu militaire avaient quelque chose d'affligeant et de ridicule. Tout le monde était, comme on le dit vulgairement, ahuri. Nous étions dans le salon d'Hercule, et nous regardions par la fenêtre ce qui se passait dans les cours. Six cents hommes et femmes, ou plutôt hommes travestis en femmes, s'agitaient sur la place d'Armes. Ils étaient couverts de haillons, armés de méchantes piques, d'instruments en fer, de faucilles. Ils traînaient après eux deux petites pièces de canon et criaient : *du pain! du pain!* en face du balcon du meilleur des hommes, du roi le plus humain qui ait régné sur la France. On connaît les moyens affreux qui avaient été employés pour faire naître la disette. Cette bande formait la première colonne des Parisiens. Le peuple de Versailles était encore incertain s'il se joindrait à eux.

Pendant ces divers mouvements des bandes parisiennes, les gardes suisses étaient en bataille à droite sur la place d'Armes. Le régiment de Flandre avec la maréchaussée et les deux cents chasseurs tenaient la gauche, jadis la place des gardes françaises. Huit cents gardes-du-corps à cheval étaient rangés devant la grille de la cour des Ministres. Un piquet de Suisses gardait chaque porte extérieure. Les gardes-du-corps étaient postés aux issues intérieures.

Nous étions occupées à regarder ces dispositions,

quand tout-à-coup nous vîmes qu'on emportait un officier des gardes-du-corps; on le fit entrer dans la cour, et de là chez le comte de la Luzerne, ministre de la marine, bien fidèle certainement au roi. Cet officier était M. de Savonnière, qu'on avait blessé à la distance de trois ou quatre pas de sa troupe, et en tirant sur lui presqu'à bout portant. En recevant le coup, il s'écria : « Mes camarades, « ne me vengez pas; attendez les ordres du roi, et « défendez-le bien! » Il mourut de cette blessure quelque temps après. Nous fûmes d'autant plus saisies de cet événement, qu'il y avait là plusieurs femmes dont les maris, officiers des gardes-du-corps, se trouvaient aussi sur la place. Ce fut le seul désordre qu'il y eut pour le moment, car on ne tira plus aucun coup de fusil. Peut-être en voulait-on particulièrement à M. de Savonnière, dont les opinions étaient très-prononcées, et qui était connu pour avoir conduit avec M. d'Astorg, par ordre du roi, M. Necker jusqu'aux frontières, lors de son renvoi momentané.

A la nuit, on fit atteler plusieurs voitures du roi, afin qu'il pût partir pour Rambouillet; mais au lieu de leur faire traverser la place d'Armes, pendant que les troupes y étaient, ainsi que les cours, d'où on aurait pu les faire passer sur la terrasse, on les conduisit à la grille du Dragon par les rues. Le peuple les arrêta et les fit rétrograder. Plusieurs écuyers coururent risque de la vie, et l'on vint dire au roi que ses voitures ne pouvaient parvenir au château.

Ma mère et moi nous rentrions et sortions sans cesse de notre appartement, pour savoir ce qui se passait; quant à mon père, il va sans dire qu'il ne quittait pas Monsieur. Tantôt l'on disait que toute la garde nationale de Paris arrivait, tantôt que c'était un faux bruit. Enfin, à neuf heures du soir, nous entendîmes le tocsin que le peuple sonnait : l'ordre fut donné aux gardes-du-corps de se retirer dans leurs quartiers; mais quand on les vit s'ébranler on tira sur eux. On les fit ensuite ranger sur la terrasse derrière le château, et de là partir pour Rambouillet; il ne resta que ceux qui étaient de service dans l'intérieur du château. Les bandes parisiennes augmentaient à chaque instant. Une partie de la garde nationale de Versailles, qui était sous les armes, se joignit à elles. M. Collet, officier de cette garde, se jeta entre le peuple et les gardes-du-corps pour faire cesser le feu. Il fut atteint de deux balles, mais on ne tira plus. Les gardes-du-corps avaient ordre de ne point riposter; ils se retirèrent, comme je l'ai dit.

Pendant que nous entendions le tocsin, la générale et les coups de fusil, le comte de Calvimont entra chez ma mère, et sans pouvoir dire une parole, tomba évanoui. Il venait de Paris, et avait fait à pied un détour de plus de dix lieues pour arriver à Versailles, en évitant les colonnes parisiennes, qui forçaient tout ce qu'elles rencontraient à marcher avec elles. Il avait entendu les tambours pendant toute la route; et en entrant à Versailles, les coups de

fusil lui firent croire qu'on se battait. Il était parvenu jusqu'au château, dont il trouva les portes fermées; mais comme il avait été page, il vint à bout d'entrer. Il n'avait pas dîné; la faim et la fatigue l'avaient fait tomber en défaillance, ce qui nous effraya beaucoup. Après qu'il eut mangé, il nous quitta pour aller rejoindre les personnes réunies dans le château pour défendre le roi. C'est alors que dans l'OEil-de-Bœuf M. de Calvimont assura positivement que les Parisiens arrivaient ainsi que M. de Lafayette, à la tête de sa garde nationale. Le duc d'Ayen, capitaine des gardes de service, se tenait dans un coin, et se moquait de ceux qui s'imaginaient que son gendre, M. de Lafayette, venait à Versailles. Pour le convaincre, on amena devant lui M. de Calvimont. Il lui répondit tranquillement : « Vous dites, « jeune homme, que les troupes qui viennent ici « se sont mises en marche à midi; elles devraient « donc être arrivées, car il est neuf heures; appa- « remment qu'elles sont rentrées dans Paris; tout « ce que vous contez-là n'a pas le sens commun; » et il ne voulut plus rien entendre. Il y avait aussi là, dans l'OEil-de-Bœuf, certaines personnes qui ne montraient ni crainte ni affliction, entr'autres madame de Staël, ornée d'un gros bouquet, et riant aux éclats.

Le roi était toujours enfermé avec les ministres, personne ne pouvait le voir, la confusion augmentait sans cesse. On fit entrer dans son cabinet une députation des bandes parisiennes, au milieu de la-

quelle figuraient des filles habillées en poissardes; elles lui demandèrent du pain.

Nous descendîmes chez MESDAMES; madame Victoire était chez madame Adélaïde, où il y avait aussi beaucoup de personnes de leur maison. MESDAMES montraient un grand calme et un grand courage au milieu des cris et du tumulte. Je crois encore entendre madame Adélaïde dire noblement : « Nous leur apprendrons à mourir. » Comme l'appartement était au rez-de-chaussée, on avait fermé les volets. A chaque instant, on venait leur donner des nouvelles contradictoires. Le comte Louis de Narbonne-Lara, chevalier d'honneur de madame Adélaïde et grand ami de M. de Lafayette, arriva à onze heures et demie; il venait de l'OEil-de-Bœuf. Il assura que tout était apaisé, et se mit à plaisanter sur la peur de chacun. Il parlait encore, que M. de Thianges et madame de Béon ouvrent la porte en criant : « M. de Lafayette est chez le roi ! » On ne saurait peindre l'étonnement qui saisit tout le monde à cette nouvelle.

Un instant après, on vint raconter que M. de Lafayette, pâle comme la mort, était entré chez le roi et lui avait demandé seulement la sanction de quelques décrets et d'accorder aux volontaires parisiens la faveur de lui servir de garde. Il y eut beaucoup de personnes qui eurent la simplicité de croire que le peuple de Paris était venu sous un appareil militaire pour demander des choses aussi insignifiantes. MESDAMES se rendirent auprès du roi

par leur escalier dérobé, et nous nous retirâmes.

Les hommes voulaient passer la nuit dans les grands appartements; mais le duc d'Ayen renvoya tout le monde, en disant que ces inquiétudes étaient ridicules; les portes, jusqu'à la galerie de la chapelle, furent fermées comme à l'ordinaire.

Par une espèce de vertige, beaucoup se rassurèrent, au point que le duc de Saulx-Tavanes, homme très-fidèle assurément, que nous rencontrâmes, dit à ma mère : « Eh bien! tout est donc fini : on va se « coucher. — Comment, fini? lui dit ma mère. — Je « n'y conçois pas grand chose; mais, enfin, on dit « que toute inquiétude doit cesser, que le roi a ac- « cordé ce que M. de Lafayette lui a demandé; il « s'agissait seulement de sanctionner quelques dé- « crets. — Ah! vous verrez que demain on enlèvera « la famille royale pour l'emmener à Paris. — Cela « ne se peut pas, les Tuileries sont démeublées de- « puis longtemps; il n'y a d'appartement prêt que « celui de la reine. » Là-dessus il nous quitta. Mon père et plusieurs autres personnes nous rejoignirent.

Le comte de Montmorin, gouverneur de Fontainebleau, arriva peu après. C'était un jeune homme qui n'avait rien de brillant, mais plein d'honneur, et surtout rempli de zèle pour la personne du roi. Il était colonel en second du régiment de Flandre, qu'il commandait en l'absence du colonel, M. de Lusignan, membre de l'Assemblée nationale et du côté gauche. C'est au moment où chacun lui parlait

de son dévouement personnel, qu'il nous raconta qu'on refusait de la poudre à son régiment; qu'en arrivant à Versailles on avait fait prendre ses canons, sous prétexte de les confier momentanément à la garde nationale; que malgré des représentations instantes il n'avait pu obtenir ni cartouches ni la restitution de ses canons; que cela faisait murmurer les soldats, mais qu'ils étaient encore bien disposés; qu'enfin, il venait de recevoir à l'instant même l'ordre inconcevable d'enfermer le régiment dans les Petites-Écuries, où il était campé, de fermer la grille et d'en apporter la clé. Comme cette clé ne put être trouvée, on lui avait ordonné d'y faire mettre un cadenas, et toujours d'en apporter la clé. Il pleurait de rage, en criant : « Le roi est « trahi ! » Tout cela est si incroyable, que c'est à peine si j'ose l'écrire.

Mon père, ma mère et la comtesse d'Estourmel, de la maison de Madame Victoire, passèrent la nuit dans le salon, et je crois qu'il n'y eut guère qu'eux dans le château qui veillèrent. De nos fenêtres, on pouvait découvrir la place d'Armes, la cour des Ministres, et observer l'agitation du peuple. Vers les cinq heures du matin, ma mère s'aperçut que le peuple s'agitait et se mettait tumultueusement en mouvement. Elle sortit avec mon père et madame d'Estourmel; ils allèrent jusqu'au vestibule de la chapelle, par où l'on entre dans les grands appartements. Ils ne purent pénétrer. Les portes restaient closes; tout était parfaitement tranquille. Ils ren-

trèrent fort à propos; car peu d'instants après, les domestiques vinrent nous dire que deux gardes-du-corps arrivaient en courant, se plaignant de ce qu'on leur avait refusé l'entrée des appartements : au même moment le peuple se précipita en foule dans les corridors.

Ma mère ne pouvant résister à ses inquiétudes, et ne sachant comment avoir des détails sur ce qui se passait, demanda à une sentinelle de la garde nationale, placée sous nos fenêtres, ce que le peuple faisait dans la cour. La fenêtre était extrêmement élevée au-dessus du sol; la sentinelle lui cria : « Ma-« dame, ce sont les gardes-du-corps!... » Et en même temps il fit signe avec sa main qu'on leur coupait la tête.

Il n'était resté à Versailles que les gardes-du-corps pour le service intérieur, au nombre d'environ deux cents. On les poursuivit; plusieurs furent atteints et massacrés en se défendant héroïquement. La plupart se sauvèrent à la faveur de divers déguisements; il n'en périt qu'un petit nombre. Les auteurs de ces désordres surent bien arrêter le peuple quand ils le voulurent; pourquoi ne le firent-ils point avant ce massacre?

On décrirait difficilement l'état où nous nous trouvâmes, quand nous apprîmes ces horreurs. Plusieurs exempts des gardes qui logeaient près de nous vinrent nous demander un asile; nous envoyâmes des habits à d'autres qui s'étaient réfugiés dans un appartement voisin; nos domestiques en

sauvèrent plusieurs. On craignait que tout ce qui habitait le château ne fût massacré; car le peuple et la garde parisienne se pressaient dans les cours. Pendant la nuit, on s'était emparé adroitement des drapeaux du régiment de Flandre. Les soldats les voyant déployés par le peuple passèrent, pour les reprendre, par-dessus la grille. Alors on les gagna, en leur prodiguant du vin et de l'argent. Ils se laissèrent facilement séduire. Aigris déjà par le refus des cartouches, par la perte de leurs canons, et plus encore par l'ordre de les tenir enfermés sous clé, ils cédèrent sans résistance; ils se mêlèrent avec le peuple, sans participer toutefois aux assassinats.

Tandis que les révoltés remplissaient les cours, la rue des Réservoirs était déserte. Nous profitâmes de cette circonstance pour sortir du château; nous nous rendîmes, ma mère et moi, toutes tremblantes, dans un petit logement que le comte de Crenay avait dans la ville. Plusieurs personnes vinrent aussi y chercher un asile, entre autres des officiers des gardes-du-corps. Bientôt après, nous entendîmes une canonnade et une fusillade générales qui se prolongèrent pendant une demi-heure. Nous crûmes d'abord qu'on prenait d'assaut le château; mais on vint nous tirer d'angoisses, en nous apprenant que c'était le signal d'une réjouissance, et que le roi avait paru au balcon avec la cocarde tricolore, en annonçant qu'il allait habiter Paris. Quel contentement et quelles réjouissances! Nous retournâmes chez Mes-

DAMES. Je leur fis des cocardes de rubans, chacun en prit. Ceux de leurs gens qui étaient dans la garde nationale de Versailles endossèrent l'uniforme.

MESDAMES montèrent en voiture. La duchesse de Narbonne-Lara, ma tante de Chastellux, ma mère et moi, étions avec elles. Le carrosse suivait celui du roi, mais à une très-grande distance; bientôt il en fut séparé par une foule immense, et même par d'autres voitures.

Je ne veux pas oublier de rapporter que la reine, en montant en carrosse, entourée de ce peuple qui avait voulu l'assassiner, reconnut dans la foule le baron de Ross, officier des gardes-du-corps, déguisé. Elle eut la bonté et le courage de lui dire tout haut : « Vous irez de ma part savoir des nouvelles « de M. de Savonnière; vous lui direz toute la part « que je prends à son état. » M. de Ross nous raconta cela un instant après.

Plus de deux mille voitures suivirent le roi. Comme on prétendait qu'après son départ le château pourrait bien être pillé, les domestiques se mirent à démeubler les logements avec une telle précipitation, qu'on jeta, m'a-t-on dit, des porcelaines et des glaces par les fenêtres. Jamais on n'a vu pareille confusion. Cependant il n'y eut aucun pillage. La route de Paris à Versailles présentait aussi le spectacle d'un effroyable désordre; tout le monde était pêle-mêle; on voyait des troupes d'hommes et de femmes qui avaient l'air de furieux. Les cris continuels de *vive la nation!* retentissaient de toutes

parts. Des coups de fusil étaient tirés à chaque instant.

Cent hommes de la garde nationale de Paris avaient été spécialement destinés à accompagner Mesdames. Ils entouraient la voiture. Mesdames leur parlèrent quelquefois pendant le trajet avec une extrême bonté, moins par peur que par l'habitude qu'elles avaient d'être simples et affables. Madame Adélaïde, surtout, qui avait besoin de mouvement, causa beaucoup avec eux. Nous fûmes cinq heures pour aller de Versailles à Bellevue, où Mesdames eurent la permission d'habiter. Les cent hommes y restèrent pour les garder.

Nous demeurâmes à Bellevue jusqu'au 19 octobre. On y menait la vie la plus triste; ma mère était dans un cruel état. L'effet qu'avaient produit sur elle les scènes de la révolution dérangeait de plus en plus sa santé. Elle avait des insomnies continuelles et de fréquentes attaques de nerfs. Ce fut alors que madame Victoire lui accorda la permission d'aller en Gascogne, dans ses terres. Mon père obtint l'agrément de Monsieur, et nous partîmes.

CHAPITRE III.

Depuis notre départ pour la Gascogne jusqu'après le 10 août 1792.

Nous partîmes pour la Gascogne vers la fin du mois d'octobre 1789, avec mon oncle de Lorge et son second fils, le marquis de Civrac. Notre voyage s'effectua fort heureusement, et nous arrivâmes chez mon oncle, au château de Blaignac, près de Libourne. La vue de cette résidence est fort belle, et le parc agréable. Mais la saison était mauvaise. Nous vivions dans un isolement absolu. Les chemins impraticables, et plus encore les menaces des paysans des environs, empêchaient qu'on pût voir le voisinage. Nous ne recevions que très-peu de visites, et je m'ennuyais beaucoup. Les paysans qui dépendaient de mon oncle étaient assez tranquilles, et il n'eut pas à s'en plaindre. Il est vrai de dire que mon grand-père et lui avaient toujours été excellents pour eux. Tous les dimanches, les villageois venaient danser au château, et ma seule distraction était d'aller danser avec eux.

Les matelots de la Dordogne ne se montrèrent point aussi paisibles; ils détruisirent les pêcheries de mon oncle et de tous les riverains. Après huit

mois de séjour à Blaignac, nous le quittâmes pour aller chez mon père, à Citran, dans le Médoc. Le pays était assez mauvais; mais Citran était depuis plus de six cents ans dans notre famille, qui y avait toujours fait beaucoup de bien, ainsi que mon père; il avait gagné l'affection des habitants, qu'il faisait travailler, et qui dépendaient encore de lui comme ouvriers; aussi nous vivions en paix.

Mes parents avaient arrangé pour moi un excellent mariage que les troubles de la révolution avaient retardé; mais ils se rappelaient l'inclination mutuelle que M. de Lescure et moi avions montrée dès notre enfance. Les raisons qui avaient fait rompre l'ancien projet n'existaient plus : mon cousin avait presque achevé de payer les dettes de son père. Il jouissait de plus de trente mille livres de rente, et sa grand'mère devait lui en laisser cinquante mille au moins.

M. de Lescure était venu nous voir au mois de juin 1791. Ma mère nous dit alors séparément à l'un et à l'autre que nous étions libres de nous marier si cela nous convenait. Cette permission nous éclaira sur nos sentiments. Dès que ma mère eut donné de l'espérance à M. de Lescure, son affection pour moi devint plus vive encore, et il m'en parla pour la première fois de sa vie. Je sentis bien vite que je n'avais pas cessé de l'aimer; je le dis à ma mère, elle le lui répéta; notre mariage fut décidé. Nous nous trouvâmes les plus heureux du monde.

M. de Lescure était alors d'une coalition qui s'était

formée en Poitou et dans les provinces adjacentes. Elle était fort importante, et aurait pu disposer de trente mille hommes; presque tous les gentilshommes du pays y étaient entrés, et l'on pouvait compter sur une grande partie des habitants de la province, comme la suite l'a bien prouvé. Il y avait deux régiments gagnés, dont l'un formait la garnison de La Rochelle et l'autre était à Poitiers. A un jour donné, on devait supposer des ordres; les régiments se seraient mis en marche, chacun aurait pris les armes, on aurait opéré une jonction avec une autre coalition qui devait s'emparer de la route de Lyon, et attendre les princes, alors en Savoie. La fuite du roi et son arrestation déconcertèrent tous ces projets.

M. de Lescure, apprenant le départ du roi, nous quitta pour se rendre à son poste, et revint peu de jours après, parce que la noblesse du Poitou voyant que le but de la coalition était manqué, prit le parti d'émigrer comme les autres. Cette résolution ne fut pas calculée, car tous les gentilshommes s'étaient entendus entr'eux pour cette coalition. Loin d'être persécutés dans leurs terres, beaucoup avaient été nommés commandants de la garde nationale dans leurs paroisses, et tous les jours les paysans venaient les prier de s'armer contre les soi-disant patriotes. Les princes connaissaient cet état de choses, et n'étaient pas d'avis que les Poitevins coalisés émigrassent; mais les jeunes gens voulurent absolument suivre le torrent. On leur représentait vivement qu'il

fallait rester où l'on pouvait être utile, et qu'ayant le bonheur d'habiter une province fidèle, il ne fallait pas s'en éloigner : ils n'écoutaient rien, et ne voulurent pas même attendre le retour de deux personnes qui étaient allées prendre les ordres définitifs des princes. Ainsi toute cette coalition du Poitou fut dissoute. On émigra en foule; et ceux qui étaient d'un avis différent, se trouvèrent forcés d'imiter les autres. M. de Lescure partit de Gascogne avec le comte de Lorge, notre cousin germain. Ils coururent des risques en sortant de France; on les arrêta aux frontières. Il fallut prendre pour guides des contrebandiers, et s'en aller à pied par des routes détournées.

M. de Lescure, le lendemain de son arrivée à Tournay, apprit que sa grand'mère avait une attaque d'apoplexie et touchait à son dernier moment. Il demanda aux chefs des émigrés la permission de revenir pour quelque temps en Poitou : elle lui fut accordée. Il arriva auprès de madame de Lescure; et voyant que son état donnait encore quelque espoir et pouvait se prolonger, il songea à rejoindre les émigrés; mais il voulut auparavant me revoir et passer vingt-quatre heures avec nous.

Il arriva à Blaye sur la Gironde. Les matelots lui dirent que le passage n'était pas praticable; mais à force d'argent il se fit embarquer, et fut jeté sur la côte. Il essaya deux fois encore de passer, avec autant de danger et aussi peu de succès. Enfin, il fut forcé de se détourner et de passer par Bordeaux.

Lorsque M. de Lescure avait voulu émigrer, ma mère, afin de régler l'époque de mon mariage, avait consulté à ce sujet M. le comte de Mercy-Argenteau, ancien ambassadeur d'Autriche en France, et qui était son ami : il avait la confiance du prince de Kaunitz, et connaissait mieux que personne les dispositions du cabinet de Vienne. Il répondit qu'il n'y avait aucun préparatif de guerre; que les puissances ne se détermineraient à ce parti que si elles y étaient forcées, et que M. de Lescure pouvait très-bien passer tout l'hiver en France. Il était déjà parti quand cette réponse y arriva.

Madame de Chastellux, ma tante, qui avait suivi Mesdames à Rome, avait envoyé la dispense du pape, nécessaire pour mon mariage : elle portait qu'il ne pourrait être célébré que par un prêtre qui eût refusé le serment ou qui l'eût rétracté. Ce fut, je crois, la première fois que le pape fit connaître son opinion sur cette question. Plusieurs prêtres de nos environs, en l'apprenant, rétractèrent le serment qu'ils avaient prêté. Il se trouvait aussi que, par un fort grand hasard, nous avions dans notre paroisse l'ancien curé, l'abbé Queyriaux, prêtre insermenté. Le nouvel évêque constitutionnel avait d'abord envoyé un autre curé; mais c'était un prêtre allemand, qui ne pouvant se faire entendre à des paysans gascons, se retira. La paroisse se trouvant sans curé, en fit demander un autre à cet évêque. Comme c'était un franc incrédule, qui n'attachait nulle importance aux diversités d'opinions religieuses, il dit

aux habitants d'engager l'ancien curé à retourner provisoirement dans sa paroisse. Il y était souvent insulté par les mauvais sujets; mais il supportait sa singulière situation avec piété et courage.

Toutes ces circonstances, et plus encore les sentiments mutuels de M. de Lescure et les miens, avaient déterminé ma mère à conclure mon mariage. M. de Lescure apprit en arrivant que nos bans étaient publiés; il vit la lettre de M. de Mercy, et resta. Trois jours après, nous fûmes mariés : ce fut le 27 octobre 1791. J'avais alors dix-neuf ans, et M. de Lescure en avait vingt-cinq. Personne n'assista à cette cérémonie. On donna un dîner aux paysans, et le soir nous dansâmes avec eux. Je suis ici au moment qui devait être le plus heureux de ma vie. Hélas! il ne durera pas longtemps. M. de Lescure apprit, quelques jours après, que sa grand'-mère avait eu une nouvelle attaque. Je me rendis auprès d'elle avec lui.

Elle passa deux mois entre la vie et la mort, ayant des vomissements continuels, de fréquentes rechutes d'apoplexie, et un cancer ouvert. Elle articulait à peine quelques mots pour prier Dieu et pour remercier des soins qu'on prenait d'elle. Jamais on n'a vu mourir avec un courage si angélique. Les titres étaient supprimés; on ne pouvait plus en graver sur son tombeau. Les paysans y firent écrire : Ci gît la Mère des Pauvres. Cette épitaphe valait bien toutes les autres.

M. de Lescure regretta vivement sa grand'mère.

Onze ans avant sa mort, elle avait fait un testament tel que sa position d'alors le lui permettait. Il était chargé d'une grande quantité de legs. Si elle eût pu y songer, les dettes que son petit-fils avait à payer, les effets de la révolution sur sa fortune auraient assurément changé ses intentions. Le testament manquait des formalités nécessaires; il n'était pas obligatoire : mais M. de Lescure s'y conforma avec scrupule de point en point; il ne voulut pas même que les domestiques qui depuis avaient bien mérité d'elle, et qui n'étaient pas compris sur le testament, se crussent oubliés; il leur fit à tous des dons au nom de sa grand'mère, comme si elle les eût ordonnés.

Au mois de février 1792, nous prîmes la résolution de partir pour émigrer. M. Bernard de Marigny nous accompagnait. C'était un parent et un ami de M. de Lescure : il était officier de marine et chevalier de Saint-Louis; il s'était distingué dans son état. C'était un fort bel homme, d'une taille élevée et d'une grande force de corps; il était gai, spirituel, loyal et brave. Jamais je n'ai vu personne aussi obligeant; on le trouvait toujours prêt à faire ce qui était agréable aux autres; au point que je me souviens que, comme il avait quelque connaissance de l'art vétérinaire, tous les paysans du canton venaient le chercher quand ils avaient des bestiaux malades. Son seul défaut était une extrême vivacité. J'aurai si souvent occasion de parler de lui, que j'ai voulu le faire connaître. Il avait alors quarante-deux ans.

Nous arrivâmes à Paris. Quelques accidents survenus à ma voiture nous forcèrent à nous y arrêter pour plusieurs jours, avant de continuer notre route. Je ne pus être présentée au roi. Depuis que Sa Majesté était à Paris, toutes les présentations avaient été suspendues.

J'allai aux Tuileries, chez madame la princesse de Lamballe; c'était la plus intime amie de ma mère. Elle me reçut comme si j'avais été sa fille. Le lendemain, M. de Lescure fut faire sa cour. La reine daigna lui dire : « J'ai su que vous aviez amené Vic-« torine; elle ne peut être présentée, mais je veux « la voir; qu'elle se trouve demain à midi chez la « princesse de Lamballe. »

M. de Lescure me rapporta cet ordre flatteur, et me recommanda de profiter de cette précieuse occasion pour savoir si on voulait ou non qu'il restât du monde à Paris auprès du roi. Je me rendis chez madame la princesse de Lamballe. La reine arriva; elle m'embrassa. Nous entrâmes toutes les trois dans un cabinet. Après quelques mots pleins de bonté, Sa Majesté me dit : « Et vous, Victorine, que « comptez-vous faire? J'imagine bien que vous êtes « venue ici pour émigrer. » Je répondis que c'était l'intention de M. de Lescure; mais qu'il resterait à Paris, s'il croyait pouvoir y être plus utile à Sa Majesté. Alors la reine réfléchit quelque temps, et me dit d'un ton fort sérieux : « C'est un bon sujet, il « n'a pas d'ambition; qu'il reste. » Je répondis à la reine que ses ordres seraient des lois Elle me parla

ensuite de ses enfants. « Il y a longtemps que vous « ne les avez vus. Venez demain, à six heures, chez « madame de Tourzel; j'y mènerai ma fille. » Car alors elle trouvait de la consolation à soigner elle-même l'éducation de Madame Royale, et madame de Tourzel n'était plus chargée, dans l'intérieur, que de M. le Dauphin.

Après le départ de la reine, madame la princesse de Lamballe me témoigna combien elle jouissait de l'accueil que j'avais reçu. Je lui dis que j'en sentais tout le prix, et que certainement M. de Lescure resterait. Elle me recommanda le plus grand secret sur ce qui m'avait été dit.

Le lendemain, j'allai chez madame de Tourzel; il y avait beaucoup de monde. La reine entra avec Madame Royale. Elle vint à moi, et daigna me dire tout bas, en me serrant fortement la main : « Vic-« torine, j'espère que vous resterez. » Je répondis que oui. Elle me serra de nouveau la main, alla causer avec mesdames de Lamballe et de Tourzel; et avec une attention et une bonté angéliques, elle éleva la voix, au milieu de la conversation, pour dire : « Victorine nous reste! » Depuis lors, M. de Lescure alla aux Tuileries tous les jours de cour, et chaque fois la reine daignait lui adresser la parole.

Cependant j'avoue que bientôt je ne fus plus tranquille. On émigrait en foule; on blâmait M. de Lescure de ne point partir; il me semblait que sa réputation en souffrirait, s'il ne suivait le mouve-

ment général. En arrivant à Paris, il avait annoncé le dessein d'émigrer, et il se trouvait qu'il avait changé de résolution, précisément deux jours après le décret qui confisquait les biens des émigrés. Cette circonstance me semblait affreuse. Il recevait de nos amis et de nos parents les lettres les plus pressantes. Dans mon inquiétude, je priai madame de Lamballe de parler de nouveau à la reine. Sa Majesté la chargea de me répéter mot pour mot sa réponse : « Je n'ai rien à dire de nouveau à M. de Lescure; « c'est à lui de consulter sa conscience, son de- « voir, son honneur; mais il doit songer que les « défenseurs du trône sont toujours à leur place, « quand ils sont auprès du roi. » Alors je fus rassurée, bien certaine que les princes approuveraient ceux qui resteraient pour défendre le roi. C'était la même cause, et ils étaient en relations continuelles.

Dès que M. de Lescure sut la réponse de la reine, il n'hésita pas. « Je serais vil à mes yeux, me dit- « il, si je pouvais balancer un instant entre ma ré- « putation et mon devoir. Je dois avant tout obéir « au roi : peut-être aurai-je à en souffrir, mais du « moins je n'aurai pas de reproches à me faire. « J'estime trop les émigrés, pour ne pas croire « que chacun d'eux se conduirait comme moi, s'il « était à ma place. J'espère que je pourrai prouver « que si je reste ce n'est ni par crainte ni par ava- « rice, et que j'aurai à me battre ici autant qu'eux « là-bas. Si je n'en ai pas l'occasion, si mes ordres

« restent inconnus du public, j'aurai sacrifié au roi « jusqu'à l'honneur, mais je n'aurai fait que mon « devoir. »

J'admirais les sentiments de M. de Lescure, mais j'étais inquiète. Quelquefois je lui disais que peut-être les émigrés, en rentrant en France, chercheraient à répandre des doutes sur son honneur et sur sa bravoure. « Je ne me battrais pas avec eux, « disait-il, la religion me le défend; mais à la pre« mière guerre juste qui s'allumerait en Europe, « j'irais servir comme volontaire, et je saurais bien « montrer si je manque de courage. »

Deux mois après, le comte de Calvimont vint de Coblentz passer quelques jours à Paris. J'obtins la permission de faire dire par lui, sous le plus grand secret et sans détails, à mon oncle le duc de Lorge, que M. de Lescure avait des ordres particuliers.

M. de Marigny voyant que M. de Lescure ne partait pas, et qu'il allait beaucoup au château, lui dit que, sans demander aucune confidence, il l'estimait trop pour ne pas suivre son sort.

Nous répondîmes de M. de Marigny à madame de Lamballe, et on autorisa M. de Lescure à lui donner de la part du roi l'ordre de rester. Beaucoup de Poitevins qui connaissaient bien l'opinion et le mérite de MM. de Lescure et de Marigny s'étonnaient de les voir ainsi demeurer en France. Ils savaient que je voyais sans cesse la princesse de Lamballe, et soupçonnaient qu'ils avaient des ordres

secrets; ils les pressaient de leur conseiller seulement de rester, et promettaient qu'ils ne quitteraient pas Paris. J'en parlais souvent à madame de Lamballe. Je lui représentais que si on ne donnait des ordres qu'à deux ou trois cents personnes, c'était vouloir les faire périr inutilement sans sauver le roi. Je lui offrais de faire rester beaucoup de gentilshommes dévoués et sans ambition. Elle convenait de la vérité de mes réflexions, elle gémissait avec moi de toutes ces demi-mesures, mais en me recommandant toujours de garder un secret absolu. Ainsi MM. de Lescure et de Marigny ne pouvaient rien dire à ceux qui les consultaient. Je crois cependant que la cour, tout en approuvant fort l'émigration, eût désiré conserver auprès d'elle une partie de la noblesse, mais elle était retenue par la défiance; elle craignait quelques trahisons, et pardessus tout les indiscrétions qui eussent donné de l'inquiétude à l'Assemblée nationale.

Nous habitions l'hôtel de Diesbach, rue des Saussayes. La vie que nous menions était fort retirée; je ne recevais personne, à cause de ma jeunesse. M. de Lescure allait souvent aux Tuileries : dès qu'il craignait quelque mouvement, il y passait la journée.

Au 20 juin, je fus fort effrayée. J'allais chez madame la princesse de Lamballe; je me trouvais seule en voiture, et en deuil de cour, à cause de la mort de l'impératrice, ce qui avait déjà exposé quelques personnes aux insultes du peuple. J'arri-

vai sur le Carrousel au milieu de la foule; mon cocher ne put avancer. Je voyais la populace désarmer et maltraiter les gardes du roi; les portes des Tuileries étaient fermées; on ne pouvait entrer : je pris le parti de me retirer, sans avoir été remarquée.

Tout l'été se passa à peu près de même. M. de Lescure allait toujours aux Tuileries, ou dans les lieux publics, même parmi le peuple, en se déguisant, pour mieux juger de la situation des esprits. Pour moi, je fuyais le monde; je n'allais guère que chez madame la princesse de Lamballe. Je voyais toutes ses inquiétudes, tous ses chagrins : jamais il n'y eut personne de plus courageusement dévoué à la reine. Elle avait fait le sacrifice de sa vie. Peu de temps avant le 10 août, elle me disait : « Plus le « danger augmente, plus je me sens de force. Je « suis prête à mourir : je ne crains rien. » Elle n'avait pas une pensée qui ne fût pour le roi et la reine. Son beau-père, M. le duc de Penthièvre, l'adorait; elle lui avait prodigué les plus tendres soins, et il mourut du chagrin qu'il ressentit de la fin cruelle de sa belle-fille.

Vers le 25 juillet, madame de Lamballe m'annonça que le baron de Vioménil, depuis maréchal de France, était arrivé de Coblentz, et qu'il devait commander les gentilshommes restés près du roi. Il entra chez elle au moment même : alors elle lui dit que M. de Lescure avait reçu des ordres, et le lui recommanda.

Madame de Lamballe me permit alors de faire savoir aux princes les motifs qui retenaient M. de Lescure à Paris; mais elle me recommanda toujours le secret pour la France.

Le 29 juillet, mon père, ma mère et quelques autres personnes de ma famille, arrivèrent à Paris, fuyant le Médoc, à cause des scènes qui venaient de se passer à Bordeaux, où deux prêtres avaient été massacrés.

Nous fûmes témoins, le 8 août, d'une horrible aventure qui se passa dans la rue même que nous habitions. En face de notre hôtel, logeait un prêtre qui faisait le commerce des cuirs. Il avait soulevé le peuple contre lui dans son quartier, en disant un jour, « que les assignats feraient augmenter le prix « des souliers, et que bientôt on les paierait vingt-« deux francs. » Depuis ce moment, on l'accusait d'être accapareur. Il arriva une voiture de cuirs pour lui. Un homme de la garde nationale, une femme et quelques enfants arrêtèrent cette charette, en criant : *A la lanterne!* Le prêtre descend pour les apaiser; il ne peut réussir. On veut à toute force conduire ces cuirs à la section, qui était quelques portes plus haut : il y consent, et s'y rend aussi. Nous étions allés nous promener aux Champs-Élysées. En rentrant, nous vîmes la rue pleine de monde; mais le tumulte n'était pas très-grand. A peine fûmes-nous dans l'hôtel, que les cris commencèrent. Le prêtre était à la section : le peuple voulait qu'on le livrât. Quelques administrateurs

désiraient le sauver; d'autres s'y opposaient. Nous craignîmes que le désordre ne s'augmentât de plus en plus, et nous prîmes le parti d'abandonner l'hôtel. Nous descendîmes de nos appartements, et traversâmes la foule. A quelques pas plus loin, on cassait les vitres d'un limonadier qu'on accusait d'aristocratie. Cependant on ne nous dit rien. Un instant après, le malheureux prêtre fut jeté par la fenêtre, et le peuple le mit en pièces.

Le 9 août, M. de Grémion, Suisse, officier de la garde constitutionnelle du roi, vint dans notre hôtel pour occuper un petit logement que M. de Diesbach avait réservé. Il arriva le soir; et, par un heureux hasard, les voisins ne s'en aperçurent pas.

On commençait à dire qu'il y aurait du mouvement le lendemain. M. de Lescure s'apprêtait à aller passer la nuit au château, lorsqu'il vit arriver M. de Montmorin, le gouverneur de Fontainebleau, que le roi honorait d'une confiance particulière, bien méritée. Il était resté à Paris par son ordre. « Il est inutile, dit-il, d'aller au château ce soir : « j'en viens. Le roi sait positivement qu'on ne cher- « chera à l'attaquer que le 12. Il y aura du bruit « cette nuit; on s'y attend; mais ce sera du côté de « l'Arsenal. Le peuple veut y prendre la poudre, « et cinq mille hommes de la garde nationale sont « commandés pour s'y opposer. Ainsi, ne vous in- « quiétez pas, quelque chose que vous entendiez. « Le château est en sûreté : j'y retourne, unique-

« ment parce que je soupe chez madame de Tour-
« zel. »

Cet avis nous fit partager la sécurité que de perfides renseignements avaient inspirée à la cour.

CHAPITRE IV.

Le 10 août. — Fuite de Paris.

Vers minuit, nous entendîmes pour la première fois marcher dans les rues et frapper doucement aux portes. Nous regardâmes par les fenêtres : c'était le bataillon de la section qu'on rassemblait à petit bruit. Nous pensâmes qu'il s'agissait d'attaquer l'Arsenal.

Entre deux et trois heures du matin, le tocsin commença à sonner dans notre quartier. M. de Lescure, ne pouvant résister à son inquiétude, s'arma et partit avec M. de Marigny pour voir si le peuple ne se portait pas vers les Tuileries. Mon père et M. de Grémion étant arrivés trop récemment, n'avaient point encore de cartes pour entrer au château. Ils furent forcés de demeurer; mais les cartes mêmes ne purent servir. M. de Lescure et M. de Marigny essayèrent de pénétrer par toutes les issues, qu'ils connaissaient fort bien. Des piquets de la garde nationale défendaient l'entrée de chaque porte, et empêchaient les défenseurs du roi de parvenir auprès de lui. M. de Lescure, après avoir tourné autour des Tuileries, après avoir vu massacrer M. Suleau, rentra pour se déguiser en homme du peuple;

mais à peine était-il dans l'hôtel, que la canonnade commença. Alors le désespoir s'empara de lui; il ne se consolait pas de n'avoir pu pénétrer dans le château. Nous entendîmes tout d'un coup crier : *Au secours! voilà les Suisses! nous sommes perdus!* Le bataillon de la section revint sur ses pas, et fut rejoint par trois mille hommes armés de piques toutes neuves, qui arrivaient du fond du faubourg. Nous crûmes, pendant une minute, que le roi avait le dessus. Bientôt les cris de *vive la nation! vivent les sans-culottes!* succédèrent à ceux que nous avions d'abord entendus. Nous restâmes consternés, entre la vie et la mort.

M. de Marigny avait été séparé de M. de Lescure, le peuple l'ayant enveloppé et entraîné au milieu de la foule qui attaquait le château. Au commencement de l'attaque, une femme fut blessée à côté de lui; il la prit dans ses bras, et l'emportant, il échappa au malheur affreux de combattre malgré lui contre le roi qu'il venait défendre. Il fut impossible à d'autres d'éviter cette contrainte. M. de Montmorin arriva à notre hôtel, après avoir échappé à un grand danger. Il se sauvait du château, suivi par quatre hommes de la garde nationale qui venaient de se battre, et qui étaient ivres de carnage. Il entra chez un épicier, et lui demanda un verre d'eau-de-vie. Les quatre gardes entrent aussi comme des furieux. L'épicier se doute sur-le-champ que M. de Montmorin sort du château, et, prenant un air de connaissance, il lui dit : « Eh bien! mon cou-

« sin, vous ne vous attendiez pas, en arrivant de « la campagne, à voir la fin du tyran. Allons, bu- « vez à la santé de ces braves camarades et de la « nation. » C'est ainsi que cet honnête homme le sauva sans le connaître; mais ce fut pour bien peu de temps : il fut massacré le 2 septembre.

Plusieurs autres personnes vinrent aussi nous demander asile. Nous passâmes la journée dans de cruelles angoisses. On massacrait les Suisses aux environs, et notre hôtel portait pour inscription, au-dessus de la porte : Hotel de Diesbach. Beaucoup de passants la remarquaient. On disait aussi, dans le quartier, que M. de Lescure était chevalier du poignard : c'est le nom que le peuple avait donné aux défenseurs secrets du roi. Heureusement, on ignorait l'arrivée de M. de Grémion; d'ailleurs nous étions assez aimés dans la rue, parce que nous avions soin de faire prendre toutes les fournitures de la maison dans les boutiques voisines.

Nous attendions le soir avec impatience pour fuir de l'hôtel. Chacun se déguisa, et l'on convint d'aller séparément se réfugier rue de l'Université, faubourg Saint-Germain, chez une ancienne femme-de-chambre. Mon père et ma mère sortirent ensemble, et arrivèrent sans accident. Je partis avec M. de Lescure. J'exigeai qu'il quittât ses pistolets; je craignis que cela ne le fît reconnaître pour un chevalier du poignard; il y consentit par pitié pour mes instantes prières : j'étais alors grosse de sept mois.

Nous suivîmes l'allée de Marigny, et de là nous

entrâmes dans les Champs-Élysées. L'obscurité et le silence y régnaient. Seulement on entendait, dans le lointain, des coups de fusil du côté des Tuileries; les allées étaient désertes. Tout-à-coup nous distinguâmes la voix d'une femme qui venait vers nous, en demandant du secours : elle était poursuivie par un homme qui menaçait de la tuer; elle s'élança vers M. de Lescure, saisit son bras en lui disant : « Monsieur, défendez-moi ! » Il se trouvait fort embarrassé, sans armes, et retenu par deux femmes presque évanouies qui s'attachaient à lui. Il voulut vainement se dégager pour aller à cet homme, qui nous couchait en joue en disant : « J'ai « tué bien des aristocrates aujourd'hui, ce sera cela « de plus. » Il était complètement ivre. M. de Lescure lui demanda ce qu'il voulait à cette femme. « Je lui demande le chemin des Tuileries, pour al- « ler tuer des Suisses. » En effet, il n'avait pas eu d'abord l'intention de lui faire du mal; elle s'était troublée, avait pris la fuite sans lui répondre, et il la poursuivait. M. de Lescure, avec son admirable sang-froid, lui dit : « Vous avez raison, j'y vais « aussi. » Alors cet homme se mit à causer avec lui; mais de temps en temps il nous couchait en joue, disant qu'il nous soupçonnait d'être des aristocrates, et qu'il voulait au moins tuer cette femme. M. de Lescure aurait voulu se jeter sur lui, mais il ne le pouvait pas, cette femme et moi nous nous cramponnions à ses bras de plus en plus, sans savoir ce que nous faisions. Enfin il persuada à cet

homme que nous allions aux Tuileries : alors il voulut nous accompagner; mais M. de Lescure lui dit : « J'ai là ma femme qui est près d'accoucher; « c'est une poltronne; je vais la mener chez sa sœur, « et puis je viendrai te rejoindre. » Ils se donnèrent rendez-vous, et il nous laissa.

Je voulais absolument quitter les allées, et marcher dans le grand chemin qui sépare les Champs-Élysées. Jamais je n'oublierai le spectacle qui se présenta à mes yeux. A droite et à gauche étaient les Champs-Élysées, où plus de mille personnes avaient été massacrées pendant le jour. La plus profonde obscurité y régnait. En face, on apercevait les flammes des barraques s'élever au-dessus des Tuileries; on entendait la fusillade et les cris de la populace. Derrière nous, les bâtiments de la barrière étaient aussi en feu. Nous voulûmes entrer dans les allées de la droite, et les traverser pour aller gagner le pont Louis XV. J'entendis du bruit, des gens qui criaient et qui juraient : je n'osai passer de ce côté. La peur me saisit, et j'entraînai M. de Lescure tout-à-fait à gauche, le long des jardins du faubourg Saint-Honoré. Nous arrivâmes sur la place Louis XV; nous allions la traverser, lorsque nous vîmes une troupe qui débouchait des Tuileries par le pont tournant, en faisant des décharges de mousqueterie; nous prîmes alors la rue Royale, puis la rue Saint-Honoré; nous traversâmes la foule de tous ces hommes armés de piques, qui poussaient des hurlements féroces : la plupart étaient

ivres. J'avais tellement perdu la tête, que je m'en allais criant, sans savoir ce que je disais : « *Vivent* « *les sans-culottes! illuminez! cassez les vitres!* » et répétant machinalement les vociférations que j'entendais. M. de Lescure ne pouvait me calmer ni empêcher mes cris. Enfin nous arrivâmes au Louvre, qui était sombre et solitaire; nous passâmes au Pont-Neuf, et de là sur le quai.

Le plus morne silence régnait de ce côté de la Seine, tandis qu'on voyait sur l'autre rive les flammes des Tuileries qui jetaient une sombre lueur sur tous les objets, et qu'on entendait le bruit du canon, la fusillade, les cris de la multitude : c'était un contraste frappant. La rivière semblait séparer deux régions différentes. J'étais épuisée de fatigue, et ne pus aller jusqu'au lieu où ma mère s'était retirée; je m'arrêtai dans une petite rue du faubourg Saint-Germain, chez une ancienne femme-de-charge de madame de Lescure. J'y trouvai deux de mes braves domestiques. Ils étaient venus cacher mes diamants et des effets précieux qu'ils avaient emportés au péril de leur vie; car le peuple massacrait tous ceux qui pillaient dans les maisons, ou qui en avaient l'apparence. Ils m'apprirent que ma mère était sauvée. Je les chargeai d'aller la rassurer sur mon sort; mais ils ne purent aller l'avertir; elle passa la nuit dans les angoisses, tandis que mon père courait la ville pour tâcher de découvrir ce que j'étais devenue; ils n'apprirent de mes nouvelles que le lendemain matin.

Nous sûmes, par deux ou trois femmes qui étaient restées dans l'hôtel Diesbach, que toute la nuit on avait massacré des Suisses dans notre rue. Agathe, ma femme-de-chambre, avait eu un homme tué à ses côtés pendant qu'elle revenait de porter à un garde-suisse, qui était caché, des habits pour se déguiser. Le lendemain, il y eut encore du carnage. M. de Lescure, malgré mes prières, voulut aller savoir des nouvelles de ses amis. Il vit égorger deux hommes près de lui.

Nous demeurâmes huit jours dans nos asiles; mais ma mère et moi nous venions réciproquement nous voir, déguisées en femmes du peuple. Un jour je revenais de chez elle, M. de Lescure me donnait le bras; nous passâmes devant un corps-de-garde; un volontaire, assis à la porte, dit à ses camarades : « On voit circuler des chevaliers du poignard : « ils sont déguisés; mais on les reconnaît bien. » Je contins mon émotion : en rentrant, je tombai sans connaissance.

On nous dit que les administrateurs de la section du Roule étaient assez bons; cependant nous n'osâmes pas rentrer à l'hôtel Diesbach; nous allâmes nous loger à l'hôtel garni de l'Université. C'est là que ma mère, déjà accablée par tant de malheurs, apprit, par les cris publics, que madame de Lamballe avait été transférée à la Force : elle fut saisie d'une fièvre inflammatoire

Quand elle se trouva un peu mieux, nous songeâmes à sortir de Paris. Chaque jour on faisait de

nombreuses arrestations, et nous attendions notre tour, craignant de l'avancer encore en demandant les passeports qui nous étaient nécessaires pour partir.

Dieu nous envoya un libérateur. M. Thomassin, qui avait été gouverneur de M. de Lescure, se dévoua pour nous, et résolut de nous sauver ou de périr : c'était un homme rempli d'esprit et de ressources, grand ferrailleur et très-hardi. Quoique fort attaché à M. de Lescure, il s'était un peu mêlé au parti révolutionnaire; et tel que je viens de le peindre, il lui avait été facile d'acquérir de la faveur et de l'influence : il était commissaire de police et capitaine dans la section de Saint-Magloire. Il se fit donner une commission pour aller acheter des fourrages; ensuite il nous mena lui-même à la section : il était en habit d'uniforme, avec des épaulettes. Pendant qu'avec toute la jactance d'un héros des sections de Paris, il tenait des discours à l'ordre du jour, un honnête secrétaire nous expédia nos passeports, sans qu'on fît attention à nous. M. Thomassin fit ensuite toutes les autres démarches prescrites pour que tout fût parfaitement en règle.

Le lendemain pensa nous être funeste. M. de Lescure voulut, avec l'aide de M. Thomassin, obtenir deux autres passeports; l'un pour M. Henri de la Rochejaquelein, son cousin et son ami : il avait été officier dans la cavalerie de la garde constitutionnelle du roi; lorsqu'elle fût licenciée, les officiers avaient reçu, de la bouche de Sa Majesté,

l'ordre de ne pas émigrer, et de rester auprès de lui. Le second passeport était pour M. Charles d'Autichamp : il avait aussi fait partie de la garde du roi. Ami de M. de la Rochejaquelein, et âgé alors de vingt-trois ans, il était d'une belle et noble figure, et avait une réputation distinguée parmi les officiers. Ces deux messieurs se trouvaient au château le 10 août, d'où ils n'avaient échappé que comme par miracle. M. d'Autichamp avait tué deux hommes, au moment où ils allaient le massacrer. Depuis le 10 août, ces messieurs ne savaient comment se dérober aux dangers qu'ils couraient à chaque instant, n'ayant pas de domicile, lorsqu'un courageux avocat, M. Fleury, apprenant leur affreuse position, leur fit offrir un réfuge chez lui, rue de l'Ancienne-Comédie. Quoiqu'ils ne le connussent pas, ils acceptèrent, et furent sauvés par cet excellent homme.

M. de Lescure tâcha d'employer pour eux les moyens qui nous avaient réussi ; mais il fallait deux témoins qui vinssent signer leurs passeports. Il s'adressa à ce limonadier dont le peuple avait cassé les vitres le 8 août. Celui-ci se prêta obligeamment à ce qu'on lui demandait, et promit même d'amener un second témoin. M. de Lescure, ces deux messieurs, les témoins, et M. Thomassin, toujours dans son équipage militaire, se rendirent à notre section. M. de Lescure déclara que ces messieurs logeaient chez lui ; des passeports leur furent promis ; mais on les pria d'attendre un instant, pendant qu'on expédiait d'autres personnes.

Dans cet intervalle, le second témoin jeta les yeux sur un papier affiché dans la salle; c'était un nouveau décret qui condamnait aux fers les faux témoins pour les passeports. Cet homme, effrayé, s'approche du secrétaire, lui annonce qu'il se récuse, et que ces messieurs lui sont inconnus. Comme il avait fait cette déclaration à voix basse, le secrétaire seul l'avait entendu. Cet honnête homme dit alors tout bas à M. de Lescure : « Vous êtes perdus! « sauvez-vous! » Puis, affectant un ton d'humeur, il lui dit tout haut qu'on n'avait pas le temps de les expédier, et qu'on les priait de passer dans un autre moment. Ces messieurs échappèrent ainsi à ce danger.

Enfin nous nous mîmes en route pour le Poitou le 25 août, mon père, ma mère et moi, tous fort mal vêtus; nous montâmes en voiture avec M. Thomassin, qui avait son grand uniforme. M. de Lescure courait à cheval, un seul domestique sur le siége.

Arrivés à la barrière, nous montrons nos passeports. On nous dit que la loi en exige un aussi pour les chevaux de poste, avec leur signalement, et qu'il faut aller le demander à la section de Saint-Sulpice. M. Thomassin descend, reconnaît le capitaine du poste pour un de ses camarades; il obtient de lui que nous passions tout de suite. Il y avait devant nous une voiture arrêtée pour le même motif, et à qui le capitaine refusait la même faveur; cette voiture prend le parti de retourner à la sec-

tion. Notre postillon, homme méchant et ivre, retourne aussi, et suit au grand galop la première chaise de poste, malgré les cris de M. Thomassin, qui était remonté avec nous. Nous arrivons à la section; le peuple s'attroupe, entoure la voiture, en criant : *A la lanterne! à l'Abbaye! ce sont des aristocrates qui se sauvent!*

M. Thomassin descend, entre à la section, montre nos passeports, et étale tous ses brevets et sa commission. Les commissaires se souviennent de l'avoir vu en diverses occasions; il les embrasse, et obtient le laissez-passer. Pendant ce temps, le tumulte et les clameurs augmentaient autour de la voiture, et lorsque M. Thomassin sortit, la populace sembla vouloir s'opposer à notre départ. Alors M. Thomassin se mit à haranguer du haut du perron de la section; il exposa tous ses titres, déploya encore ses brevets, dit que nous étions ses parents, et que nous allions acheter des fourrages pour l'armée; puis, s'abandonnant à un enthousiasme de parade, il exhorta tous les jeunes gens à voler à la défense de la patrie, et leur jura que, sa mission remplie, il irait se mettre à leur tête pour combattre avec eux. « Oui, mes camarades, s'écria-t-il « en finissant, répétez tous avec moi : *Vive la na-« tion!* » Pendant que le peuple tout ému applaudit, M. Thomassin se jette dans la voiture, ordonne au postillon de partir, et nous reprenons la route d'Orléans.

Ce postillon nous mit encore dans un grand pé-

ril. A une lieue de Paris, nous rencontrâmes un détachement de Marseillais : c'était l'avant-garde des troupes qui allaient à Orléans chercher les prisonniers qu'elles massacrèrent ensuite à Versailles. Le postillon s'avise de traverser toute la largeur de la route pour aller accrocher ces soldats; il en culbute deux ou trois. Dans l'instant, toute la troupe nous couche en joue; M. Thomassin se montre par la portière : « Mes camarades, leur dit-il, tuez ce « coquin-là. *Vive la nation!* » En voyant l'uniforme et les manières de M. Thomassin, ils s'apaisent.

Sur toute la route, nous trouvâmes des colonnes de soldats qui se rendaient aux armées; ils étaient insolents, arrêtaient et insultaient les voitures; mais notre capitaine parisien, en se montrant et en criant *vive la nation!* nous délivrait de tout accident.

Le soir, nous arrivâmes à Orléans. A la barrière, on nous demanda nos passeports : il y avait là beaucoup de monde. On s'informa, avec empressement et inquiétude, s'il était vrai qu'on vînt chercher les prisonniers : on nous dit que c'étaient d'honnêtes gens; que la ville leur était dévouée, et les défendrait si on voulait leur faire du mal. Je fus bien touchée des sentiments de cette bonne population, et cette scène sera toujours présente à mon souvenir.

Après Beaugency, on nous arrêta dans un village où l'on nous demanda nos passeports. Dès

qu'on sut qu'il y avait dans la voiture un capitaine de la garde nationale de Paris, on le pria de descendre, et de passer en revue cinquante volontaires du village, qui allaient partir pour l'armée. Aussitôt M. Thomassin met pied à terre, tire gravement son épée, passe en revue ces jeunes gens, leur fait un discours patriotique, remonte ensuite avec nous, et nous partons aux cris de *vive la nation!*

Il nous arriva dix aventures à peu près semblables : l'uniforme parisien avait alors une grande puissance. L'assurance avec laquelle M. Thomassin jouait son rôle, inspirait encore plus de respect pour lui. Il était comme un général d'armée, et, grâce à lui, nous traversâmes une route couverte de quarante mille volontaires, sans être arrêtés ni même insultés.

A Tours, nous apprîmes qu'il y avait du trouble à Bressuire, précisément dans la ville auprès de laquelle est située la terre de Clisson, où nous allions nous réfugier. Nous nous arrêtâmes dans le faubourg de Tours; mais M. de Lescure continua sa route pour entrer en Poitou.

CHAPITRE V.

Description du Bocage. — Mœurs des habitants. — Premiers effets de la révolution. — Insurrection du mois d'août 1792. — Époque qui précéda la guerre de la Vendée.

Nous passâmes deux jours assez tranquillement dans le faubourg; il y avait cependant un peu de tumulte dans la ville. La populace promenait, sur des ânes, de pauvres femmes qui ne voulaient point aller à la messe des prêtres constitutionnels.

M. de Lescure nous envoya un courrier aussitôt qu'il sut des détails sur ce qui s'était passé en Poitou; il nous mandait que tout y était calmé, et que nous pouvions continuer notre route. Nous suivîmes le chemin de Saumur.

Dans un village que nous traversâmes, nous trouvâmes un paysan en faction; il arrêta la voiture, et voulut non-seulement voir nos passeports, mais ouvrir nos malles. Nos femmes, qui avaient les clés, n'étaient pas avec nous, et nous étions fort embarrassés. Les gens du village commençaient à s'attrouper. M. Thomassin fit demander l'officier du poste, lui montra nos passeports, se plaignit de l'indiscipline des soldats, et lui ordonna de met-

tre la sentinelle en prison. L'officier s'excusa en s'inclinant avec respect.

Nous arrivâmes à Thouars. Cette ville avait embrassé avec chaleur le parti populaire. L'insurrection de quelques cantons voisins, contre lesquels la garde nationale avait marché, augmentait encore l'effervescence des esprits; cependant on nous laissa passer après avoir fouillé et bouleversé toutes nos malles, au point qu'on ouvrit des pots de confitures pour y chercher de la poudre à canon. Enfin nous parvînmes à Clisson.

Le château de Clisson est situé dans cette partie du Poitou qu'on nomme *le pays de Bocage*, et que, depuis la guerre civile, on a pris l'habitude d'appeler du nom glorieux de *Vendée*.

Le Bocage comprend une partie du Poitou, de l'Anjou et du comté Nantais, et fait aujourd'hui partie de quatre départements : Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres et Vendée. On peut regarder comme ses limites, la Loire au nord, de Nantes à Angers; au couchant, Paimbœuf, Pornic et leurs territoires marécageux; ensuite l'Océan depuis Bourgneuf jusqu'à Saint-Gilles; des autres côtés, une ligne qui partirait un peu au-dessus des Sables, et passerait entre Luçon et la Roche-sur-Yon (1), entre Fontenay et la Châtaigneraie, puis à Parthenay, Thouars, Vihiers, Touarcé, Brissac, et viendrait aboutir à la Loire, un peu au-dessus

(1) Aujourd'hui Bourbon-Vendée.

des ponts de Cé. La guerre s'est étendue au-delà de ces limites, mais par des incursions seulement. Le pays de l'insurrection, la vraie Vendée, est renfermé dans cet espace.

Ce pays diffère, par son aspect, et plus encore par les mœurs de ses habitants, de la plupart des provinces de France. Il est formé de collines en général assez peu élevées, qui ne se rattachent à aucune chaîne de montagnes ; les vallées sont étroites et peu profondes; de fort petits ruisseaux y coulent dans des directions variées : les uns se dirigent vers la Loire, quelques-uns vers la mer; d'autres se réunissent en débouchant dans la plaine et forment de petites rivières. Il y a partout beaucoup de rochers de granit. On conçoit qu'un terrain qui n'offre ni chaînes de montagnes, ni rivières, ni vallées étendues, ni même une pente générale, doit être comme une sorte de labyrinthe ; rarement on trouve des hauteurs assez élevées au-dessus des autres coteaux pour servir de point d'observation et commander le pays. Cependant, en approchant de Nantes, le long de la Sèvre, la contrée prend un aspect qui a quelque chose de plus grand : les collines sont plus hautes et plus escarpées ; cette rivière est rapide et profondément encaissée ; elle roule à travers les masses de rochers, dans des vallons resserrés. Le Bocage n'est plus seulement agreste, il offre là un coup-d'œil pittoresque et sauvage. Au contraire, en tirant plus à l'est, dans les cantons qui sont voisins des bords de la Loire,

le pays est plus ouvert, les pentes mieux ménagées, et les vallées forment d'assez vastes plaines.

Le Bocage, comme l'indique son nom, est couvert d'arbres; on y voit peu de grandes forêts; mais chaque champ, chaque prairie sont entourés d'une haie vive qui s'appuie sur des arbres plantés irrégulièrement et fort rapprochés; ils n'ont point un tronc élevé ni de vastes rameaux; tous les cinq ans on coupe leurs branchages, et on laisse nue une tige de douze ou quinze pieds. Ces enceintes ne renferment jamais un grand espace. Le terrain est fort divisé; il est peu fertile en grains; souvent des champs assez étendus restent longtemps incultes; ils se couvrent alors de grands genêts ou d'ajoncs épineux; toutes les vallées, et même les dernières pentes des coteaux, sont couvertes de prairies. Vue d'un point élevé, la contrée paraît toute verte; seulement, au temps des moissons, des carreaux jaunes se montrent de distance en distance entre les haies. Quelquefois, les arbres laissent voir le toit aplati et couvert de tuiles rouges de quelques bâtiments, ou la pointe d'un clocher qui s'élève au-dessus des branches. Presque toujours cet horizon de verdure est très-borné; quelquefois il s'étend à trois ou quatre lieues.

Dans la partie du Bocage qui est située en Anjou, la vue est plus vaste et plus riante; les cultures sont plus variées, les villes et les villages plus rapprochés. C'est surtout le Bocage du Poitou que j'ai voulu faire connaître.

Une seule grande route, qui va de Nantes à La Rochelle, traverse ce pays; cette route, et celle qui conduit de Tours à Bordeaux par Poitiers, laissent entre elles un intervalle de plus de trente lieues, où l'on ne trouve que des routes de traverse. Les chemins du Bocage sont tous comme creusés entre deux haies; ils sont étroits, et quelquefois les arbres, joignant leurs branches, les couvrent d'une espèce de berceau; ils sont bourbeux en hiver et raboteux en été. Souvent, quand ils suivent le penchant d'une colline, ils servent en même temps de lit à un ruisseau; ailleurs, ils sont taillés dans le rocher et gravissent sur les hauteurs par des degrés irréguliers : tous ces chemins offrent un aspect du même genre. Au bout de chaque champ on trouve un carrefour qui laisse le voyageur dans l'incertitude sur la direction qu'il doit prendre, et que rien ne peut lui indiquer. Les habitants eux-mêmes s'égarent fréquemment, lorsqu'ils veulent aller à deux ou trois lieues de leur séjour (1).

Il n'y a point de grandes villes dans le Bocage. Des bourgs de deux à trois mille âmes sont dispersés sur cette surface. Les villages sont peu nombreux et distants les uns des autres; on ne voit pas même de grands corps de ferme. Le territoire est divisé en métairies : chacune renferme un ménage

(1) Depuis cinquante ans, l'aspect de la Vendée est bien changé. La description se rapporte à ce qui était alors.

et quelques valets. Il est rare qu'une métairie rapporte au propriétaire plus de six cents francs de rente. Le terrain qui en dépend est vaste, mais produit peu : la vente des bestiaux forme le principal revenu ; et c'est surtout à les soigner que s'occupent les métayers.

Les châteaux étaient bâtis et meublés sans magnificence; on ne voyait, en général, ni grands parcs ni beaux jardins. Les gentilshommes y vivaient sans faste, et même avec une simplicité extrême. Quand leur rang ou leur fortune les avait pour un peu de temps appelés hors de leur province, ils ne rapportaient pas dans le Bocage les mœurs et le ton de Paris; leur plus grand luxe était la bonne chère, et leur seul amusement était la chasse. De tout temps, les gentilshommes poitevins ont été de célèbres chasseurs : cet exercice et le genre de vie qu'ils menaient les accoutumaient à supporter la fatigue et à se passer facilement de toutes les recherches auxquelles les gens riches attachent communément du goût et même de l'importance. Les femmes voyageaient à cheval, en litière ou dans des voitures à bœufs.

Les rapports mutuels des seigneurs et de leurs paysans ne ressemblaient pas non plus à ce qu'on voyait, en général, dans le reste de la France; il régnait entre eux une sorte d'union peut-être inconnue ailleurs. Les propriétaires du Bocage y afferment peu leurs terres; ils partagent les productions avec le métayer qui les cultive; chaque jour ils

ont ainsi des intérêts communs et des relations qui supposent la confiance et la bonne foi. Comme les domaines sont très-divisés, et qu'une terre un peu considérable renfermait vingt-cinq ou trente métairies, le seigneur avait ainsi des communications habituelles avec les paysans qui habitaient autour de son château; il les traitait paternellement, les visitait souvent dans leurs métairies, causait avec eux de leur position, du soin de leur bétail, prenait part à des accidents et à des malheurs qui lui portaient aussi préjudice; il allait aux noces de leurs enfants et buvait avec les convives. Le dimanche, on dansait dans la cour du château, et les dames se mettaient de la partie. Quand on chassait le sanglier, le loup, le curé avertissait les paysans au prône; chacun prenait son fusil et se rendait avec joie au lieu assigné; les chasseurs postaient les tireurs, qui se conformaient strictement à tout ce qu'on leur ordonnait. Dans la suite, on les menait au combat de la même manière et avec la même docilité.

Ces heureuses habitudes, se joignant à un bon naturel, font des habitants du Bocage un excellent peuple : ils sont doux, pieux, hospitaliers, charitables, pleins de courage et de gaieté; les mœurs y sont pures; ils ont beaucoup de probité. Jamais on n'entend parler d'un crime, rarement d'un procès. Ils étaient dévoués à leurs seigneurs, avec un respect mêlé de familiarité. Leur caractère, qui a quelque chose de sauvage, de timide et de méfiant,

leur inspirait encore beaucoup plus d'attachement pour ceux qui, depuis si longtemps, avaient obtenu leur confiance.

Les habitants des villes et les petits propriétaires n'avaient pas pour la noblesse les mêmes sentiments. Cependant, comme ils étaient toujours reçus avec bienveillance et simplicité quand ils venaient dans les châteaux; comme beaucoup d'entre eux devaient de la reconnaissance à des voisins plus puissants qu'eux, ils avaient aussi de l'affection et du respect pour les principales familles du pays. Quelques-uns ont embrassé avec chaleur les opinions révolutionnaires, mais sans aucune animosité particulière. Les horreurs qui ont été commises ne doivent pas leur être attribuées, et souvent ils s'y sont opposés avec force.

En 1789, dès que la révolution fut commencée, les villes se montrèrent favorables à tout ce qui se faisait. Les gens de la plaine surtout s'empressèrent de prendre part au nouveau mouvement; il y eut même de ce côté-là des châteaux attaqués et brûlés. Au contraire, les habitants du Bocage virent avec crainte et chagrin tous ces changements, qui ne pouvaient que troubler leur bonheur, loin d'y ajouter. Lorsqu'on forma des gardes nationales, le seigneur fut prié, dans chaque paroisse, de la commander. Quand il fallut nommer des maires, ce fut encore le seigneur qui fut choisi. On ordonna d'enlever des églises les bancs seigneuriaux; l'ordre ne fut point exécuté. Enfin, chaque jour, les paysans

se montraient plus mécontents du nouvel ordre de choses et plus dévoués aux gentilshommes.

Le serment des prêtres vint accroître encore le mécontentement. Quand les gens du Bocage virent qu'on leur ôtait des curés auxquels ils étaient accoutumés, qui connaissaient leurs mœurs et leur patois, qui presque tous étaient tirés du pays même, qui s'étaient fait vénérer par leur charité, et qu'on les remplaçait par des étrangers, ils ne voulurent plus aller à la messe de la paroisse. Les prêtres assermentés furent insultés ou abandonnés. Le nouveau curé des Échaubroignes fut obligé de s'en retourner, sans avoir pu obtenir même du feu pour allumer les cierges; et cet accord universel régnait dans une paroisse de quatre mille habitants. Les anciens prêtres se cachaient et disaient la messe dans les bois. On essaya dans quelques endroits des mesures de rigueur; il y eut des soulèvements partiels et des émeutes assez vives. La gendarmerie éprouva quelquefois de la résistance, et les paysans commencèrent à montrer de la constance et du courage. Un malheureux homme du Bas-Poitou se battit longtemps avec une fourche contre les gendarmes. Il avait reçu vingt-deux coups de sabre. On lui criait : « Rends-toi. » Il répondait : « Ren-« dez-moi mon Dieu, » et il expira ainsi.

L'insurrection du mois d'août 1792 fut plus considérable. Après le 10 août, les mesures devinrent plus sévères; on poursuivit, on persécuta avec plus d'acharnement les prêtres insermentés; on ferma

quelques chapelles. Plusieurs des nouveaux administrateurs se montrèrent de plus en plus durs et insolents envers un peuple habitué à la douceur et à la justice. Tous ces motifs, et la nouvelle des premiers succès des puissances coalisées, achevèrent d'allumer les esprits. Les paysans se rassemblèrent armés de fusils, de faulx, de fourches, pour entendre la messe dans la campagne et défendre leur curé, si l'on venait pour l'enlever. Une circonstance particulière mit tout ce peuple en mouvement. Un nommé Delouche, maire de Bressuire, eut une querelle avec quelques autres fonctionnaires, et fut chassé de la ville, où il avait voulu proclamer la loi martiale. Alors il s'en alla à Moncoutant. Là, il détermina les paysans à marcher. Plus de quarante paroisses se réunirent. Un gentilhomme, M. Baudry d'Asson, et Delouche, étaient les chefs de cette multitude. Trois autres gentilshommes, MM. de Calais, de Richeteau et de Feu, prirent aussi parti dans cette troupe. Tous les autres seigneurs du pays qui n'avaient point émigré étaient encore à Paris. Cette expédition fut dirigée avec une profonde ignorance. M. Baudry ne manquait pas de courage; mais il n'avait aucune capacité, et il était hors d'état de commander dix hommes. Il mena à la boucherie les malheureux paysans. On hésita si l'on marcherait d'abord sur Châtillon ou sur Bressuire. Enfin, contre l'avis de M. Delouche, on décida qu'on irait attaquer Châtillon, où siégeait le district. On y entra sans résis-

tance. Le district s'était retiré à Bressuire. On brûla tous ses papiers, puis on marcha sur cette dernière ville. Sans un orage affreux qui dispersa la troupe des insurgés, Bressuire eût été pris, suivant toute apparence; ce retard donna le temps aux gardes nationales de la plaine d'arriver au secours de la ville, qui en demandait depuis plusieurs jours. Les paysans attaquèrent le lendemain. Les gardes nationales, qui étaient dans leur première ferveur de patriotisme, montrèrent assez de courage; mais il ne fut pas longtemps nécessaire. Le combat fut court, et les révoltés se dispersèrent presque sur-le-champ. Une centaine de pauvres paysans furent tués en criant : *Vive le roi!* On en prit cinq cents. Delouche se sauva, et depuis fut arrêté à Nantes; M. de Richeteau fut atteint et fusillé à Thouars, sans jugement. M. Baudry parvint à se cacher et à se dérober aux poursuites pendant six mois. Il reparut ensuite dans la guerre de la Vendée, où il a péri.

La victoire des gardes nationales fut souillée par des atrocités. Malgré l'indignation de la plupart des habitants de Bressuire, et les efforts de quelques hommes de bien, il y eut des prisonniers massacrés de sang-froid. M. Duchâtel, de Thouars, qui depuis, à la Convention, montra tant de courage dans le procès du roi, fit ce qu'il put pour sauver ces malheureux; on en égorgea un dans ses bras, et il fut blessé en voulant le préserver. MM. de Feu et de Richeteau, qui, à la suite de quelques pourpar-

lers, avaient la veille consenti à rester en otage, furent aussi massacrés. Des gardes nationales de la plaine retournèrent dans leurs foyers, emportant comme trophées, au bout de leurs baïonnettes, des nez, des oreilles, et des lambeaux de chair humaine.

La commission qui fut chargée, à Niort, de juger les prisonniers, montra beaucoup de douceur et d'humanité; elle ne prononça aucune condamnation; tout fut rejeté sur les morts ou les absents.

Ce fut peu de jours après ces tristes événements que nous arrivâmes à Clisson. La paroisse de Boismé, où est situé le château, n'avait point pris part à la révolte. Comme elle touche presque à la plaine, les esprits y étaient moins ardents; d'ailleurs ils avaient conservé leurs prêtres. Le curé et le vicaire avaient prêté le serment, en protestant contre tout ce qui pourrait s'y trouver de contraire à la religion catholique, apostolique et romaine. Ils continuaient à reconnaître l'ancien évêque, et n'obéissaient point au constitutionnel. Le district, qui connaissait le danger d'irriter les paysans sur cet article, fermait les yeux sur cette irrégularité, tellement que le vicaire, ayant écrit au district qu'il rétractait même cette espèce de serment, n'en avait reçu aucune réponse.

Bientôt après notre arrivée, nous apprîmes les massacres de septembre. Nous voulûmes cacher à ma mère la mort de madame de Lamballe; mais elle s'en doûta, et nous interrogea : notre silence

lui confirma ce malheur. Elle tomba sans connaissance, et demeura trois semaines dans un état affreux. Nous parvînmes à lui dérober la nouvelle de l'assassinat de quelques autres personnes, surtout celui de M. de Montmorin, gouverneur de Fontainebleau, le meilleur ami de toute notre famille, massacré à l'Abbaye. M. de Montmorin, le ministre, périt le même jour.

Ce fut alors qu'on chassa les religieuses de leurs couvents. Ma mère avait été élevée à Angoulême, par sa tante, abbesse de Saint-Auxonne, sœur du duc de Civrac; elle avait pour elle beaucoup de reconnaissance et d'attachement. Nous envoyâmes M. Thomassin la chercher, pour qu'elle vînt habiter avec nous; nous lui offrîmes de donner aussi asile à plusieurs autres religieuses; mais elle vint seule.

M. Henri de la Rochejaquelein était enfin parvenu à s'échapper de Paris; toute sa famille avait émigré; il se trouvait seul au château de la Durbellière, dans la paroisse de Saint-Aubin de Baubigné, une de celles qui s'étaient révoltées. Cette circonstance, l'isolement où il se trouvait, sa qualité d'officier de la garde du roi, pouvaient faire craindre qu'on ne prît quelque mesure contre lui. M. de Lescure l'engagea à venir à Clisson, où il ne paraissait pas qu'on dût avoir la moindre inquiétude. J'étais près d'accoucher. Le château était habité par des femmes et des personnes âgées. M. de Lescure n'était pas de caractère à montrer une im-

prudence inutile : d'ailleurs il était fort aimé, on le regardait comme un homme uniquement livré à la piété et à l'étude. Nous vivions assez tranquilles.

Henri de la Rochejaquelein avait alors vingt ans. C'était un jeune homme timide, et qui avait peu vécu dans le monde; ses manières et son langage laconique étaient remarquables par la simplicité et le naturel; il avait une physionomie douce et noble; ses yeux, malgré son air timide, paraissaient vifs et animés; depuis, son regard devint fier et ardent. Il avait une taille élevée et svelte, des cheveux blonds, un visage un peu alongé, et une tournure plutôt anglaise que française. Il excellait dans tous les exercices du corps, surtout à monter à cheval.

Nous avions beaucoup d'autres hôtes à Clisson : M. d'Auzon, vieillard infirme et respectable, proche parent de M. de Lescure, et qui lui servait de père; M. Desessarts, notre voisin, gentilhomme que la famille de Lescure avait toujours aimé, et qui, depuis beaucoup d'années, habitait le château avec ses enfants. Il avait un fils, officier de marine, émigré, un autre qui était destiné à l'état ecclésiastique, et à qui M. de Lescure était fort attaché. Ce jeune homme n'était point encore engagé dans les ordres; cependant on lui avait demandé le serment. Il l'avait refusé, et, depuis ce moment, il était forcé d'habiter Poitiers, par mesure de surveillance. Le père et les fils étaient spirituels et aimables, ainsi que mademoiselle Desessarts. Il y

avait aussi à Clisson un chevalier de ***, qui était un peu de nos parents. La révolution l'avait ruiné, et il s'était réfugié chez nous : c'était un homme de cinquante ans, petit, gros, bon, sot et poltron. Dans sa jeunesse, il avait été destiné à être abbé, et alors il était fort libertin; depuis il était entré au service, et il était devenu bigot jusqu'au ridicule. M. de Marigny ne nous avait point quittés.

Telle était la société nombreuse qui habitait Clisson. A cette époque, chacun se tenait renfermé, de peur de se compromettre; on ne faisait ni on ne recevait aucune visite. Les domestiques étaient nombreux, très-sûrs, et presque tous dévoués à nous et à nos opinions. Le maître-d'hôtel et le valet-de-chambre chirurgien de feu madame de Lescure, étaient cependant très-révolutionnaires; mais M. de Lescure les gardait par respect pour les volontés de sa grand'mère, à laquelle ils avaient prodigué des soins, et qui l'avait demandé en mourant.

Le 31 octobre au soir, j'accouchai d'une fille. Dans un autre temps, j'aurais voulu la nourrir : mais je prévoyais que tôt ou tard la révolution nous atteindrait, et je voulais qu'il me fût possible de suivre M. de Lescure partout, soit en prison, s'il était pris, soit à la guerre, à laquelle il avait résolu de prendre part, si elle venait à éclater. Je pris donc une nourrice pour ma fille.

Le roi périt. MM. de la Rochejaquelein, de Lescure et autres avaient chargé quelques amis de les

avertir si l'on préparait un mouvement, ou du moins un coup de main pour le sauver. Rien ne fut essayé. On se figure aisément quelle profonde douleur nous éprouvâmes tous en apprenant cet attentat. Pendant plusieurs jours, ce ne fut que des larmes dans tout le château.

Après le fort de l'hiver, ma mère pensa à retourner en Médoc. Elle voulait m'emmener avec elle; mais je me refusai à quitter M. de Lescure, qui lui-même n'aurait pas consenti à s'éloigner du Poitou.

Il prévoyait que tôt ou tard les paysans, que l'on continuait à vexer sans ménagement, finiraient par se révolter, et il voulait faire la guerre avec eux. Mon père aurait eu aussi du regret de manquer cette occasion. D'un autre côté, ce voyage n'était pas sans danger : dans ce malheureux temps, il y avait plus de risque à changer de demeure qu'à se tenir tranquille. Au milieu de ces irrésolutions, la guerre éclata.

Me voici à cette époque à jamais célèbre. On voit que cette guerre n'a pas été, comme on l'a dit, excitée par les nobles et par les prêtres. De malheureux paysans, blessés dans tout ce qui leur était cher, soumis à un joug que le bonheur dont ils jouissaient auparavant rendait plus pesant, n'ont pas pu le supporter, se sont révoltés, et ont pris pour chefs et pour guides des hommes en qui ils avaient mis leur confiance et leur affection. Les gentilshommes et les curés, proscrits et persécutés,

et qui d'ailleurs étaient ennemis de la cause qu'attaquaient les paysans, ont marché avec eux, ont soutenu leur courage, mais n'ont point commencé la guerre; car aucune personne raisonnable ne pouvait supposer qu'une poignée de pauvres gens sans armes et sans argent, parviendrait à vaincre les forces de la France entière. On s'est battu par opinion, par sentiment, par désespoir, et non par calcul. On n'avait ni but, ni même une espérance positive, et les premiers succès ont passé l'attente qu'on avait d'abord conçue. Il n'y a eu ni plan, ni complots, ni secrètes intelligences. Tout le peuple s'est levé à-la-fois, parce qu'un premier exemple a trouvé tous les esprits disposés à la révolte. Les chefs des diverses insurrections ne se connaissaient même pas. Pour ce qui regarde M. de Lescure et nos parents, je puis affirmer qu'ils n'ont fait aucune démarche qui pût amener la guerre; ils la prévoyaient, la désiraient même, mais c'était une idée vague et éloignée. S'ils eussent provoqué la révolte par quelque sourde menée, s'ils eussent activement travaillé à exciter les paysans, je le saurais, et assurément il n'y aurait pas lieu de le cacher. La suite du récit va montrer comment ils se trouvèrent conduits à prendre parti dans l'insurrection. Je crois pouvoir affirmer que, dans toute la Vendée, les choses se sont passées à peu près de la même sorte.

CHAPITRE VI.

Commencement de la guerre. — Départ de M. de la Rochejaquelein. — Notre arrestation.

Je ne pourrai point donner des détails complets sur les premiers commencements de la guerre de la Vendée; je n'en ai pas été témoin, et même je ne les ai jamais sus d'une manière très-précise, que pour quelques points; je raconterai seulement de quelle manière elle arriva successivement jusqu'à nous.

Le recrutement des trois cent mille hommes fut la cause d'un soulèvement presque général dans le Bocage. Ce mouvement prit d'abord de l'importance sur deux points assez éloignés, Challans, dans le Bas-Poitou, et Saint-Florent, en Anjou, sur les bords de la Loire. Il n'y eut aucun concert entre ces deux révoltes; on fut même très-longtemps sans savoir dans un de ces cantons ce qui se passait dans l'autre.

A Saint-Florent, le tirage avait été indiqué pour le 10 mars; les jeunes gens s'y rendirent dans le dessein presque arrêté de ne point obéir. Quand on les vit mal disposés, on voulut les haranguer; leur

résistance augmentant toujours, on en vint aux menaces, et enfin la mutinerie se déclarant de plus en plus, le commandant républicain fit braquer une pièce de canon devant le district; un instant après, elle fut tirée sur les jeunes gens : personne ne fut tué. Ils s'élancèrent sur la pièce; on la leur abandonna; les gendarmes et les administrateurs se dispersèrent en fuyant; le district fut pillé, les papiers brûlés, la caisse distribuée. Le reste du jour se passa en réjouissances : puis les jeunes gens retournèrent chez eux sans trop savoir ce qu'ils deviendraient et comment ils échapperaient à la terrible vengeance des républicains.

Jacques Cathelineau, du village du Pin-en-Mauges, voiturier colporteur de laines, père de cinq enfants en bas âge, était un des hommes les plus respectés de tous les paysans du canton : il était à pétrir le pain de son ménage, lorsqu'il entendit raconter ce qui venait de se passer; aussitôt il prit la résolution de se mettre à la tête de ses compatriotes, et de ne pas les laisser en proie à toutes les rigueurs qui menaçaient le pays. Sa femme le supplia de ne pas songer à ce projet; il n'écouta rien. Essuyant ses bras, il remit un habit, alla sur-le-champ rassembler les habitants, et leur parla avec force du châtiment que tout le pays allait subir, si l'on ne se déterminait pas à se révolter ouvertement. Cathelineau était fort aimé de tout le monde : c'était un homme sage et pieux. Le courage et la chaleur qu'il mit dans ses exhortations entraînèrent

les jeunes gens. Aussitôt une vingtaine s'arment et promettent de marcher avec lui; ils partent sur-le-champ; le nombre s'accroît: ils arrivent au village de la Poitevinière. Cathelineau fait sonner le tocsin, rassemble les habitants, leur répète ce qu'il a persuadé à leurs voisins; bientôt sa troupe est de plus de cent hommes. Alors il se détermine à aller attaquer un poste républicain de quatre-vingts hommes, qui était placé à Jallais avec une pièce de canon; on marche en recrutant sans cesse sur la route. Le poste est enlevé. On y fait des prisonniers; on s'empare de la pièce, que les paysans surnomment *le Missionnaire;* on prend aussi des armes et des chevaux.

Encouragé par ce premier succès, Cathelineau entreprend le même jour d'attaquer Chemillé, où se trouvaient deux cents républicains et trois pièces de canon. Les révoltés étaient déjà plus de quatre cents; ils essuient une première décharge, fondent sur leurs ennemis, et remportent un avantage prompt et complet.

En même temps, deux autres rassemblements s'étaient formés dans les environs. Un jeune homme nommé *Foret*, du village de Chanzeaux, paysan un peu plus instruit et intelligent que ses camarades, qui venait de rentrer en France après avoir suivi un émigré, avait paru exercer assez d'influence sur les jeunes gens à Saint-Florent. Les gendarmes vinrent pour l'arrêter le lendemain; il s'y attendait: dès qu'il les vit approcher, il en tua un d'un

coup de fusil; les autres s'enfuirent. Foret courut à l'église, sonna le tocsin, rassembla les habitants, leur prêcha la révolte, et leva une forte troupe dans tous les villages voisins. Stofflet, garde-chasse de M. de Maulevrier, en fit autant de son côté, et le 14 mars au matin, ces deux troupes vinrent se joindre à celle de Cathelineau. Le jour même on se porta sur Chollet, qui est la ville la plus considérable du pays; on eut à combattre cinq cents républicains qui avaient du canon. Le combat ne fut pas plus incertain ni plus long qu'à Chemillé; mais le résultat était plus important. Chollet était un chef-lieu de district; on y trouva des munitions, de l'argent et des armes.

Le temps de Pâques approchait; les paysans croyaient en avoir assez fait pour être craints; ils voulurent retourner chez eux : l'armée fut entièrement dissoute; tout rentra dans l'ordre accoutumé. Une colonne républicaine, envoyée d'Angers, parcourut le pays, ne trouva pas de résistance, mais n'osa pas exercer de vengeances. Après les Pâques, on songea à faire une nouvelle révolte et à chasser encore les républicains : mais les paysans voulurent se donner des chefs plus importants; ils allèrent dans les châteaux demander au peu de gentilshommes qui étaient restés, de se mettre à leur tête. M. d'Elbée était tranquillement auprès de sa femme, qui venait d'accoucher, et il n'avait pris aucune part à la première insurrection. M. de Bonchamp, qui était, avec lui, l'homme le

plus considéré du canton, fut entraîné de la même façon.

L'insurrection du Bas-Poitou commença le 12 mars, à peu près en même temps que celle de l'Anjou; elle fut plus générale. De Fontenay à Nantes, presque aucune paroisse ne se soumit au recrutement, et il se forma sur-le-champ un grand nombre de rassemblements qui résistèrent ouvertement aux républicains : les plus importants furent ceux de Challans et de Machecoul. Un nommé *Gastòn*, perruquier, commanda le premier. Il avait tué un officier, avait revêtu son uniforme, et s'était donné quelque importance. Après s'être emparé de Challans, il marcha sur Saint-Gervais, et il y fut tué. Des rapports mal rédigés, de faux récits, firent de ce Gaston le commandant de Longwy, qui avait ouvert ses portes aux princes en 1792. Pendant longtemps la France entière crut que tous les insurgés de la Vendée étaient commandés par ce général Gaston, tandis qu'en Poitou sa prompte mort faisait qu'on ignorait jusqu'à son nom.

Les révoltés du district de Machecoul eurent encore de plus grands succès; mais ils en usèrent pour faire des atrocités, et c'est le seul point de l'insurrection où il s'en soit commis. Peu après le soulèvement, on alla chercher M. de Charette dans son château, pour le mettre à la tête de ces deux troupes, qui devinrent bientôt l'armée la plus considérable du Bas-Poitou. Il avait jusqu'à ce moment vécu tranquille et très-soumis. Les révoltés,

qui le firent leur chef, étaient fort indisciplinés et difficiles à commander; il essaya inutilement de s'opposer à leurs cruautés à Machecoul; et ne voulant pas en être témoin, il se retira, mais il revint le lendemain, songeant qu'il pouvait compter plus entièrement sur des hommes qui n'auraient ni grâce à espérer ni arrangement à faire. Depuis lors aucun crime quelconque n'a souillé la gloire de cette armée. En peu de temps, il fut le principal chef de cette partie; cependant cinq ou six petites troupes conservèrent des commandants particuliers.

Une autre armée se forma également le 12 mars, du côté de Chantonnay. Dès les premiers jours elle fut commandée par des gentilshommes, M. de Verteuil, MM. de Béjarry, M. de Sapinaud et quelques autres. Ce fut de ce côté, dans le département de la Vendée, que les révoltés obtinrent d'abord les avantages les plus marqués, et de là est venu plus tard le nom de *Vendéens* donné aux insurgés. Ils battirent un général républicain; les Herbiers, Chantonnay, le Pont-Charron tombèrent en leur pouvoir. Au bout de quelques jours, ils se donnèrent pour chef M. de Royrand, qui était un ancien militaire fort respecté.

Pendant tous ces mouvements, nous étions à Clisson parfaitement tranquilles, sans nous douter de rien. On était alors tellement dans l'inaction et la stupeur, qu'on ne savait en aucune façon ce qui se passait à quelques lieues plus loin. M. Thomassin était allé dans une terre de M. de Lescure, au-

près des Sables; en revenant, il traversa le bourg des Herbiers, et trouva que tout y était fort calme. Il n'y avait pas plus de deux heures qu'il en était sorti, continuant sa route, qu'il vit arriver derrière lui beaucoup de personnes qui s'enfuyaient au grand galop, et qui lui dirent que les Herbiers venaient d'être pris par dix mille Anglais débarqués sur la côte; il les crut fous, et poursuivit son chemin. En arrivant à Bressuire, il fut arrêté par plusieurs personnes, qui le questionnèrent avec inquiétude, et lui firent part de toutes leurs alarmes. La ville était en rumeur; deux cents volontaires étaient sous les armes; on ne savait que croire des bruits qui commençaient à circuler. M. Thomassin, qui avait continué à jouer à Bressuire son rôle de brave capitaine patriote, et qui portait toujours son uniforme de Paris, avait inspiré de la confiance aux autorités. Il se moqua de toutes leurs craintes, leur conta en riant qu'il venait des bords de la mer et des Herbiers, et leur dit qu'il se chargeait de défendre la ville contre toute attaque. Ils le prirent au mot, et exigèrent sa parole qu'il reviendrait le soir même.

En effet, après être venu nous rendre compte de tout ce qui se disait, il retourna à Bressuire, nous laissant inquiets et étonnés. Le lendemain, il nous fit dire qu'il était vrai que les Herbiers et quelques autres bourgs venaient d'être pris; que l'on ne savait pas encore si c'était par des rebelles ou par des troupes débarquées. Un débarquement pa-

raissait peu probable; de tels succès, obtenus par des paysans mutinés, n'étaient pas vraisemblables non plus.

Cependant d'heure en heure on venait nous faire des récits absurdes et contradictoires. M. de la Rochejaquelein prit le parti d'envoyer un domestique chez sa tante, mademoiselle de la Rochejaquelein, qui demeurait à Saint-Aubin-de-Baubigné, dont les Herbiers sont éloignés de quatre ou cinq lieues seulement. Il écrivit une lettre insignifiante, et le domestique fut chargé de nous rapporter de vive voix quelques nouvelles.

M. le chevalier de ***, qui était ami et parent de mademoiselle de la Rochejaquelein, donna aussi au domestique, sans nous le dire, une lettre pour elle. Il lui envoyait une douzaine de sacrés cœurs qu'il avait peints sur du papier, et sa lettre contenait cette phrase : « Je vous envoie une petite provision de sacrés cœurs que j'ai dessinés à votre « intention. Vous savez que les personnes qui ont « foi à cette dévotion, réussissent dans toutes leurs « entreprises. »

Le domestique fut arrêté à Bressuire; on ouvrit les lettres. Comme on disait que les révoltés avaient pour signe de ralliement un sacré cœur cousu à leur habit, la lettre du chevalier de *** produisit un terrible effet. Le lendemain, à sept heures du matin, nos gens nous réveillèrent pour nous apprendre que le château était cerné par deux cents volontaires, et que vingt gendarmes étaient dans la

cour. Nous crûmes que l'on venait arrêter M. de la Rochejaquelein : nous le fîmes cacher; puis M. de Lescure alla demander aux gendarmes de quoi il était question. Ils répondirent que le district exigeait que le chevalier de *** fût livré, ainsi que les chevaux, équipages, armes et munitions qui se trouvaient dans le château. M. de Lescure se mit à rire, et leur dit qu'apparemment on prenait sa maison pour une place forte, commandée par le chevalier; qu'il y avait sûrement du malentendu dans l'ordre du district; que le chevalier était un homme paisible et infirme, qu'on ferait mourir de peur si on l'arrêtait; qu'il répondait de lui; qu'au reste, il allait donner des chevaux, des fourrages et des fusils, parce qu'il pensait qu'on pouvait en avoir besoin.

Le brigadier des gendarmes prit alors M. de Lescure à part, et lui dit qu'il pensait comme nous; qu'il voyait bien que la contre-révolution allait se faire; que les révoltés ou les troupes débarquées avaient entièrement défait les patriotes à Montaigu. Il ajouta qu'il fallait, en attendant, tâcher de contenter le district au meilleur marché possible, et qu'il demandait en grâce à M. de Lescure de rendre un jour témoignage pour lui, afin qu'il conservât sa place. Mon mari écouta toutes ces confidences, sans y rien répondre : il se douta que ce gendarme était un patriote peureux. Nous en fûmes donc quittes pour quelques mauvais chevaux.

Deux jours après, M. Thomassin arriva. L'in-

surrection faisait à chaque instant des progrès : Bressuire était menacé; le district et les autorités s'étaient retirés à Thouars; M. Thomassin avait trouvé moyen de s'évader. Il nous apprit la cause de l'expédition des gendarmes et l'histoire des sacrés cœurs. On avait d'abord voulu envoyer mettre le feu au château : il était parvenu à apaiser cette première fureur.

Nous passâmes la journée dans la joie, attendant toujours l'armée des royalistes. Les paroisses des environs de Bressuire avaient été désarmées, après l'affaire du mois d'août; les plus ardents parmi les paysans avaient été tués ou réduits à se cacher. Ainsi tout notre canton était contraint d'attendre, pour se soulever, qu'on vînt à son aide.

Le lendemain, nous sùmes que les rebelles avaient été repoussés, et que les autorités venaient de rentrer à Bressuire. Cette triste nouvelle nous consterna : c'était le signal de notre perte. Il fallait que M. de Lescure prît un parti. Toutes les gardes nationales des environs étaient convoquées pour aller défendre Bressuire. Il était, depuis quatre ans, commandant de sa paroisse; le château renfermait plus de vingt-cinq hommes en état de porter les armes, et sûrement l'ordre de marcher contre les rebelles ne pouvait tarder d'arriver. Nous aurions bien voulu aller les joindre; mais nous ignorions jusqu'aux lieux où ils pouvaient être, et il n'y avait pas moyen de s'échapper.

On se rassembla pour décider là-dessus. Henri

de la Rochejaquelein, qui était le plus jeune, parla le premier : il dit vivement que jamais il ne prendrait les armes contre les paysans ou les émigrés, et qu'il valait mieux périr. M. de Lescure parla ensuite, et exposa qu'il serait honteux d'aller se battre contre ses amis. Chacun fut de cet avis; et dans ce triste moment, personne n'eut l'idée de proposer un conseil timide. Ma mère leur dit alors : « Messieurs, vous avez tous la même opinion : plutôt « mourir que de se déshonorer. J'approuve ce courage : voilà qui est résolu. » Elle prononça ces mots avec fermeté, et s'asseyant dans un fauteuil : « Eh bien! dit-elle, il faut donc mourir? » M. Thomassin répondit : « Non, madame; j'irai demain « matin à Bressuire, et j'essaierai de vous sauver; « mais peut-être suis-je devenu suspect aux patriotes pour les avoir quittés; il est possible qu'ils « m'arrêtent. N'importe, je suis décidé à m'exposer « pour mes amis. » Nous le remerciâmes tous.

M. Thomassin partit. Chacun fit alors ses dispositions. Je renvoyai ma petite fille au village avec sa nourrice; puis ma mère, ma tante l'abbesse et moi, nous allâmes nous cacher dans une métairie. Ces messieurs restèrent préparés à tout, après avoir exigé que nous ne demeurassions pas avec eux. Nous restâmes pendant quatre heures dans cette métairie, à genoux et en prières, fondant en larmes. Enfin M. Thomassin nous envoya dire qu'il avait été assez bien reçu, qu'on n'avait rien décidé contre nous; que jusqu'à présent tout se bornait à

quelques propos. Le domestique de Henri était toujours en prison : on avait parlé de le fusiller.

Nous passâmes une semaine dans l'anxiété. Nos domestiques ne pouvaient entrer dans la ville sans un laissez-passer ; on les fouillait avec soin ; M. Thomassin ne pouvait nous écrire.

M. de Lescure et Henri avaient entrepris de m'apprendre à monter à cheval. J'avais une grande frayeur ; et même quand un domestique tenait mon cheval par la bride et que ces deux messieurs marchaient à mes côtés, je pleurais de peur ; mais mon mari disait que, dans un temps pareil, il était bon de s'aguerrir. Peu-à-peu j'étais devenue moins craintive, et je faisais au pas quelques promenades autour du château. Un matin, nous étions à cheval tous les trois, Henri, M. de Lescure et moi ; de loin, nous vîmes arriver des gendarmes ; nous forçâmes Henri à gagner au galop quelque métairie. Les gendarmes demandèrent encore des chevaux, et spécialement ceux de M. de la Rochejaquelein. Il en avait encore un à l'écurie ; M. de Lescure essaya de le sauver. Les gendarmes lui dirent que M. de la Rochejaquelein était beaucoup plus suspect que lui. « Je ne sais pas pourquoi, répondit-« il ; c'est mon cousin et mon ami, et nous pensons « absolument de même. » Les gendarmes demandèrent où il était ; on leur répondit : « A la promenade. » Ils emmenèrent le cheval, sans rien dire de plus.

Cependant nous apprenions tous les jours de nou-

velles arrestations; tout ce qui restait de gentilshommes, la plupart vieux et infirmes, étaient mis en prison; les femmes n'étaient pas épargnées : nous attendions notre tour. L'ordre de tirer à la milice arriva sur ces entrefaites; Henri était de la classe du tirage. Nos inquiétudes et nos angoisses redoublaient, lorsqu'il arriva un exprès que mademoiselle de la Rochejaquelein envoyait pour savoir des nouvelles de son neveu. Ce commissionnaire était un jeune paysan; il nous donna de grands détails sur l'armée royaliste. Châtillon était pris; toutes les paroisses des environs se joignaient aux révoltés. Le jeune homme finit par dire à Henri :
« Monsieur, on dit que vous irez dimanche tirer à la
« milice à Boismé : c'est-il bien possible, pendant
« que vos paysans vont se battre pour ne pas tirer?
« Venez avec nous, Monsieur; tout le pays vous
« désire et vous obéira. »

Henri lui répondit sans hésiter qu'il allait le suivre. Le paysan lui dit qu'il faudrait prendre des chemins détournés, et faire au moins neuf lieues à travers les champs pour échapper aux patrouilles des *Bleus*. C'était le nom que les paysans donnaient aux troupes républicaines.

M. de Lescure voulait suivre son cousin : nous nous y opposâmes. Henri lui représenta que leur situation n'était pas la même; qu'il n'était pas forcé de tirer à la milice; que ses paysans n'étaient pas révoltés; qu'il ne pouvait quitter Clisson sans compromettre le sort d'une famille nombreuse; qu'on

ne savait pas encore au juste ce que c'était que l'insurrection. « Je vais aller examiner les choses « de plus près, lui dit-il; je verrai si cette guerre « a quelque apparence de raison. Mon départ ne « sera pas remarqué, et si vraiment il y a quel- « que chose à faire pour la cause, alors il sera temps « de vous décider; maintenant il y aurait de la fo- « lie. » Nous joignîmes nos prières à ces représentations; M. de Lescure céda, après avoir résisté longtemps. Mademoiselle Desessarts voulut ensuite empêcher Henri de partir, et lui dit que très-certainement il compromettrait son cousin et tous les habitants de Clisson, et que c'était nous envoyer tous en prison. Henri répondit qu'il n'avait rien à opposer à de pareilles objections, et qu'il serait au désespoir d'attirer la persécution sur nous. M. de Lescure lui dit alors : « L'honneur « et ton opinion t'ont fait résoudre d'aller te met- « tre à la tête de tes paysans, suis ton dessein; je « suis déjà assez affligé de ne pouvoir te suivre : « certainement la crainte d'être mis en prison ne « me portera pas à t'empêcher de faire ton de- « voir. — Eh bien! je viendrai te délivrer! » s'écria Henri en se jetant dans ses bras, et en prenant tout-à-coup cet air fier et martial, ce regard d'aigle, que depuis il ne quitta plus. M. de Lescure pria que l'on ne fît plus aucune représentation sur le départ de Henri, qui était irrévocablement décidé.

Après cette scène touchante, le chevalier de ***

nous dit qu'il voulait aussi partir avec Henri pour aller se joindre aux royalistes. Depuis l'histoire de sa lettre décachetée, la peur le faisait extravaguer. Après lui avoir fait quelques objections, nous le priâmes de remarquer que M. de Lescure avait répondu de lui, par écrit, au district, et qu'il était indigne de le compromettre ainsi. Le chevalier de *** se mit à pleurer, dit qu'on voulait sa mort, qu'on le forçait de résister à la volonté de Dieu, qui lui avait inspiré le désir et donné les moyens de se sauver; puis il alla demander, à mains jointes, à M. de Lescure, la permission de s'enfuir. Mon mari la lui donna par pitié et par dégoût. Alors nous nous inquiétâmes pour Henri. Le chevalier de *** avait cinquante ans; il était gros et lourd; nous lui dîmes qu'il retarderait la marche de son compagnon de voyage, qu'il ne pouvait faire neuf lieues dans une nuit, en sautant les fossés et les haies; qu'il serait cause de la perte de Henri, et le ferait tomber dans quelque patrouille. « Quand il « entendra du bruit, il se sauvera et me laissera « là. — Me croyez-vous aussi poltron que vous? « répondit Henri; abandonnerai-je quelqu'un qui « est avec moi? Si nous sommes surpris, je vous dé- « fendrai, et nous périrons ou nous nous sauve- « rons ensemble.» Le chevalier de *** se mit à lui baiser les mains, en répétant : « Il me défendra! « il me défendra! »

Le soir, quand les domestiques furent couchés, Henri, armé d'un gros bâton et d'une paire de pis-

tolets, partit avec son domestique, le chevalier de *** et le guide.

Le dimanche fixé pour la milice arriva; nos gens se rendirent au bourg; nous étions à déjeûner : tout d'un coup nous entendons crier : *Pistolets en mains!* et nous vîmes vingt gendarmes entrer au galop dans la cour; le château était cerné; nous descendîmes sur-le-champ; nous allâmes au-devant des gendarmes. Ils nous lurent un ordre du district, portant que M. et madame de Lescure, M. d'Auzon et toutes autres personnes suspectes qui pourraient se trouver à Clisson, seraient arrêtés. Ma mère déclara tout de suite qu'elle me suivrait en prison; mon père assura qu'il ne voulait pas non plus nous abandonner; ils persistèrent dans ce généreux dessein, malgré nos instances. M. de Marigny dit aussi qu'il était résolu à partager le sort de M. de Lescure.

Les gendarmes avaient toujours leurs pistolets à la main; il y en avait deux à mes côtés, qui me suivaient pas à pas; je leur demandai de me laisser monter dans ma chambre pour m'habiller, en leur faisant remarquer que si j'avais voulu, j'aurais bien pu, à leur arrivée, essayer de fuir ou de me cacher : j'obtins avec peine qu'ils restassent à ma porte. M. d'Auzon représenta qu'il était fort malade : on lui permit de rester.

Quand les gendarmes virent que nous les recevions fort honnêtement, que le château était habité par des femmes et des vieillards, que tous nos gens

étaient allés tirer à la milice, ils commencèrent à s'adoucir. Un mot de ma mère les attendrit beaucoup; je la pressais de ne pas me suivre; un gendarme lui dit alors : « De toutes façons, il aurait fallu que « madame vînt; l'ordre comprend toutes les per- « sonnes suspectes. — Vous voulez donc m'ôter le « plaisir de me sacrifier pour ma fille! » répondit-elle. Peu à peu les gendarmes nous prirent en amitié, et finirent par nous raconter que l'ordre était donné depuis dix jours; mais qu'on n'avait pas cru pouvoir se fier aux gendarmes du pays, qui avaient montré de la répugnance à se charger de cette expédition. On avait attendu l'arrivée des brigades étrangères qui se rassemblaient contre les rebelles. Ils étaient arrivés la veille de Vierzon en Berri; ils ajoutèrent qu'ils étaient bien affligés d'avoir à arrêter des gens si aimés dans le pays, et qu'ils feraient pour nous tout ce qui dépendrait d'eux. Cette bonne volonté, qu'ils nous montrèrent de plus en plus, ne fut point achetée; nous ne songeâmes seulement pas à leur offrir de l'argent.

On attela des bœufs à la voiture, et nous partîmes tous les cinq, escortés par les gendarmes. En sortant de la cour, le chef leur dit : « Citoyens, « j'espère que vous vous empresserez de rendre « témoignage de la soumission avec laquelle on a « obéi, et de l'accueil que nous avons reçu. » Quand nous arrivâmes à la porte de Bressuire, beaucoup de volontaires et de peuple se mirent à crier : *A l'aristocrate!* Les gendarmes leur imposè-

rent silence, disant qu'on serait bien heureux si tous les citoyens étaient aussi bons que nous.

La plupart des personnes arrêtées avaient été conduites au château de la Forêt-sur-Sèvre (1), qu'on avait converti en prison. Les gendarmes nous avaient dit qu'on n'était pas sans inquiétude sur la sûreté de ces prisonniers; qu'on craignait un massacre. Ils nous avaient promis de s'efforcer de nous faire rester à Bressuire. Ils demandèrent instamment au district qu'on nous laissât retourner à Clisson avec des gardes : cela fut refusé. Alors ils sollicitèrent que du moins on nous donnât la ville pour prison. Un officier municipal, fort honnête homme, qui était notre épicier, s'offrit à nous garder chez lui : on y consentit.

M. de Lescure se rendit au district; il était tellement respecté dans le pays, que les administrateurs furent interdits; ils s'excusèrent de l'avoir arrêté. Ils alléguèrent que l'ordre était donné autant pour sa propre sûreté qu'à cause des soupçons qu'on pouvait avoir; qu'il ne pouvait se plaindre, puisqu'on ne s'était déterminé à cette mesure que bien après l'arrestation de tous les autres nobles. Mon mari leur parla avec assurance, demanda s'il y avait quelque reproche positif à lui faire, et réclama pour qu'on lui fît son procès, s'il y avait lieu. On ne lui dit rien du chevalier de *** ni de M. de

(1) Il appartenait autrefois au fameux Duplessis-Mornay, dont on y voyait encore le tombeau. C'était un château assez fort.

la Rochejaquelein; c'étaient là les seuls points sur lesquels il pouvait donner prise.

M. et mademoiselle Desessarts s'étant déguisés en gens de service, ne furent point arrêtés; mon père et ma mère auraient donc pu en faire autant.

CHAPITRE VII.

Retraite de l'armée d'Anjou. — Avantage remporté aux Aubiers par M. de la Rochejaquelein. — L'armée d'Anjou répare ses pertes. — Massacres à Bressuire. — Les républicains abandonnent la ville. — Arrivée de M. de la Rochejaquelein à Clisson.

Nous nous établîmes tous les cinq dans deux petites chambres chez l'officier municipal. Il nous recommanda de ne pas nous montrer à la fenêtre, de ne pas descendre ; en un mot, de nous faire oublier le plus possible. Il est probable que cette précaution nous sauva la vie.

Nous apprîmes que M. Thomassin avait été arrêté quelque jours auparavant, et conduit au château de la Forêt.

Deux jours après, la troupe qui était à Bressuire partit pour aller attaquer les rebelles aux Aubiers. Deux mille cinq cents hommes défilèrent sous nos fenêtres, chantant en chœur *la Marseillaise* pendant que le tambour battait. Je n'ai rien entendu de plus terrible et de plus imposant : ces hommes avaient l'air courageux et animé.

Le lendemain, le bruit se répandit qu'on avait

battu les brigands, et que M. de la Rochejaquelein était assiégé dans son château de la Durbellière. Nous passâmes une cruelle journée; mais, sur le soir, on vit tout-à-coup les braves de la veille arriver en désordre, criant : « Citoyens! au secours! « les brigands nous suivent! illuminez! illuminez! » La frayeur était si grande, que le général Quétineau, qui commandait, ne put jamais établir une sentinelle à la porte de la ville. Nous commençâmes à espérer et à attendre les royalistes.

Henri, après nous avoir quittés, était arrivé à Saint-Aubin, chez sa tante : son voyage avait été périlleux et pénible. Il laissa le chevalier de ***, et se dirigea, avec plusieurs jeunes gens des environs de Châtillon, du côté de l'armée des rebelles de l'Anjou : elle était alors vers Chollet et Chemillé. Il arriva pour être témoin d'une défaite qui fit reculer les insurgés jusqu'à Tiffauges. MM. de Bonchamp et d'Elbée, qui depuis quelques jours étaient à la tête de l'armée, Cathelineau, Stofflet et tous les autres chefs, s'accordèrent à lui dire que tout était perdu : on n'avait pas deux livres de poudre; l'armée allait se dissoudre. Henri, pénétré de douleur, s'en revint seul à Saint-Aubin. Il arriva le jour même où les Bleus, sortis de Bressuire, étaient venus jusqu'aux Aubiers, et avaient dissipé un petit rassemblement qui avait voulu résister un instant. Il n'y avait encore aucun chef, aucun point de réunion dans ces cantons. Les paysans dont les paroisses n'étaient pas occupées par les républicains,

arboraient le drapeau blanc et s'en allaient joindre l'armée d'Anjou.

Henri ne supposait pas qu'il y eût rien à faire. Les paysans, apprenant qu'il était arrivé, vinrent le trouver en foule, le suppliant de se mettre à leur tête; ils l'assurèrent que cela ranimerait tout le pays, et que le lendemain il aurait dix mille hommes à ses ordres. Il ne balança pas, et se déclara leur chef. Dans la nuit, les paroisses des Aubiers, de Nueil, de Saint-Aubin, des Echaubroignes, des Cerqueux, d'Izernay, etc., envoyèrent leurs hommes, et le nombre promis se trouva à peu près complet; mais les pauvres gens n'avaient pour armes que des bâtons, des faux, des broches; il n'y avait pas en tout deux cents fusils, encore c'étaient de mauvais fusils de chasse. Henri avait découvert soixante livres de poudre chez un maçon qui en avait fait emplète pour faire sauter des rochers : ce fut un trésor.

M. de la Rochejaquelein parut le matin à la tête des paysans, et leur dit ces propres paroles : « Mes « amis, si mon père était ici, vous auriez confiance « en lui. Pour moi, je ne suis qu'un enfant; mais « par mon courage je me montrerai digne de vous « commander. Si j'avance, suivez-moi; si je re- « cule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi. » On lui répondit par de grandes acclamations.

Avant de partir, il demanda à déjeûner; pendant que les paysans allaient chercher du pain blanc pour leur général, il prit un morceau de leur pain

bis, et se mit à le manger de bon cœur avec eux. Cette simplicité, qui n'avait rien d'affecté, les toucha beaucoup sans qu'il s'en doutât.

Malgré tout leur zèle, ces braves gens étaient un peu effrayés : la plupart n'avaient pas vu le feu; d'autres venaient d'être témoins d'une défaite ; presque tous se voyaient sans armes. Cependant la troupe arriva jusqu'aux Aubiers, que les Bleus occupaient depuis la veille. Les paysans se répandirent autour du village, marchant derrière les haies en silence. Henri, avec une douzaine de bons tireurs, se glissa dans un jardin assez près de l'endroit où étaient les républicains. Caché derrière la haie, il commença à tirer; les paysans lui approchaient à mesure des fusils chargés. Comme il était grand chasseur et fort adroit, presque tous ses coups portaient. Il en tira près de deux cents, ainsi qu'un garde-chasse qui était auprès de lui.

Les républicains, impatientés de perdre ainsi du monde, sans voir leurs ennemis, et sans être attaqués en ligne, firent un mouvement pour se mettre en bataille sur une hauteur qui se trouvait derrière eux. Henri profita du moment, et se mit à crier : « Mes amis, les voilà qui s'enfuient ! » Les paysans se le persuadèrent. Aussitôt ils sautèrent de toutes parts par-dessus les haies, en criant : *Vive le roi !* Les échos augmentaient le bruit. Les Bleus, surpris d'une attaque si imprévue et si étrange, n'achevèrent pas leur mouvement et prirent la fuite en désordre, abandonnant deux peti-

tes pièces de canon, leur seule artillerie. Les Vendéens les poursuivirent jusqu'à une demi-lieue de Bressuire. Il y en eut soixante-dix de tués et beaucoup de blessés.

Telle était à peu près, et surtout dans les commencements de la guerre, la manière de combattre des Vendéens. Toute la tactique consistait à se répandre en silence derrière les haies, tout autour de la troupe des Bleus; on tirait ensuite des coups de fusil de tous côtés; et à la moindre hésitation, au premier mouvement des républicains, on s'élançait sur eux avec de grands cris. Les paysans couraient d'abord sur les canons; les plus forts et les plus agiles étaient d'avance destinés à s'emparer promptement de l'artillerie, *pour l'empêcher de faire du mal*, comme ils disaient entre eux. Ils se criaient l'un à l'autre : « Tu es le plus fort, saute « à cheval sur le canon. » Dans ces attaques, les chefs s'élançaient toujours les premiers; cela était essentiel pour donner du courage aux soldats, qui étaient souvent un peu intimidés au commencement de l'action.

Cette manière de faire la guerre paraîtra sans doute singulière; mais elle est appropriée au pays. D'ailleurs, il faut songer que les soldats ne savaient pas faire l'exercice, et qu'à peine distinguaient-ils leur main droite d'avec leur main gauche. On ne comptait peut-être pas dans tout le Bocage vingt paysans qui eussent servi, parce que nulle part en France il n'y avait dans le peuple autant de répu-

gnance pour le service militaire et pour tout ce qui l'éloignait de son pays. Les officiers n'étaient guère plus habiles; presque toute la noblesse était ou émigrée ou en prison; la plupart des commandants et des généraux n'avaient aucune pratique de l'art militaire; c'étaient, à peu d'exceptions près, des jeunes gens, des séminaristes, des bourgeois, des paysans. La cavalerie était encore plus étonnante que l'infanterie; elle était sur des chevaux de meuniers, de colporteurs, de poissonniers, avec des brides et des étriers de cordes; aussi n'a-t-elle guère été employée dans les déroutes que pour la poursuite de l'ennemi.

Cependant ce sont ces troupes si ignorantes, si mal équipées, et dans le commencement sans canons et presque sans fusils, dont aucun de munition, qui d'abord avec leur courage et leur enthousiasme, puis avec des talents qu'une prompte expérience développa, firent trembler la république, conquirent une partie de la France, obtinrent une honorable paix, et défendirent leur cause avec plus de succès et de gloire que toutes les puissances alors coalisées.

Les républicains ont répété sans cesse que les Vendéens forçaient les habitants des pays où ils passaient à se joindre à eux. Cela est entièrement faux.

Les Vendéens n'ont jamais forcé ni même engagé personne à prendre les armes avec eux. Bien loin de là, leurs têtes étaient montées au point de

se méfier des gens qui venaient les rejoindre, et qui n'étaient pas du pays; ils regardaient comme des traîtres ou des espions venant exprès pour les perdre, et auraient considérés comme des lâches prêts à fuir ceux des habitants du Bocage que les promesses ou les menaces eussent décidés à marcher avec eux.

Quelques détails feront mieux connaître les succès des Vendéens. Il y avait toujours une prodigieuse différence entre leur perte et celle des républicains. Les paysans, dispersés derrière les haies, n'offraient jamais un front où le feu des ennemis pût faire un grand ravage. Les troupes de ligne tiraient, sans viser, à hauteur d'homme, suivant leur habitude; les paysans ajustaient, et perdaient peu de coups : aussi tombait-il habituellement au moins cinq hommes d'un côté, tandis que de l'autre on en perdait un seul. Lorsque les Bleus étaient rangés sur un terrain un peu plus découvert, les paysans se hâtaient encore plus de les ébranler, en s'élançant vivement sur eux. Leur premier effort se dirigeait toujours sur les canons. Sitôt que la lumière leur annonçait une décharge, ils se jetaient à terre pour l'éviter, se relevaient aussitôt, couraient en avant pendant qu'on rechargeait les pièces, se baissaient encore pendant l'explosion, et de cette façon, ils arrivaient sur la batterie et attaquaient les canonniers corps à corps.

Les défaites étaient terribles pour les républicains. Quand ils fuyaient dispersés, ils s'égaraient

dans le labyrinthe des chemins du Bocage, où rien ne pouvait diriger leur retraite; ils tombaient par petits détachements entre les mains des paysans; ils se trouvaient, sans le savoir, auprès d'un village, sans pouvoir résister aux habitants. Lorsque nos gens, au contraire, n'avaient pas réussi à ébranler la colonne ennemie, et qu'elle parvenait à les repousser, ils se dissipaient sans qu'on pût les atteindre. Ils sautaient les haies, prenaient de petits sentiers détournés, et revenaient chez eux dans l'espoir de se réunir encore deux ou trois jours après, et d'être plus heureux. Ils ne se décourageaient pas, et répétaient en s'en allant : « *Vive le roi! quand même.* »

Mais la grande et principale cause des premiers succès de la Vendée, c'étaient le courage et le dévouement des royalistes. Les troupes républicaines furent d'abord composées de volontaires, nouveaux dans le métier des armes, de gardes nationales étrangères aux habitudes militaires. L'enthousiasme ne suppléait pas à l'habileté et à l'expérience, comme parmi nos braves paysans. Ce n'étaient pas leur propre volonté, ni le désir de défendre leur religion, leurs enfants et leurs chefs, qui avaient rassemblé les soldats de la république; des réquisitions et des mesures de terreur avaient formé à la hâte des bataillons, qui se battaient souvent avec répugnance. Leurs généraux, inhabiles, étaient sans cesse contrariés par des administrateurs ou des commissaires. On les destituait sans motif,

comme on les avait nommés sans mérite. L'absurdité et l'ineptie présidaient à tous leurs conseils, autant que l'injustice et la cruauté.

Après le combat des Aubiers, nous comptions que les rebelles allaient poursuivre leurs succès, et arriver à Bressuire; mais Henri songea qu'avant tout il fallait tirer l'armée d'Anjou de la position désespérée où il l'avait laissée. Il courut toute la nuit pour aller retrouver MM. de Bonchamp et d'Elbée, Cathelineau, etc. Il leur fit amener les canons et les munitions dont il s'était emparé, et leur conduisit aussi des renforts. Les paroisses d'Anjou commencèrent à se rassembler et à reprendre une nouvelle ardeur. L'armée se reforma, attaqua les Bleus, les battit partout. Chollet, Chemillé, Vihiers, tout le pays qu'on avait abandonné, furent repris sans éprouver beaucoup de pertes. M. de Bonchamp fut légèrement blessé dans une de ces affaires.

Dans les jours qui suivirent la déroute des Aubiers, l'agitation et l'inquiétude continuèrent à régner dans Bressuire et dans la troupe républicaine. Quatre cents Marseillais arrivèrent pour la renforcer. Ils commencèrent à crier qu'avant tout il fallait massacrer les prisonniers. Ils se portèrent à la prison; et malgré les ordres du général Quétineau et la résistance de toutes les autorités, ils saisirent onze malheureux paysans qu'on avait pris dans leurs lits quelques jours auparavant, parce qu'on leur soupçonnait des intelligences avec les rebelles.

Ces pauvres gens passèrent sous nos fenêtres; on les conduisit hors de la ville; on fit ranger l'armée en bataille. Le commandant des Marseillais demanda si quelques personnes de bonne volonté désiraient se joindre à ses soldats pour cette exécution : elle faisait horreur à tous les habitants du pays; mais quelques gens de Saint-Jean-d'Angely se réunirent aux Marseillais. Le maire de Bressuire essaya encore de défendre les victimes : on le saisit et on l'emporta. Les paysans furent hachés à coups de sabre; ils reçurent la mort à genoux, priant Dieu, et répétant : *Vive le Roi* (1)!

Nous attendions une mort semblable; il paraissait impossible de l'éviter : mais heureusement les Marseillais ignoraient notre réclusion, et les patriotes de Bressuire et du pays n'étaient pas capables de la leur apprendre; malgré la différence d'opinions, ils avaient pour nous de l'estime et de l'attachement. Notre hôte était rempli de zèle et d'inquiétude sur notre sort. Deux ou trois jours après, il nous amena un nommé *Lassalle*, commissaire du département : c'était un jeune homme fat et bavard; il nous montra de l'intérêt dans ses paroles; il nous dit que la guerre avait rendu nécessaire l'arrestation des nobles; que ce n'était pas

(1) Quant aux prisonniers de la Forêt, on les emmena à Niort par Parthenay quelques jours après; de là ils furent conduits à Angoulême, où aucun n'a péri. Après une détention de vingt-deux mois, M. Thomassin revint me trouver. Il resta chez moi jusqu'à sa mort, arrivée en 1804. Son esprit s'était tout-à-fait derangé.

lui qui avait voulu nous appliquer cette mesure; que cependant il eût été singulier de voir en liberté des personnes naturellement suspectes; qu'au reste la guerre allait finir; qu'on allait raser les haies et les bois, décimer les habitants, envoyer le reste dans l'intérieur de la France, et repeupler le pays avec des colonies patriotes. « Il est fâcheux, disait-« il, d'en venir à ce parti; mais on y est forcé par « le fanatisme des paysans, qui du reste sont de « braves gens, *car jamais, dans ce pays, aucun « métayer n'a trompé son maître* (1). C'est un fils « de M. de la Rochejaquelein qui les commandait « aux Aubiers. Vous le connaissez? demanda-t-il « à M. de Lescure. — Oui. — Il est même votre « parent. —Cela est vrai. » Je tremblais de frayeur pendant ce dialogue; mais l'air simple et le sang-froid de M. de Lescure ne laissèrent rien soupçonner à Lassalle; d'ailleurs il arrivait de Niort, et ne savait pas que Henri eût habité Clisson. La ville et l'armée étaient tellement préoccupées par la frayeur, que personne ne songeait à nous. La confusion qui régnait dans toutes les démarches et dans tous les esprits, nous sauva comme par miracle. A chaque instant il arrivait des troupes. Quelquefois des terreurs paniques saisissaient tous les habitants : c'étaient-là nos moments de jouissance. Nous espé-

(1) Éloge mérité, aveu remarquable dans la bouche d'un ennemi! Encore aujourd'hui, les fédérés propriétaires sont sûrs de n'être pas trompés par leurs métayers, qui se sont pourtant battus contre eux à chaque guerre.

rions alors que la ville allait être prise, et nous écartions l'idée du danger que nous ferait courir l'attaque. M. de Lescure n'avait pas d'autre idée que cette délivrance; il l'attendait pour se joindre à l'armée royaliste, et voulait même prévenir ce moment en s'échappant de Bressuire. Il ne supportait pas la pensée de ne pouvoir combattre; et assurément si l'on nous eût transférés à Niort, comme on en parlait, il se serait fait tuer plutôt que d'être ainsi emmené, et de perdre l'espoir qu'il avait dans la promesse de Henri.

Ce fut pendant cette crise que nous vîmes arriver l'abbé Desessarts. Il avait été compromis à Poitiers, par la découverte d'une correspondance avec un émigré. Le représentant du peuple lui donna à choisir entre la mort ou l'enrôlement dans un bataillon. Il revêtit l'uniforme, et fut envoyé à Bressuire. Il venait nous voir secrètement, et se concertait avec mon mari sur les moyens d'aller rejoindre les Vendéens. Nous les décidâmes pourtant à ne hasarder ainsi leur vie et la nôtre, que si on nous transférait à Niort.

Toutes les nuits il y avait de nouvelles arrestations dans la ville. Les bourgeois suspectés d'aristocratie, les patriotes douteux, étaient emprisonnés. On ne tarda guère à faire subir le même sort au généreux maire qui s'était opposé au massacre. Au milieu de cette rigueur toujours croissante, la Providence continuait à nous préserver. Pendant que chaque jour contribuait à augmenter nos craintes,

une nouvelle circonstance vint surtout les redoubler. Ma mère reçut par la poste une lettre d'un prêtre émigré en Espagne; il lui mandait, d'une manière mal déguisée, que la guerre venait d'être déclarée, que la contre-révolution était infaillible, et qu'elle devait être contente. Le lendemain, on commença à ouvrir nos lettres et à nous les remettre décachetées. Nous tremblions d'en voir arriver de semblables à celle de ce prêtre, et nous n'étions pas même bien assurés que celle-là n'eût pas été lue.

Cependant on continuait à faire des efforts pour le recrutement dans les paroisses qui ne s'étaient pas encore soulevées; loin de réussir, on ne faisait qu'augmenter le nombre des révoltés. Les paysans étaient inébranlables dans leur résolution à cet égard; rien ne pouvait les obliger à se soumettre au tirage. Je citerai deux exemples qui eurent lieu pendant les derniers moments de notre séjour à Bressuire.

La petite paroisse de Beaulieu fut avertie du jour où l'on devait faire le tirage. La troupe s'y rendit, et n'y trouva pas un homme; il n'y avait plus que des femmes dans le village. On leur signifia que si le lendemain les hommes n'étaient pas rentrés, on viendrait y mettre le feu. Le lendemain on y retourna : les maisons étaient désertes; on ne vit ni femmes ni enfants : tout le village fut brûlé. Après cette terrible exécution, on somma de la même manière la paroisse de Saint-Sauveur. Malgré l'exemple de Beaulieu, tous les habitants dispa-

rurent. Le maire seul resta avec quelques femmes, pour tâcher de sauver le village. On l'arrêta, et on allait mettre le feu, quand on apprit que les royalistes étaient près de Bressuire.

Le 1er mai 1793, la rumeur et le désordre s'accrurent dans la ville; le bruit se répandit que les brigands étaient venus attaquer Argenton-le-Château. Le soir, on sut qu'ils avaient réussi, et qu'ils se dirigeaient sur Bressuire, dont ils n'étaient pas éloignés de trois lieues. On mit toutes les troupes sous les armes; mais elles étaient frappées de terreur : jamais le général Quétineau ne put obtenir que la cavalerie fît une reconnaissance. Quelques cavaliers s'avancèrent un peu, et revinrent précipitamment, disant qu'ils avaient vu de loin une colonne ennemie. Quétineau se porta de ce côté : c'était un paysan qui labourait son champ avec huit bœufs.

La nuit se passa ainsi, la frayeur des républicains s'accroissant de moment en moment. La crainte d'être massacrés ou emmenés, nous tenait dans des transes continuelles; enfin, au point du jour, les troupes commencèrent à défiler sans bruit. Le général Quétineau, voyant les dispositions de ses soldats, s'était déterminé à faire sa retraite sur Thouars. Il avait cinq mille hommes; mais il ne pouvait compter sur eux pour défendre Bressuire, dont la vieille enceinte tombait en ruine. Le château est dans une assez belle position, mais il était aussi fort dégradé; depuis que Duguesclin l'avait

emporté d'assaut sur les Anglais, il n'avait pas été réparé.

Cette retraite ne se fit pas avec ordre. Pour qu'elle ne fût pas retardée par les bagages, Quétineau ordonna à chaque soldat de prendre quatre boulets dans son sac. Cela était inexécutable : aussi presque tout fut-il laissé à Bressuire. On avait d'abord oublié la caisse militaire; on renvoya un détachement la chercher. On oublia aussi presque tous les drapeaux. Un grand nombre de Marseillais désertèrent. La plus grande partie des habitants suivit le général Quétineau, ou se dirigea sur les villes voisines.

Pendant toute cette retraite, nous attendions notre sort; nous ne pouvions croire qu'on nous oubliât complètement. Nous avions fermé nos volets. Chaque fois que nous apercevions une compagnie faire halte devant la porte, nous imaginions qu'on allait nous prendre. Enfin peu à peu la ville resta comme déserte, sans qu'on songeât à nous, et nous restâmes libres.

Notre hôte vint alors nous prier de lui donner asile à Clisson; il craignait que la ville ne fût mise à feu et à sang par les royalistes, pour venger le massacre des prisonniers, qui deux fois avaient été égorgés à Bressuire, au mois de septembre 1792, et puis dernièrement par les Marseillais. Il dit à M. de Lescure que les brigands aimaient les nobles et respectaient leurs châteaux. Beaucoup d'autres habitants de la ville nous firent la même demande.

M. de Lescure répondit qu'il verrait avec plaisir tous ceux qui viendraient chez lui; mais qu'il ne concevait pas l'avantage qu'on pouvait espérer en choisissant cette retraite. Il envoya à Clisson pour qu'on amenât des charrettes, afin d'y charger les effets des personnes à qui il accordait l'hospitalité.

A onze heures, nous fûmes avertis que la ville était enfin complètement évacuée et presque abandonnée : nous descendîmes; nous traversâmes les rues; on n'y voyait plus que quelques femmes qui se lamentaient. Quand nous eûmes passé la porte, M. de Lescure et moi prîmes notre course par des sentiers détournés, laissant derrière nous mes parents, qui marchaient plus doucement. Nous arrivâmes seuls à Clisson. On ne pouvait concevoir notre délivrance; personne ne pouvait en croire ses yeux. Nous retrouvâmes à Clisson MM. Desessarts, d'Auzon, ma tante l'abbesse, etc. L'abbé Desessarts, qui n'avait jamais été que tonsuré, et s'est toujours appelé depuis *le chevalier*, était parvenu à déserter, et vint nous rejoindre le même jour. Le château se remplit aussi des fugitifs de Bressuire.

Vers le milieu du jour, on répandit la nouvelle que les royalistes avaient changé de direction, et ne marchaient plus sur Bressuire. M. de Lescure se décida sur-le-champ. Il envoya avertir dans les paroisses voisines, donna un lieu de rendez-vous aux paysans, et leur fit dire qu'ils y trouveraient des chefs. De son côté, il se détermina à partir quand il serait quatre heures pour Châtillon, afin

d'y prendre de la poudre et quelque renfort, et amener ces secours au lieu du rendez-vous, assez tôt pour pouvoir occuper Bressuire avant que les Bleus y revinssent.

Nous commençâmes à faire tous les préparatifs. M. de Lescure n'avait communiqué ses projets qu'à M. de Marigny, au chevalier Desessarts et à moi. Mes parents avaient bien les mêmes sentiments que nous, mais non pas la même ardeur de jeunesse. Nous nous cachâmes d'eux; nous redoutions les réflexions et les conseils raisonnables; nous nous enfermâmes tous les quatre dans une chambre, au milieu d'un château rempli de patriotes réfugiés. Les messieurs se mirent à apprêter des armes, et moi je faisais des cocardes blanches.

Sur les quatre heures, M. de Lescure vint dire à ma mère que toutes les dispositions étaient faites pour que les femmes partissent escortées et se rendissent à Châtillon. Elle demanda : « Mais si les « patriotes reviennent à Bressuire, qu'allons-nous « devenir? — Demain, au point du jour, dit M. de « Lescure, je serai maître de Bressuire. Quarante « paroisses se révoltent cette nuit par mes ordres. » Ma mère se trouva mal, en s'écriant : « Nous som- « mes perdus! » Elle lui représenta qu'il n'avait pas calculé cette démarche avec prudence et sang-froid; qu'il ignorait la position des armées royalistes et républicaines; que probablement on allait arriver de Parthenay pour nous arrêter; que les paroisses se souleveraient sans doute, mais sans

apparence de succès, si elles étaient livrées à elles-mêmes. M. de Lescure n'écouta point ces observations; il avait trop souffert de rester détenu et oisif, et d'avoir différé à se jeter dans la révolte, à cause de nos premières instances. Il avait vu la frayeur des troupes républicaines : elle lui donnait de l'espoir. Il se croyait certain de pouvoir mettre sa famille en sûreté, et ne pensait pas l'exposer à tant de dangers. Si, pour entreprendre une insurrection, on calculait les espérances de succès, jamais on ne la commencerait; quand une fois elle est entamée, il faut bien la soutenir. La raison et le courage portent à continuer une résistance devenue nécessaire; mais ce n'est qu'avec une audace irréfléchie, un dévouement entier à ses opinions, un enthousiasme d'autant plus noble qu'il est plus aveugle, que l'on commence de telles entreprises.

MM. de Lescure et de Marigny partirent, montés sur d'excellents chevaux. A peine étaient-ils sortis, que je vis arriver un patriote de Bressuire, qui se glissait tout tremblant dans le château, en répétant : « Ils y sont! ils y sont! — Quoi? lui « dis-je. — Les brigands sont à Bressuire, » répartit-il. Je le laissai s'affliger avec les autres gens de la ville, et je fis courir tout de suite après M. de Lescure. Il revint au bout d'un quart-d'heure, et me trouva causant avec tous les patriotes effrayés. Au moment même, un des métayers qui était allé chercher leurs meubles, arriva de Bressuire, et conta que les brigands avaient pris ses bœufs, et

qu'apprenant qu'ils étaient à M. de Lescure, ils avaient dit qu'ils les rendraient sur un billet de sa main. « Je vois que vous aviez raison, dit en sou-« riant M. de Lescure aux gens de Bressuire, il « paraît que les brigands aiment les nobles. Je vais « aller chercher mes bœufs, et sauver vos effets : « restez ici sans inquiétude. »

Après ce second départ, moins inquiétant que le premier, je songeais, ne connaissant pas encore l'extrême bonté des insurgés, que, s'il en arrivait sans que M. de la Rochejaquelein fût à leur tête, il se pourrait bien qu'ils fussent mécontents de trouver le château rempli de patriotes. Pour éviter tout accident, j'engageai d'abord tous ces réfugiés à quitter leur cocarde, leur disant qu'il fallait ne prendre le signe d'aucune opinion, puisque nous ne voulions pas nous défendre. Ensuite je les plaçai tous dans une aile du château, en les engageant à s'y tenir tranquilles. Mon père et ma mère étaient auprès de ma tante, qui était malade. J'avais ordonné à tous mes gens de ne pas sortir; je craignais qu'ils ne fissent quelque imprudence; de façon que j'étais seule dans la cour, par agitation plutôt que par courage. Au bout de quelques minutes, j'entendis le galop de plusieurs chevaux, et des cris de *vive le roi!* C'était M. de Lescure et M. de Marigny qui revenaient avec Henri de la Rochejaquelein : ils l'avaient trouvé en chemin avec trois autres cavaliers. A ce cri de *vive le roi!* tout le monde sortit du château. Henri se jeta dans nos bras, en

pleurant et s'écriant : « Je vous ai donc délivrés ! » Pendant cette joie et cette émotion, les patriotes de Bressuire ouvrirent doucement leurs portes, et virent, à leur grande surprise, que c'était nous et tous les gens de la maison qui répétions : *Vive le roi!* Ils se jetèrent à nos pieds. M. de Lescure conta toute leur histoire à Henri, qui dit qu'en effet l'asile était bien choisi, et qu'ils avaient sagement fait de se mettre à l'abri des brigands dans leur propre château. Nous voulûmes ensuite qu'il embrassât quelques-unes des femmes, pour les réconcilier avec ces brigands, qu'elles regardaient comme des espèces de monstres. Nous étions tous dans l'ivresse.

Henri nous donna quelques détails sur l'armée; il nous parla surtout de la valeur et de l'enthousiasme des paysans. Nous sûmes qu'il y avait plusieurs corps de rebelles commandés par des chefs différents; que presque tous avaient des succès, mais qu'il n'y avait point de relations habituelles entr'eux; que M. de Charette était un des principaux; qu'il venait de surprendre l'île de Noirmoutier. Nous lui demandâmes de quelle manière on se procurait des munitions. Il nous raconta comment, à l'attaque d'Argenton, chaque canon n'avait que trois coups à tirer; mais on y avait trouvé de la poudre; on avait alors douze gargousses par chaque pièce : jamais on avait été si riche. Ces détails, qui auraient dû paraître effrayants, nous comblaient de joie. Ma mère disait qu'il n'y avait pas à hési-

ter, et que le devoir de tout gentilhomme était de prendre les armes. Les traits de bravoure de tous ces paysans, que nous rapportait Henri, nous remplissaient d'admiration; moi surtout, je me livrais à l'espérance avec une vivacité d'enfant.

Henri nous présenta un jeune homme qui était venu avec lui, M. Forestier : c'était le fils d'un cordonnier de la Pommeraye-sur-Loire. Il avait été élevé par les soins de M. de Dommagné, et l'avait suivi depuis le commencement de l'insurrection; il était âgé de dix-sept ans, et avait une figure char mante : il venait de finir ses études. Henri nous dit que c'était un des officiers de la cavalerie vendéenne, qu'il était d'une rare bravoure, et que les chefs et les soldats l'aimaient beaucoup.

M. de Lescure, Henri de la Rochejaquelein et M. Forestier repartirent bientôt après pour Bressuire. M. de Lescure était empressé d'aller se réunir aux généraux et faire connaissance avec eux. Il fut convenu que mon père, MM. de Marigny et Desessarts iraient aussi le lendemain joindre l'armée; ma mère et moi, les femmes et les vieillards, devions en même temps quitter Clisson pour aller nous établir au château de la Boulaye, qui appartenait à M. d'Auzon : il était situé dans la paroisse de Mallièvre, entre les Herbiers et Châtillon, au centre du pays insurgé.

CHAPITRE VIII.

Les Vendéens occupent Bressuire. — Tableau de l'armée royaliste.

Au point du jour, je reçus un billet de M. de Lescure; il me mandait qu'il allait arriver à Clisson avec Henri, à la tête des quatre-vingts cavaliers: on fit des préparatifs pour les recevoir. Ils amenèrent avec eux le chevalier de Beauvolliers; c'était un grand jeune homme de dix-huit ans, que l'on avait enrôlé par force à Loudun, dans les gendarmes, et qu'on avait envoyé à Bressuire. Il avait, la veille, trouvé le moyen de quitter son corps, et aussitôt qu'il vit la ville complètement évacuée, il se mit au galop pour aller en porter la nouvelle aux rebelles qui arrivaient. Son habit de gendarme le fit mal recevoir des premiers cavaliers qu'il rencontra; cependant un officier paysan, qui se trouvait là, prit un peu plus de confiance en lui. M. de Beauvolliers lui proposa de venir abattre l'arbre de la liberté à Bressuire. Le paysan lui répondit: « Al-« lons; mais s'il y a du monde dans la ville, et que « nous soyons surpris, je te brûle la cervelle. » M. de Beauvolliers se montra toujours plein de bravoure et de douceur. Il devint aide-de-camp et intime ami de M. de Lescure.

Tous les autres cavaliers, qui vinrent avec ces messieurs, n'avaient pas assurément une tournure militaire si distinguée; leurs chevaux étaient de toute taille et de toute couleur; on voyait beaucoup de bâts au lieu de selles, de cordes au lieu d'étriers, de sabots au lieu de bottes : ils avaient des habits de toutes les façons, des pistolets dans leur ceinture, des fusils et des sabres attachés avec des ficelles; les uns avaient des cocardes blanches, d'autres en avaient de noires ou de vertes; car les Vendéens n'avaient aucune cocarde militaire; beaucoup mettaient à leur chapeau des morceaux d'étoffe blanche ou verte, d'autres du papier, des feuilles, et plusieurs rien du tout; mais tous les paysans avaient, par dévotion, et sans que personne en eût donné l'ordre, un sacré cœur cousu à leur habit et un chapelet passé dans la boutonnière. Nos soldats ne portaient ni giberne, ni havresac, ni effets, quoiqu'ils en prissent en quantité aux républicains; ils trouvaient cela incommode, et préféraient mettre leurs cartouches dans leurs poches ou dans la ceinture de mouchoir, alors usitée dans le pays. L'armée avait une trentaine de tambours et point de trompettes. Les cavaliers attachaient à la queue de leurs chevaux des cocardes tricolores et des épaulettes enlevées à des Bleus : les officiers étaient un peu mieux équipés que les soldats, et n'avaient pas de marques distinctives.

Toute cette troupe venait pour se montrer aux portes de Parthenay, et y donner une fausse alarme,

afin de cacher la marche de l'armée qui devait s'avancer sur Thouars.

Les soldats se mirent à déjeûner. Les paysans des paroisses voisines arrivaient de toute part pour se joindre à eux. Des femmes venaient, la hache à la main, après avoir coupé les arbres de la liberté. Le château était plein de gens qui mangeaient, qui buvaient en chantant et en criant *vive le roi!*

Pendant ce temps-là, M. de Lescure racontait qu'à Bressuire on l'avait reçu à bras ouverts, qu'on l'avait traité comme chef de toutes les paroisses de son canton, qu'on l'avait fait entrer dans le conseil de guerre, qu'on attendait avec impatience mon père, MM. de Marigny et Desessarts : trouver des officiers était un grand bonheur, car l'armée en manquait.

Au milieu de cette conversation, nous entendîmes un tumulte violent dans la cour. Les Vendéens avaient attaché leurs chevaux, et, suivant leur usage, n'avaient pas placé de sentinelles; trois habitants de Bressuire, dont les femmes s'étaient réfugiées à Clisson, arrivèrent pour les chercher et les emmener à Parthenay : ils étaient en uniforme de garde nationale, bien armés et à cheval. Voyant tant de chevaux dans la cour, ils crurent, sans trop regarder, qu'un détachement de Parthenay était venu pour nous enlever. Ils trouvent un petit domestique âgé de quinze ans, et lui disent : « Bon- « jour, citoyen. » Cet enfant répondit en criant :

« Il n'y a pas de citoyens ici. *Vive le roi!* aux ar-
« mes! voilà les Bleus! » Aussitôt tous les cavaliers sortent comme des furieux, le sabre à la main. Mon père et moi nous étions par hasard dans la cour; nous courûmes les premiers, et nous nous jetâmes devant ces trois hommes qu'on allait massacrer : nous essayâmes d'expliquer aux paysans que ces gens ne venaient pas faire de mal, qu'ils voulaient emmener leurs femmes; elles étaient là à genoux, suppliant et demandant grâce. Les paysans ne voulaient rien entendre; M. de la Rochejaquelein se mit à leur parler. Pendant ce temps, nous fîmes entrer les trois hommes; ils quittèrent leurs habits, prirent une cocarde blanche. Pour calmer les cavaliers, ils furent obligés de cracher sur la cocarde tricolore, et de crier *vive le roi!*

Vers midi, M. de Lescure et Henri partirent pour Parthenay, et nous pour Bressuire, en accordant aux patriotes réfugiés la permission de rester à Clisson tant qu'ils s'y croiraient plus en sûreté qu'ailleurs : tous étaient des gens honnêtes et paisibles.

Nous nous mîmes en voiture, et des domestiques armés nous escortaient. Quand nous fûmes près de la ville, nous commençâmes à voir des Vendéens. Ils surent qui nous étions, et se mirent à crier *vive le roi!* Nous le répétions avec eux, en pleurant d'attendrissement. J'en aperçus une cinquantaine à genoux au pied d'un calvaire; rien ne pouvait les distraire de leurs prières.

La ville était occupée par environ vingt mille hommes : il y en avait six mille tout au plus armés de fusils; le reste portait des faux emmanchées à l'envers, armes dont l'aspect est effrayant; des lames de couteau, des faucilles plantées dans un bâton, des broches, ou bien de grosses massues de bois noueux; tous ces paysans étaient dans l'ivresse de la joie : ils se croyaient invincibles. Les rues étaient pleines; on sonnait toutes les cloches. On avait fait un feu, sur la place, avec l'arbre de la liberté et les papiers des administrations.

Mon père, M. de Marigny et le chevalier Desessarts, allèrent trouver les généraux; je me mis à me promener dans la ville avec mes femmes. Les paysans me demandaient si j'étais de Bressuire; je leur disais comment la veille j'y étais prisonnière, et comment ils m'avaient délivrée : ils étaient tout heureux d'avoir sauvé une dame noble. Ils me contaient que les émigrés allaient venir à leur secours, pour rétablir le roi et la religion. Ils voulurent ensuite me mener vers Marie-Jeanne : c'était une pièce de canon de douze; elle venait du château de Richelieu, où le cardinal l'avait fait placer autrefois avec cinq autres; elle était d'un très-beau travail, chargée d'ornements et d'inscriptions à la gloire de Louis XIII et du cardinal. Les républicains avaient pris ce canon à Richelieu, et il leur avait été enlevé au premier combat de Chollet. Les paysans, je ne sais pourquoi, lui avaient donné ce nom de Marie-Jeanne; ils y attachaient une idée

miraculeuse, et croyaient qu'elle était un gage certain de victoire. Je trouvai ce canon sur la place : il était orné de fleurs et de rubans, et les paysans l'embrassaient. Ils m'invitèrent à l'embrasser aussi, ce que je fis volontiers : il y avait là treize autres pièces de divers calibres.

Sur le soir, je fus bien surprise et édifiée de voir tous les soldats qui logeaient dans la même maison que nous se mettre à genoux, répétant le chapelet qu'un d'entr'eux disait tout haut. J'appris qu'ils ne manquaient jamais à cette dévotion trois fois par jour.

Leur bravoure et leur enthousiasme n'avaient pas détruit leur douceur naturelle; leur amour et leur respect pour la religion, bien qu'assez peu éclairés, augmentaient ce sentiment. Dans les premiers mois de la guerre, avant que les atrocités des républicains eussent inspiré quelque faible désir de vengeances et de représailles, l'armée vendéenne était aussi touchante par ses vertus qu'admirable par son courage; aucun des désordres qui accompagnent les guerres ne souillait la victoire des royalistes. On entrait de vive force dans les villes sans les piller; on ne maltraitait pas les vaincus; on n'exigeait d'eux ni rançon ni contribution; du moins les habitants du pays ne se rendaient jamais coupables de ces excès. Quelques déserteurs, de jeunes Bretons qui avaient passé la Loire pour se dérober au recrutement, et qui ne pouvaient tirer de chez eux aucun moyen de subsistance, n'é-

taient pas toujours aussi irréprochables; mais on les punissait. Dans les divisions du Bas-Poitou et du comté nantais, les choses ne se passaient pas toujours ainsi; la guerre s'y est faite quelquefois, mais bien rarement, d'une manière cruelle; l'ordre n'y régnait pas toujours.

Dans cette journée, que je passai à Bressuire, je pus apercevoir ce caractère des soldats vendéens : ils détestaient cette ville, à cause des massacres que les troupes y avaient commis; et pour assouvir leur colère, ils ne songeaient pas à faire le moindre mal à un habitant dans sa personne ou dans sa maison; ils se bornaient à démolir les murs extérieurs de Bressuire.

Dans la maison où j'étais logée, et même dans la chambre où j'étais descendue, il y avait beaucoup de soldats; je les entendis s'affliger de ne pas avoir de tabac; je leur demandai s'il n'y en avait pas dans la ville. « On en vend bien, mais nous n'avons pas « d'argent, » répondirent-ils. Alors j'en fis acheter, que je leur donnai. Deux cavaliers prirent dispute dans la rue, sous nos fenêtres; un d'eux tira son sabre et toucha l'autre légèrement : celui-ci allait riposter; mon père, qui était tout auprès, lui retint le bras en lui disant : « Jésus-Christ a par« donné à ses bourreaux, et un soldat de l'armée « catholique veut tuer son camarade! » Cet homme embrassa l'autre sur-le-champ. Au reste, je n'ai jamais entendu parler de duel dans notre armée : la guerre était si active et si périlleuse, que per-

sonne ne songeait à montrer son courage autrement que contre l'ennemi.

L'armée qui occupait Bressuire était composée d'Angevins et de Poitevins des paroisses qui touchent l'Anjou. Les paroisses que M. de Lescure fit soulever s'y réunirent, et on la nommait *la grande armée*. D'ordinaire elle avait environ vingt mille hommes; pour les expéditions importantes, on la portait facilement au double. C'est elle qui avait le plus d'ennemis à combattre, et qui a eu le plus de succès; presque toujours elle agissait de concert avec la division de M. de Bonchamp, qui pouvait même être regardée comme en faisant partie : cette division était formée de paroisses qui touchent la Loire du côté de Saint-Florent; les Bretons qui avaient passé la rivière s'y étaient joints; elle comptait dix ou douze mille hommes, et elle avait à se défendre plus spécialement contre les troupes républicaines qui occupaient Angers.

M. de Charette commandait dans le marais et sur les côtes; il avait vingt mille hommes dans les plus fortes réunions; il avait affaire aux garnisons de Nantes et des Sables. Dans le même canton, trois ou quatre petits rassemblements, commandés par MM. de la Cathelinière, Couëtus, Jolly et Savin, agissaient souvent avec M. de Charette.

M. de Royran occupait Montaigu et les cantons adjacents; sa division était de douze mille hommes; il n'avait à combattre que les troupes stationnées à Luçon.

Entre Nantes et Montaigu, MM. de Lyrot et d'Isigny avaient trois ou quatre mille hommes; ils avaient à se défendre du côté de Nantes.

On voit que la grande armée appuyait ses derrières sur ces divisions; mais elle avait à se soutenir sur une ligne bien étendue; elle était à découvert au nord, à l'est et au midi. Les républicains pouvaient venir l'attaquer de Fontenay, de Parthenay, d'Airvault, de Thouars, de Vihiers, de Doué et de Brissac; aussi a-t-elle successivement attaqué et occupé toutes ces villes, soit en repoussant ses ennemis, soit en allant les chercher. Je vais faire connaître les chefs qui la commandaient. Il n'y avait eu encore aucune nomination de généraux; les soldats suivaient ceux en qui ils avaient confiance, et ceux-ci s'entendaient fort bien entr'eux, sans qu'il fût question de grades ni de subordination officielle.

M. de Bonchamp, chef de l'armée d'Anjou, était un homme de trente-deux ans: il avait fait la guerre dans l'Inde avec distinction, comme capitaine d'infanterie, sous M. de Suffren. Il avait une réputation de valeur et de talent que je n'ai jamais entendu contester une seule fois; il était reconnu pour le plus habile des généraux; sa troupe passait pour mieux exercée que les autres; il n'avait aucune ambition, aucune prétention; son caractère était doux et facile; il était fort aimé dans la grande armée, et on lui accordait une entière confiance. Mais il était malheureux dans les combats: il a paru ra-

rement au feu sans être blessé, et son armée était ainsi souvent privée de sa présence; c'est aussi pour cette cause que je n'ai jamais été à portée de le voir. Il comptait dans sa division d'excellents officiers : MM. de Fleuriot, anciens militaires, qui le remplaçaient en son absence; MM. Soyer, MM. Martin, M. de Scépeaux, beau-frère de M. de Bonchamp, etc., tous fort braves et fort dévoués.

Dans la grande armée, le principal chef était, en ce moment, M. d'Elbée; il commandait plus particulièrement les gens des environs de Chollet et de Beaupréau. C'était un ancien sous-lieutenant d'infanterie, retiré depuis quelques années; il avait alors quarante ans; il était de petite taille, n'avait jamais vécu à Paris ni dans le monde; il était extrêmement dévot, enthousiaste, d'un courage extraordinaire et calme : c'était son principal mérite. Son amour-propre se blessait facilement : il s'emportait sans propos, quoiqu'il fût d'une politesse cérémonieuse; il avait un peu d'ambition, mais bornée comme toutes ses vues. Dans les combats il ne savait qu'aller en avant, en disant : « Mes enfants, la « Providence nous donnera la victoire. » Sa dévotion était très-réelle; mais comme il voyait que c'était un moyen de s'attacher les paysans et de les animer, il y mettait beaucoup d'affectation et un ton de charlatanisme que l'on trouvait souvent ridicule; il portait sous son habit de pieuses images; il faisait des sermons et des exhortations aux soldats, et surtout il parlait toujours de la Providence;

au point que les paysans, bien qu'ils l'aimassent beaucoup et qu'ils respectassent tout ce qui tenait à la religion, l'avaient, sans y entendre malice, surnommé *le général la Providence*. Malgré ces petits ridicules, M. d'Elbée était au fond un homme si estimable et si vertueux, que tout le monde avait pour lui de l'attachement et de la déférence.

Stofflet était à la tête des paroisses du côté de Maulevrier. Il était Alsacien, et avait été soldat. Lors de la révolte, il était garde-chasse au château de Maulevrier : il avait alors quarante ans ; il était grand et robuste. Les soldats ne l'aimaient pas, parce qu'il était dur et brutal ; mais ils lui obéissaient mieux qu'à personne, et cela le rendait fort utile. Les généraux avaient grande confiance en lui ; il était actif, intelligent et brave. A la fin, de mauvais conseillers se sont emparés de son esprit, l'ont gouverné et lui ont inspiré un orgueil, une vanité qui ne lui étaient pas naturels, et qui lui ont fait commettre de grandes fautes et causé beaucoup de tort au parti. Alors il était, comme tout le monde, dévoué à faire le mieux possible, sans songer à lui.

Cathelineau commandait les gens du Pin-en-Mauge et des environs. C'était, comme je l'ai dit, un simple paysan qui avait fait quelque temps le métier de colporteur pour le commerce des laines. Jamais on n'a vu un homme plus doux, plus modeste et meilleur. On avait pour lui d'autant plus d'égards, qu'il se mettait toujours à la dernière

place. Il avait une intelligence extraordinaire, une éloquence entraînante, des talents naturels pour faire la guerre et diriger les soldats : il était âgé de trente-quatre ans. Les paysans l'adoraient, et lui portaient le plus grand respect. Il avait depuis longtemps une grande réputation de piété et de régularité ; tellement que les soldats l'appelaient *le saint d'Anjou*, et se plaçaient, quand ils le pouvaient, auprès de lui dans les combats, pensant qu'on ne pouvait être blessé à côté d'un si saint homme. Quand M. de Lescure fut à l'armée, il fut aussi surnommé *le saint du Poitou*, et l'on avait pour lui, comme pour Cathelineau, une sorte de vénération religieuse.

M. de la Rochejaquelein était chef des paroisses qui sont autour de Châtillon. Il avait un courage ardent et téméraire, qui le faisait surnommer *l'Intrépide*. Dans les combats, il avait le coup-d'œil juste, et prenait des résolutions promptes et habiles. Il inspirait beaucoup d'ardeur et d'assurance aux soldats. On lui reprochait de s'exposer sans aucune nécessité, de se laisser emporter trop loin, d'aller faire le coup de sabre avec les ennemis. Dans les déroutes des républicains, il les poursuivait sans aucune prudence personnelle. On l'exhortait aussi à s'occuper davantage des discussions du conseil de guerre. En effet, il les trouvait souvent oiseuses et inutiles ; et après avoir dit son avis, il lui arrivait parfois de s'endormir ; mais il répondait à tous les reproches : « Pourquoi veut-on que je

« sois un général? Je ne veux être qu'un hussard, « pour avoir le plaisir de me battre. » Malgré ce goût pour les combats, il était cependant rempli de douceur et d'humanité. Le combat fini, nul n'avait plus d'égards et de pitié pour les vaincus. Souvent, en faisant un prisonnier, il lui offrait auparavant de se battre corps à corps contre lui.

M. de Lescure avait une bravoure qui ne ressemblait pas à celle de son cousin; elle ne l'écartait jamais de son sang-froid accoutumé; et même, lorsqu'il se montrait téméraire, il ne cessait pas d'être grave et réfléchi. Il était l'officier le plus instruit de l'armée. Toujours il avait eu du goût pour les études militaires, et s'y était livré avec zèle. Il avait lu tous les livres de tactique. Lui seul entendait quelque chose à la fortification; et quand on attaquait les retranchements des républicains, ses conseils étaient nécessaires à tout le monde. Il était aimé et respecté; mais on lui trouvait de l'obstination dans les conseils. Pour son humanité, elle avait quelque chose d'angélique et de merveilleux. Dans une guerre où les généraux étaient soldats, et combattaient corps à corps, pas un homme n'a reçu la mort de la main de M. Lescure; jamais il n'a laissé périr ou maltraiter un prisonnier, tant qu'il a pu s'y opposer, même dans un temps où les massacres effroyables des républicains entraînaient les plus doux de nos officiers à user quelquefois de représailles. Un jour, un homme tira sur lui à bout portant; il écarta le fusil, et dit : « Emmenez ce pri-

sonnier. » Les paysans indignés le massacrèrent derrière lui. Il se retourna, et s'emporta avec une colère que jamais on ne lui avait vue. C'est la seule fois, m'a-t-il dit, qu'il avait proféré un jurement. Le nombre de gens à qui il a sauvé la vie est prodigieux : aussi sa mémoire est-elle chérie et vénérée de tous les partis dans la Vendée. De tous ceux qui se sont illustrés dans cette guerre, aucun n'a acquis une gloire plus pure.

MM. de la Rochejaquelein et de Lescure étaient unis comme deux frères; leurs noms allaient toujours ensemble; leur amitié était célèbre dans l'armée. Avec un caractère différent, ils avaient la même simplicité, la même douceur, la même absence d'ambition et de vanité. Henri disait : « Si « nous rétablissons le roi sur le trône, il m'accor« dera bien un régiment de hussards. » M. de Lescure ne formait pas des souhaits moins modestes.

Mon père n'eut point d'abord de commandement particulier, bien qu'il eût le grade de maréchal-de-camp, et qu'il eût fait cinq campagnes en Allemagne. Etranger au pays, il ne se souciait pas d'être général en chef, ne désirant être à l'armée que pour faire son devoir. Il était fort respecté dans le conseil, mais était peu communicatif. Il ne partageait pas les illusions de quelques chefs, et prévoyait l'issue déplorable de la guerre. Il aimait si peu à se faire valoir, qu'à son arrivée à Bressuire M. d'Elbée lui ayant dit, avec un air de protection, qu'il ne laisserait pas ignorer au roi ceux qui méri-

teraient des récompenses, et qu'il se promettait d'obtenir quelque faveur par le moyen d'un de ses parents, écuyer du prince de Condé, il se garda bien de lui apprendre qu'il avait lui-même passé sa vie à la cour. Il ne lui vint pas dans la pensée de tourner en ridicule les promesses si provinciales de M. d'Elbée, et répondit qu'il ne désirait rien que l'honneur de servir le roi.

M. de Marigny fut nommé général de l'artillerie. Il s'entendait parfaitement à cette partie de l'art militaire : pendant la guerre contre l'Angleterre, il avait pris part à plusieurs débarquements, et il avait plus d'expérience que la plupart des officiers; mais il s'échauffait au point de perdre complètement la tête; aussi a-t-il nui quelquefois aux succès de l'armée, à laquelle cependant ses talents ont bien plus souvent servi. Il faut encore attribuer à cette espèce d'égarement et de vertige sa dureté et son inhumanité envers les vaincus. Presque jamais il n'en épargnait aucun, quelque représentation qu'on pût lui faire; il était fortement persuadé que cela était utile au parti. Au milieu de ses cruautés, il continuait à se montrer, avec ses camarades et ses soldats, l'homme le meilleur et le plus affable; aussi était-il fort aimé; on ne pouvait s'empêcher de lui être très-attaché.

M. de Dommagné était général de cavalerie : c'était un brave et honnête homme.

On considérait encore comme général M. de Boisy. Sa mauvaise santé était cause qu'on le voyait

rarement à l'armée, et qu'il y était peu utile. M. Duhoux d'Hautrive, beau-frère de M. d'Elbée, et chevalier de Saint-Louis, fort honnête homme, n'était pas non plus en évidence.

Beaucoup d'officiers, et même tous ceux qui montraient quelques talents, n'avaient pas une place ni une autorité bien déterminées. Ils combattaient aux postes où ils étaient le plus nécessaires, et faisaient ce dont on les chargeait. Les principaux étaient alors MM. Forestier, Tonnelay, Forêt, Villeneuve du Cazeau, les frères de Cathelineau, le chevalier Duhoux, le chevalier Desessarts, MM. Guignard, Odaly, les frères Cadi, Bourasseau, etc., les uns gentilshommes, les autres bourgeois, d'autres paysans. A ces officiers, s'en joignirent successivement beaucoup d'autres. Tout ancien militaire, tout gentilhomme ou tout homme un peu instruit, toute personne à qui les paysans montraient de la confiance, tout soldat qui faisait voir de la bravoure et de l'intelligence, se trouvait officier, comme de droit. Les généraux le chargeaient de commander, et il faisait de son mieux.

On pourra croire qu'un état-major ainsi formé, et où tout semble laissé au hasard, devait être le théâtre de beaucoup de dissensions et de malentendus; mais l'absence de toute règle précise venait de ce qu'elle eût été superflue et même nuisible. Chacun était sûr de soi et des autres; il ne fallait pas prescrire de devoir à des gens qui faisaient toujours le plus qu'il leur était possible. Tous voulaient le

même but, et s'y étaient entièrement et sincèrement dévoués. Il n'y avait ni ambition ni vanité, ou du moins elles étaient muettes. On se battait tous les jours ou à peu près : il ne restait pas de temps pour se disputer, pour soutenir des prétentions, pour les étaler en conversation. Si quelques-uns avaient des espérances, elles étaient si éloignées des succès qui auraient pu les réaliser, qu'il eût été ridicule d'en parler. La diversité des conditions était oubliée. Un brave paysan, un bourgeois d'une petite ville, étaient les frères d'armes d'un gentilhomme; ils couraient les mêmes dangers, menaient la même vie, étaient presque vêtus des mêmes habits, et parlaient des mêmes choses qui étaient communes à tous. Cette égalité n'avait rien d'affecté; elle était réelle par le fait; elle l'était de cœur aussi, pour tout honnête gentilhomme qui avait du sens. Les différences d'opinions politiques étaient aussi effacées. Plusieurs chefs ou officiers avaient eu originairement une nuance diverse dans la révolution, et avaient plus ou moins tard commencé à la détester; mais jamais il n'était question d'amour-propre, d'aristocratie. On prouvait assez son zèle actuel, pour qu'on ne mît pas de vanité à sa date.

Tels ont été, à peu d'exceptions près, dans le commencement de la guerre, le caractère des chefs et le tableau de l'état-major. La formation et la discipline de l'armée présentaient aussi un spectacle bien différent de celui que les autres guerres offrent ordinairement.

L'armée n'était jamais assemblée plus de trois ou quatre jours. La bataille une fois gagnée ou perdue, l'expédition ayant réussi ou manqué, rien ne pouvait retenir les paysans : ils retournaient dans leurs foyers. Les chefs restaient seuls avec quelques centaines d'hommes déserteurs et étrangers qui n'avaient pas de famille à aller retrouver; mais dès qu'on voulait tenter une nouvelle entreprise, l'armée était bientôt reformée. On envoyait dans toutes les paroisses; le tocsin était sonné; tous les paysans arrivaient. Alors on lisait une réquisition conçue en ces termes : « Au saint nom de Dieu, de « par le roi, telle paroisse est invitée à envoyer « le plus d'hommes possible en tel lieu, tel jour, à « telle heure : on apportera des vivres. » Le chef dans le commandement duquel la paroisse était comprise, signait la réquisition; elle était obéie avec empressement : c'était à qui partirait parmi les paysans. Chaque soldat apportait du pain avec lui, et les généraux avaient soin aussi d'en faire faire une certaine quantité. La viande était distribuée aux soldats. Le blé et les bœufs nécessaires pour les vivres étaient requis par les généraux, et l'on avait soin de faire supporter cette charge par les gentilshommes, les grands propriétaires et les terres d'émigrés ; mais il n'était pas toujours besoin de recourir à une réquisition; il y avait beaucoup d'empressement à fournir volontairement; les villages se cotisaient pour envoyer des charretées de pain sur le passage de l'armée : les paysannes di-

saient leur chapelet à genoux, se tenaient sur la route et offraient des vivres aux soldats. Les gens riches donnaient autant qu'il leur était possible. Comme d'ailleurs les rassemblements duraient peu, on n'a jamais manqué de vivres.

L'armée n'avait donc ni chariots ni bagages : on pense bien qu'il n'était pas question de tentes. Pour les hôpitaux, ils étaient réglés avec un soin particulier; tous les blessés royalistes et républicains étaient transportés à Saint-Laurent-sur-Sèvre. La communauté des sœurs de la Sagesse, qui sont une espèce de sœurs grises, avait là son chef-lieu. Les pauvres sœurs, renvoyées de partout, s'y étaient réfugiées en grand nombre; elles étaient plus de cent. Dans le même bourg, les missionnaires du Saint-Esprit s'étaient aussi consacrés aux mêmes fonctions. Il y avait des chirurgiens qui suivaient l'armée; d'autres dirigeaient de petits hôpitaux en différents lieux.

Quand l'armée était assemblée, on la partageait en différentes colonnes, pour attaquer sur les différents points déterminés d'avance par les généraux. On disait : M. un tel va par ce chemin; qui veut le suivre ? Les soldats qui le connaissaient marchaient à sa suite. Seulement, lorsqu'il y en avait assez dans une bande, on ne laissait plus les autres s'y joindre; on les faisait aller d'un autre côté. Les chefs, arrivés au point d'attaque, formaient de la même façon les compagnies de leurs officiers. Jamais on ne disait aux soldats : A droite, à gauche.

On leur criait : Allez vers cette maison, vers ce gros arbre; puis on commençait l'attaque. Les paysans ne manquaient guère à dire leurs prières avant d'entrer en combat, et presque tous faisaient un signe de croix à chaque coup qu'ils allaient tirer.

Du reste, il était impossible, même à prix d'argent, de les placer en sentinelle, ou de leur faire faire une patrouille. Les officiers étaient obligés de se charger de ce soin, quand il était nécessaire.

On avait quelques drapeaux, que l'on portait dans les affaires importantes et préparées d'avance; mais quand la victoire était gagnée, les paysans mettaient drapeaux et tambours sur une charrette, et revenaient comme une foule joyeuse.

Dès que le combat était entamé et que la mousqueterie et l'artillerie se faisaient entendre, les femmes, les enfants, tout ce qui restait d'habitants, allaient dans les églises se mettre en prières, ou se prosternaient dans les champs pour demander le succès de nos armes. De façon que, dans toute la Vendée à la fois, il n'y avait plus qu'une même pensée et qu'un même vœu; chacun attendait, en priant Dieu, l'issue d'une bataille d'où dépendait le sort de tous.

Tel est le tableau qu'offrit l'armée vendéenne pendant les premiers mois de la guerre. Peut-être en voyant combien peu le calcul, l'ordre, la prudence ont contribué à ses succès, paraîtront ils plus surprenants encore. Communément on a supposé à l'insurrection un tout autre caractère; on a

cru qu'elle avait été préparée par de vastes trames, que les chefs étaient d'habiles politiques, dont les paysans étaient les aveugles instruments, et qui avaient travaillé pour l'exécution de grands desseins arrêtés d'avance. Il est facile de voir combien ces pompeuses explications sont éloignées de la vérité. La guerre a été plutôt défensive qu'offensive : jamais aucun plan n'a pu être concerté pour arriver à un résultat plus élevé que la sûreté du pays. Après les grands succès, l'espérance de contribuer puissamment à la contre-révolution se présenta assurément à tous les Vendéens, mais sans pouvoir influer sur leur marche. Au reste, dans les courts instants où l'on put se livrer à cet heureux espoir, les prétentions des insurgés ne cessèrent point d'être modestes et mesurées. J'ignore quels rêves d'ambition ont pu former dans la suite quelques-uns des chefs; mais le vœu de l'armée, des bons paysans et de leurs officiers, se réduisait à peu de chose.

Ils désiraient que ce nom de *Vendée*, qui leur avait été donné par hasard, fût conservé à une province formée de tout le Bocage, et administrée séparément. Depuis longtemps les hommes sensés s'affligeaient de voir une contrée unie par les mœurs, l'industrie et la nature du sol, séparée en trois parties, dépendant de trois provinces différentes, dont l'administration avait constamment négligé le Bocage (1).

(1) La séparation actuelle en quatre départements a les mêmes inconvénients pour le pays.

Ils auraient sollicité le roi d'honorer une fois de sa présence ce pays sauvage et reculé;

De permettre qu'en mémoire de la guerre, le drapeau blanc flottât toujours sur le clocher de chaque paroisse, et qu'un corps de Vendéens fût admis dans la garde du roi.

Du reste, les paysans ne voulaient demander ni diminution d'impôt ni priviléges particuliers. On aurait aussi réclamé l'exécution d'anciens projets pour l'ouverture des routes et la navigation des rivières.

Il n'y avait rien de si raisonnable que tous ces souhaits. La Vendée eût été à jamais illustre et heureuse. Jusqu'alors ce pays isolé n'avait attiré les yeux d'aucun ministère. On le laissait sans amélioration; mais la facilité des communications se joignant à l'abondance des produits, à l'industrie et à l'économie des habitants, aurait répandu beaucoup de richesses. Le Bocage ne demandait pas de très-grandes entreprises pour arriver à cette prospérité. Dans un pays sans villes, qui n'a point de luxe et peu de dépenses, l'aisance s'établit plus facilement qu'ailleurs. Il y en avait un exemple. Vers 1750, le comte de Rougé, seigneur de Chollet, dépensa, sans le secours du gouvernement, quelques fonds à rassembler de bons tisserands, et à fixer à Chollet le centre du commerce de bétail. En peu de temps, Chollet devint une ville peuplée, riche, et fort industrieuse. Cependant, aucune route n'y aboutissait.

J'ai été bien aise de montrer, en racontant nos

espérances et nos vœux, combien la guerre de la Vendée portait un caractère de simplicité, de raison et de zèle, différente en cela de presque toutes les insurrections, où l'on trouve rarement cette pureté de motifs.

Nous partîmes de Bressuire le 4 mai au matin. A un quart de lieue de Châtillon, nous trouvâmes un grand nombre de gens de la ville qui venaient au-devant de nous, sous les armes; ils crièrent beaucoup : *Vivent le roi, la noblesse et les prêtres!* Ils nous demandèrent où était M. de Lescure; et quand on sut qu'il était à l'armée, les transports redoublèrent. A Châtillon, un conseil qui venait d'être établi nous harangua et nous fit accepter une garde d'honneur. Nous continuâmes notre route : au bout d'un moment, nous congédiâmes la garde, en lui donnant trente louis, et le soir nous arrivâmes au château de la Boulaye. Nous nous y établîmes, ma mère, ma tante, M. d'Auzon, M. Desessarts, sa fille et moi.

CHAPITRE IX.

Prise de Thouars, de Parthenay et de la Châtaigneraie. — Défaite de Fontenay. — Prise de Fontenay.

Comme je n'étais point sur le théâtre de la guerre, et que les combats étaient très-multipliés, je ne saurai pas les raconter tous en détail; il y en a même que je pourrai omettre, soit que je n'en aie pas eu une connaissance précise, soit que j'en aie perdu le souvenir.

La prise de Thouars est un des principaux faits de la guerre; il a été surtout important pour moi. C'était la première fois que M. de Lescure paraissait au combat : il s'y fit une telle réputation de bravoure, qu'il acquit tout d'un coup une grande influence dans l'armée.

Le général Quétineau entra à Thouars le 3 mai 1793; il ne pensait pas qu'on vînt l'y attaquer, et ne prit aucune précaution. Le 4 au soir, il fut averti que les Vendéens marchaient sur la ville; alors il se hâta de prendre quelques mesures.

Thouars est situé sur une hauteur; la rivière du Thoué l'entoure presque entièrement; tous les che-

mins qui y conduisent aboutissent à cette rivière, hormis la route de Saumur et celle de Poitiers.

Pour arriver à Thouars, les Vendéens avaient le Thoué à passer; c'est une rivière profondément encaissée, et que des digues de moulins rendent presque partout impraticable à gué.

Le passage pouvait être tenté sur quatre points : au pont de Saint-Jean, qui touche la ville : mon père et M. de Marigny furent chargés de cette attaque; au port du Bac du Château : ce furent MM. d'Elbée, Cathelineau et Stofflet; à un pont qui est à une demi-lieue de la ville, près du village de Vrine : c'est là que se dirigèrent MM. de la Rochejaquelein et de Lescure; enfin, à un gué plus loin de Thouars, et qu'on nomme *Gué-aux-Riches* : M. de Bonchamp y fut destiné. Le général Quétineau avait envoyé du monde pour défendre ces quatre points; mais il y eut du désordre et de la précipitation dans les dispositions qu'il fit.

MM. de Lescure, de la Rochejaquelein et de Bonchamp devaient commencer l'attaque. Il était convenu que, deux heures après, les autres divisions entameraient aussi l'action. Il y eut des retards; elles n'arrivèrent qu'au bout de cinq heures, et la fausse attaque devint l'attaque principale.

A cinq heures du matin, la colonne commandée par MM. de Lescure et de la Rochejaquelein déboucha du village de Ligron, qui est situé sur une hauteur en face du pont de Vrine. Les bataillons de la Nièvre et du Var défendaient le pont; ils y avaient



garde nationale d'Airvaux. Ces braves gens, ignorant qu'ils étaient coupés et que le pont de Vrine était pris, refusèrent de se rendre, et périrent tous en combattant avec un grand courage. On a attribué ce trait à ceux que l'on nommait *Marseillais*, qui en étaient incapables, et qui, dans toute la guerre, se sont montrés aussi lâches que féroces.

Dès que les républicains opposés à M. de Lescure virent que le pont était emporté, ils s'enfuirent en désordre vers la ville. Une trentaine de cavaliers les poursuivirent jusque sous les murs; mais ils revinrent ensuite prendre poste en avant du pont, pour protéger le passage de toute l'armée : quand elle eut défilé, ce poste avancé se replia. Les républicains, encouragés par ce mouvement qu'ils prenaient pour une fuite, avancèrent sur les Vendéens : on les laissa arriver, et une vive décharge de mousqueterie et d'artillerie les mit une seconde fois en déroute; ils se retirèrent précipitamment dans la ville. Les Vendéens les suivirent de près; mais les portes furent fermées. Alors on voulut tenter un assaut. La ville est enceinte d'un vieux mur sans fossés : les paysans se mirent à le démolir à coups de piques; mais ce moyen n'était pas prompt pour faire une brèche. On n'avait pas d'échelles. M. de la Rochejaquelein monta sur les épaules du brave Toussaint Texier, de la paroisse de Courlay, et atteignit ainsi la cime du mur à un endroit où il était dégradé. Il tira quelques coups de fusil; puis, avec ses mains, il arracha des pierres.

Enfin on parvint ainsi à faire une sorte de brèche, et l'on se précipita dans la ville. Pendant ce temps, les deux autres divisions avaient passé la rivière et commencé leur attaque. Le général Quétineau vit bien qu'il ne pouvait se défendre; mais craignant de se compromettre en capitulant, il proposa aux administrateurs du district d'arborer le drapeau blanc, et d'aller, par une députation, déclarer qu'ils se soumettaient. Ils hésitèrent longtemps; tous étaient fort prononcés dans leur opinion républicaine, et ils avaient une grande crainte de se trouver entre les mains de *brigands*. Quétineau leur démontra qu'on ne pouvait songer à résister. Alors un d'entr'eux s'écria avec désespoir : « Eh « bien, si j'avais un pistolet, je me brûlerais la cer- « velle! » Quétineau, avec un grand sang-froid, en prend un à sa ceinture et le lui présente : le pauvre administrateur se résigna alors à capituler. On alla au-devant de l'armée, du côté de M. d'Elbée, faire acte de soumission : ce fut précisément au même instant que MM. de la Rochejaquelein et de Lescure entraient d'assaut dans la ville.

Malgré cette circonstance, il n'y eut aucun désordre; pas un habitant ne fut maltraité, pas une maison ne fut pillée. Les paysans coururent d'abord aux églises sonner les cloches et prier Dieu. Ils brûlèrent l'arbre de la liberté et les papiers des administrations, ce qui, je ne sais pourquoi, leur faisait toujours un fort grand amusement; puis on les logea chez les particuliers. Ils s'y montrèrent fort

doux et tranquilles, exigeant seulement du vin en abondance.

Tous les gens en fonctions de Thouars eurent d'abord beaucoup de frayeur, et craignaient de mauvais traitements; ils se mirent sous la protection des chefs, et ne les quittaient pas, de peur d'être assaillis par les paysans. MM. de Lescure et de la Rochejaquelein, qui étaient du pays, les mirent sous leur protection. En entrant dans la ville, deux ou trois s'étaient attachés aux pans de leurs habits, pour trouver ainsi une sauve-garde plus assurée.

On ne fit pas grâce cependant aux prêtres sermentés; ils furent mis en prison, et on les emmena lorsqu'on quitta la ville, ainsi que deux cents hommes pris les armes à la main au pont de Vrine avant la capitulation; mais on ne leur fit aucun mal. Tous les chefs vendéens furent logés ensemble dans la maison où était déjà le général Quétineau.

M. de Lescure, qui l'avait connu autrefois grenadier, et qui le savait honnête homme, l'amena dans sa chambre. Quétineau lui dit : « Monsieur, « j'ai bien vu vos volets fermés quand j'ai quitté « Bressuire : vous avez cru qu'on vous oubliait; « mais ce n'est pas par défaut de mémoire que « je vous ai laissé la liberté. » M. de Lescure lui témoigna toute sa reconnaissance, et ajouta : « Vous êtes libre; vous pouvez partir, mais je vous « engage à rester avec nous. Vous êtes d'une autre « opinion : ainsi vous ne combattrez pas, mais vous

« serez prisonnier sur parole, et tout le monde « vous traitera bien. Si vous retournez avec les ré« publicains, ils ne vous pardonneront pas cette « capitulation, qui pourtant était indispensable : « c'est un asile que je vous offre contre leur ven« geance. » Quétineau lui répondit : « Monsieur, si « je m'en vais avec vous, je passerai pour un traî« tre; il paraîtra certain que j'ai livré la ville; et « cependant je n'ai fait autre chose que de con« seiller une capitulation au moment où j'ai vu la « ville prise d'assaut. Je prouverai que j'ai fait mon « devoir. Je serais déshonoré, si l'on pouvait me « supposer des intelligences avec l'ennemi. » Ce brave homme demeura inébranlable dans sa résolution; d'autres personnes renouvelèrent inutilement auprès de lui les propositions que M. de Lescure lui avait faites. Cette bonne foi et ce dévouement à sa cause lui concilièrent l'estime de tous nos chefs; il ne s'abaissa à aucune supplication, et garda toujours un ton fort convenable. Stofflet, qui n'avait point dans ses procédés autant de délicatesse que ces messieurs, fut d'abord assez grossier envers le général Quétineau; il voulait lui faire quitter sa cocarde. Une dispute allait s'engager, lorsque les autres chefs vinrent faire cesser les propos de Stofflet.

Les paysans aussi étaient fort éloignés de concevoir comment on pouvait avoir des égards pour un général républicain, et ils étaient bien surpris de voir qu'il logeât dans la même maison que leurs

généraux. Les gens de la division de M. de Bonchamp, apprenant que Quétineau et lui couchaient dans la même chambre, en prirent surtout une grande alarme : ils vinrent en foule demander à M. de Bonchamp de ne pas y consentir, et lui montrèrent des craintes. Il fut très-fâché de cette espèce d'insulte pour Quétineau, et reçut fort mal leurs instances. Ils les renouvelèrent plusieurs fois dans la soirée; enfin, voyant qu'il n'en tenait aucun compte, ils s'introduisirent dans la maison dès qu'il fut couché, et passèrent la nuit dans l'escalier et devant la porte de la chambre pour garder leur général. Son garde-chasse même, lorsqu'il crut son maître endormi, ouvrit doucement la porte, et s'alla coucher au pied du lit. Le lendemain, en se réveillant, M. de Bonchamp gronda ces braves gens des preuves d'attachement que, dans leur défiance mal entendue, ils venaient de lui donner.

L'armée vendéenne fit à Thouars quelques recrues : plusieurs soldats prirent parti avec nous; mais on y gagna surtout de fort bons officiers, qui depuis se distinguèrent. On remarqua principalement M. de la Ville de Beaugé. Il avait combattu contre les Vendéens dans la garde nationale de Thouars; il abandonna un parti où on l'avait enrôlé de force; il devint, peu de mois après, un des principaux officiers royalistes. Il était plein de bravoure, de talents, de patience, de simplicité, et d'un zèle infatigable. Il s'employait à tout, et toujours utilement; le plus souvent il commandait l'ar-

tillerie. Il avait alors vingt-sept ans. Il s'attacha d'amitié à MM. de Lescure et de la Rochejaquelein, qui lui donnèrent toute leur confiance.

MM. Daniaud-Dupérat, fils d'un avocat de Cognac, et le chevalier Piet de Beaurepaire, âgés de dix-huit ans, célèbres à l'armée par leur bravoure, devinrent deux de nos meilleurs officiers. M. Herbold de Poitiers avait étudié pour être prêtre, mais n'était point dans les ordres; on l'avait mis par force dans un bataillon : ses vertus, sa piété, sa modestie, son zèle et son courage, le rendirent cher à tous les Vendéens. M. de Beauvolliers l'aîné, frère du chevalier, était un homme actif et zélé; il était surtout excellent pour tout ce qui demandait de l'ordre et du soin.

MM. de la Marsonnière et de Sanglier, également dévoués, étaient âgés; ils se mirent dans l'artillerie, et le premier rendit souvent de grands services.

Le chevalier de Mondyon, qui était un enfant de quatorze ans, se joignit aussi à l'armée. Il arrivait de Paris, où il s'était échappé de sa pension, et avait fabriqué un faux passeport pour venir, dans la Vendée, se battre pour le roi. Il avait une figure charmante, un courage ardent et beaucoup de vivacité dans l'esprit.

M. de Langerie était plus jeune encore; il n'avait pas treize ans. On ne voulait pas d'abord lui laisser prendre une part active à la guerre; mais on ne put l'en empêcher. A la première affaire, il eut

un cheval tué sous lui ; on le fit alors aide-de-camp du chevalier de ***, qui commandait Châtillon ; il déserta de ce poste, où il n'avait rien à faire ; il se procura un cheval, et revint à l'armée.

M. Renou était arrivé de Loudun avant la bataille de Thouars ; il s'y distingua par la plus rare valeur, comme à toutes les affaires qui ont eu lieu depuis ; il avait environ trente ans.

Après avoir passé deux jours à Thouars, on marcha sur Parthenay ; les républicains l'avaient évacué. Le chevalier de Marsanges, émigré, et cinq dragons, ses camarades, quittèrent l'armée républicaine et arrivèrent ce jour-là dans la nôtre. Les généraux voyaient toujours ces déserteurs avec plaisir ; les paysans avaient de grandes défiances, et s'imaginaient que les transfuges étaient des espions.

On se dirigea ensuite sur la Châtaigneraie. La ville était défendue par trois ou quatre mille républicains : ce fut là que tous les nouveaux Vendéens eurent leurs preuves à faire. M. de Lescure, pour essayer M. de Beaugé, le mit à la tête de deux cents paysans, dans un poste difficile à garder ; il parvint à s'y maintenir avec beaucoup de courage et de sang-froid. Le petit chevalier de Mondyon fut blessé, ainsi que le chevalier de Beauvolliers et M. Dupérat. Les six dragons qui avaient rejoint à Parthenay, et qui avaient vu la défiance des Vendéens, voulurent la dissiper ; ils combattirent avec une témérité extraordinaire : il y en eut un de tué ;

alors les paysans se mirent à crier : « Assez, dra-« gons ! assez ! vous êtes de braves gens ! »

La Châtaigneraie fut emportée après quelque résistance ; M. de Bonchamp y entra le premier. Les conseils de mon père contribuèrent beaucoup à ce succès.

Il y avait déjà plusieurs jours que les paysans étaient sous les armes ; ils avaient une grande envie de retourner chez eux ; on ne pouvait plus les retenir ; ils commirent quelques désordres à la Châtaigneraie. Le lendemain, 16 mai, il ne s'en trouva plus que sept mille ; à grand'peine on en rassembla trois mille de plus, et l'on alla attaquer Fontenay.

MM. de Lescure et de la Rochejaquelein commandaient l'aile gauche ; ils eurent d'abord de l'avantage, et parvinrent dans les faubourgs de la ville après avoir repoussé les républicains : mais pendant ce temps-là l'aile droite et le centre furent mis en pleine déroute. Les paysans étaient découragés ; les dispositions furent mal faites ; on entassa l'artillerie dans un chemin où elle ne put être d'aucun avantage ; M. d'Elbée fut blessé à la cuisse ; M. de la Marsonnière fut enveloppé et pris avec plus de deux cents hommes : on crut que tout était perdu. Cependant, MM. de Lescure et de la Rochejaquelein parvinrent à n'être point coupés ; ils firent leur retraite en bon ordre, et sauvèrent même leurs canons (1). Après cette affaire, on se trouva dans

(1) C'est ce jour-là que quatre-vingts paysans qui faisaient partie de l'aile gauche, s'étant emparés, près de Fontenay, d'un poste important qu'on les char-

une mauvaise situation : toute l'artillerie était perdue ; Marie-Jeanne avait été prise ; il ne restait plus que six pièces de canon ; on n'avait plus de poudre ; chaque soldat avait tout au plus une cartouche ; un général était blessé ; les paysans n'avaient plus leur première assurance. Les chefs ne perdirent pas courage ; ils prirent promptement leur parti, affectèrent beaucoup de gaieté, et répétèrent aux soldats qu'on allait bientôt avoir une revanche.

gea de garder, ne s'aperçurent pas de la défaite des leurs. Avertis par hasard, ils retournent sur le champ de bataille, qu'ils trouvent désert, et où ils aperçoivent toute l'artillerie vendéenne abandonnée. Incertains du parti qu'ils avaient à suivre, mais ne désespérant pas de voir leur armée reprendre le dessus, ils eurent le courage de rester pour défendre le précieux matériel qu'elle avait perdu. Lorsque les Bleus revinrent de la poursuite, ils eurent à se battre contre cette poignée de braves gens, qui se firent tous hacher sur leurs canons. Pierre Bibard seul, couvert de vingt-six blessures, fut emmené prisonnier. Comme il était bien vêtu (*car il était riche alors !*) on le prit pour un chef d'importance. Déposé et gardé à vue dans un grenier, il y resta presque nu et en butte aux plus mauvais traitements. Huit jours après, les Vendéens se présentèrent de nouveau devant Fontenay. Dès que l'attaque eut commencé, le soldat républicain qui surveillait le malheureux Bibard se mit à l'accabler de menaces et d'invectives, et, tournant sans cesse contre lui sa baïonnette, jurait de le tuer si la ville était prise. Cependant, inquiet et regardant à diverses reprises par la fenêtre, il oublia un instant son fusil. Le prisonnier, presque mourant, se traîna vers l'arme, la saisit, et contraignit son farouche geôlier à se retirer. Après la prise de la ville, ce méchant homme, confronté avec Bibard, attendait en tremblant l'arrêt de mort qui devait suivre des plaintes trop fondées sur la conduite inhumaine et brutale dont il se sentait coupable. Mais le brave Bibard, déposant tout ressentiment, loin d'accabler son ennemi par le récit de ses torts, demanda et obtint qu'on le mît en liberté, puis lui dit à voix basse : « Souviens-toi que je t'ai par« donné pour l'amour de Jésus-Christ. » Les blessures de Bibard ne se sont jamais entièrement guéries ; quand une se ferme, il s'en ouvre une autre. Malgré cela, il a constamment continué à servir dans toutes les guerres de la Vendée, et à s'y distinguer.

On engagea les prêtres à relever le zèle du peuple par des prédications. Ils répétèrent que Dieu avait permis ce malheur en punition du dégât qu'on avait fait dans quelques maisons à la Châtaigneraie.

Une circonstance imprévue contribua plus que toute autre chose à ranimer les paysans.

Pendant que l'armée était à Thouars, les soldats trouvèrent dans une maison un homme en habit de volontaire, qui leur raconta qu'il était prêtre, qu'on l'avait mis de force dans un bataillon républicain à Poitiers. Il demanda à parler à M. de Villeneuve du Cazeau, qui avait été son camarade de collége. M. de Villeneuve le reconnut en effet pour M. l'abbé Guyot de Folleville. Mais bientôt après il ajouta qu'il était évêque d'Agra, et que des évêques insermentés l'avaient sacré, en secret, à Saint-Germain. M. de Villeneuve fit part sur-le-champ de tout ce récit à M. Pierre Jagault, bénédictin, dont les lumières et la prudence étaient fort estimées. Tous deux proposèrent à l'évêque d'Agra de se joindre à l'armée. Il hésita beaucoup, allégua sa mauvaise santé; enfin ils parvinrent à le déterminer, et l'amenèrent à l'état-major. Personne n'imagina de douter de ce qu'il racontait. M. de Villeneuve le reconnaissait; il donnait encore pour garants M. Brin, curé de Saint-Laurent-sur-Sèvre, prêtre fort respecté, et les sœurs de la Sagesse. Il annonçait que le pape avait nommé quatre vicaires apostoliques pour la France, et qu'il était chargé des diocèses de l'Ouest. Il avait une belle

figure, un air de douceur et de componction, des manières distinguées. Les généraux virent avec un grand plaisir un ecclésiastique d'un rang élevé et d'une belle représentation venir contribuer au succès de leur cause, par des moyens qui pouvaient avoir beaucoup d'effet. Son arrivée ne fit pas encore grand bruit à Thouars. Il fut convenu qu'il se rendrait à Châtillon, et que là il serait reçu comme évêque.

Ce fut ainsi qu'arriva dans la Vendée cet évêque d'Agra, qui a joué un si grand rôle, et qui est devenu si célèbre dans l'histoire de la guerre. Ce qu'il y a de singulier, c'est que cet homme trompa toute l'armée vendéenne, sans qu'on puisse deviner quels étaient son but et ses projets. Tout ce qu'il avait raconté était faux. L'abbé Guyot de Folleville avait d'abord, à ce qu'il paraît, prêté serment; il avait quitté Paris quelque temps avant la guerre de la Vendée, et était venu se réfugier à Poitiers, chez une de ses parentes. Ses manières, son air de douceur et de dévotion, lui avaient donné un grand succès dans la société de Poitiers. Toutes les âmes pieuses, toutes les religieuses qui avaient quitté leur couvent, avaient un grand empressement pour l'abbé de Folleville Ce fut alors qu'il s'imagina, pour se donner plus de considération et d'importance, de confier à ces bonnes âmes qu'il était évêque d'Agra, etc. C'est ainsi que les missionnaires et les sœurs de Saint-Laurent avaient appris son existence, par leurs dévotes correspondances de

Poitiers. Je crois qu'une vanité assez ridicule fut son seul motif. Quand il fut introduit à l'armée, il continua son mensonge, que personne ne put dévoiler, et qu'il n'y avait pas de raison pour soupçonner : c'est la seule explication que l'on puisse donner de la singulière conduite de cet abbé. Assurément il ne nous trahissait pas; il a péri pour notre cause, et jamais il n'y a rien eu d'équivoque dans ses démarches. D'un autre côté, on ne peut pas supposer que cette imposture lui ait été suggérée par le dessein ambitieux de se faire le premier personnage de la Vendée, ou bien encore pour exercer plus d'empire sur le peuple en prenant un caractère plus éminent. L'évêque d'Agra avait de l'usage du monde, mais fort peu d'esprit; en outre, il n'a jamais montré ni talent, ni énergie, ni force de résolution : d'ailleurs, si son roman avait été calculé pour la guerre civile, pourquoi l'aurait-il débité à Poitiers avant de savoir s'il y aurait une guerre dans la Vendée? Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que l'abbé de Folleville ait été conduit à devenir un aussi grand personnage en faisant un conte ridicule, dicté par un sot orgueil.

On a supposé que les généraux étaient complices de cette supercherie, et qu'elle avait été inventée par eux pour avoir plus d'influence sur les paysans. Aucun des chefs de la Vendée n'était capable de se jouer ainsi de la religion; si quelqu'un avait proposé un pareil projet, il aurait éprouvé une vive opposition de tous les autres; et pour tromper

l'armée, il aurait fallu un consentement unanime et un secret impénétrable dans tout l'état-major, puisqu'à cette époque il n'y avait point de général en chef. On crut, sans beaucoup de réflexion, avec la bonne foi et la loyauté qui caractérisaient les Vendéens, un récit qui était vraisemblable, et qui, une fois admis, devint fort utile à la cause (1).

Ce fut surtout après la déroute de Fontenay, qu'on recueillit un grand avantage de la présence du prétendu évêque d'Agra. Il arriva à Châtillon le jour même de la défaite; toutes les cloches furent sonnées; on se porta en foule sur ses pas; il distribua des bénédictions; il officia pontificalement:

(1) Je pensais avoir suffisamment expliqué dans mes *Mémoires* imprimés que nos généraux avaient été trompés sur l'évêque d'Agra, et n'avaient point contribué à cette inconcevable mystification; mais comme je sais que dans des ouvrages qui ont paru depuis il reste encore quelque doute, je crois devoir copier tout ce qui est dans mon manuscrit original.

« Ici je répondrai à une idée qu'on pourrait avoir que c'était un jeu joué par les généraux; mais si l'on réfléchit à leur caractère tel que je l'ai dépeint, on verra qu'il n'y en a aucun qui en fût capable; que, de plus, tout était en désordre à l'armée. Assurément on a vu des chefs de partis inventer des impostures, mais ici c'était une révolte spontanée, imprévue. La plupart des généraux ne se connaissaient pas entr'eux; ils étaient sans plan, sans politique comme les soldats. C'eût été un trait bien impie, bien hardi et bien dangereux de faire une mascarade sur la religion dans l'armée catholique. Qui d'ailleurs aurait pu l'inventer? MM. d'Elbée, Cathelineau? Ils avaient trop de religion. Stofflet? Il avait peu d'autorité. M. Henri de la Rochejaquelein? Trop de jeunesse. MM. Duhoux d'Hautrive et de Boisy? Trop de nullité. Mon père, MM. de Lescure et de Marigny étaient arrivés à l'armée la veille de la prise de Thouars. M. de Bonchamp n'y avait nul intérêt, puisque l'évêque fut plus de deux mois sans aller au pays où il commandait. Tous enfin étaient bons chrétiens, honnêtes gens et hommes d'honneur. Non; ce fut le désordre, la confusion, la bonne foi et l'enthousiasme qui furent cause de la crédulité et de la légèreté avec laquelle on le reçut. »

les paysans étaient ivres de joie; le bonheur d'avoir un évêque parmi eux leur rendit toute leur ardeur, et ils ne songèrent plus au revers qu'ils venaient d'éprouver.

On rassembla de nouveau l'armée; la division de M. de Bonchamp, qui était retournée en Anjou après la prise de la Châtaigneraie, se joignit à la grande armée. On marcha encore une fois sur cette ville, que les républicains avaient occupée de nouveau; ils l'évacuèrent sans résistance; on y coucha. Le lendemain 24 mai, vers midi, on arriva devant Fontenay. Les républicains, au nombre de dix mille, étaient au-devant de la ville avec une artillerie nombreuse.

Avant l'attaque, on fit donner l'absolution aux soldats. Les généraux leur disaient : « Allons, mes « enfants, il n'y a pas de poudre; il faut encore « prendre les canons avec des bâtons; il faut ravoir « Marie-Jeanne : c'est à qui courra le mieux. » Les soldats de M. de Lescure, qui commandait l'aile gauche, hésitaient beaucoup à le suivre ; il s'avança seul à trente pas pour les animer, s'arrêta et cria : *Vive le roi!* Une batterie de six pièces fit sur lui un feu de mitraille : ses habits furent percés, son éperon gauche emporté, sa botte droite déchirée; mais il ne fut pas blessé. « Vous voyez, mes amis, « leur cria-t-il sur-le-champ, les Bleus ne savent « pas tirer. » Les paysans se décidèrent; ils prirent leur course : M. de Lescure, pour rester à leur tête, fut obligé de mettre son cheval au grand trot.

Dans ce moment, ils aperçurent une grande croix de mission; aussitôt ils se jetèrent tous à genoux, quoiqu'à la portée du canon. M. de Baugé voulut les faire marcher. Laissez-les prier Dieu, lui dit tranquillement M. de Lescure (1). Ils se relevèrent et se mirent à courir de nouveau. Pendant ce temps-là, M. de la Rochejaquelein s'était mis à la tête de la cavalerie avec M. de Dommaigné; ils chargèrent avec succès celle des républicains; et au lieu de la poursuivre, ils tombèrent sur le flanc de l'aile gauche et l'enfoncèrent : ce fut là ce qui acheva de décider l'affaire. Les républicains avaient tenu une heure ou à peu près; un bataillon de la Gironde fit seul une très-belle résistance; le reste s'enfuit en désordre vers la ville.

M. de Lescure arriva le premier à la porte de Fontenay avec son aile gauche; il entra dans la ville; les paysans n'osaient pas le suivre. MM. de Bonchamp et Forêt aperçurent de loin le danger qu'il courait, et s'élancèrent pour le secourir. Tous les trois eurent la témérité de s'enfoncer dans les rues; elles étaient pleines de Bleus qui fuyaient en désordre, et qui se jetaient à genoux en criant : *Grâce!* Ces messieurs leur disaient : « Bas les ar- « mes! on ne vous fera pas de mal. *Vive le roi!* » Quand ils furent sur la place, ils se séparèrent; chacun prit une rue différente. A peine M. de Bonchamp eut-il quitté M. de Lescure, qu'un Bleu,

(1) Ce trait est le sujet qu'a choisi M. Robert-Lefebvre, premier peintre du cabinet du roi, pour le portrait de M. de Lescure, commandé par Sa Majesté.

après avoir jeté son fusil, le reprit et tira sur lui : la balle lui perça le bras et les chairs auprès de la poitrine. Ses paysans, qui le suivaient à quelque distance, accoururent en fureur, et toute résistance cessa.

M. de Lescure avait tourné dans la rue des prisons; il les fit ouvrir de par le roi, et aussitôt M. de la Marsonnière et tous les Vendéens qui avaient été faits prisonniers s'élancèrent vers lui : tous voulaient embrasser leur libérateur. Ils devaient être jugés le lendemain, et leur sort n'était pas douteux. Pendant tout le combat, ils avaient cru qu'on allait les massacrer, et s'étaient barricadés pour se défendre; c'était aussi la crainte de M. de Lescure, et c'était pour cela qu'il s'était hâté d'entrer dans la ville et de se porter à la prison. Il les quitta sur-le-champ pour continuer à poursuivre l'ennemi.

Forêt avait suivi la grande rue, et, après avoir traversé la ville, il se trouva sur la route qui mène à Niort; il voulait absolument reprendre Marie-Jeanne. Les Bleus attachaient autant d'importance à la conserver que nos gens à la ravoir. Forêt rencontra la pièce à une lieue de la ville; elle était gardée par des fantassins; quelques gendarmes étaient plus loin. Forêt s'avança si imprudemment, qu'il se trouva au milieu d'eux; heureusement il était monté sur un cheval qu'il avait pris quelques jours auparavant à un gendarme, et il avait conservé la selle et l'équipage; ils le prirent pour un des leurs,

et lui dirent : « Camarade, il y a 25,000 fr. pour « ceux qui sauveront Marie-Jeanne ; elle est enga- « gée : allons la défendre. » Forêt fait le brave, dit qu'il veut être le premier. Quand il est à la tête de la bande, et qu'il est arrivé près de la pièce, il se retourne, tue les deux gendarmes qui étaient auprès de lui ; les paysans qui s'étaient avancés le reconnaissent, redoublent d'efforts, et, après un combat qui coûta quelques hommes, Marie-Jeanne fut reprise et ramenée en grand triomphe.

Ce combat, le plus brillant qu'eussent encore livré les Vendéens, leur procura quarante pièces de canon, beaucoup de fusils, une grande quantité de poudre et de munitions de toute espèce. On prit aussi deux caisses remplies d'assignats qui n'étaient pas à l'effigie du roi. La première fut pillée par les soldats ; mais ils faisaient si peu de cas de cette nouvelle monnaie de papier, qu'ils les brûlèrent, les déchirèrent ; plusieurs d'entr'eux s'amusaient à s'en faire des papillottes. La seconde caisse, qui contenait 900,000 fr. ou environ, fut préservée par les généraux ; et pour pouvoir la rendre utile aux besoins de l'armée, on écrivit sur les revers : *Bon, au nom du roi*, avec la signature des membres du conseil supérieur qui fut formé à cette époque. Cette mesure inspira de la confiance pour ces assignats.

On fut embarrassé de la résolution qu'on adopterait à l'égard des soldats républicains qui avaient été faits prisonniers, au nombre de deux ou trois



mille Il n'était pas encore établi chez les Bleus que les Vendéens devaient être fusillés dès qu'ils seraient pris; ainsi il ne pouvait pas être question de représailles. D'ailleurs on avait dit à ces gens-là : « Rendez-vous, on ne vous fera pas de mal. » On ne pouvait pas les garder en si grand nombre, puisqu'on n'occupait pas de place forte, et qu'on n'avait aucun moyen de police. En les renvoyant sur parole de ne servir ni contre nous ni contre les puissances coalisées, il était à peu près sûr qu'ils violeraient cette promesse. Mon père proposa de leur couper les cheveux, pour pouvoir les reconnaître et les punir s'ils étaient repris une seconde fois : on prit aussi le même parti pour le petit nombre qu'on voulut garder. Cette précaution fut un grand sujet de divertissement pour l'armée vendéenne (1).

On se promettait de grands avantages de ce renvoi des prisonniers tondus. On espérait qu'ils serviraient de preuve, dans toute la France, des succès et de la modération des Vendéens; qu'ils seraient forcés de convenir et de raconter que les rebelles, au lieu d'être des brigands, comme on les appelait, étaient des royalistes pleins de loyauté, de courage et de clémence. On ménagea aussi avec soin les acquéreurs de biens nationaux, en se bornant à leur annoncer que leurs acquisitions seraient annulées : plusieurs avaient pris parti avec nous. Le chevalier

(1) A cette époque, on ne connaissait pas encore en France l'usage de porter les cheveux à la Titus.

Desessarts rédigea une proclamation qui fut signée de tout le conseil de guerre, et qui a été fort connue. On la fit imprimer à plusieurs milliers d'exemplaires, qu'on distribua aux Bleus que l'on renvoyait.

Toutes ces mesures ne produisirent pas l'effet qu'on en avait attendu. Les opinions révolutionnaires étaient plus répandues et plus fortes que nous ne le pensions, et il n'y avait pas de moyens, dans les autres provinces, de s'entendre pour secouer leur joug. On n'y trouvait pas cette union et cette parfaite communauté de sentiments entre les paysans et les classes supérieures : la révolte ne fit aucun progrès. Les insurrections de Lyon et du Midi n'eurent jamais de correspondance avec nous, et furent déterminées par des opinions d'une autre nature.

CHAPITRE X.

Formation du conseil supérieur. — Victoires de Vihiers, de Doué, de Montreuil. — Prise de Saumur.

Après la prise de Fontenay, les uns proposèrent de marcher sur les Sables, d'autres sur Niort; et ce dernier parti était, je crois, préférable à l'autre, qui portait la grande armée trop loin de son pays. On fit beaucoup d'objections à l'un et à l'autre projet. Pendant ce temps là la matinée s'écoula, et les paysans, qui étaient fatigués et qui ne recevaient pas d'ordres, commencèrent à retourner dans leurs villages, où ils avaient grande envie d'aller raconter leur victoire de Fontenay. Quand on vit qu'il n'y avait pas moyen de les retenir, il fallut différer de nouvelles tentatives.

Cependant le gain d'une pareille bataille et la prise d'une ville comme Fontenay, chef-lieu d'un département, donnèrent à l'insurrection de la Vendée une consistance qu'elle n'avait pas eue jusqu'alors. Les chefs n'ayant pas en ce moment d'occupations militaires, voulurent donner quelque régularité à toutes leurs opérations, et mettre un

peu plus d'ordre dans toutes les choses auxquelles nos succès étaient dus.

On créa un conseil supérieur d'administration, dont le siége fut fixé à Châtillon. L'évêque d'Agra en fut le président; M. Desessarts père, vice-président; M. Carrière, avocat de Fontenay, qui venait de prendre parti parmi les royalistes, fut choisi pour procureur du roi près le conseil; et M. Pierre Jagault, bénédictin, pour secrétaire-général. Parmi les membres du conseil, on distinguait M. de la Rochefoucauld, qui en était le doyen; MM. le Maignan, Bourasseau de la Renolière et Body. Les autres membres étaient, excepté deux ecclésiastiques, des hommes de loi et quelques gentilshommes que leur âge ou leur santé empêchait de porter les armes. Un de ceux qui se distinguèrent le plus tôt dans le conseil supérieur, et celui qui parvint à acquérir le plus d'influence dans l'armée, fut l'abbé Bernier, curé de la paroisse de Saint-Laud, à Angers.

De toutes les personnes qui se sont mêlées des affaires pendant la guerre civile, aucune peut-être n'avait plus d'esprit que l'abbé Bernier. Il avait une admirable facilité à écrire et à parler; il prêchait toujours d'abondance. Je l'ai souvent entendu parler deux heures de suite, avec une force et un éclat qui entraînaient et qui séduisaient tout le monde; il y avait toujours de l'à-propos dans ce qu'il disait; ses textes étaient bien choisis et ramenés heureusement; jamais il n'hésitait; et bien que

son éloquence n'eût rien de fougueux, il paraissait inspiré. Son extérieur et ses manières répondaient à ses paroles; le son de sa voix était doux et pénétrant; ses gestes avaient de la simplicité; il était infatigable; son zèle était toujours renaissant, et jamais il ne perdait courage. Ces avantages étaient accompagnés d'un air de modestie et de simple dévouement qui le rendait plus séduisant encore. Il donnait de bons conseils aux généraux, et savait se prêter à l'esprit militaire, sans déroger à son caractère ecclésiastique; il dominait au conseil supérieur par la promptitude de son esprit et de ses rédactions; il était encore plus cher aux soldats par ses prédications et son ardeur pour la religion.

Aussi, en peu de temps, l'abbé Bernier prit un ascendant universel, et il n'était question que de lui. Peu à peu on le jugea autrement; on entrevit un but d'ambition dans toute sa conduite. Dès qu'il eut acquis de la domination, on s'aperçut combien il y tenait, et combien il craignait de la voir diminuer en quelque chose; on découvrit qu'il semait la discorde partout, et flattait les uns aux dépens des autres, pour plaire davantage et gouverner plus sûrement. Le respect et l'estime qu'on avait pour lui allaient toujours en s'affaiblissant; et après la guerre, les Vendéens lui reprochaient, à tort ou avec raison, des désordres de mœurs, une âme intéressée, une ambition effrénée, et même des crimes qui ne laissent pas d'avoir quelque probabilité; mais le prestige fut longtemps à se dissiper, et l'on

ne cessa jamais d'avoir pour son esprit et sa capacité une très-haute considération et une sorte de crainte : il imposait par-là à ceux qui l'aimaient le moins.

Parmi les ecclésiastiques du conseil supérieur, M. Pierre Jagault était aussi très-remarquable par ses talents. Il n'avait ni ambition ni vanité; il donnait de bons conseils, sans chercher, comme l'abbé Bernier, à gouverner l'armée; il l'égalait par sa facilité à parler et à écrire. Il prêchait rarement, à cause de la faiblesse de sa poitrine; mais toutes les fois qu'il est monté en chaire, il a obtenu beaucoup de succès.

M. Brin, membre du conseil supérieur, curé de Saint-Laurent, était, depuis longtemps, célèbre dans le pays, à cause de sa haute piété, de son zèle et de ses vertus.

Les généraux chargèrent le conseil supérieur de tout ce qui avait rapport à l'administration du pays.

On forma dans chaque paroisse un conseil qui devait veiller à l'exécution des ordres du conseil supérieur. On ordonna aussi que, dans les paroisses où il n'y avait pas encore de chef militaire, les paysans en nommeraient un qui présiderait au départ des hommes demandés, annoncerait aux généraux sur combien de gens ils devaient compter, les commanderait au combat, et distribuerait les vivres à ses soldats. On prit aussi des mesures pour donner quelques vêtements et des souliers aux soldats pauvres qui en manquaient; on forma des

magasins ; enfin on songea à se donner plus de moyens, en ayant un peu d'ordre et de prévoyance.

Il fallait aussi nommer un trésorier-général de l'armée, qui devait être en même temps intendant des vivres, de concert avec le conseil supérieur. On pria M. de Beauvolliers l'aîné d'accepter ces fonctions, dont il était plus capable que tout autre. Le bien de l'armée le détermina à ne pas refuser, quoi qu'il trouvât fâcheux d'être presque toujours éloigné du combat. On lui conserva sa place au conseil de guerre; et comme il était le seul des chefs qui eût un domicile fixe, les demandes de tout genre lui étaient presque toujours portées. Il eut plusieurs personnes employées sous lui : les unes chargées de la distribution, d'autres attachées à l'armée, qui examinaient les besoins, et qui, entrant dans les villes prises, tâchaient d'en tirer des ressources.

La résidence de toutes ces administrations fut établie à Châtillon, qui était à cette époque le centre des mouvements de l'armée.

Ce fut à régler toutes ces choses que s'occupèrent les généraux pendant les trois jours qu'ils passèrent à Fontenay après la bataille. La ville était sans défense, dans un pays de plaine, où les opinions étaient favorables en général à la révolution.

On abandonna Fontenay sans y avoir fait aucun mal; on relâcha même trois administrateurs du département qu'on avait d'abord arrêtés.

A peine l'armée était-elle rentrée dans le Bocage,

qu'on apprit que des hussards républicains s'étaient montrés à Argenton-le-Château. MM. de Lescure et de la Rochejaquelein reçurent cette nouvelle au château de la Boulaye. Ils expédièrent sur-le-champ des courriers, et indiquèrent un rassemblement aux Aubiers. En arrivant, ils surent que ces hussards étaient retournés à Vihiers, où était l'avant-garde d'une grande armée républicaine qui venait de se former à Saumur.

La Convention commençait à regarder l'insurrection de la Vendée comme très-redoutable ; et cette fois on voulait déployer contre les rebelles des forces imposantes. Des bataillons avaient été formés à Paris, en y incorporant des soldats tirés de l'armée du Nord. Une cavalerie nombreuse et aguerrie fut envoyée aussi. Toutes ces mesures furent prises avec une rapidité inconcevable. Les troupes et les canons voyagèrent en poste, en bateaux, et vinrent en cinq jours de Paris à Saumur. Quarante mille hommes, dont la moitié était composée de troupes de ligne, occupaient en ce moment Saumur, Montreuil, Thouars, Doué et Vihiers.

M. Stofflet fut le premier qui attaqua. Il partit de Chollet avec soixante-dix cavaliers, et il entra à Vihiers sans résistance. La cavalerie républicaine se replia. Il écrivit sur le champ à MM. de Lescure et de la Rochejaquelein qu'il les attendait. Ces messieurs se mirent en marche sans inquiétude.

Pendant ce temps-là, les Bleus étaient revenus attaquer M. Stofflet avec deux mille hommes. Il fut

forcé de se retirer précipitamment, et n'eut pas le temps de faire avertir M. de Lescure. Les républicains ayant appris qu'une colonne vendéenne s'avançait, recommandèrent aux habitants de la ville, qui étaient tous patriotes, de ne point paraître, et de laisser croire aux rebelles que la ville était encore occupée par un de leurs détachements; puis ils allèrent s'embusquer sur une hauteur voisine. MM. de Lescure, de la Rochejaquelein et Desessarts arrivèrent avec trois ou quatre mille hommes, et s'engagèrent dans la ville sans se douter de rien. Après l'avoir traversée, ils aperçurent sur la hauteur des hommes postés derrière des broussailles : ils crurent que c'était la troupe de Stofflet, et s'avancèrent pour aller le joindre. Les paysans suivaient négligemment, quand tout-à-coup une batterie masquée fit sur eux un feu de mitraille. Le cheval de M. de Lescure fut blessé, les branches des arbres furent brisées tout autour de lui et des deux autres chefs, sans les toucher. Les paysans ne furent pas intimidés; ils s'élancèrent sur les Bleus, qui, effrayés de cette attaque, tandis qu'ils s'attendaient à une fuite, abandonnèrent leurs canons et s'enfuirent en pleine déroute vers Doué.

Toute la grande armée et les chefs se rassemblèrent sur-le-champ à Vihiers, excepté MM. de Bonchamp et d'Elbée, qui n'étaient pas encore guéris de leurs blessures. On marcha sur Doué. Une bataille assez marquante fut livrée près de la ville, que les républicains abandonnèrent. Les pay-

sans les poursuivaient vivement sur la route de Saumur, et seraient arrivés sur cette ville; mais le feu de deux redoutes, placées sur la hauteur de Bournan, les força à s'arrêter et à revenir à Doué. Ce jour-là deux hussards, au milieu de l'action, quittèrent leurs rangs pour venir dans notre armée : l'un des deux était M. de Boispréau, qui s'est distingué depuis.

Il fut résolu d'aller attaquer Saumur. Mon père et M. de Beauvolliers firent remarquer qu'il y avait de l'inconvénient à suivre la route directe; qu'il valait bien mieux se porter sur Montreuil-Bellay, couper la communication de Thouars à Saumur, et faire une attaque par un côté qui était sûrement moins bien défendu. Cet avis fut adopté : on alla occuper Montreuil. Il était probable que la troupe qui était à Thouars se porterait au secours de Saumur : en effet, sur les huit heures, cinq ou six mille hommes, commandés par le général Salomon, arrivèrent à la porte de Montreuil sans se douter que notre armée s'en fût emparée. Mon père avait fait placer une batterie derrière la porte : on la démasqua tout-à-coup, et les Bleus reçurent une décharge très-meurtrière. En même temps, la division Bonchamp, qui était postée dans les jardins auprès de la ville, les attaqua par le flanc. La déroute fut bientôt complète et sanglante. Les Bleus reprirent en désordre le chemin de Thouars, abandonnant leurs canons et leurs bagages : ils ne s'arrêtèrent même pas à Thouars, tant ils étaient

épouvantés. Cette affaire fut meurtrière pour notre armée : dans l'obscurité de la nuit, nos gens tirèrent sur la division Bonchamp lorsqu'elle déboucha par le flanc.

Après cette affaire, M. de la Rochejaquelein proposa d'envoyer des détachements de cavalerie sur la route de Saumur pour inquiéter les républicains, les tenir sur pied toute la nuit, afin d'attaquer le lendemain dans la journée. Cela fut résolu ainsi, et il se chargea lui-même de l'exécution; mais les paysans, encouragés par leurs succès, suivirent en foule le petit nombre d'hommes qu'il voulait emmener. En un moment, toute l'armée se trouva sur la route, criant : *Vive le roi! nous allons à Saumur!* Les chefs, ne pouvant arrêter ce mouvement, se déterminèrent à attaquer tout de suite, et se mirent au galop pour rejoindre la tête de l'armée. M. de Lescure se chargea de commander la gauche, et d'arriver par le pont Fouchard, en tournant les redoutes qui étaient placées à l'embranchement des routes de Montreuil et de Doué. M. de la Rochejaquelein suivit la rivière le long des prairies de Varin. MM. de Fleuriot, Stofflet et Desessarts, à la tête de la division Bonchamp, passèrent par les hauteurs au-dessus du Thoué, se dirigeant sur le château de Saumur.

Les trois attaques furent commencées à peu près en même temps, le 10 juin au matin : c'était M. de Lescure qui était chargé de celle qui offrait le plus de difficultés. La manière dont tout s'était engagé,

contre le projet des généraux, ajoutait au désordre habituel des opérations. Cependant, on tourna les redoutes, et le pont fut passé; mais une balle ayant tout-à-coup frappé M. de Lescure au bras, les paysans, l'apercevant couvert de sang, commencèrent à lâcher pied : heureusement l'os n'avait pas été atteint. M. de Lescure fit serrer son bras avec des mouchoirs, cria à ses soldats que ce n'était rien, et voulut les ramener. Une charge de cuirassiers républicains acheva de les effrayer. Quand ils virent que leurs balles ne blessaient pas, rien ne put les retenir. M. de Dommaigné voulut résister à la tête de la cavalerie vendéenne : il fut renversé par un coup de mitraille, et sa troupe fut culbutée. La déroute devint complète, et tous les gens de M. de Lescure prirent, en fuyant, la route de l'abbaye de Saint-Florent, le long du Thoué. Un heureux hasard ramena la fortune. Deux caissons versèrent sur le pont Fouchard et arrêtèrent les cuirassiers; alors M. de Lescure parvint à ramener les soldats. Le brave Loiseau, de la paroisse de Trémentine, qui avait tué trois cavaliers en défendant M. de Dommaigné, et qui avait fini par être blessé et abattu, se releva, et se mit à la tête des fantassins. Ils passèrent leurs fusils à travers les roues des caissons, visant aux chevaux et aux yeux des cuirassiers; M. de Marigny plaça de l'artillerie de manière à les foudroyer : ainsi le combat fut rétabli à l'avantage des Vendéens.

Pendant ce temps-là, M. de la Rochejaquelein

avait attaqué le camp républicain, qui était placé dans les prairies de Varin; il avait laissé M. de Baugé à la tête de sept cents hommes pour garder le pont de Saint-Just, et avait tourné le camp pour y entrer par derrière. Mon père amena à M. de Baugé un renfort d'environ six cents hommes. Se trouvant en état d'attaquer, on assaillit le camp de front. Le fossé fut franchi; un mur qui était au-delà fut abattu, et le poste fut emporté. M. de la Rochejaquelein y entrait en même temps de l'autre côté. Il avait jeté son chapeau par-dessus les retranchements en criant : « Qui va me le chercher? » et s'était élancé le premier. Il fut bien vite imité par un grand nombre de braves paysans. Les deux assauts se donnèrent précisément dans le même instant, et les Vendéens eurent encore là le malheur de tirer les uns sur les autres.

Henri voulut profiter sur-le-champ de cet avantage. Accompagné de M. de Baugé, ils poursuivirent les républicains sans regarder si on les suivait; ils entrent dans la ville au galop. Un bataillon qui descendait du château les voit arriver, jette ses armes et rentre au château. Ces deux messieurs con tinuent leur route, passant sur les fusils, dont la rue était jonchée, et que les pieds de leurs chevaux faisaient partir. Après avoir traversé la ville, ils voient toute l'armée des Bleus fuyant en désordre sur le grand pont de la Loire; ils se portent derrière la salle de spectacle, et là, Henri se met à tirer sur les fuyards, tandis que M. de Baugé char-

geait les fusils et les lui donnait. Ils étaient seuls; cependant, personne n'eut l'idée de revenir sur eux, excepté un dragon qui vint, à bout portant, leur tirer un coup de pistolet, et les manqua. Henri l'abattit d'un coup de sabre, et prit les cartouches qu'il avait dans sa giberne. Les batteries du château tirèrent sur eux. M. de Baugé fut blessé d'une forte contusion et jeté par terre; M. de la Rochejaquelein le releva, le mit à cheval. Ils trouvèrent plusieurs pièces abandonnées, et en tirèrent sur le château deux qui étaient chargées; ils traversèrent ensuite le pont, rejoints par une soixantaine de fantassins, poursuivant toujours les Bleus. Enfin, après avoir couru pendant quelques minutes sur la route de Tours, ils pensèrent à revenir pour savoir si les Vendéens étaient entrés dans la ville, car on entendait toujours le canon du château et des redoutes. Ils coupèrent le pont de bois dit *de la Croix-Verte*, qui traverse le second bras de la Loire, et ils y placèrent deux des pièces de canon qu'ils venaient de prendre, pour empêcher les Bleus de revenir sur leurs pas. A leur retour, ils trouvèrent la division de Lescure dans Saumur. M. de la Rochejaquelein, sachant que les redoutes de Bournan tenaient encore, y courut tout de suite, et se réunit à M. de Marigny, qui les attaquait. Il s'engagea entre les deux redoutes, et son cheval fut tué sous lui. La nuit venait; on remit l'attaque au lendemain; pendant l'obscurité, les républicains évacuèrent et se retirèrent.

On avait aussi, dans la soirée, tiré quelques coups de canon sur le château, où restaient environ quatorze cents hommes et de l'artillerie. Le lendemain, M. de Marigny y entra en parlementaire, et proposa une capitulation, qui fut acceptée. Les assiégés obtinrent de sortir, sans autre condition que de rendre leurs armes.

La prise de Saumur livra aux Vendéens un poste important, le passage de la Loire, quatre-vingts pièces de canon, des milliers de fusils, beaucoup de poudre, de salpêtre (1). Les prisonniers faits en cinq jours étaient au nombre de onze mille : on les tondit, et on les renvoya presque tous. La perte des Vendéens, dans cette dernière affaire, fut de soixante hommes tués et quatre cents blessés.

M. de Lescure sut que le général Quétineau avait été trouvé dans le château de Saumur, où il avait été enfermé pour être jugé, après l'affaire de Thouars. Il l'envoya chercher. « Eh bien, Quéti« neau, lui dit-il, vous voyez comme vous traitent « les républicains. Vous voilà accusé, traîné dans « les prisons ; vous périrez sur l'échafaud. Venez « avec nous pour vous sauver : nous vous estimons, « malgré la différence d'opinions, et nous vous

(1) On avait enfermé, dans une église qui servait de magasin d'artillerie aux Bleus, une grande partie des armes que nous avions prises ; elle était remplie. Le lendemain de notre victoire, Henri, s'appuyant sur une fenêtre d'où on voyait dans l'église, resta absorbé dans une profonde rêverie pendant deux heures. Un officier vint l'en tirer, lui demandant avec surprise ce qu'il faisait là. Il répondit : « Je réfléchis sur nos succès ; ils me confondent. Tout vient de Dieu. »

« rendrons plus de justice que vos patriotes. — « Monsieur, répondit Quétineau, si vous me lais- « sez en liberté, je retournerai me consigner en « prison; je me suis conduit en brave homme, je « veux être jugé. Si je m'enfuyais, on croirait que « je suis un traître, et je ne puis supporter cette « idée : d'ailleurs, en vous suivant, j'abandonne- « rais ma femme, et on la ferait périr. Tenez, « monsieur, voici mon mémoire justificatif : vous sa- « vez la vérité; voyez si je ne l'ai pas dite. » M. de Lescure prit le mémoire, qui, en effet, était assez sincère. Quétineau ajouta, avec un air de tristesse : « Monsieur, voilà donc les Autrichiens maîtres de « la Flandre; vous êtes aussi victorieux; la contre- « révolution va se faire; la France sera démembrée « par les étrangers. » M. de Lescure lui dit que jamais les royalistes ne le souffriraient, et qu'ils se battraient pour défendre le territoire français. « Ah! « monsieur, s'écria Quétineau, c'est alors que je « veux servir avec vous. J'aime la gloire de ma pa- « trie : voilà comme je suis patriote. » Il entendit dans ce moment les habitants de Saumur qui répétaient à tue-tête dans la rue : *Vive le roi!* Il s'avança vers la fenêtre, et, l'ouvrant, il leur dit : « Coquins, qui l'autre jour m'accusiez d'avoir trahi « la république, aujourd'hui vous criez, par peur, « *vive le roi!* Je prends à témoin les Vendéens que « je ne l'ai jamais crié. » Ce brave homme s'en alla à Tours; on le conduisit à Paris; il fut jugé, condamné à mort et exécuté. Sa femme, qui était en

partie cause de la résistance qu'il avait mise aux conseils de M. de Lescure, ne voulut pas lui survivre; elle cria *vive le roi!* à l'audience du tribunal révolutionnaire, et périt aussi sur l'échafaud.

M. de Lescure avait passé sept heures à cheval après sa blessure, et avait perdu beaucoup de sang; la souffrance et la fatigue lui avaient donné la fièvre; on l'engagea à se retirer à la Boulaye pour se guérir. Avant de partir, il pria les officiers de s'assembler chez lui. « Messieurs, leur dit-il, l'insur-« rection prend trop d'importance, nos succès ont « été trop grands, pour que l'armée continue à res-« ter sans ordre; il faut nommer un général en « chef. Comme tout le monde n'est pas rassemblé, « la nomination ne peut être que provisoire. Je « donne ma voix à M. Cathelineau. » Tout le monde applaudit, excepté le bon Cathelineau, qui fut bien surpris de tant d'honneur. Mon père, MM. de Boisy et Duhoux arrivèrent successivement, et se rangèrent au même avis. M. d'Elbée, qui avait été retenu par sa blessure, vint aussi deux jours après, et approuva ce qui avait été fait.

La nomination de Cathelineau était convenable en tous points : c'était, de tous les chefs, celui qui exerçait le plus d'influence sur les paysans; il avait une sorte d'éloquence naturelle qui les entraînait; sa piété et ses vertus le leur rendaient respectable; en outre, c'était lui qui avait commencé la guerre, qui avait soulevé le pays et gagné les premières batailles. Il avait le coup-d'œil militaire, un courage

extraordinaire et beaucoup de sens et de raison. On était sûr que son nouveau grade le laisserait tout aussi modeste, et qu'il écouterait et rechercherait toujours les conseils avec déférence. C'était d'ailleurs une démarche politique, que de nommer un simple paysan pour général en chef, au moment où l'esprit d'égalité et un vif sentiment de jalousie contre la noblesse contribuaient en grande partie au mouvement révolutionnaire; c'était se conformer au désir général, et attacher de plus en plus les paysans au parti qu'ils avaient embrassé d'eux-mêmes. On en sentait si bien la nécessité, que les gentilshommes avaient toujours grand soin de traiter d'égal à égal chaque officier paysan. Ils ne l'exigeaient pourtant pas. Il m'est arrivé de les voir se retirer de la table de l'état-major, à Châtillon, quand j'y paraissais, disant qu'ils n'étaient pas faits pour dîner avec moi : ils ne cédaient qu'à mes instances. L'égalité régnait bien plus dans l'armée vendéenne que dans celle de la république; au point que j'ignore encore, ou n'ai appris que depuis, si la plupart de nos officiers étaient nobles ou bourgeois; on ne s'en informait jamais; on ne regardait qu'au mérite : ce sentiment était juste et naturel; il partait du cœur; et sans être inspiré par la politique, il y était trop conforme pour n'être pas général. Une conduite différente aurait peut-être refroidi le zèle. Je n'en rappellerai qu'un exemple très-remarquable. M. Forestier était fils d'un cordonnier de village, et il a joué le rôle le plus bril-

lant, à l'armée, près des princes, dans les cours étrangères, partout enfin jùsqu'à sa mort, arrivée vers 1808.

Deux jours après la prise de Saumur, MM. de Beauvolliers, avec cinq ou six cents hommes, se portèrent sur Chinon, entrèrent dans la ville sans résistance; ils délivrèrent madame de Beauvolliers, que les patriotes avaient mise en prison; ils la ramenèrent à Saumur. M. de Beauvolliers l'aîné retrouva aussi sa fille à Loudun, où M. de la Rochejaquelein fit une course avec quatre-vingts cavaliers.

Plusieurs officiers vinrent joindre l'armée à Saumur. Henri envoya avertir M. Charles d'Autichamp, qui habitait auprès d'Angers. Il arriva sur-le-champ, et se plaça dans la division de M. de Bonchamp, son cousin; il la commanda bientôt en second, sous M. de Fleuriot. M. de Piron vint aussi de Bretagne se joindre à cette division, où il acquit une très-grande réputation. La grande armée gagna encore, à cette époque, M. de la Guérivière et M. de la Bigotière, émigré rentré.

Il fallut remplacer M. de Dommaigné, et nommer un général de la cavalerie. On balança entre MM. Forêt et Forestier : le dernier réunit cependant plus de suffrages; il n'avait que dix-huit ans; mais chaque jour il montrait plus de mérite. Il eut la modestie d'accepter les fonctions et de refuser le titre, à cause de son âge.

L'administration de l'armée vendéenne prit,

après cette expédition, plus d'importance, et posséda bien plus de ressources. MM. de Marigny et Duhoux d'Hautrive établirent à Mortagne et à Beaupréau des moulins à poudre, pour employer la grande quantité de salpêtre qui avait été prise à Saumur. Mortagne fut aussi choisi pour être le dépôt de l'artillerie. Les magasins de blé que les républicains avaient formés à Chinon furent envoyés dans la Vendée; on acheta beaucoup de sel, d'huile et de savon; l'apothicairerie de l'armée, qui avait jusqu'alors été assez mal fournie, devint aussi plus complète. Pour subvenir à tous les besoins de l'armée, on avait usé d'industrie, au défaut de ressources, et beaucoup de personnes avaient, dans tous ces petits détails, montré un esprit inventif.

Quant aux vêtements, il y en avait abondamment : ils étaient en gros drap du pays, en toile, en coutil, en siamoise. On faisait surtout une grande dépense de mouchoirs rouges; il s'en fabriquait beaucoup dans le pays, et une circonstance particulière avait contribué à les rendre d'un usage général. M. de la Rochejaquelein en mettait ordinairement autour de sa tête, à son cou, et plusieurs à sa ceinture pour ses pistolets; au combat de Fontenay, on entendit les Bleus crier : « Tirez sur le mouchoir rouge. » Le soir, les officiers supplièrent Henri de changer de costume; il le trouvait commode, et ne voulut pas le quitter. Alors ils prirent le parti de l'adopter aussi, afin qu'il ne fût pas une cause de dangers pour lui. Les mouchoirs rouges

devinrent ainsi à la mode dans l'armée; tout le monde voulut en porter. Cet accoutrement, les vestes et les pantalons, qui étaient l'habit ordinaire des officiers, leur donnaient tout-à-fait la tournure de brigands, comme les appelaient les républicains.

CHAPITRE XI.

Occupation d'Angers. — Attaque de Nantes. — Retraite de Parthenay. — Combat du bois du Moulin-aux-Chèvres.

Je continuais toujours à habiter le château de la Boulaye avec ma mère : c'était là comme le quartier-général de l'armée. Les officiers y venaient dans l'intervalle des expéditions; quelques membres du conseil supérieur y étaient sans cesse.

J'eus d'abord un peu de peine à m'accoutumer à toute cette représentation militaire. Je me souviens qu'un jour où j'étais allée à Châtillon, M. Baudry, alors commandant de la ville, vint me faire une visite à mon arrivée : j'entendis le tambour; il me proposa d'aller voir ce qui se passait; je descendis dans la rue, et j'y trouvai deux cents hommes sous les armes; en même temps, M. Baudry tire son sabre et élève tout-à-coup la voix; la frayeur me saisit, je me mis à pousser des cris comme un enfant. Je compris enfin qu'il me faisait l'honneur de me haranguer à la tête de sa troupe : peu à peu je m'habituai au bruit et au mouvement de notre genre de vie.

J'avais laissé ma fille auprès de Clisson, chez sa

nourrice, qui avait montré une grande répugnance à quitter sa famille pour venir avec moi à la Boulaye. Après la déroute de Fontenay, on la tenait cachée chez Charry ou chez les Texier, qui étaient les plus braves paysans de la paroisse de Courlay. Je voulus la faire venir à la Boulaye, et j'allai au-devant d'elle jusqu'à la Pommeraye-sur-Sèvre, où demeurait le bon M. Durand, notre médecin. Les chemins étaient impraticables en voiture; je pris le parti de monter à cheval, mais j'avais si grand' peur, qu'un homme à pied tint la bride pendant toute la route. Le lendemain, tandis que j'étais à dîner, un courrier arriva, m'apportant une lettre de M. de Lescure. J'avais su l'affaire de Saumur, mais on m'avait caché qu'il eût été blessé. Il venait d'arriver à la Boulaye, et m'écrivait lui-même pour me rassurer. Un tremblement affreux me saisit. Je ne voulus pas rester un moment de plus. Je pris un mauvais petit cheval qui se trouvait par hasard dans la cour; je ne laissai pas le temps d'arranger les étriers, qui étaient inégaux, et je partis au grand galop; en trois quarts d'heure je fis trois grandes lieues de mauvais chemins. Je trouvai M. de Lescure debout, mais il avait une fièvre violente qu'il conserva plusieurs jours. Depuis, je n'ai eu aucune frayeur de monter à cheval.

La grande armée n'avait pas eu, jusqu'à ce moment, la moindre relation avec M. de Charette. M. de Lescure ayant du loisir à la Boulaye, lui écrivit une lettre polie pour le féliciter d'une affaire

brillante et célèbre qui lui avait livré Machecoul. M. de Charette répondit par des compliments à notre armée sur ses succès, et spécialement sur la prise de Saumur. La lettre de M. de Charette, comme celle de M. de Lescure, exprimait le désir d'établir des rapports entre les deux armées, et de combiner leurs opérations. M. de Lescure envoya aussitôt un courrier à Saumur pour faire part aux généraux de la démarche qu'il venait de faire. Ils furent très-satisfaits des dispositions que montrait M. de Charette, et songèrent à en profiter pour concerter avec lui une attaque sur Nantes, à laquelle ils pensaient. Mon père fut chargé de négocier pour cet objet. Il commença par offrir des canons et des munitions à M. de Charette, qui les accepta avec reconnaissance. Depuis, la grande armée le ravitailla plusieurs fois, ainsi que la petite troupe de M. de Lyrot; car, dans le Bas-Poitou, la guerre fut presque constamment défensive, au lieu que notre armée, en se portant en avant, s'emparait des magasins que les républicains avaient formés. L'entreprise sur Nantes fut donc convenue avec M. de Charette : il promit d'attaquer par la rive gauche.

Pour rester maître du cours de la Loire, il fallait conserver Saumur, qui établissait une communication sûre entre les deux rives. On résolut donc d'y établir une garnison. Il fut d'abord question de laisser M. de Laugrenière pour la commander; mais il n'était pas assez connu dans l'armée pour inspi-

rer de la confiance aux paysans. On invita alors M. de la Rochejaquelein à se charger de cette tâche, qui ne lui plaisait guère. Pour engager les soldats à rester, on leur promit de les nourrir et de leur donner quinze sous par jour ; il fut même dit qu'ils pourraient se relever tous les huit jours. Chaque paroisse devait toujours avoir quatre hommes à Saumur : c'est la première fois qu'on proposa une paie.

Le gros de l'armée partit. Il y avait déjà longtemps que les soldats étaient sortis de chez eux ; leur ardeur était diminuée. Stofflet, pour les déterminer à passer la Loire, fit publier, sans avoir consulté personne, que ceux qui resteraient seraient des lâches : cette mesure augmenta l'armée, mais diminua beaucoup la garnison de Saumur, qui se trouva composée de mille hommes environ. M. de la Rochejaquelein revint les commander, après avoir passé deux jours à Angers avec l'armée.

Les républicains avaient évacué Angers et tout le pays adjacent. La frayeur qu'inspiraient alors les Vendéens était si forte, que quatre jeunes gens, MM. Dupérat, Duchenier, de Boispréau et Magnan, s'en allèrent seuls à la Flèche, dix lieues en avant de l'armée. Ils entrent dans la ville, criant : *Vive le roi !* descendent à la municipalité, annoncent que l'armée royale va se diriger sur Paris, et qu'ils arrivent avec deux mille hommes de cavalerie pour faire les logements; ils disent que, pour

ne pas effrayer les habitants, leur escorte est demeurée à une demi-lieue; ils se font livrer les écharpes des municipaux, les font marcher sur la cocarde, et mettent le feu à l'arbre de la liberté. Toute la ville se met en mouvement pour pourvoir à la nourriture de cette armée qui doit passer. Pendant ce temps-là, ces messieurs vont tranquillement dîner à l'auberge. Au milieu du repas, une servante leur dit : « Messieurs, un colporteur qui « vient d'Angers, a dit qu'il n'avait pas rencontré « votre escorte sur la route, et l'on parle de vous « arrêter. » Ils sautèrent vite sur leurs chevaux, et arrivèrent au galop à Angers, chamarrés d'écharpes tricolores et tout fiers de leur témérité.

Comme Angers est le siége d'un évêché, l'évêque d'Agra s'y rendit pour officier solennellement. Il voyageait avec la simplicité d'un apôtre, à cheval, suivi d'un domestique qui portait sa crosse de bois. Il célébra une grand'messe; et pour gagner l'esprit de la ville et prouver que les prêtres ne prêchaient pas le meurtre comme le disaient les républicains, on arrangea que l'évêque demanderait et obtiendrait la grâce de deux canonniers des Bleus, que l'on avait condamnés à mort pour quelques crimes.

Le prince de Talmont, second fils du duc de la Trémoille, vint à Angers rejoindre l'armée. C'était un jeune homme de vingt-cinq ans, d'une taille très-élevée et d'une fort belle figure. Malgré sa jeunesse, il était habituellement atteint de la goutte,

ce qui nuisait à son activité. Il était brave, loyal, complètement dévoué, d'un bon caractère; mais ces excellentes qualités étaient un peu obscurcies par un air de légèreté qui lui paraissait de bon goût.

M. le prince de Talmont fut reçu avec une vive satisfaction; on s'applaudissait d'avoir dans les rangs de l'armée un homme d'un aussi beau nom, dont la famille était depuis si longtemps presque souveraine en Poitou. Le duc de la Trémoille et la princesse de Tarente, sa belle-fille, qui était mademoiselle de Châtillon, étaient seigneurs de plus de trois cents paroisses dans cette province. M. de Talmont fut nommé sur-le-champ général de cavalerie, au grand contentement du modeste M. Forestier.

On prit la route d'Angers à Nantes; mais l'armée n'était ni très-nombreuse ni très-animée. Beaucoup de paysans étaient retournés chez eux. MM. de Lescure et de la Rochejaquelein étaient absents, ainsi que plusieurs de leurs officiers, et les soldats qui d'ordinaire étaient sous leurs ordres, ou n'étaient pas à l'armée, ou n'y conservaient pas leur ardeur habituelle. D'ailleurs, on s'était toujours battu contre un ennemi voisin du pays et prêt à l'envahir; cette fois, ces pauvres gens ne comprenaient pas bien à quoi pourrait leur servir d'aller attaquer Nantes. Enfin, on assure que le général Cathelineau n'avait pas huit mille hommes quand il arriva devant la ville.

L'armée de Charette et la division de M. de Lyrot avaient au contraire un intérêt pressant de s'emparer de Nantes : c'était de là que sortaient toutes les expéditions républicaines dirigées contre le Bas-Poitou. Aussi tous les habitants s'étaient-ils réunis de ce côté, au nombre de plus de vingt-cinq mille ; mais leur attaque était subordonnée à celle de la grande armée, parce que Nantes est situé en entier sur la rive droite, et qu'il y avait plusieurs bras de la Loire à traverser, dont trois étaient défendus par des ponts-levis.

On était convenu d'attaquer le 29 juin, à deux heures du matin.

Un premier malheur empêcha la parfaite exécution de ce plan. L'armée républicaine avait laissé un fort détachement dans le bourg de Nort; contre toute attente, il se défendit dix heures de suite, et l'on arriva devant Nantes à huit heures du matin seulement. M. de Charette avait commencé à l'heure dite; et les républicains, au lieu d'avoir deux attaques à la fois à repousser, eurent le temps d'aviser aux moyens de défense et de se rassurer. Les généraux Canclaux et Beysser, qui les commandaient, mirent beaucoup de courage et de sang-froid à soutenir les efforts des Vendéens. Une partie des habitants les seconda avec zèle; cependant, notre armée parvint jusque dans les faubourgs. Nantes allait succomber; les Bleus commençaient à fuir par la porte de Vannes; l'intrépide Cathelineau avait même pénétré dans la ville, jusque sur la place

Viarmes, à la tête de quelques centaines d'hommes : la victoire était dans nos mains. Ce fut dans ce moment décisif que deux accidents firent tout changer de face. Le général en chef tombe blessé d'une balle qui lui perce le bras et se perd dans la poitrine. Les Vendéens, désespérés, l'emportent, et abandonnent le faubourg qu'il avait pris. Dans le même instant, un oubli du prince de Talmont empêcha peut-être le succès de l'entreprise.

On s'était toujours bien trouvé de laisser aux républicains des moyens de retraite ; jamais on ne les avait mis dans la position de vaincre ou de mourir. Il fut donc convenu au conseil de guerre qu'il n'y aurait aucune attaque par le chemin de Vannes, et qu'on y laisserait un libre passage. A deux heures de l'après-midi, on vit en effet des troupes de fuyards sortir de Nantes par cette route. M. de Talmont, emporté par trop d'ardeur, et oubliant les dispositions adoptées par le conseil de guerre, se laissa aller à un mouvement inconsidéré; il prit deux pièces de canon et repoussa les républicains dans la ville. Leur défense devint encore plus opiniâtre.

Les Vendéens mirent aussi dans l'attaque plus de constance qu'on ne pouvait en attendre : le combat dura dix-huit heures; mais jamais ils ne purent reprendre l'avantage que la blessure de Cathelineau leur avait arraché. M. de Fleuriot l'aîné, qui commandait la division de Bonchamp, et plusieurs autres officiers, avaient aussi été blessés ; le découra-

gement se joignit à la fatigue, et les soldats se retirèrent à la nuit tombante. Les chefs avaient fait toute la journée les plus grands efforts pour donner aux paysans encore plus d'élan. M. de Talmont avait eu son cheval tué par un boulet; mon père s'était trouvé tellement enveloppé du feu d'une batterie, que tout le monde l'avait cru mort.

L'armée fut dissoute en un instant; officiers et soldats repassèrent la Loire dans des barques, et la rive droite fut entièrement abandonnée, sans que les Bleus, encore épouvantés, osassent sortir de Nantes pour les poursuivre. Dans cette malheureuse attaque, on perdit peu de soldats; mais la blessure de Cathelineau fut mortelle, et c'était un bien grand désastre. M. de Fleuriot méritait aussi de vifs regrets. Tous les deux survécurent de quelques jours seulement à leurs blessures.

Pendant ce temps-là, le Bocage était aussi le théâtre de combats qui n'avaient pas été prévus. Il y avait à Amaillou, entre Bressuire et Parthenay, un petit rassemblement de paysans qu'on avait formé pour la sûreté du pays. M. de Lescure apprit que le général Biron (duc de Lauzun) était à Niort, que son armée grossissait tous les jours, et que l'avant-garde était à Saint-Maixent, menaçant Parthenay. Il envoya sur-le-champ à Saumur prier M. de Baugé, les chevaliers Beauvolliers et de Beaurepaire, de se rendre à Amaillou; lui-même, tout blessé qu'il était, voulut y aller pour veiller de près à la défense de ce poste. Il partit malade et le

bras en écharpe ; je l'accompagnai, ne pouvant me résoudre à le quitter dans cet état.

Nous nous arrêtâmes une nuit à Clisson, et le lendemain nous arrivâmes à Amaillou. Nous y trouvâmes M. de *** ; c'était un gentilhomme d'une trentaine d'années. Pour se donner un air plus distingué, il était en habit de velours bleu, brodé en paillettes, en bourse, et un chapeau sous le bras, l'épée au côté : c'était la première fois qu'on le voyait au camp. Il dit qu'ayant appris que les chefs étaient occupés ailleurs, il avait cru devoir se rendre à Amaillou pour y prendre le commandement du poste. M. de Lescure le remercia beaucoup; et comme il arrivait avec des officiers harassés de fatigue, il pria M. de *** de vouloir bien encore commander le camp, et se charger du bivouac pour cette nuit-là.

Il répondit qu'un gentilhomme comme lui n'était pas fait pour coucher dehors. « Comme chef, vous « avez raison, » s'écria M. de Lescure en riant. Il ordonna aux soldats de se relayer pour le garder toute la nuit à la pluie, loin du feu : cela fut exécuté, et M. de *** ne reparut plus.

Le jour d'après, comme j'étais à me promener avec le chevalier de Beauvolliers, nous vîmes tous les paysans en rumeur; ils saisissaient deux chasseurs républicains; nous devinâmes qu'ils étaient déserteurs : en effet, ils venaient de Saint-Maixent. Leur fuite avait été aperçue; ils avaient été poursuivis l'espace de plusieurs lieues, et ils arrivaient

tout essoufflés. Nos gens avaient commencé par les entourer, les uns leur disant qu'ils étaient des espions, d'autres qu'il fallait crier *vive le roi!* quelques-uns qu'il fallait les tuer. Au milieu de ce tumulte, ils étaient fort interdits. Nous les prîmes sous le bras, et nous les conduisîmes à M. de Lescure, qui était sur son lit : il les interrogea. Le premier répondit gaiement qu'il s'appelait *Cadet;* qu'on l'avait mis dans la légion du Nord, et que, voulant se battre pour le roi, il désertait. Le second, d'un air embarrassé, dit qu'il avait émigré, et qu'il était sous-officier dans le régiment de la Châtre. Sa manière de s'exprimer donna de la défiance à M. de Lescure, qui recommanda de le surveiller. Bientôt après, il se distingua par son courage et son mérite, et quand il fut estimé dans l'armée, il conta qu'il était gentilhomme d'Auvergne, qu'il s'appelait *M. de Solilhac.* Je ne sais pas ce qui avait pu l'engager à se cacher d'abord; depuis, il a toujours été un des plus braves officiers de la Vendée.

La présence de M. de Lescure amena à Amaillou un grand nombre de paysans; il pensa alors qu'il fallait s'avancer et occuper Parthenay. M. Girard de Beaurepaire, qui commandait une petite division attachée à l'armée de M. de Royrand, lui fit dire qu'il viendrait se réunir à lui, et qu'il lui amènerait cent cinquante cavaliers : c'était un secours fort utile, car M. de Lescure n'avait que quinze chevaux. Cette jonction se fit à Parthenay.

On s'attendait à être attaqué. M. de Baugé et le

chevalier de Beaurepaire firent murer toutes les issues de la ville, hormis les portes de Thouars et de Saint-Maixent; deux pièces de canon furent mises à cette dernière porte; on plaça un poste avancé et des factionnaires. Il fut convenu que d'heure en heure il partirait une patrouille qui ferait une lieue, puis reviendrait, de façon qu'il y en aurait toujours une dehors. M. Girard de Beaurepaire fut chargé de veiller à l'exécution de toutes ces mesures de précaution, qui furent négligées; il alla se coucher, et la patrouille de minuit ne partit pas. L'avant-garde des républicains, commandée par le général Westermann, arriva jusqu'à la porte : le factionnaire fut égorgé et la batterie surprise. Un nommé *Goujon*, l'un des six dragons qui avaient déserté, se fit tuer en défendant les pièces avec courage.

MM. de Lescure et de Baugé s'étaient jetés sur le même lit. M. de Baugé se leva sur-le-champ, et courut à la porte de Saint-Maixent : il la trouva abandonnée; les paysans étaient en pleine déroute; il reçut une balle qui lui cassa la jambe, et se trouva au milieu des Bleus; la nuit était obscure, il ne fut pas reconnu, et, tournant à droite, il se dirigea rapidement vers la rivière. Alors on vit bien que c'était un Vendéen, et l'on fit une décharge sur lui. Il fit sauter son cheval dans l'eau et le mit à la nage; une seconde décharge tua le cheval. Les Vendéens, qui étaient à l'autre bord, parvinrent cependant à retirer leur officier.

M. de Lescure, que sa blessure faisait beaucoup souffrir, avait eu bien de la peine à s'habiller et à se sauver ; peu s'en fallut qu'il ne fût pris.

Le lendemain matin, les républicains occupèrent la ville, où ils n'avaient pas osé s'avancer beaucoup pendant la nuit.

M. de Lescure n'avait pas voulu que je le suivisse à Parthenay; j'étais retournée d'Amaillou à Clisson; il m'envoya un cavalier pour me prévenir de ce qui se passait. Cet homme arriva au grand galop; la frayeur lui avait fait perdre la tête : il se croyait poursuivi; il frappa à ma porte, et me réveilla en criant : « Madame! de la part de M. de « Lescure, sauvez-vous ! Nous avons été battus à « Parthenay; sauvez-vous ! » L'effroi me saisit; c'est à peine si j'eus le sang-froid de demander s'il n'était rien arrivé à mon mari. Je m'habillai à la hâte, oubliant d'attacher mes robes, et je fis réveiller tout le monde; je courais dans la cour, tenant toujours ma robe; je trouvai une troupe de faucheurs : je leur dis d'aller se battre, et qu'il n'était pas temps de travailler. Je saisis par le bras un vieux maçon de quatre-vingts ans; je le priai de me conduire dans une métairie dont il me semblait que j'avais oublié le chemin; j'y traînai ce pauvre homme, qui pouvait à peine marcher pendant que je courais. On vint me donner quelques détails qui calmèrent un peu ma terreur panique. Je sus qu'après le premier moment, M. de Lescure s'était retiré paisiblement, et sans être ni poursuivi ni

inquiété. Je montai cependant à cheval, et je partis pour Châtillon : j'y arrivai à cinq heures du soir. Je fus toute surprise, en y entrant, de ce qu'on s'empressait autour de moi en s'écriant : La voilà! la voilà! Le bruit s'était répandu que M. de Lescure et moi avions été pris à Parthenay : tout le monde était dans la consternation. J'allai rassurer le conseil supérieur, en racontant ce que je savais, puis je pris le chemin de la Boulaye. Je trouvai ma mère, qui arrivait en voiture. Elle avait appris, par le bruit public, les fausses nouvelles qu'on répandait, et elle voulait se faire conduire à Niort pour périr avec moi sur l'échafaud. Nous fûmes bien heureuses de nous retrouver; elle ne pouvait s'en fier à ses yeux.

Cependant, M. de la Rochejaquelein voyait chaque jour diminuer sa garnison de Saumur; rien ne pouvait retenir les paysans, car ils croyaient que tout était fini, qu'il n'y avait plus rien à craindre. L'un partait après l'autre pour aller retrouver sa métairie et ses bœufs. M. de la Rochejaquelein vit bien qu'avant peu il n'aurait pas un soldat, et il s'occupa à envoyer chaque jour dans le Bocage la poudre, l'artillerie et les munitions de tout genre. Pour faire illusion aux habitants sur la faiblesse de la garnison, il parcourait chaque nuit la ville au galop avec quelques officiers, en criant : *Vive le roi!* Enfin il se trouva, lui neuvième, à Saumur. Trois mille républicains venaient d'occuper Chinon : il fallut quitter la ville. Il restait deux ca-

nons, il les emmena; mais, à Thouars, il fut obligé de les jeter dans la rivière. Il arriva à Amaillou le jour où M. de Lescure se retirait de Parthenay.

Cependant, ces deux messieurs virent bien qu'ils n'avaient pas assez de monde pour défendre ce canton; ils se retirèrent sur Châtillon pour y assembler la grande armée. Le général Westermann, de son côté, avança avec dix mille hommes environ; il entra à Parthenay; de là, il vint à Amaillou sans éprouver de résistance; il fit mettre le feu au village : c'est là le commencement des incendies des républicains. Westermann marcha ensuite sur Clisson. Il savait que c'était le château de M. de Lescure; et s'imaginant qu'il devait trouver une nombreuse garnison et éprouver une défense opiniâtre, il avança avec tout son monde, non sans de grandes précautions, pour attaquer ce château du chef des brigands : il arriva vers neuf heures du soir. Quelques paysans, cachés dans le bois du jardin, tirèrent des coups de fusil qui effrayèrent beaucoup les républicains, mais ils saisirent quelques femmes, et surent qu'il n'y avait personne à Clisson, qui d'ailleurs n'était susceptible d'aucune défense. Alors Westermann entra, et écrivit de là une lettre triomphante à la Convention, en lui envoyant le testament et le portrait de M. de Lescure. Cette lettre fut mise dans les gazettes. Il ne voulut pas renoncer à ce qu'il avait imaginé d'avance, et il manda qu'après avoir traversé une multitude de

ravins, de fossés, de chemins couverts, il était parvenu au repaire de ce monstre, vomi par l'enfer, et qu'il allait y mettre le feu. En effet, il fit apporter de la paille et des fagots dans les chambres, les greniers, les écuries, la ferme, et prit toutes ses mesures pour que rien n'échappât à l'incendie.

M. de Lescure, qui avait bien prévu cet événement, avait donné, longtemps auparavant, l'ordre de démeubler le château; mais apprenant l'effroi que cette nouvelle avait répandu dans les environs, et que les habitants abandonnaient leurs métairies, il craignit l'effet que cette précaution produirait sur le pays, et ne fit rien enlever de Clisson : ainsi le château fut brûlé avec les meubles, et absolument tout ce qu'il renfermait; des provisions énormes de blé et de foin ne furent pas même épargnées; il en fut de même partout. Les armées républicaines brûlaient nos provisions et écrasaient les environs du pays insurgé par leurs réquisitions.

J'étais allée dîner à Châtillon avec ces messieurs, le jour où l'on vint leur apprendre l'incendie de Clisson : cela ne nous fit pas grand effet; il y avait longtemps que nous nous y attendions; mais ce qui était important, c'était la marche de Westermann, qui s'était sur-le-champ avancé à Bressuire, et qui se dirigeait sur Châtillon. L'armée était dissoute; les soldats avaient repassé la Loire la veille seulement, revenant de Nantes. Les incendies des Bleus effrayaient les paysans; ils voulaient, avant de se

battre, mettre en sûreté leurs femmes, leurs enfants et leurs bestiaux; enfin les chefs étaient dans le plus grand embarras. On se mit à écrire des ré quisitions et à faire partir des courriers pour les porter. On manquait de chevaux. M. de Lescure me chargea d'aller dans les paroisses de Treize-Vents et de Mallièvre, près la Boulaye, remettre les ordres pour le départ. Je partis au galop; j'arrivai à Treize-Vents; je fis sonner le tocsin; je remis la réquisition au conseil de la paroisse, et je haranguai de mon mieux les paysans. J'allai de là à Mallièvre en faire autant. J'envoyai des exprès dans les paroisses voisines, et je retournai ensuite à la Boulaye auprès de ma mère, que j'avais fait prévenir.

Westermann ne laissait pas à nos mesures le temps de produire de l'effet; il avançait toujours. MM. de Lescure et de la Rochejaquelein ne purent pas rassembler trois mille hommes : cependant, espérant faire illusion sur leurs forces, ils voulurent essayer de défendre les hauteurs du moulin aux Chèvres; mais les soldats étaient mal disposés, et presque toujours ils perdaient courage, quand, au lieu d'attaquer, ils étaient forcés de se défendre. Le poste fut emporté par les républicains; il fallut se replier et abandonner Châtillon, qui n'a aucun moyen de défense. A ce combat, M. de la Bigotière, émigré, eut un bras fracassé par un boulet. Il ne voulut pas que les paysans se détournassent de combattre pour le secourir; il se cacha dans une

chaumière, y resta quelques moments évanoui, et le soir il se rendit à pied dans un village. On le conduisit à Chollet. Il eut le bras coupé; un mois après, étant à peine guéri, il revint à l'armée, et fut encore blessé.

Pendant ce combat, suivant la coutume, toutes les femmes priaient Dieu en attendant l'événement. Nous écoutions attentivement le bruit du canon, et son éloignement nous faisait juger de la position de l'armée : bientôt je l'entendis gronder plus vivement et se rapprocher de plus en plus. La peur me saisit; je me mis à courir sans rien attendre; je traversai la Sèvre, à Mallièvre; puis, entrant dans une chaumière, je me fis habiller en paysanne de la tête aux pieds, choisissant de préférence les haillons les plus déchirés; ensuite j'allai rejoindre ma mère et les habitants de la Boulaye, qui me suivaient plus tranquillement, et que je retrouvai hors de Mallièvre : nous prîmes la route des Herbiers. En chemin, M. de Concise vint nous prier de nous arrêter chez sa belle-sœur, au château de Concise : nous y rencontrâmes M. de Talmont et mon père, qui arrivaient de Nantes. Madame de Concise n'était pas encore faite aux mœurs vendéennes; nous la trouvâmes qui mettait du rouge et qui affectait une attaque de nerfs : du reste, elle nous reçut fort bien. Le lendemain, nous allâmes aux Herbiers, et l'on me décida à quitter mon singulier costume. Ma mère fut très-malade de toute cette crise. Elle avait sur elle beaucoup d'empire; dans le moment du

danger, elle conservait du sang-froid ; mais après, elle payait par beaucoup de souffrances la violence qu'elle s'était faite : bien différente de moi, qui ne savais point arrêter mon premier mouvement, et qui, après le péril passé, ne conservais pas même de l'inquiétude.

CHAPITRE XII.

Reprise de Châtillon. — Combats de Martigné et de Vihiers. — Élection de M. d'Elbée. — Attaque de Luçon.

Westermann occupa Châtillon; il ne fit aucun mal aux habitants : six cents républicains étaient en prison; il leur rendit la liberté. Dès le lendemain, il envoya un détachement brûler le château de la Durbelière, appartenant à M. de la Rochejaquelein; c'était un vaste et antique bâtiment, caché au milieu des bois et entouré de larges fossés pleins d'eau : aussi les Bleus avancèrent avec plus de crainte encore qu'à Clisson, et ils se retirèrent précipitamment après y avoir mis le feu; alors les paysans vinrent arrêter l'incendie (1).

Cependant, les généraux rassemblaient en toute hâte la grande armée à Chollet; c'était de ce côté que Westermann attendait l'attaque, et il avait pris ses précautions en conséquence; mais nos gens passèrent la Sèvre à Mallièvre, et arrivèrent auprès de Châtillon au moment où Westermann, y pensant le moins, faisait chanter un *Te Deum* par l'évêque

(1) Le feu y a été mis cinq fois.

constitutionnel de Saint-Maixent. Les Vendéens étaient nombreux et animés d'un vif ressentiment : la prise de Châtillon et les incendies leur avaient inspiré une sorte de rage. Les Bleus étaient campés sur une hauteur auprès d'un moulin à vent : les paysans se glissèrent en silence autour d'eux ; le feu commença : les républicains, effrayés de se voir attaqués de plusieurs côtés, ne tinrent pas longtemps ; le poste fut emporté et les canonniers tués sur leurs pièces ; en un instant la déroute et le désordre furent complets ; les caissons et les canons se culbutèrent dans la descente rapide qui mène à Châtillon ; les renforts que Westermann envoyait furent emportés par les fuyards ; lui-même n'eut pas le temps de se montrer, et fut heureux de pouvoir s'enfuir précipitamment à la tête de trois cents cavaliers.

La fureur des paysans s'accrut encore par le combat et la victoire ; ils ne voulaient pas faire quartier ; les chefs avaient beau crier aux républicains : « Rendez-vous ! on ne vous fera pas de mal ! » les soldats ne massacraient pas moins. Quand on fut parvenu dans la ville, le carnage devint plus affreux encore. M. de Lescure, qui commandait l'avant-garde, avait traversé Châtillon en poursuivant les fuyards, et il avait ordonné, en passant, d'enfermer plusieurs centaines de prisonniers : les paysans, au lieu d'obéir, se mirent à les égorger ; M. de Marigny les conduisait. M. d'Elbée et d'autres qui voulurent s'y opposer furent mis en joue par leurs soldats. On courut raconter ces horreurs

à M. de Lescure, qui arriva aussitôt. Une soixantaine de prisonniers qu'il venait de faire s'étaient jetés autour de lui ; ils s'attachaient à ses habits et à son cheval. Il se rend à la prison, le désordre cesse : les soldats le respectaient trop pour ne pas lui obéir ; mais M. de Marigny, hors de lui, s'avança en lui criant : « Retire-toi, que je tue ces « monstres ! ils ont brûlé ton château ! » M. de Lescure lui ordonna de cesser, ou qu'il allait défendre les prisonniers contre lui-même ; il ajouta : « Mari« gny, tu es trop cruel ; tu périras par l'épée. » Le massacre fut ainsi arrêté à Châtillon ; mais beaucoup de malheureux fuyards furent assommés dans les métairies où ils s'égaraient. L'incendie du village d'Amaillou et celui de nos deux châteaux, premières atrocités de ce genre que les républicains eussent commises, avaient inspiré à nos paysans cette ardeur de vengeance. Depuis ils s'accoutumèrent, pour ainsi dire, aux incendies, et revinrent à leur douceur naturelle.

Pendant le combat, M. Richard, médecin breton, voyant un hussard se précipiter sur M. de Lescure, se jeta au-devant, et reçut dans l'œil une balle qui sortit derrière le cou. On parvint à lui sauver la vie à force de soins.

On fit plus de quatre mille prisonniers ; le reste fut tué. Tous les bagages de l'armée républicaine tombèrent entre les mains des Vendéens ; la voiture même de Westermann fut prise. Quatre jeunes officiers eurent l'étourderie de briser le coffre de

cette voiture. Le bruit se répandit alors qu'ils y avaient trouvé beaucoup d'argent, et se l'étaient partagé. Mais M. de Lescure ayant dit au conseil que l'un des quatre, le brave M. Dupérat, lui avait donné sa parole d'honneur qu'il n'y avait rien dans le coffre, l'estime générale qu'inspirait cet excellent officier empêcha de donner suite à ces propos; ce qui fut bien honorable pour lui.

On retrouva à Châtillon M. de la Trésorière, que les Vendéens avaient mis en prison comme soldat républicain, et que Westermann avait délivré. Il avait rendu de fort bons offices à la ville, en réclamant pour elle auprès du général, et témoignant pour les habitants. Au lieu de se sauver avec les Bleus, il revint se constituer prisonnier, et demanda instamment qu'on eût confiance en lui et qu'on l'admît dans l'armée vendéenne comme simple soldat. Il s'y conduisit toujours avec valeur, et fut bientôt officier.

Nous attendions aux Herbiers l'issue de la bataille avec une grande anxiété. Dès que nous sûmes qu'elle avait été gagnée, nous revînmes à la Boulaye. M. de Lescure vint aussi soigner sa blessure, qui le faisait encore beaucoup souffrir.

Après quelques jours de repos, on apprit que les républicains, changeant leurs plans, allaient attaquer la Vendée par un autre point, et entrer par le pont de Cé en Anjou. On commença à faire des préparatifs de défense et à rassembler les soldats.

Le 15 juillet, l'armée républicaine, après avoir

passé les ponts de Cé, arriva par Brissac jusqu'auprès de Martigné. Toute l'armée vendéenne était rassemblée; M. de Bonchamp commandait sa division en personne; c'était sa première sortie depuis sa blessure de Fontenay. Il fut d'avis, ainsi que M. de Lescure, de marcher toute la nuit, et de prendre le chemin le plus court pour aller à la rencontre de l'ennemi, afin de n'avoir pas à combattre pendant la chaleur, qui était extrême en ce moment-là. Un vieux M. de L***, qui était venu à l'armée cette fois, et qu'on n'y a pas revu depuis, insista fortement pour qu'on choisît une autre route plus longue, et assura que l'attaque serait plus avantageuse de ce côté-là. Il avait soixante-dix ans, une ancienne réputation de bon militaire : on se rangea à son avis.

Les paysans eurent trois lieues de plus à faire; ils arrivèrent à Martigné excédés de fatigue : la chaleur était étouffante. L'avantage fut d'abord du côté des Vendéens; ils s'emparèrent de cinq pièces de canon; mais M. de Marigny ayant voulu tourner l'ennemi à la tête d'un détachement de cavalerie, se trompa de chemin, et revint au galop. La poussière empêcha nos gens de distinguer ceux qui arrivaient sur eux; ils crurent que les ennemis les chargeaient, et se retirèrent emmenant trois pièces de canon ennemi. On fit de vains efforts pour les ramener; la chaleur leur ôtait toute activité. M. de Bonchamp fut atteint d'une balle qui lui fracassa le coude; un des bons officiers de sa division, Van-

nier, valet-de-chambre de M. d'Autichamp, fut grièvement blessé.

Les républicains, qui souffraient aussi de la chaleur, ne poursuivirent pas, et les Vendéens perdirent peu de monde au combat; mais la soif et la chaleur firent périr une cinquantaine de paysans, qui, imprudemment, burent avec avidité des eaux corrompues. M. de Lescure, qui était épuisé de fatigue, et qui avait beaucoup crié pour exciter les soldats, ne trouvant ni vin ni eau-de-vie, but aussi de cette eau; il se trouva mal, et demeura évanoui pendant deux heures.

MM. de Lescure et de la Rochejaquelein retournèrent à Chollet pour rassembler les paysans et recommencer une nouvelle attaque. Les républicains continuèrent leur mouvement, entrèrent à Vihiers, et de là avancèrent sur Coron. Ces messieurs se hâtèrent d'envoyer du monde de ce côté. Heureusement toutes les paroisses de ce canton-là étaient très-peuplées, et fournissaient, pour ainsi dire, les meilleurs soldats de l'armée. Le 17, l'ennemi arrêta sa marche, et le 18, comme il y avait déjà beaucoup de paysans assemblés, on attaqua les Bleus, qui s'avançaient du côté de Vihiers. MM. de Lescure et de la Rochejaquelein n'étaient pas encore arrivés : il n'y avait que des officiers, aucun chef ne se trouvait là. L'abbé Bernier persuada aux soldats que leurs généraux étaient présents; il donna d'excellents conseils, et ce fut lui, en quelque sorte, qui dirigea le mouvement. MM. de Piron, Fores-

tier, de Villeneuve, Keller, de Marsange, Forêt, Herbauld, Guignard, etc., etc., conduisirent les soldats avec habileté et courage. Au bout de trois quarts d'heure, les républicains furent mis en déroute, et abandonnèrent leurs canons et leurs munitions. Le général Santerre, qui les commandait, s'enfuit des premiers. On savait qu'il était là, et les Vendéens avaient un vif désir de prendre l'homme qui avait présidé au supplice du roi : on voulait l'enchaîner dans une cage de fer. Forêt se lança à la poursuite de Santerre, et allait le saisir, lorsque celui-ci parvint à faire franchir à son cheval un mur de six pieds. M. de Villeneuve manqua aussi de prendre le représentant Bourbotte, qui sauta de son cheval derrière une haie. Les Bleus, en fuyant, eurent la folle barbarie de brûler la ville de Vihiers. Les Vendéens ne l'eussent pas fait; mais ils ne purent éprouver aucun regret sur le sort de cette ville, car elle avait toujours favorisé les républicains. Trois maisons furent sauvées par hasard, dont une appartenait au seul royaliste qui fût à Vihiers.

MM. de Lescure et de la Rochejaquelein, entendant le canon, pensèrent bien que l'attaque avait été, contre leur attente, avancée de vingt-quatre heures; ils arrivèrent en toute hâte, et trouvèrent les paysans qui emmenaient des canons, des drapeaux, etc., qu'ils avaient pris. M. de Lescure demanda ce que c'était : « Comment! mon général, « vous n'étiez donc pas à la bataille? dirent-ils; c'est

« donc M. Henri qui nous commandait? » D'autres en disaient autant à M. de la Rochejaquelein. Les officiers vinrent expliquer aux généraux qu'on s'était servi de leur nom pour encourager les soldats.

La défaite des républicains avait été si complète, que le pays en était entièrement délivré; ils avaient regagné Saumur, et une nouvelle victoire de la division Bonchamp auprès des ponts de Cé, força aussi leur aile droite de repasser la Loire et de se replier sur Angers.

Le quartier-général revint à Châtillon : j'allai y dîner, et, ce jour-là, je fus témoin d'une scène qui montrera quel était le caractère des soldats vendéens. Un officier avait mis en prison deux meuniers de la paroisse de Treize-Vents, qui avaient commis quelque faute : c'étaient de bons soldats, aimés de leurs camarades. Tous les paysans qui se trouvaient à Châtillon commencèrent à murmurer hautement, disant qu'on les traitait avec trop de dureté. Quarante hommes de la paroisse allèrent se consigner en prison; ils répétaient qu'ils étaient aussi coupables que les meuniers. Le chevalier de Beauvolliers vint me raconter ce qui se passait, et m'engagea de solliciter la grâce de ces deux hommes auprès de M. de Lescure, qui ne voulait pas avoir l'air de céder à cette rumeur, et qui m'envoyait chercher pour la lui demander. Je vins sur la place; je dis aux paysans que je rencontrai que je m'intéressais à leurs camarades, parce que le château de la Boulaye était de la paroisse de Treize-

Vents. M. de Lescure arriva comme par hasard; je le suppliai publiquement de leur rendre la liberté. Il fit semblant de se faire prier, et m'accorda ma demande. J'allai moi-même à la prison, suivie de tout le peuple; je fis sortir les prisonniers. « Ma« dame, nous vous remercions bien, me dirent les « gens de Treize-Vents; mais cela n'empêche pas « qu'on a eu tort de mettre les meuniers en prison; « on n'avait pas ce droit-là. » Tels étaient nos soldats, aveuglément soumis au moment du combat, et hors de là se regardant comme tout-à-fait libres.

Cependant, le 14 juillet, le brave Cathelineau avait succombé à sa blessure, où la gangrène s'était mise. « Blon, son parent, se présente au peuple « assemblé devant la maison, et lui dit : *Le bon « Cathelineau a rendu l'âme à celui qui la lui « avait donnée pour venger sa gloire*. Quelles pa« roles simples et profondes la religion suggère à « un paysan (1)! » On parla de le remplacer; on sentit combien il serait avantageux de nommer un général qui commandât en chef, non pas seulement la grande armée, mais aussi toutes les insurrections vendéennes. Ce fut en effet dans cette intention qu'on procéda à l'élection, mais elle fut faite tout de travers; au lieu de convoquer des députés de toutes les divisions, tout s'arrangea par une petite intrigue de M. d'Elbée. Quelques officiers peu marquants des divisions de MM. de Charette, de

(1) Ceci est tiré de la *Vie de Cathelineau*, ouvrage curieux et touchant, imprimé en 1821.

Bonchamp et de Royrand, se rassemblèrent avec un grand nombre d'officiers de la grande armée : ils convinrent qu'on écrirait cinq noms sur chaque billet, et que celui qui réunirait le plus de suffrages serait généralissime; les quatre suivants seraient chargés de commander, chacun à leur rang, en l'absence du général en chef, et devaient se choisir chacun un commandant en second. Le conseil de guerre devait être formé de ces neuf personnes, et décider de toutes les opérations. Ce fut M. d'Elbée qui présida à tout cet arrangement. M. de Bonchamp, qui, suivant l'opinion de tous les gens sensés, devait être nommé, était retenu à Jallais par ses blessures, et sa division était restée en Anjou. M. de Charette ignorait presque que l'on s'occupât d'une pareille nomination; M. de la Rochejaquelein ne s'en occupait pas; M. de Lescure était malade, et fort étranger à toute espèce de menée, de même que mon père. On laissa M. d'Elbée placer en foule, dans les électeurs, les officiers subalternes qui lui étaient attachés. Comme il n'y avait ni grade ni rang bien déterminés, on ne savait guère qui devait obtenir ce privilége ou en être exclu.

Bref, M. d'Elbée fut nommé généralissime. Les quatre généraux de division furent MM. de Bonchamp, de Lescure, de Donissan et de Royrand.

M. de Lescure choisit pour second M. de la Rochejaquelein; M. de Royrand choisit, je ne sais pourquoi, M. de Cumon; M. de Bonchamp ne

choisit personne, à ce que je crois. Pour mon père, voyant que, dans une formation générale de l'armée, on oubliait M. de Charette, il le nomma. M. de Charette fut sensible à cette marque d'égards de mon père, mais il trouva tout cet arrangement de nominations fort plaisant. M. de Bonchamp écrivit de son lit ce peu de mots à M. d'Elbée : « Monsieur, je vous fais mon compliment sur votre « élection; ce sont probablement vos grands ta- « lents qui ont déterminé les suffrages. » Il n'en vécut pas moins bien avec lui par la suite.

Cette nomination de M. d'Elbée parut singulière : on se borna à en plaisanter. C'était un homme de cœur, plein de sentiments vertueux; et comme on était sûr qu'il ne gênerait personne, qu'il laisserait chacun faire à sa guise, tout aise de porter le titre de généralissime, et bornant là toute son ambition, on ne songea pas à renverser ce qui venait d'être fait; on savait très-bien que tout resterait comme par le passé, malgré ce qui avait été statué. De son côté, M. d'Elbée, pour se faire pardonner son élection et pour montrer de l'affabilité, redoubla de révérences et de compliments : il les prodiguait au moindre aide-de-camp.

M. de Talmont continua à commander la cavalerie, et M. de Marigny l'artillerie; il s'adjoignit M. de Perault, qui était venu à l'armée depuis quelque temps : c'était un officier de ce que l'on appelait autrefois *les troupes bleues de la marine*, chevalier de Saint-Louis, qui avait cinquante ans ou

environ. Il montra constamment beaucoup de bravoure, de mérite et de modestie. MM. de Marigny et de Perault, uniquement occupés de leurs devoirs, sont restés toujours unis, sans jalousie et sans rivalité.

Beaucoup d'autres officiers étaient venus successivement se réunir aux Vendéens. C'est un devoir et une consolation pour moi de placer ici leurs noms, et de contribuer, autant qu'il est en moi, à l'honneur de leur mémoire. Je voudrais n'en omettre aucun; mais c'est impossible. M. de Lacroix, émigré, chevalier de Saint-Louis, était très-brave, fort bon homme et sans aucune prétention; M. Roger Moulinier était actif, dur et strict; les soldats le craignaient et avaient confiance en lui, à cause de son excessive bravoure; le chevalier Durivault, de Poitiers, était fort jeune; M. de Lescure le choisit pour aide-de-camp, et n'eut jamais qu'à s'en louer; un frère de MM. de Beauvolliers, âgé de quinze ans, vint les retrouver; la première fois qu'il vit le feu, il ne se montra pas ferme; M. de Beauvolliers l'aîné le fit venir devant tout le monde, et lui reprocha publiquement sa conduite; depuis, il a toujours été digne de sa famille.

J'ajouterai aux noms de ces officiers que j'ai eu l'occasion de connaître plus particulièrement, ceux de MM. de Chantereau, de Dieuzy, Caqueray, Bernès, pages du roi; MM. Beaud de Bellevue, Bernard, de Cérizais; Blouin, Bonin des Aubiers; Pallierne, Frey, de Brunet, de Brocour, Genest,

de Josselin, Morinais, de Nesde, de la Pelouze, de Saujeon frères; Vendangam, Tranquille d'Izernay; Valois, Texier frères de Courlay; un autre Texier canonnier, bien connu dans l'armée par sa bravoure, etc., etc.

Dans les commencements, tous les déserteurs des troupes républicaines devenaient officiers où cavaliers dans l'armée vendéenne; mais le nombre des fantassins étant devenu assez considérable, bien qu'il ne l'ait jamais été beaucoup, on en forma trois compagnies : l'une française, commandée par M. de Fé; l'autre allemande, la troisième suisse. Chacune était de cent vingt hommes ou environ; elles faisaient une sorte de service régulier à Mortagne, ou étaient les magasins. La compagnie suisse était presque entièrement composée de fugitifs d'un détachement du malheureux régiment des gardes; ils étaient en garnison en Normandie, pendant qu'on massacrait leurs camarades au 10 août; ils respiraient la vengeance, et chacun d'eux se battait héroïquement. M. Keller, Suisse, un des plus courageux et des plus beaux hommes de l'armée, était leur commandant. Ces compagnies ne combattaient pas en ligne; elles se seraient fait écraser si elles ne s'étaient pas dispersées à la manière des paysans.

Tout de suite après l'élection de M. d'Elbée, on retourna attaquer les républicains. La division de M. de Bonchamp les avait battus deux fois et leur avait fait repasser la Loire. MM. d'Elbée et de la

Rochejaquelein se portèrent sur Thouars, et trouvèrent peu de résistance de ce côté-là; Henri fit même une excursion jusqu'à Loudun. Pendant ce temps-là, M. de Lescure, qui ne se portait pas bien, était resté à la Boulaye; il y reçut une lettre d'un officier de l'armée de M. de Royrand, par laquelle on demandait instamment des secours à la grande armée. Cette division avait quelquefois agi de concert avec nos généraux. Dans les commencements de la guerre, elle avait eu un succès éclatant à Chantonnay; depuis, elle avait défendu, contre quelques attaques, le pays de Montaigu et la route de Fontenay à Nantes; elle avait essayé une fois, sans succès, d'entrer à Luçon. M. de Royrand était un homme de grand mérite, et avait quelques officiers distingués : MM. Sapineau de la Verrie, Béjarry frères, de Verteuil, de Grelier, etc.; mais il comptait avec eux des officiers qui avaient peu d'ardeur et de capacité. Pour les soldats, ils passaient pour les moins courageux de tout le pays insurgé.

Les républicains sortirent de Luçon; ils attaquèrent successivement le Pont-Charron et Chantonnay, toujours avec succès; ils prirent et ils égorgèrent M. Sapineau de la Verrie. C'était une suite de revers dont on faisait le récit à M. de Lescure. Il partit sur-le-champ pour aller trouver M. de Royrand. La lettre qu'il avait reçue racontait d'une façon si déplorable la détresse de cette division, qu'il vit bien qu'on ne pouvait trop se hâter d'ame-

ner à M. de Royrand des soldats et des officiers. Il rendit compte de son départ aux autres généraux, qui se trouvaient alors à Argenton; ils vinrent le joindre aux Herbiers, et l'armée s'y rassembla.

Les républicains se retirèrent jusqu'à Luçon : on les y attaqua. Le combat tourna d'abord à l'avantage des Vendéens; mais quelques soldats et même des officiers s'étant mis à piller dans les maisons voisines, mirent du désordre dans l'armée : l'ennemi en profita. Nos généraux ne purent rallier les soldats ni ramener la victoire, malgré leurs efforts courageux. M. de Talmont se distingua beaucoup à la tête de la cavalerie, et sa fermeté contribua à sauver l'armée. M. de Lescure eut son cheval blessé; M. d'Elbée courut quelques risques d'être pris.

Cette marche de l'armée ne servit donc qu'à recouvrer le poste important de Chantonnay. Le rassemblement avait été précipité et peu nombreux : c'était le moment de la moisson, les paroisses ne pouvaient pas fournir autant de monde. Cependant, il est sûr que l'affaire de Luçon aurait eu une autre issue, sans le désordre auquel deux ou trois officiers participèrent. On voulut faire passer les coupables au conseil de guerre, mais on craignit de mécontenter les soldats, et on ne voulut pas avoir à faire un exemple sur des officiers d'une classe inférieure. Il fallait tant de ménagements pour conserver la bonne volonté de l'armée, que la discipline n'était pas facile à maintenir : heureusement,

les cas où il aurait fallu punir étaient fort rares. On cassa néanmoins un officier, et on annonça que la déroute était une punition de Dieu.

CHAPITRE XIII.

Arrivée de M. de Tinténiac. — Seconde bataille de Luçon. — Victoire de Chantonnay.

Après la bataille de Luçon, l'armée rentra dans son pays pour le défendre, car on commençait à attaquer la Vendée sans relâche, de tous les côtés. La division de Bonchamp protégeait l'Anjou et la rive gauche de la Loire; M. de la Rochejaquelein était posté du côté de Thouars et de Doué; M. de Lescure forma un camp à Saint-Sauveur, près de Bressuire; M. de Royrand occupait Chantonnay, et ses forces étaient concentrées au camp de l'Oie, comme auparavant; M. de Charette faisait en ce moment-là une guerre plus active. Sur tous ces points, les succès étaient partagés, mais les républicains ne réussissaient pas à pénétrer dans le Bocage.

On avait défendu aux paysans de conduire des bestiaux aux marchés, dans les villes qui n'étaient pas au pouvoir des Vendéens. M de Lescure sut que, malgré cet ordre, les marchés de Parthenay étaient fort bien approvisionnés; il y fit une excursion, et tous les bestiaux qui étaient en vente fu-

rent saisis et envoyés à Châtillon. Il courut ce jour-là un assez grand danger : il passait dans une rue, causant avec M. de Marsanges, à la tête de quelques cavaliers; un gendarme qui était à cheval, caché derrière la porte d'une cour, la fit ouvrir brusquement, et lui tira un coup de pistolet presque à bout portant : la balle passa entre lui et M. de Marsanges; les cavaliers tuèrent le gendarme, qui s'enfuyait au galop. On avait fait depuis quelque temps une proclamation pour annoncer aux républicains qu'on userait toujours d'exactes représailles. Parthenay devait, suivant cet ordre, être brûlé, puisque plusieurs de ses habitants avaient suivi Westermann, lorsqu'il avait allumé les premiers incendies. M. de Lescure assembla les habitants et leur dit : « Vous êtes bien heureux que ce soit moi « qui prenne votre ville, car, suivant notre pro« clamation, je devrais y mettre le feu; mais, « comme vous l'attribueriez à une vengeance per« sonnelle pour l'incendie de Clisson, je vous fais « grâce. » Toutefois, il emmena en otage deux femmes des administrateurs, et parut disposé à fermer les yeux sur le pillage, quoiqu'il y répugnât beaucoup. Quelques soldats en profitèrent pour faire du dégât dans plusieurs maisons, mais aucune violence ne fut faite à personne, au point qu'une femme ayant été tuée par hasard à sa fenêtre, les Vendéens s'en montrèrent désespérés, et donnèrent mille francs à sa famille. Je ne sais si je dois ajouter ici, pour l'honneur de nos armées, que, sur

les représailles, la proclamation n'a jamais été exécutée; il nous répugnait trop d'imiter les incendies, les massacres et les cruautés des Bleus; et cette vérité est si évidente, que personne n'a osé nous en accuser.

Cependant, on sentit qu'il fallait réparer d'une manière éclatante la défaite de Luçon, en revenant à la charge avec plus de forces et en prenant de meilleures mesures. La division de M. de Bonchamp fut laissée pour défendre l'Anjou, et il fut résolu que l'opération serait concertée entre MM. de Charette, de Royrand, et les généraux de la grande armée. Chacun tâcha de rassembler, dans son canton, le plus de soldats possible. M. d'Elbée quitta Châtillon pour aller réunir les gens du côté de Beaupréau.

Ce fut à ce moment que M. le chevalier de Tinténiac arriva d'Angleterre, envoyé par le gouvernement auprès des chefs de l'insurrection. Un bateau pêcheur l'avait débarqué seul, pendant la nuit, sur la côte de Saint-Malo. Il connaissait mal les chemins, il n'avait pas même de faux passeports. A trois heures du matin, il traversa le bourg de Châteauneuf; on lui cria : *Qui vive?* Il répondit : *Citoyen!* et passa. Quand le jour fut venu, ne sachant comment se diriger, il aborda un paysan. Après quelques paroles, il pensa qu'il pouvait se confier à lui, et, racontant qu'il était émigré et cherchait les moyens de passer dans la Vendée, il remit son sort entre ses mains. Le paysan l'em-

mena dans sa cabane, l'y garda deux jours, rassembla la municipalité pour lui rendre compte de ce qui venait de lui arriver. Toute cette partie de la Bretagne était tellement ennemie de la révolution, que, dans la plupart des paroisses, il ne se trouvait pas un homme d'une autre opinion : c'étaient d'ordinaire les municipaux qui étaient les plus zélés; aussi les municipalités s'assemblaient dans ce pays-là dès qu'il y avait quelque chose à résoudre contre le parti républicain. On fit déguiser M. de Tinténiac, et on lui donna un guide. De paroisse en paroisse, il trouva toujours des secours et des guides jusqu'au bord de la Loire; et après avoir fait cinquante lieues à pied en cinq nuits, il eut encore le bonheur d'être adressé à des bateliers sûrs, et de traverser la rivière, malgré les barques canonnières des républicains. Il débarqua auprès du camp de la division de M. de Lyrot; de là, M. de Flavigny, officier de cette division, conduisit M. de Tinténiac à la Boulaye, où l'on était sûr de trouver une grande partie de l'état-major.

Jusqu'alors les insurgés n'avaient eu aucune communication avec l'Angleterre. M. de Charette, pendant le temps qu'il avait eu Noirmoutier, avait envoyé aux princes un des MM. de la Roberie, qui périt dans la traversée. Un M. de la Godellière avait annoncé qu'il arrivait d'Angleterre, mais qu'il avait perdu ses papiers; aussi on n'avait pas eu de confiance en lui; seulement, en s'en retournant, il avait été chargé d'une lettre insignifiante. Depuis, on n'a-

vait rien su de lui, et on croyait qu'il s'était noyé, ce qui, en effet, était vrai.

M. de Tinténiac était d'une des meilleures maisons de Bretagne. Il avait trente ans; il était petit; sa figure était vive et animée; il portait ses dépêches dans deux pistolets, où elles servaient de bourre. Il trouva à la Boulaye mon père, M. de Lescure, M. de la Rochejaquelein, l'évêque d'Agra et le chevalier Desessarts. Ces messieurs lui montrèrent d'abord un peu de défiance, et lui témoignèrent quelque surprise qu'on n'eût pas chargé un émigré du pays d'une telle mission; M. de Tinténiac répondit que quelques-uns l'avaient refusée. « D'ailleurs, messieurs, dit-il, je ne vous cache-« rai pas qu'outre mon attachement à notre cause, « des motifs particuliers m'ont porté à solliciter « vivement cette dangereuse commission. J'ai eu « une jeunesse orageuse et digne de blâme; j'ai « voulu réparer mes fautes par quelque action glo-« rieuse. »

Il remit ses dépêches; elles étaient expédiées par M. Dundas et par le gouverneur de Jersey; elles contenaient des louanges de la bravoure et de la constance des insurgés, et montraient un vif désir de les secourir par toute espèce de moyens; mais ne sachant aucun détail sur la Vendée, les Anglais faisaient neuf questions, auxquelles ils demandaient des réponses précises. Leur ignorance était si complète sur tout ce qui nous concernait, que les lettres étaient adressées à M. Gaston, ce perruquier qui

avait été tué au commencement de la guerre. M. de Tinténiac nous dit qu'on supposait à Londres que ce M. Gaston était un officier qui avait commandé à Longwy. Nous fûmes bien surpris de voir les Anglais si peu instruits. Il y avait déjà longtemps que les proclamations de nos généraux avaient été mises dans les journaux; il fallait que les Anglais, au milieu de leur zèle pour la cause royale, eussent une grande indifférence pour les affaires du continent, ou que quelque motif les portât à feindre cette ignorance.

On demandait quels étaient le véritable but de notre révolte et la nature de nos opinions? Quelle occasion avait fait soulever le pays? Pourquoi nous n'avions pas cherché à établir des rapports avec l'Angleterre? Quelles étaient nos relations avec les autres provinces ou les puissances du continent? Quelle était l'étendue du territoire insurgé? Le nombre de nos soldats? Quelles étaient nos ressources en munitions de tout genre? Comment nous avions fait pour nous les procurer? Enfin, quelle espèce de secours nous demandions, et quel lieu nous semblait convenable pour un débarquement?

Les dépêches étaient écrites avec un ton de bonne foi et une sorte de crainte que nous rejetassions les offres de l'Angleterre; il y avait aussi de l'incertitude sur nos projets. On ne savait pas si nous défendions l'ancien régime, les opinions de l'assemblée constituante ou la faction des Girondins.

La confiance s'établit bientôt entre nos généraux et M. de Tinténiac; il vit que nous étions de purs royalistes, et dissipa aussi tous nos doutes sur son compte. Alors il nous parla à cœur ouvert, en quittant la réserve que lui imposait son caractère d'envoyé anglais : il nous dit qu'on ne savait rien de précis sur la Vendée en Angleterre; qu'on supposait qu'environ quarante mille hommes de troupes de ligne révoltés en formaient le noyau; qu'en général on croyait cette insurrection pareille à celle de Normandie, et excitée par les républicains du parti Girondin. Nous sûmes que les princes n'étaient pour rien dans sa mission; aucun n'était alors en Angleterre. Il nous assura que le gouvernement anglais se montrait bien disposé à nous secourir; que tout semblait prêt pour un débarquement. Cependant, il n'avait pas une foi entière dans toutes ces apparences; il était mécontent de la conduite du cabinet anglais envers les émigrés, parce que beaucoup d'entr'eux avaient voulu passer de Jersey à la côte pour chercher à nous rejoindre, et qu'un ordre du gouvernement avait défendu aux pilotes, sous peine de mort, de les mener en France. M. de Tinténiac avait seul pu s'embarquer à cause de sa mission.

Il fallait répondre promptement. M. de Tinténiac n'avait que quatre jours à passer dans la Vendée; son guide l'attendait de l'autre côté de la Loire, et il devait l'aller retrouver à jour fixe. J'avais alors une écriture très-fine et très-lisible; ces messieurs

pour secrétaire, et j'écrivis les dépêches
Tinténiac voulait rapporter dans ses pis-
crois pas qu'il existe maintenant une
sonnes qui les signèrent, et seule, peut-
donner des détails sur cette corres-

au ministère anglais avec franchise;
l'opinion politique des Vendéens,
que rétablir le roi sur son trône,
vance à ce qu'il ordonnerait pour
rance; on lui dit que si l'on n'a-
secours, c'était à cause de l'im-
munications; que ces secours
cessaires; et cependant on eut
u nos forces, pour ne pas lais-
que leurs sacrifices seraient
osions un débarquement aux
promettant d'amener cin-
u jour donné, sur le point
ur apprenions que M. de
e Noirmoutier, mais qu'il
rt de Saint-Gilles. Quant
orient, dont les Anglais
e, nous faisions sentir
e les attaquer. On doit
aux Anglais assez de
, et il y a eu de leur
ır, puisqu'ils étaient
nda spécialement,
débarquement fût

commandé par un prince de la maison de Bourbon, et composé d'émigrés en grande partie; nous affirmions que, pour lors, on pouvait répondre d'un entier succès; que vingt mille jeunes gens se joindraient aux troupes débarquées, et consentiraient à quitter le pays; qu'on passerait la Loire, et que toute la Bretagne se révolterait. Nous savions l'opinion de cette province, sans avoir eu de relations avec elle. Tous les généraux qui étaient à la Boulaye signèrent cette réponse, et l'évêque d'Agra y mit hardiment son nom.

Les généraux écrivirent aussi une lettre aux princes, pour protester de leur dévouement et de leur aveugle obéissance; ils exprimaient le vif désir que l'on avait de voir l'un d'entr'eux dans la Vendée.

Cette lettre fut très-courte, parce que les Anglais devaient la lire; mais M. de Tinténiac avait assez vu les choses pour pouvoir en rendre compte verbalement. On lui recommanda les intérêts de la Vendée; on lui laissa voir franchement quel besoin elle avait de secours, et on lui assura qu'un prince et dix mille émigrés, fussent-ils sans armes et sans argent, suffiraient pour obtenir un succès complet; enfin, on lui dit sur tous les points l'exacte vérité, afin qu'il en instruisît les princes.

Ces messieurs auraient désiré que M. de Tinténiac vît MM. d'Elbée et de Bonchamp : l'un était occupé à rassembler l'armée, l'autre était encore à Jallais, malade de ses blessures; mais on put l'assurer de leur assentiment à tout ce qui avait été dit

ou fait. M. de Tinténiac partit avec le projet de les voir en s'en retournant : je ne crois pas qu'il y soit parvenu. Il témoigna un grand regret de partir à la veille d'une bataille importante ; il aurait voulu combattre avec les Vendéens à l'attaque de Luçon, que l'on préparait alors, et que, sur la demande des Suisses, on devait fixer au 10 août. Nos généraux représentèrent à M. de Tinténiac qu'il serait plus utile en hâtant sa mission, qui était plus périlleuse qu'une bataille. Il repassa la Loire auprès du camp de M. de Lyrot, dont une patrouille l'escorta jusque sur l'autre rive ; il retrouva son guide, et parvint, en marchant la nuit, chez le bon paysan des environs de Châteauneuf. Là, il se procura les moyens de passer à Jersey. Il fut envoyé de Jersey en Angleterre, et j'ai ouï dire qu'il perdit ses dépêches dans la mer. Depuis, en 1794, il fit plus d'une fois ce dangereux voyage, et servit d'intermédiaire entre l'Angleterre et la Vendée, avec une adresse et un courage surprenants. Une fois, entre autres, il passa la Loire à la nage, tenant ses dépêches entre ses dents. On assure qu'il parvint au milieu de Nantes, auprès du féroce Carrier, et réussit à lui échapper, en le menaçant de lui brûler l[a] cervelle. En 1795, il se mit à la tête d'une div[i]sion de Bretons insurgés, pour favoriser la de[s]cente de Quiberon. Après le mauvais succès de ce[tte] expédition, il ne se découragea pas, et fit quelq[ue] temps la guerre avec opiniâtreté à la tête de sa p[e]tite troupe. Enfin, il fut tué les armes à la ma[in]

en combattant avec bravoure. M. de Tinténiac est un des hommes les plus distingués, par l'intrépidité et la présence d'esprit, qui se soient montrés dans la guerre civile.

Les rassemblements et les préparatifs pour l'attaque de Luçon ne furent pas aussi prompts qu'on l'avait espéré : ce fut le 12 seulement que toute l'armée fut réunie au camp de l'Oie, et la bataille eut lieu le 14. Les généraux s'assemblèrent en conseil de guerre; et au lieu d'y admettre, comme auparavant, tous les officiers un peu connus, le conseil se forma suivant ce qui avait été réglé lors de l'élection de M. d'Elbée.

On avait à combattre dans une plaine découverte, ce qui était une chose rare et difficile pour les Vendéens. M. de Lescure proposa d'attaquer en rangeant les divisions par échelons, de manière qu'elles s'appuyassent successivement. Il développa avec chaleur les avantages de ce plan, qui fut adopté. MM. de Charette et de Lescure furent chargés de l'aile gauche, qui devait commencer l'attaque; MM. d'Elbée, de Royrand et mon père commandaient le centre; MM. de la Rochejaquelein et de Marigny, la droite.

MM. de Charette et de Lescure entamèrent vivement l'action : ils avaient beaucoup entendu parler l'un de l'autre; ils s'observaient, et l'émulation se joignait à leur courage et à leurs soins pour bien diriger leurs soldats. Les Bleus plièrent d'abord, et l'aile gauche avait déjà pris cinq canons, quand on

ıt que la division du centre ne suivait pas le
ent. M. d'Elbée n'avait donné aucune ins-
· ses officiers; les soldats voulaient se bat-
t leur coutume, en courant sur l'ennemi;
leur criait : « Mes enfants! alignez-vous
ci, par-là, sur mon cheval. » M. Her-
:ommandait une partie du centre, et
-ien du plan, emmena ses soldats en
à l'ordinaire, sans se douter que
suivaient pas. Les généraux répu-
nt sur-le-champ de ce désordre;
rer l'artillerie légère, qui acheva
ision de M. d'Elbée; elle fut en-
la cavalerie, et la déroute fut
e temps-là, Henri, qui ne con-
ie du pays, se laissa conduire
ui, persuadé d'en connaître
ı et l'égara, ainsi que l'aile
n'arriva sur le champ de
éfaite, sans prendre part
:jaquelein parvint à pro-
beaucoup de monde en
e Bessay, où un cais-
la déroute du centre,
résistèrent, sans se
· la cavalerie, croi-
ıer pied : c'étaient
ıvoure dans la di-
particulièrement



Cette malheureuse affaire, la plus désastreuse de toutes celles qui avaient eu lieu jusqu'alors, nous coûta environ quinze cents soldats; l'artillerie légère produisit un grand effet dans la plaine; les paysans n'avaient jamais pris la fuite avec autant de frayeur et de désordre. On ne perdit que deux officiers : M. Baudry d'Asson, qui avait commencé la guerre en 1792, et M. Morinais, de Châtillon.

M. de Lescure fut blâmé d'avoir fait adopter un projet qui convenait à des troupes de ligne, mais qui était à peu près inexécutable avec nos paysans et la plupart de nos officiers. Il l'avait soutenu au conseil avec une extrême opiniâtreté. De son côté, il reprocha à M. d'Elbée ne n'avoir rien fait pour faire réussir le plan arrêté. M. d'Elbée lui répondit : « Monsieur, c'était le vôtre; il fallait tout di-« riger. — Monsieur, répartit M. de Lescure, une « fois adopté, c'était au général à le faire exécuter. « Vous avez chargé M. de Charette et moi de com-« mander l'aile gauche; nous avons battu l'ennemi « et fait notre devoir. » Au reste, il faut ajouter que les généraux républicains avaient été prévenus, par des espions, de la marche de l'armée et de l'heure de l'attaque; il y eut même, pendant le combat, des soldats étrangers au pays, qui désertèrent notre armée et passèrent à l'ennemi.

M. de Charette retourna dans son canton; il avait fait sa retraite en bon ordre avec M. de Lescure. Ils se quittèrent en se donnant l'un à l'autre des témoignages d'estime et se promettant amitié.

J'avais envoyé un courrier pour avoir des nouvelles du combat ; il ne rencontra pas M. de Lescure sur-le-champ, et M. de Charette se chargea de m'écrire. Sa lettre était fort aimable, et il professait une grande admiration pour mon mari.

Les Bleus occupèrent de nouveau Chantonnay. On s'inquiétait de les voir ainsi établis dans le Bocage, et c'était de ce point qu'il semblait le plus important de les chasser : une nouvelle entreprise fut concertée avec M. de Royrand. Il fit une fausse attaque du côté des Quatre-Chemins, et, en même temps, la grande armée, qui avait fait un détour, assaillit l'arrière-garde républicaine vers le Pont-Charron. Elle était commandée par un général Lecomte, qui s'était fait une grande réputation en gagnant la première bataille de Clisson, par une heureuse témérité et par une désobéissance formelle à son général en chef. Il voulut en faire autant cette fois, et ne se replia point sur Fontenay, comme il en avait reçu l'ordre, de sorte qu'il se trouva coupé. La division Bonchamp, commandée par M. d'Autichamp, emporta leurs retranchements avec intrépidité : on dut en grande partie la victoire à cette armée, qui, ne s'étant pas trouvée à l'affaire de Luçon, n'était pas découragée. Se trouvant ainsi cernés de tous côtés, la défaite des Bleus fut affreuse : ils ne savaient par où s'échapper. Les grandes routes leur étaient coupées, et leurs colonnes s'égaraient dans le Bocage; ils ne sauvèrent ni canons ni bagages, et rarement ils ont perdu



la Loire, en Anjou; M. de la Rochejaquelein tout le reste de l'Anjou insurgé; M. de Lescure toute la partie ouest du Poitou insurgé. On voulut y joindre l'armée de M. de Royrand, en lui donnant une autre place; M. de Lescure ne se soucia pas de mêler ses soldats avec ceux du camp de l'Oie, qui n'avaient pas grande réputation; de sorte que M. de Royrand eut, par le fait, un cinquième commandement. M. de Talmont demeura toujours général en chef de toute la cavalerie; M. de Marigny, de l'artillerie; et Stofflet fut nommé major-général. Mon père fut créé gouverneur-général du pays insurgé et président du conseil de guerre; M. de Royrand, gouverneur en second; MM. Duhoux d'Hautrive et de Boisy, adjoints. Cet état-major résida à Mortagne; le conseil supérieur, dont on n'était pas très-content, resta à Châtillon. On trouvait qu'il se donnait un peu trop d'importance et tranchait du gouvernement; mais cela était plus ridicule que gênant. Il fut convenu que les officiers prendraient pour uniforme des vestes vertes, à revers blancs ou noirs, etc., suivant les divisions, mais ceci ne fut point exécuté; on régla aussi que, dans chaque division, il serait formé un corps de douze cents hommes d'élite, soldés, exercés comme la troupe de ligne, et soumis à la même discipline; mais on n'eut pas le temps de les former; enfin, on rétablit l'ancien conseil de guerre, où tous les officiers un peu marquants étaient admis. Le petit conseil n'avait été tenu qu'une seule fois, la veille de la mal-

heureuse affaire de Luçon. Les attaques redoublées des armées républicaines ne laissèrent pas le loisir d'exécuter toutes les dispositions prises à cette grande conférence des Herbiers; lorsqu'elle fut terminée, les chefs se séparèrent, et chacun retourna défendre le canton qui lui était confié. M. de Lescure revint à son camp de Saint-Sauveur; il y fut d'abord assez tranquille pendant quelques jours. Comme il était là au milieu de ses terres, plusieurs paysans voulurent lui payer les rentes qui étaient supprimées : il leur dit que ce n'était pas pour les ravoir qu'il se battait; que leurs maux étaient assez grands pour qu'ils eussent, pendant la guerre, ce léger dédommagement, et que ces rentes, supprimées dans toute la France, ne devaient pas, dans ce moment, être payées par de braves gens, plus scrupuleux que les autres.

M. de Lescure eut ensuite à livrer deux petits combats contre les républicains, qui vinrent l'attaquer d'abord de Saint-Maixent, puis d'Airvault, où ils avaient formé un camp : le succès ne fut pas bien complet de part ni d'autre; chacun garda ses cantonnements. A cette époque, le vieux M. le Maignan, septuagénaire, qu'on avait placé au conseil supérieur, voulut absolument prendre une part plus active à la guerre, et porter les armes; il alla à Saint-Sauveur trouver M. de Lescure. Ce bon vieillard lui demanda à être son soldat, et nul n'était plus zélé ni plus courageux; M. de Lescure et les officiers l'appelaient leur père. Ce fut alors aussi

que M. Allard, de la Rochelle, âgé de vingt ans, vint demander à servir dans l'armée. Le hasard fit qu'il s'adressa à ma mère, qui, touchée du contraste que présentaient la douceur répandue sur tous ses traits et son ardeur pour la guerre, pria M. de la Rochejaquelein de le prendre pour aide-de-camp : il devint bientôt son ami et son digne frère d'armes.

CHAPITRE XIV.

Combats de la Roche-d'Érigné, de Martigné, de Doué, de Thouars, de Coron, de Beaulieu, de Torfou, de Montaigu, de Saint-Fulgent. — Attaque du convoi de Clisson.

J'arrive à un cruel moment : bientôt je n'aurai plus à raconter la prospérité et les espérances des Vendéens; il y aura toujours du courage et de la gloire, mais les succès mêmes deviendront un spectacle de détresse.

Le pays insurgé était cerné par deux cent quarante mille hommes : une grande partie était formée des levées en masse des provinces voisines, mais on y comptait aussi beaucoup d'excellentes troupes. Des mesures affreuses avaient été prises : les Bleus ne marchaient plus qu'avec la flamme à la main; toutes leurs victoires étaient suivies de massacres; les femmes et les enfants n'étaient pas épargnés; les prisonniers étaient égorgés; enfin, la Convention avait donné ordre que tout le pays devînt un désert sans hommes, sans maisons, et même sans arbres : cet ordre a été exécuté en partie.

Ce fut la division Bonchamp qui, dans les premiers jours de septembre, recommença à agir con-

tre la vaste armée qui venait entourer tout le théâtre de la guerre civile; elle se porta sur la Roche-d'Érigné, où les républicains avaient établi un camp qui défendait les ponts de Cé : la position fut emportée.

En même temps, la partie angevine de la grande armée, commandée par M. de la Rochejaquelein, s'était dirigée sur Martigné. L'ennemi, se fiant sur la supériorité de ses forces, vint attaquer : le combat fut sanglant et opiniâtre. Henri était dans un chemin creux à donner des ordres; des tirailleurs s'avancèrent sur lui, et il reçut une balle à la main : le pouce fut cassé en trois endroits, et la balle alla le frapper au coude. Il tenait dans ce moment un pistolet; il ne le quitta pas, et dit à son domestique : « Regardez si le coude saigne. — Non, monsieur. — Hé bien! dit-il, il n'y a donc que le « pouce de cassé? » et il continua à diriger ses soldats. Mais la nuit arriva; les Vendéens, qui avaient eu l'avantage, ne purent en profiter, et l'armée ennemie se retira sur Doué.

Le lendemain, la division Bonchamp vint se joindre à celle de M. de la Rochejaquelein; sa blessure le força à quitter l'armée. Stofflet prit le commandement, et marcha sur Doué. Les républicains s'y étaient retranchés : on les attaqua d'abord avec succès; mais une charge de cavalerie fit plier la droite des Vendéens, et jeta du désordre parmi eux. Un moment après, Stofflet fut atteint d'une balle dans la cuisse; il fallut alors se retirer, en perdant même quelques pièces de canon. M. Stof-

flet, bien que grièvement blessé, continua à commander, et, grâce à lui, la retraite se fit en assez bon ordre. Les troupes républicaines et les levées en masse s'accumulaient chaque jour, et c'était seulement contre des avant-gardes qu'on avait eu à combattre : de fortes armées venaient de déboucher de Nantes, d'Angers, de Saumur, de Poitiers.

M. de Lescure quitta son camp de Saint-Sauveur, et vint, le 14 septembre, avec deux mille hommes, s'opposer aux Bleus, qui se rassemblaient à Thouars; les gardes nationales, les levées en masse y formaient un camp de plus de vingt mille hommes. Nos gens eurent d'abord un succès marqué; la déroute était complète, lorsqu'un grand renfort de républicains arriva d'Airvault : alors, M. de Lescure prit le parti de se retirer. La retraite se fit en bon ordre; les gendarmes voulurent la troubler; M. de Lescure et ses officiers les attendirent de pied ferme et les défièrent : ils n'osèrent avancer. Alors on emporta paisiblement les blessés, M. de Lescure aidant à porter les brancards, ce qui lui arrivait souvent, ainsi qu'à tous les autres officiers.

Cette attaque de Thouars fut fort utile; elle dissipa toute la nuée des levées en masse de ce côté, et intimida les Bleus de cette armée, où il n'y avait pas de troupes de ligne, au point qu'ils se débandèrent, et ne reparurent plus.

Ce fut après ce combat que les républicains ramassèrent, parmi les morts, le corps d'une femme.

Les gazettes firent grand bruit de cet événement : les uns dirent que c'était moi; d'autres, Jeanne de Lescure, sœur du chef de brigands; on a supposé aussi qu'elle passait, parmi les Vendéens, pour une fille miraculeuse, comme Jeanne d'Arc : cette dernière conjecture était aussi fausse que les autres (1). Tous les généraux avaient défendu fort sévèrement qu'aucune femme ne suivît les armées; ils avaient menacé la première qui serait trouvée, d'être chassée honteusement; et le peu de temps que duraient les rassemblements faisait qu'on n'y souffrait pas même une vivandière. Quelque temps avant l'affaire de Thouars, un soldat m'avait abordée à la Boulaye, en me disant qu'il voulait me confier un secret : c'était une fille; elle désirait changer sa veste de laine pour une des vestes de siamoise que l'on distribuait aux soldats les plus pauvres; craignant d'être reconnue, elle s'adressait à moi, en me suppliant de n'en rien dire à M. de Lescure. Je sus qu'elle s'appelait Jeanne Robin, de Courlay. J'écrivis au vicaire de la paroisse; il me répondit qu'elle était fort honnête fille; mais que jamais il n'avait pu la dissuader d'aller se battre : elle avait communié avant de partir. La veille du combat de Thouars, elle vint trouver M. de Lescure, et lui dit : « Mon général, je suis une fille; madame de « Lescure le sait : elle sait aussi qu'il n'y a rien à « dire sur mon compte. C'est la bataille demain;

(1) M. de Lescure n'avait point de sœur, il était fils unique.

« faites-moi donner une paire de souliers : après que « vous aurez vu comme je me bats, je suis sûre « que vous ne me renverrez pas. » En effet, elle combattit sans cesse sous les yeux de M. de Lescure ; elle lui criait : « Mon général, vous ne me passerez pas ; je serai toujours plus près des Bleus « que vous. » Elle fut blessée à la main, et cela ne fit que l'animer davantage ; elle la lui montra, en lui disant : « Ce n'est rien que cela. » Enfin elle fut tuée dans la mêlée, où elle se précipitait en furieuse.

Il y avait dans les autres divisions quelques femmes qui combattaient aussi déguisées. J'ai vu une petite fille de treize ans qui était tambour dans l'armée d'Elbée, et passait pour fort brave ; une de ses parentes était avec elle au combat de Luçon, où elles furent tuées toutes deux. A l'armée de M. de Bonchamp, une fille s'était fait cavalier, pour venger la mort de son père ; elle a fait des prodiges de valeur dans toutes les guerres de la Vendée, sous le nom de *l'Angevin*. Elle s'appelle Renée Bordereau : c'est, je crois, des paysannes qui se sont battues, la seule qui vive encore (1). Elle est couverte de blessures, a été six ans prisonnière de Bonaparte, et même un an enchaînée au mont Saint-Michel : elle n'a recouvré la liberté qu'au retour du roi, et s'est battue encore en 1815. Je vis aussi un jour arriver à Chollet une jeune fille grande et fort belle, qui portait deux pistolets à sa ceinture et un sabre :

(1) Elle est morte vers l'année 1824.

elle était accompagnée de deux autres femmes armées de piques; elle amenait à mon père un espion. On l'interrogea; elle répondit qu'elle était de la paroisse de *Tout-le-Monde*, et que les femmes y faisaient la garde quand les hommes étaient à l'armée. On lui donna beaucoup d'éloges; son petit air martial la rendait encore plus jolie.

Je crois qu'il n'y a pas eu, en tout, dix femmes déguisées qui aient porté les armes; et c'est apparemment pour autoriser en quelque sorte leurs atrocités, que les Bleus parlaient tant des femmes qui se battaient. Il est vrai que, dans les déroutes, les fuyards étaient souvent saisis et assommés par les enfants et les femmes des villages : c'était une horrible représaille; mais les incendies et les massacres donnaient quelquefois au peuple un vif sentiment de rage.

On a dit faussement aussi que les prêtres combattaient. Ils confessaient les mourants, au milieu du feu, sur le champ de bataille; ainsi on a pu y trouver les corps de quelques-uns : mais aucun n'a jamais songé à autre chose qu'à exhorter et rallier les soldats, à leur inspirer du courage et de la résignation dans leurs souffrances. Si les paysans les eussent vus sortir ainsi de leur caractère, ils auraient perdu toute vénération pour eux. Cela était si loin des idées vendéennes, que les généraux envoyèrent en prison M. du Soulier, qui avait caché sa qualité de sous-diacre, et qui se battait depuis longtemps.

On a aussi reproché aux prêtres d'exciter les Vendéens à la cruauté : rien n'est plus faux; au

contraire, il serait possible de citer beaucoup de traits d'une humanité courageuse dont se sont honorés des ecclésiastiques; une foule de personnes ont dû la vie aux instances qu'ils ont faites à des soldats furieux et animés au carnage. Les prêtres les plus ardents à exciter les paysans au combat étaient souvent les plus ardents aussi à les empêcher de répandre le sang des vaincus. M. Doussin, curé de Sainte-Marie-de-Ré, un des plus zélés ecclésiastiques de l'armée, sauva une fois la vie à un grand nombre de prisonniers, et arrêta le massacre par de vives et éloquentes représentations qu'il adressa aux Vendéens. Quelques années après, ayant été traduit devant un tribunal républicain, il fut acquitté en souvenir de cette action. Un vénérable missionnaire de la communauté du Saint-Esprit, M. Supiaud, se plaça un jour, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, devant la porte d'un dépôt de prisonniers, et déclara qu'il faudrait passer sur son corps pour arriver jusqu'à eux. Il faut absolument ranger parmi les calomnies des gens irréligieux et prévenus ce qui a été débité sur le fanatisme sanguinaire des prêtres vendéens.

Quant aux enfants, il y en avait qui suivaient l'armée; on a vu un petit garçon de sept ans aller courageusement au feu.

Cependant l'armée, qui avait débouché par la route de Saumur, et qui avait repoussé Stofflet devant Doué, poursuivait son mouvement; elle était nombreuse, et commandée par le général Santerre;

elle arriva sur Coron. Les principaux généraux de la grande armée étaient occupés à défendre le territoire sur d'autres points. MM. de Bonchamp, de la Rochejaquelein et Stofflet étaient blessés; on manquait de chefs et de soldats pour arrêter la marche de Santerre. MM. de Talmont et de Pérault, fort imprudemment, voulurent les attaquer, le 14 septembre, avec peu de forces. M. de Scépeaux et quelques jeunes officiers s'étaient défiés à qui approcherait le plus près des Bleus; ils s'avancèrent trop, et furent obligés de revenir au grand galop : ce mouvement troubla les paysans. Ce combat n'eut aucun succès, et fut peu important; cependant, il retarda la marche de Santerre.

Heureusement, M. de Piron parvint à rassem-
'er du monde du côté de Chollet. M. de la Roche-
ıelein, qui était à Saint-Aubin, souffrant de sa
ıre, s'employa avec M. l'abbé Jagault à réunir
ysans dans les paroisses environnantes; il les
M. de Piron, sous le commandement de
ıgrenière : c'était à peu près le seul offi-
qui restât dans ce canton; tous les au-
vec les généraux vers Mortagne, où,
rra par la suite, le danger était plus
qui y avait attiré aussi MM. de
ault.

la tête de dix ou douze mille
poser à Santerre. Les Bleus,
marchaient alors de Coron
e, forte de quarante mille



hommes, la plupart de la levée en masse, occupait une ligne de quatre lieues sur la grande route. M. de Piron saisit le vice de cette disposition; il attaqua avec vigueur le centre des républicains. Après une heure et demie de combat, leur ligne fut coupée, et le désordre fut jeté parmi eux : leur artillerie défilait en ce moment dans la rue longue et étroite du bourg de Coron. M. de Piron, sans perdre de temps, se porta en force en avant et en arrière du village; les canons de l'ennemi lui devinrent inutiles, et, bientôt, la déroute fut complète. Il fut poursuivi pendant quatre lieues; il perdit dix-huit canons avec leurs caissons. Cette victoire fit un honneur infini à M. de Piron, qui avait montré tant d'habileté et de courage, et qui n'avait pu être secondé par aucun officier marquant. Les soldats, au milieu de la bataille, criaient : *Vive Piron! vive Piron!*

Il envoya, aussitôt après, une partie de son infanterie et toute sa cavalerie à M. le chevalier Duhoux (1), qui, avec MM. Cadi et de la Sorinière, tâchait de se défendre contre l'armée républicaine, qui était arrivée par Angers et les ponts de Cé : un général Duhoux, oncle du chevalier, la commandait. Les Vendéens, encouragés par le succès de M. de Piron, et par le renfort qu'il avait envoyé, reprirent l'offensive, et repoussèrent vivement l'avant-garde républicaine, qui se replia derrière la rivière de Layon, par le pont Barré : ce pont était

(1) Le chevalier Duhoux n'était pas le même que M. Duhoux d'Hautrive, beau-frère de M. d'Elbée.

bien défendu par de l'artillerie, et les Vendéens se trouvèrent arrêtés. A un quart de lieue plus loin était un autre pont qui avait été coupé; une colonne de paysans, sans officiers, se dirigea sur ce point. Jean Bernier, garçon meunier de la paroisse de Saint-Lambert, quitte son rang, se jette à la nage, traverse la rivière; quelques-uns l'imitent : on répare le pont; la colonne passe; Bernier prend un drapeau, s'écrie : « Mes amis, suivez-moi! » et il arrive bientôt sur les derrières de l'armée républicaine, qui était toute accumulée dans un terrain resserré : les Bleus sont troublés par cette charge imprévue; alors MM. de la Sorinière, le chevalier Duhoux et Cadi, parviennent à forcer le pont Barré. La déroute de l'ennemi fut en un instant complète; il perdit toute son artillerie, et fut poursuivi jusqu'aux ponts de Cé. Les républicains ont beaucoup reproché à leur général Duhoux d'avoir eu des intelligences avec son neveu, qui commandait les Vendéens à cette affaire de Beaulieu : il n'en était rien; le chevalier Duhoux était un jeune homme de vingt ans, fort brave et fort étourdi; il n'était point d'un caractère à user de tels moyens; d'ailleurs, ce genre de trahison est sans exemple dans notre guerre civile.

Ainsi les attaques furent repoussées sur les routes de Thouars, de Saumur et d'Angers; les levées en masse furent dissoutes et dispersées de ces trois côtés; mais, en même temps, la basse Vendée était toute envahie.

Malheureusement, la garnison de Mayence, qui avait débouché de Nantes, n'avait pu être arrêtée par M. de Charette. L'oubli où les puissances coalisées nous avaient laissés, ne songeant pas même à stipuler dans les capitulations que les garnisons ne pourraient marcher contre nous, fut une circonstance cruelle pour les Vendéens, et leur montra bien qu'en effet la coalition ne servait pas la même cause.

Les Mayençais (1), au nombre de quatorze mille hommes, les troupes que le général Beysser avait à Nantes, une division qui était aux Sables, attaquèrent à la fois les insurgés du Bas-Poitou par trois routes. Les petits corps de Jolly, de Savin, de Coëtus, de Chouppes, furent obligés de se replier sur Légé, où était M. de Charette. Comme les massacres avaient commencé, les vieillards, les femmes, les enfants suivaient les soldats dans leur retraite; la marche était embarrassée de voitures, de bestiaux; le désordre était extrême, et la terreur s'accroissait à chaque moment. M. de Charette abandonna Légé pour se retirer à Montaigu; il y fut attaqué et battu : il se réfugia à Clisson; il ne put pas y tenir non plus; enfin il arriva à Tiffauges, après avoir perdu le terrain où, jusqu'alors, il avait fait la guerre; il emmenait avec lui une foule immense qui fuyait le fer et le feu des républicains.

M. de Charette envoya demander des secours à la

(1) C'est le nom qu'on a donné à la célèbre garnison de Mayence.



grande armée : on sentit que le sort de la Vendée dépendait de ce moment.

Ce fut à peu près à cette époque qu'un officier et deux sous-officiers de l'armée de Mayence, déguisés en paysans, vinrent au château de la Boulaye. Ils offrirent de passer dans notre armée; mais ils demandaient une paie de trente sous par jour pour les soldats, et, en outre, une somme très-forte pour les officiers : cette somme était d'un à deux millions. Les chefs vendéens n'avaient pas d'argent comptant; ils firent des offres très-fortes pour l'avenir; mais cela ne pouvait satisfaire les hommes qui faisaient de telles propositions; il n'y eut rien de conclu. On le regretta peu : quelle confiance pouvaient inspirer des gens qui se marchandaient ainsi? Une somme encore plus forte les eût fait trahir les Vendéens à leur tour. D'ailleurs, rien n'attestait que ces envoyés traitassent au nom de leurs généraux et de leurs camarades. Les renseignements qu'ils donnèrent sur la force de leur armée et sur sa position, qu'ils vantaient beaucoup, servirent, à ce que j'ai entendu assurer, au succès de la bataille de Torfou.

L'armée s'assembla à Chollet. Les généraux se décidèrent à périr ou à vaincre dans l'affaire qui allait avoir lieu. M. de Bonchamp s'y rendit le bras en écharpe, et M. de la Rochejaquelein, retenu par sa blessure, fut le seul chef qui ne s'y trouva pas. Les horreurs commises par les Bleus animaient de fureur tout le monde; on décida que l'on ne sauverait pas de prisonniers, que les Mayençais seraient con-

sidérés comme violant la capitulation par laquelle ils avaient promis de ne pas servir d'un an contre les alliés, et où la Vendée se trouvait implicitement comprise, étant l'armée fidèle et légitime du roi de France, et son contingent dans la coalition. Ainsi on défendit de crier : *Rendez-vous, grâce!* Le curé de Saint-Laud célébra la messe à minuit; avant le départ il fit un fort beau sermon, et bénit solennellement un grand drapeau blanc, que j'avais fait broder pour l'armée de M. de Lescure (1).

Les armées réunies formèrent environ quarante mille hommes. Le 19 septembre, le jour même où le chevalier Duhoux remportait la victoire à Beaulieu, on marcha à l'ennemi : il s'avançait pour se porter de la ville de Clisson à Torfou. Les Mayençais occupèrent d'abord le village de Boussay, et en chassèrent un poste assez faible de Vendéens, qui ne fit point de résistance; ils avancèrent sur Torfou, emportèrent encore cette position, et rangèrent deux bataillons en avant du village. Au premier feu, les Vendéens prirent la fuite, surtout les soldats de M. de Charette, que leurs revers avaient découragés. Alors M. de Lescure, mettant pied à terre avec quelques-uns de ses officiers, s'écria : « Y a-t-il quatre cents hommes assez braves pour « venir mourir avec moi? » Les gens de la paroisse des Échaubroignes, qui, ce jour-là, étaient dix-sept cents sous les armes, répondirent tous à grands

(1) Ce drapeau portait une grande croix d'or, trois fleurs de lis, et au-dessus ces mots : *Vive le roi!*

cris : « Oui, monsieur le marquis, nous vous sui-« vrons où vous voudrez. » Ces braves paysans et ceux des paroisses voisines étaient les meilleurs soldats de son armée; on les avait surnommés *les grenadiers de la Vendée* : ils étaient commandés par Bourasseau, un de leurs camarades. Treize cents autres paysans se réunirent à eux. Ce fut à la tête de ces trois mille braves que M. de Lescure parvint à se maintenir pendant deux heures. Le pays, qui est plus couvert et plus inégal que dans aucun endroit du Bocage, ne permettait pas aux Mayençais de s'apercevoir combien était faible le corps qui leur était opposé. M. de Bonchamp arriva avec sa division. M. de Charette et les autres chefs réussirent à ramener les soldats et à leur faire reprendre courage. Alors on commença à se répandre en foule sur la gauche des républicains; les haies et la disposition du terrain leur dérobaient les mouvements de l'armée vendéenne; ils ne savaient sur quel point porter leurs forces pour se défendre : enfin, une fusillade s'étant engagée tout-à-fait sur les derrières, près de leur artillerie, ils craignirent de la perdre, et les dispositions qu'ils tentèrent pour la défendre jetèrent tout-à-fait le désordre parmi eux; leurs colonnes s'engagèrent dans les chemins tortueux et profonds, et furent exposées aux coups de fusils des Vendéens; leurs canons même ne furent pas sauvés : on tua les canonniers qui défendaient les pièces.

Le général Kléber, qui commandait les Mayen-

çais, parvint, par son sang-froid et son habileté, à rétablir un peu d'ordre dans son armée et à prévenir une déroute complète; cependant, malgré le courage des officiers républicains et la constance de leurs soldats, ils auraient peut-être fini par être détruits; mais le général Kléber, voyant qu'au bout d'une retraite d'une lieue les Vendéens commençaient à jeter encore le désordre dans sa troupe, plaça deux pièces sur le pont de Boussay, et dit à un lieutenant-colonel : « Faites vous tuer là avec « votre bataillon. — Oui, mon général, » répondit ce brave homme; et en effet il y périt. Pendant ce temps-là, Kléber avait rallié les Mayençais, et s'était mis en mesure d'arrêter les Vendéens, qui n'allèrent pas plus loin.

Le lendemain, MM. de Charette et de Lescure allèrent attaquer de concert le général Beysser à Montaigu, pour l'empêcher de faire sa jonction avec l'armée de Mayence : ils le surprirent à l'improviste. Les républicains résistèrent d'abord; les gens de M. de Charette se débandèrent encore : mais il mit tant de courage et de ténacité à les rallier, qu'il les ramena au combat. Les soldats de la grande armée ne plièrent pas un instant; jamais ils ne s'étaient montrés si braves et si ardents qu'en ce moment : ils commençaient à s'aguerrir, et les officiers avaient acquis de l'expérience. Le général Beysser fut complètement battu; ses troupes ne valaient pas les Mayençais : la déroute fut entière; il perdit ses canons et ses équipages; lui-même fut grièvement

blessé, et sa division ne put se rallier qu'à Nantes.

On était convenu que le lendemain toute l'armée vendéenne attaquerait les Mayençais dans leur retraite. Ils avaient formé à Clisson des magasins considérables de vivres; leurs blessés s'y trouvaient; ils voulaient aussi emporter leur butin; ainsi leur marche devait être gênée par un convoi de douze cents voitures environ. Cette circonstance rendait l'attaque plus facile : elle devait avoir lieu de deux côtés; sur la droite, par MM. d'Elbée et de Bonchamp, et sur la gauche, par MM. de Charette et de Lescure.

Après la prise de Montaigu, M. de Charette crut qu'il valait mieux se porter tout de suite sur Saint-Fulgent et combattre la division des Sables, qui était venue par cette route : elle faisait des ravages horribles, et les habitants demandaient instamment qu'on les délivrât : il insista, et finit par gagner M. de Lescure. Ces messieurs pensèrent que l'attaque de droite suffirait pour disperser le convoi des Mayencais; ils envoyèrent un officier de l'armée de M. de Charette à M. de Bonchamp, pour le prévenir qu'ils se dirigeaient sur Saint-Fulgent : l'officier négligent n'arriva pas à temps; ce fut la cause d'un funeste malentendu.

La victoire fut complète à Saint-Fulgent. L'armée de Charette se montra de même un peu faible au commencement de l'action; le général et les officiers avaient un sang-froid et une fermeté qui réparaient cet inconvénient. Les Bleus furent mis en

fuite assez promptement, et la cavalerie les poursuivit avec une grande ardeur. Avril, fameux paysan de la paroisse du May, eut le bras cassé; un de nos Suisses, nommé *Rynks,* tira un flageolet de sa poche et se mit à jouer, pour se moquer des Bleus, l'air *Çà ira;* tout en les chargeant, un boulet emporta la tête de son cheval; Rynks se releva en continuant l'air. Beaucoup de paysans qui étaient dans la cavalerie se distinguèrent ce jour-là.

M. de Lescure, le chevalier de Beauvolliers et le petit de Mondyon s'étaient tellement lancés à la poursuite des ennemis, qu'à dix heures du soir ils se trouvèrent seuls tout-à-fait en avant. Quatre républicains, cachés derrière une haie, tirèrent sur eux ; M. de Lescure crut que c'étaient des soldats à lui, et s'avança en leur disant : « Ne tirez pas ; ce « sont vos généraux. » Ils tirèrent encore à bout portant; heureusement leurs fusils n'étaient chargés que de plombs de chasse : l'habit de M. de Lescure en fut criblé, et le chevalier de Mondyon fut douloureusement blessé à la main.

L'artillerie et les bagages demeurèrent entre les mains des Vendéens, et cette division des Sables ne s'arrêta qu'à Chantonnay. Les cavaliers de M. de Royrand étaient arrivés par la route des Herbiers, et avaient poursuivi les républicains plus loin encore que ceux de M. de Lescure.

Pendant ce temps-là, MM. d'Elbée, de Bonchamp et de Talmont, secondés par les divisions de MM. de Lyrot et d'Isigny, attaquèrent le con-

voi de Clisson : si toute l'armée avait été réunie, si le plan du combat n'avait pas été entièrement dérangé par l'attente où l'on fut vainement des divisions de la gauche, il est probable que les redoutables Mayençais auraient éprouvé une entière destruction; mais le succès fut bien incomplet. Trois fois M. de Bonchamp revint à la charge avec un courage et une ardeur héroïques; il fut repoussé : cependant il perdit peu de monde, et s'empara de cent chariots; mais l'expédition fut manquée, et l'on ne doit pas se dissimuler qu'elle devait avoir un résultat important. M. de Bonchamp fut fort affligé de n'avoir pas été secondé dans une telle opération : cette circonstance commença à jeter un peu de dissension entre les chefs des diverses armées vendéennes; les paysans angevins en gardèrent un souvenir amer, qui se montre encore, quand ils viennent à se rappeler ces temps de malheur.

Ainsi, par un effort de courage et de constance, les Vendéens avaient repoussé presque en même temps six armées qui étaient venues les assaillir : malheureusement la plus redoutable était celle qui avait le moins souffert. Il fallut quelques jours de repos avant d'entreprendre rien de nouveau. MM. d'Elbée et de Bonchamp restèrent toujours postés du côté de Tiffauges, pour faire face aux Mayençais; MM. de Talmont et Stofflet gardaient l'Anjou; M. de Charette était aux Herbiers; M. de la Ville-Baugé était, depuis l'affaire de Thouars, à Pouzauges, pour tenir en échec les troupes de la

Châtaigneraie; M. de Lescure revint à Châtillon : il fallait songer à la sûreté de ce canton. Le général Westermann arrivait de Niort; la division républicaine de Luçon occupait Chantonnay.

Les soldats revinrent dans leurs foyers, bien triomphants de tant de victoires; on chanta des *Te Deum* dans toutes les paroisses : j'assistai à celui de Châtillon; M. le chevalier de *** le fit célébrer en grande pompe : c'était un général parfait pour les processions; il mettait dans les cérémonies une gravité et une dévotion qui charmaient tous les paysans; d'ailleurs il en était fort aimé, à cause du soin qu'il prenait des blessés. Il vint à la tête des habitants prendre l'évêque d'Agra, les généraux et le conseil supérieur. M. de Lescure, qui venait de montrer tant de courage et de mériter les louanges de toute l'armée, et que tout le pays appelait *son sauveur*, était là à genoux derrière une colonne, se dérobant aux hommages et aux regards, et remerciant Dieu avec sincérité et ferveur.

Le soir, comme j'étais à me promener, j'entendis crier : « Aux armes! les prisonniers se révol« tent! » Il y en avait dix-huit cents dans une abbaye mal close : deux pièces de canon chargées étaient en face de la porte; mais le service était fait sans aucun soin. Je craignis qu'ils ne se portassent à l'état-major, qui était auprès, et qu'ils ne surprissent ces messieurs; j'y courus toute éperdue. Ils sautèrent sur leurs sabres et volèrent aux prisons : c'était une fausse alerte. Au reste, on avait souvent des inquié-

tudes de ce genre-là; quelquefois il s'était trouvé dans la ville infiniment plus de prisonniers que de soldats. Il y avait déjà eu une révolte dans laquelle on avait été contraint de tirer sur les mutins. Un autre jour, deux prisonniers avaient prêté serment au roi en demandant à servir dans l'armée, puis avaient cherché à ouvrir les prisons : ils avaient été fusillés. En apprenant les massacres que les Bleus faisaient de nos prisonniers, il avait été question plus d'une fois d'user de représailles; mais cette cruelle proposition avait toujours été repoussée avec horreur. Dans les premiers mois, les républicains avaient épargné une partie de nos prisonniers, et se bornaient à les retenir. Ils faisaient périr les plus marquants sur l'échafaud; mais il n'y avait pas eu encore de massacres ni de proscription générale comme à cette époque.

Deux jours après la séparation des armées, M. de Charette envoya, des Herbiers, un officier à Châtillon pour réclamer le partage d'une caisse de 7000 francs en assignats, qui avait été prise à Saint-Fulgent; cette demande ne souffrait aucune difficulté. M. de Lescure était convenu avec M. de Charette, avant de le quitter, qu'ils attaqueraient de concert, après un peu de repos. La grande armée l'avait sauvé, il était bien juste qu'il l'aidât à son tour. Chantonnay et la Châtaigneraie étaient occupés par l'ennemi; ce dernier poste surtout, fort avancé dans le Bocage, nous inquiétait beaucoup. M. de Lescure voulait que nos efforts fussent dirigés

sur ce point. Un des MM. de la Roberie, qui était venu au nom de M. de Charette, dit de sa part que son opinion était qu'il fallait d'abord se porter sur Chantonnay. M. de Lescure et ses officiers écrivirent à M. de Charette qu'ils se faisaient un devoir de déférer à son avis, et que, malgré les motifs qui semblaient commander de préférence l'attaque de la Châtaigneraie, ils s'en rapportaient à ses talents et à son expérience; en conséquence, ils lui promettaient qu'ils seraient aux Herbiers le surlendemain avec leur armée. Je vis la lettre; elle fut signée de MM. de Lescure, de Beauvolliers, Dessessarts et de Baugé, les seuls chefs qui fussent à Châtillon.

Le lendemain, on fut bien surpris d'apprendre que M. de Charette avait quitté les Herbiers, et s'était rendu à Mortagne; il y demanda le partage du butin pris à Saint-Fulgent. Mon père n'était pas à Mortagne; il était auprès de Tiffauges, à l'armée de MM. de Bonchamp et d'Elbée; M. de Charette ne trouva que M. de Marigny, qui, généreux et peu réfléchi, avait déjà distribué aux soldats les souliers, les vestes et autres effets, de manière que M. de Charette ne put en avoir sa part, qui, du reste, eût été petite, car le butin était peu considérable.

M. de Charette se montra fort mécontent, et partit brusquement, sans prévenir personne de ses projets : il rentra dans ses anciens cantonnements de Légé. Il aurait dû juger que son sort dépendait de celui de notre armée.

Cette retraite changea tous les plans : aucun chef n'avait maintenant assez de force pour prendre l'offensive. M. de Lescure parut devant la Châtaigneraie sans attaquer, se bornant à quelques escarmouches pour contenir l'ennemi ; puis, apprenant que le général Westermann marchait sur Châtillon, il revint prendre la position de Saint-Sauveur. Cela ne sauva pas Bressuire, que les Bleus occupèrent ; mais ils n'avancèrent pas au-delà. Une ou deux fois il y eut de petites rencontres. M. de Lescure attaqua Bressuire une nuit ; il n'avait pas de succès marqués, mais il arrêtait les républicains.

J'étais à cette époque bien inquiète; ma mère avait une fièvre maligne. Pendant que je la soignais à la Boulaye, j'appris que M. de Lescure venait d'arriver à Châtillon. Il envoyait un courrier pour remettre une lettre à mon père; mais il était à Mortagne. Le courrier avait ordre d'aller, sans s'arrêter, le joindre quelque part qu'il fût. Je ne pus résister à mes inquiétudes; j'avoue que j'ouvris la lettre. M. de Lescure demandait du secours et de la poudre; il s'attendait à être attaqué par Westermann. Je recachetai cette dépêche, et fis repartir le courrier; puis j'allai précipitamment revoir M. de Lescure, et lui dire toutes mes alarmes. Je retournai la même nuit près de ma mère, et lui à Saint-Sauveur.

CHAPITRE XV.

Combat du Moulin-aux-Chèvres. — Prise et reprise de Châtillon. — Batailles de la Tremblaye et de Chollet.

Les armées républicaines pressaient chaque jour davantage les insurgés, et s'avançaient dans le Bocage; les divisions de Chantonnay, de la Châtaigneraie et de Bressuire avaient fait leur jonction; Cérizais était occupé; on avait brûlé tout auprès le château de Puyguyon, qui appartenait à M. de Lescure; Châtillon et la Boulaye n'étaient plus une retraite sûre; nous partîmes pour Chollet. Ma mère était à peine convalescente; ses jambes étaient enflées; on la mit à cheval; elle n'y était pas montée depuis vingt ans. Nous avions avec nous ma tante l'abbesse et ma petite fille, qu'il avait fallu sevrer à neuf mois : le chagrin et l'inquiétude avaient fait tarir le lait de sa nourrice. Nous nous mîmes en route pendant la nuit, au milieu du brouillard et de la pluie.

Mon père était à Chollet, occupé à rassembler des soldats pour les envoyer sur tous les points menacés; c'était du côté de M. de Lescure que les secours étaient le plus nécessaires. MM. d'Elbée et

de Bonchamp étaient toujours à Clisson, en face des Mayençais, qui n'avaient point repris l'offensive; M. de Lescure avait abandonné Saint-Sauveur pour se replier devant Châtillon. Il n'avait que trois ou quatre mille hommes; les Bleus en avaient plus de vingt mille à Bressuire, et l'on voyait qu'ils n'allaient pas tarder à attaquer. M. de la Rochejaquelein, tout blessé qu'il était, vint rejoindre M. de Lescure; ils envoyaient sans cesse demander des renforts à mon père. On ne pouvait, pour le moment, compter sur les paysans des environs de la Châtaigneraie, de Cérizais et de Bressuire; ils étaient occupés à sauver de l'incendie leurs familles, leurs bestiaux et leurs effets, et à les emmener plus avant dans le pays.

M. de Talmont, retenu à Chollet par la goutte, crut, ainsi que quelques autres, qu'il était plus pressant d'envoyer des secours à M. d'Elbée qu'à M. de Lescure. Cette discussion, que mon père ne termina qu'en usant de son autorité, mit du retard dans la marche des troupes qui étaient envoyées vers Bressuire. M. de la Sorinière, entre autres, qui avait amené une fort bonne troupe de deux mille hommes, ne put arriver qu'à la fin du combat.

Les républicains attaquèrent M. de Lescure au Moulin-aux-Chèvres; ils avaient une telle supériorité de nombre, qu'ils s'emparèrent de cette position, et mirent les Vendéens en fuite. On aurait perdu beaucoup de monde, si MM. de Lescure, de

la Rochejaquelein et quelques officiers ne s'étaient fait poursuivre pendant deux heures par les hussards en se nommant à eux; les soldats s'échappaient, pendant ce temps-là, par d'autres routes. M. Stofflet, qui était venu de l'Anjou secourir l'armée de Châtillon, fut, ainsi que le chevalier de Beauvolliers, bien près d'être atteint. Ils furent enveloppés dans un chemin creux; mais, se mettant debout sur la selle de leurs chevaux, ils sautèrent par-dessus la haie : quelques soldats les suivirent; le chevalier de Beauvolliers en tua deux à coups de pistolet; il mit le sabre à la main, les autres s'enfuirent. M. Durivault fut grièvement blessé d'une balle qui lui traversa les chairs près de la poitrine; M. de Lescure eut le pouce effleuré d'une balle.

Un M. de S***, chevalier de Saint-Louis, qui avait proposé des plans, qui avait voulu former un corps de maréchaussée, et qui faisait l'important, avait, jusqu'à ce moment, trouvé moyen de ne pas se battre. Il venait de passer l'été aux eaux de Johannet, que les médecins lui avaient, disait-il, ordonné de prendre pendant vingt-un ans; je ne sais comment M. de la Sorinière avait réussi à l'amener. Quand il vit nos gens en fuite, il se sauva honteusement en criant : « Courage, mes amis! « ralliez-vous, et laissez-moi passer. »

Châtillon fut pris le même jour : les braves paroisses des Aubiers, de Saint-Aubin, de Nueil, de Rorthais, etc., furent saccagées et brûlées.

Les généraux vinrent nous retrouver à Chollet.

Le paysan qui portait mon drapeau vint me montrer que le bâton était entaillé de coups de sabre : il s'était battu corps à corps avec un Bleu, se défendant avec la lance du drapeau.

MM. de Bonchamp et d'Elbée n'avaient pas quitté leur position. Ils envoyaient sans cesse prier M. de Charette d'attaquer les Mayençais sur leurs derrières; il ne répondait même pas à leurs lettres : nous devons croire qu'il ne les recevait pas. Quelle que fût l'importance de leur poste, on vit qu'il était encore plus pressant de réunir toutes les forces pour reprendre Châtillon. On prit le parti d'évacuer, de Mortagne à Beaupréau, les munitions, les blessés et les prisonniers. Je m'y rendis aussi avec ma mère, ma tante, ma petite-fille et M. Durivault, que M. de Lescure m'avait recommandé de soigner comme un frère : tout le monde s'y réfugiait. Nous y trouvâmes madame d'Elbée; c'était son frère, M. Duhoux d'Hautrive, qui commandait la ville.

Toute la grande armée se rassembla promptement, et revint sur Châtillon deux jours après le combat du Moulin-aux-Chèvres. L'ardeur des soldats était extrême. MM. de Bonchamp, de la Rochejaquelein, Duchaffault, étaient là le bras en écharpe; tous les officiers blessés qui pouvaient monter à cheval s'y étaient rendus. La ville fut bientôt emportée, et l'armée républicaine mise dans une déroute complète; elle perdit tous ses canons et ses bagages; elle fut poursuivie avec acharnement : jamais combat n'a été plus meurtrier pour

nos ennemis. M. Duchaffault se fit beaucoup remarquer dans cette bataille. Il était d'abord de l'armée de Charette : venu de sa part, il se trouva au moment d'un combat de notre armée, s'y distingua fort, fut blessé, et resta avec nous. Son jeune frère, qui avait quinze ans, était aussi plein d'ardeur : leur père avait émigré avec deux fils aînés.

La victoire était complète ; on poursuivait l'ennemi de toutes parts. M. de Lescure et la plupart des chefs suivaient la route de Saint-Aubin ; M. Girard de Beaurepaire, le brave Lejeay, paysan de la paroisse de Chanzeau, capitaine de cavalerie, et quelques autres, s'étaient lancés sur le chemin de Bressuire : c'était par-là que s'enfuyait le général Westermann. Se voyant poursuivi par un si petit détachement, il s'arrêta, repoussa vivement nos cavaliers, et conçut le hardi projet de rentrer pour un instant dans Châtillon. Il prit cent hussards, fit monter cent grenadiers en croupe, et arriva à minuit aux portes de la ville : il n'y avait ni sentinelles ni gardes ; les paysans avaient pillé l'eau-de-vie dans les équipages qu'on venait de prendre : la plupart étaient ivres. Les cavaliers, qui avaient d'abord poursuivi Westermann, s'efforcèrent de l'arrêter, et se battirent courageusement ; M. Girard de Beaurepaire fut abattu par douze coups de sabre ; Lejeay perdit son cheval ; alors il courut à l'hôpital, où son frère était blessé ; il le prit dans ses bras, le plaça derrière un cavalier qui fuyait hors de la ville, retourna dans la mêlée, tua un hussard,

monta sur son cheval, et continua à se battre. Mais Westermann était déjà entré dans la ville, et c'était dans les rues qu'on combattait. Au milieu de tout ce désordre commença un épouvantable carnage; les hussards étaient ivres presque autant que nos gens; dans l'obscurité, on combattait pêle-mêle à coups de sabre et de pistolet; les Bleus massacraient les femmes et les enfants dans les maisons; ils mettaient le feu partout. Pendant ce temps-là, des officiers vendéens tuèrent un grand nombre de républicains, qui étaient si égarés, qu'ils égorgeaient tous ceux qu'ils trouvaient, sans songer à se défendre eux-mêmes. Le brave Loizeau reçut plusieurs coups de sabre, mais il tua trois républicains. M. Allard se jeta au milieu de cette mêlée, et tira plusieurs coups de pistolet à bout portant sur ces furieux. Le prince de Talmont, en descendant un escalier, fut renversé par les hussards qui montaient; ils ne lui firent aucun mal, et allèrent assassiner la maîtresse de la maison, madame Toquet, et sa fille, âgée de six ans, quoique M. Toquet fût payeur dans l'armée républicaine; il était revenu avec les hussards pour les sauver toutes les deux, et il les trouva déjà égorgées. Il y eut d'autres femmes, dont les maris étaient soldats républicains, qui furent massacrées par les gens de Westermann. Après avoir passé quatre ou cinq heures à Châtillon, Westermann se retira. Dans l'obscurité et le désordre, on ne se hasarda plus à faire aucun mouvement; les chefs qui étaient hors de la ville attendirent le

jour pour y rentrer, et ce fut alors qu'on put juger des horreurs de la nuit : les maisons étaient en feu, les rues étaient jonchées de cadavres, de blessés et de débris; on laissa cette malheureuse ville. L'armée qui l'avait attaquée était en déroute, même détruite, et il fallait courir pour aller repousser d'un autre côté des agressions plus redoutables encore.

Les Mayençais, après avoir fait leur jonction avec toutes les divisions de l'Ouest, avaient occupé Mortagne le 14 octobre; la troupe de M. de Royrand fuyait devant eux : ils marchaient sur Chollet. M. de Lescure me fit dire de quitter Beaupréau, et de me rendre à Vezins; je ne pus emmener M. Durivault, qui était trop souffrant; nous nous égarâmes dans les chemins de traverse, et le 15 au soir nous arrivâmes à Trémentine.

Ce jour-là même on devait attaquer les républicains à Chollet; on ne doutait pas qu'ils n'eussent avancé jusque-là. Le 14, M. de Bonchamp devait venir les surprendre par le chemin de Tiffauges, et la grande armée par celui de Mortagne, en passant sur les derrières de l'armée. Mais les Bleus avaient marché plus lentement qu'on ne l'avait supposé; M. de Lescure qui commandait l'avant-garde, les rencontra dans les avenues du château de la Tremblaye, à moitié chemin de Mortagne à Chollet; et M. de Bonchamp ne trouvant personne à Chollet, ne put se joindre assez tôt aux autres divisions.

M. de Lescure se porta en avant avec le jeune Beauvolliers; il monta sur un tertre, et découvrit

à vingt pas de lui un poste républicain : « Mes amis, « en avant ! » cria-t-il. Au même instant, une balle vint le frapper près du sourcil gauche, et sortit derrière l'oreille ; il tomba sans connaissance. Des paysans s'étant élancés, passèrent sur le corps de leur général sans le voir, et firent vivement reculer les républicains. Le petit de Beauvolliers avait jeté son sabre, et criait en pleurant : « Il est mort ! il « est mort ! » L'alarme commença à se mettre parmi les Vendéens ; une réserve de Mayençais revint sur eux, et les mit en fuite. Pendant ce temps-là, Bontemps, domestique de M. de Lescure, était arrivé ; il avait trouvé son maître respirant encore, mais baigné dans son sang ; M. Renou, exposé à une grêle de balles, cherchait à arrêter le sang ; il attacha M. de Lescure en croupe derrière Bontemps, et retourna au combat : deux soldats à pied soutenaient le blessé, et, de la sorte, ils le conduisirent, comme par miracle, jusqu'à Beaupréau, au milieu de la déroute. Les Vendéens se réfugièrent à Chollet ; et comme on ne revit plus M. de Lescure, tout le monde le crut mort.

Nous avions couché à Trémentine. Le 16 au matin, je me rendis à l'église, où une foule de femmes priaient Dieu, pendant qu'on entendait le canon du côté de Chollet. Tout d'un coup quelques fuyards arrivent ; je vois M. de Pérault qui vient à moi et me prend les mains en pleurant : il s'aperçut à ma figure que je ne savais rien ; alors il me dit qu'il pleurait sur la perte de la bataille. Je demandai où était

M. de Lescure; il me répondit qu'il était à Beaupréau : il ne pensait pas qu'il fût vivant, et ne se sentait pas la force de m'apprendre l'affreuse nouvelle de sa mort.

Il me conseilla aussi de retourner à Beaupréau : les hussards pouvaient à chaque instant arriver à Trémentine. On ne pouvait pas trouver de bœufs pour conduire ma pauvre vieille tante en voiture : je ne l'attendis pas; j'étais mourante de frayeur; je montai à cheval; je pris ma fille dans mes bras, et je partis avec ma mère. Nous nous arrêtâmes à Chemillé : ma tante nous y rejoignit. A peine était-elle arrivée, qu'on nous fit repartir pour aller plus loin : nous nous remîmes en route; je mis ma fille dans la voiture. Un instant après on se mit à crier : « Voilà les Bleus! à la déroute! » La frayeur me saisit; je pris le galop; et comme la route était embarrassée de voitures, je montai sur un petit sentier qui était élevé de deux pieds au-dessus du chemin; mais ce sentier allait toujours s'élevant au-dessus du vallon; alors je fis sauter mon cheval entre les charettes, et je grimpai de l'autre côté de la route, dans un champ, pour pouvoir gagner la tête de la colonne. Un instant après, la raison me revint, et je rejoignis ma famille. Il n'y avait eu aucun danger réel : c'étaient des canonniers vendéens qui, pour faire déblayer les rues de Chemillé, pleines de femmes et de charrettes, et faire passer leurs pièces, avaient imaginé de donner cette alarme. Nous continuâmes à marcher; mais nous nous éga-

rions sans cesse dans ces chemins de traverse, et, au lieu d'arriver à Beaupréau, nous nous trouvâmes à la nuit dans le village de Beausse, à une lieue et demie de la Loire, en face du Mont-Jean; nous nous jetâmes sur des lits dans une chambre pleine de soldats qui allaient rejoindre l'armée de M. de Bonchamp.

A trois heures du matin, le 17 octobre, nous fûmes réveillés par le bruit du canon; on l'entendait, à la fois, du côté de Saint-Florent et du côté de Mont-Jean, le long de la Loire. On se leva pour aller à la grand'messe, que le curé devait célébrer dans la nuit, pour que les paysans eussent le temps de rejoindre l'armée : nous y allâmes; l'église était pleine. Le prêtre, qui était un bon vieillard d'une figure respectable, exhorta les soldats de la manière la plus touchante; il les engagea à aller courageusement défendre leur Dieu, leur roi, leurs femmes et leurs enfants que l'on massacrait. Les coups de canon se faisaient entendre par intervalle pendant son discours : ce bruit, notre position, l'incertitude où nous étions sur le sort de l'armée et des personnes qui nous étaient chères, l'obscurité de la nuit, tout contribuait à faire sur chacun une impression lugubre et affreuse. Le prêtre finit par donner l'absolution aux pauvres gens qui allaient se battre.

Après la messe, je voulus me confesser. On avait dit au prêtre que M. de Lescure était mort, et qu'on était embarrassé pour m'annoncer cet horrible malheur : on le pria de m'y préparer. Ce vieil ecclé-

siastique me parla avec une bonté ingénieuse, évitant de porter de trop rudes coups : il me fit un grand éloge de M. de Lescure et de sa piété; il me dit que je devais bien de la reconnaissance à Dieu, pour m'avoir donné un tel mari; que cela m'imposait de grands devoirs; que je ne devais pas me contenter de remplir les obligations d'une simple chrétienne; que madame de Lescure était appelée à une plus grande sainteté; que Dieu me ferait sans doute la grâce de m'éprouver par de grands malheurs; que je devais me résigner, et ne songer qu'au ciel et à la récompense qui m'y attendait. Sa voix s'élevait et devenait comme prophétique : toute glacée d'effroi, je le regardais, ne sachant que croire, et, pendant ce temps-là, le bruit du canon redoublait; les coups se multipliaient et semblaient s'approcher de nous. Il fallut sortir de l'église : je faillis tomber évanouie; on me mit à cheval; nous continuâmes à fuir sans trop savoir où nous trouverions un refuge. A une lieue de Beausse, l'abbé Jagault trouva des personnes qui lui annoncèrent que M. de Lescure, blessé, était à Chaudron. J'appris alors ce qu'on avait cru, et ce qu'on m'avait caché. Nous n'étions pas éloignés de Chaudron : j'y courus. Je trouvai M. de Lescure dans un état affreux : sa tête était toute fracassée; son visage était prodigieusement enflé; il pouvait à peine parler. Mon arrivée le soulagea d'une horrible inquiétude; il avait envoyé trois courriers qui n'avaient pu me rencontrer, ni savoir de mes nouvelles : il s'ima-

ginait que j'étais tombée entre les mains des républicains. Le village de Chaudron était rempli de fugitifs et de blessés : je retrouvai là M. Durivault.

La blessure de M. de Lescure, et le retard de l'arrivée de l'armée de Bonchamp, avaient dans le moment ralenti l'ardeur de nos soldats et même de nos officiers, et l'affaire de la Tremblaye fut plutôt une retraite qu'une défaite. Les Vendéens étaient rentrés à Chollet, et de là ils avaient, pendant la nuit, marché vers Beaupréau pour s'y rallier. Quelques chefs, entr'autres M. de la Rochejaquelein, voulaient qu'on défendît Chollet, dont la position était bonne; mais on ne put y retenir les soldats : on y laissa de la cavalerie et quelques petites pièces de canon. Le 16 au matin, ces détachements firent semblant de se défendre pendant quelques moments, pour laisser à l'armée le temps de se rallier à Beaupréau : c'était la cause des coups de canon que nous entendions de Trémentine; et lorsque je vis M. de Pérault, il quittait Chollet pour aller rejoindre l'armée. Les républicains entrèrent avec de grandes précautions à Chollet, et n'avancèrent pas davantage ce jour-là.

Les généraux vendéens, assemblés à Beaupréau, résolurent de tenter un dernier effort pour chasser les républicains. On pouvait encore espérer le succès; l'armée était nombreuse et les soldats animés par la vengeance et la nécessité de vaincre. Cependant, M. de Bonchamp prévoyant qu'on pouvait être battu, et, dans ce cas, qu'il fallait avoir une

retraite, proposa de détacher un petit nombre d'hommes pour aller surprendre Varades, sur la rive droite de la Loire, afin de passer le fleuve en cas de défaite. Il avait toujours pensé qu'il y aurait de grands avantages à faire la guerre sur la rive droite; il connaissait la Bretagne; il était sûr qu'elle se joindrait aux Vendéens, et cette opération ne lui paraissait pas aussi fâcheuse qu'aux autres chefs du pays. S'il eût vécu, et qu'il eût pris le commandement de l'armée, les insurgés auraient peut-être tiré un grand parti d'un événement qui fit leur perte. Il mourut sans que personne connût ses projets, ses relations, ni la direction qu'il comptait prendre; et cette entreprise de Varades fit un mal sensible; elle éloigna de l'armée des officiers et des soldats qui eussent été bien utiles en un jour décisif; elle montra aux soldats que l'on ne comptait pas absolument sur le gain de la bataille, et leur fit entrevoir un moyen de retraite. Beaucoup de chefs ont pensé qu'il aurait mieux valu, même après la défaite, ne point quitter la rive gauche. On aurait pu reformer une armée nombreuse, car la plupart des Poitevins n'avaient pu encore rejoindre, et se trouvaient dispersés derrière les républicains; on aurait aussi fini par déterminer M. de Charette à faire une diversion.

MM. de Talmont, d'Autichamp et Duhoux furent donc envoyés, à la tête de quatre mille Bretons ou Angevins, presque tous de la rive droite, pour passer la Loire à Saint-Florent et occuper Varades.

Les coups de canon que nous entendions à Beausse provenaient de cette attaque; ceux que nous entendions en même temps du côté de Mont-Jean venaient d'une tentative que les Bleus y avaient faite: ils se rembarquèrent, voyant que nous attaquions Varades.

Le 17 au matin, MM. d'Elbée, de Bonchamp, de la Rochejaquelein, de Royrand, mon père et tous les autres chefs marchèrent sur Chollet à la tête de quarante mille hommes. Les républicains avaient fait leur jonction avec les divisions de Bressuire : ils étaient quarante-cinq mille. Ce fut sur la lande en avant de Chollet, du côté de Beaupréau, que les armées se rencontrèrent. MM. de la Rochejaquelein et Stofflet entamèrent l'attaque avec fureur; pour la première fois, les Vendéens marchaient en colonne serrée comme la troupe de ligne; ils enfoncèrent le centre de l'ennemi, le culbutèrent jusque dans les faubourgs de Chollet, et furent un instant maîtres du grand parc de leur artillerie. Le général Beaupuy, qui commandait les républicains, venait d'être abattu de son cheval pour la seconde fois, en tâchant de rallier ses soldats : peu s'en fallut qu'il ne fût pris; la déroute se mettait parmi les Bleus, lorsqu'arriva la réserve des Mayençais : les Vendéens soutinrent leur premier choc et les repoussèrent; ils recommencèrent d'autres charges qui eurent plus de succès. Nos gens plièrent, et le désordre se mit parmi eux; alors tous les chefs firent des prodiges de valeur pour les rallier; ils en

ramenèrent quelques-uns, et on se battit en furieux, faisant acheter bien cher la victoire. MM. d'Elbée et de Bonchamp furent mortellement blessés, et enfin la déroute devint complète. Cependant M. de Piron arriva avec une grande partie de la division de M. de Lyrot, et protégea un peu la fuite des Vendéens; on put relever les blessés; d'ailleurs les républicains avaient tant souffert, qu'ils ne songèrent pas à poursuivre; ils rentrèrent à Chollet, mirent le feu à la ville, et se livrèrent, pendant toute la nuit, à leurs horreurs accoutumées.

MM. de Bonchamp et d'Elbée furent transportés d'abord à Beaupréau : M. d'Elbée y demeura; M. de Bonchamp fut porté ensuite à Saint-Florent, où se rassemblaient tous les débris des armées de la Vendée. On laissa une arrière-garde à Beaupréau : elle fit peu de défense. Westermann s'empara, le 18, de la ville; il la brûla, ainsi que les villages voisins, mais il n'avança pas au-delà.

CHAPITRE XVI.

Passage de la Loire. — Marche par Ingrande, Candé, Château-Gonthier et Laval.

Je n'ai pu retrouver dans ma mémoire les récits que je vais faire; j'avais trop de douleur pour voir distinctement ce qui se passait autour de moi; on m'a raconté depuis des détails qui étaient confus dans mon souvenir.

MM. de Talmont et d'Autichamp avaient réussi dans leur entreprise sur Varades; ils en avaient chassé les Bleus, et le passage de la Loire était assuré. Dès le 17, une foule de soldats s'étaient enfuis, sans s'arrêter, jusqu'à Saint-Florent; pendant toute la nuit, les Vendéens s'étaient portés sur ce point; nos soldats bretons et les gens de la rive droite avaient amené quelques bateaux; ils appelaient les fugitifs, disant : « Venez, mes amis, venez dans notre pays; vous ne manquerez de rien, « nous vous secourrons; nous sommes tous aristo- « crates. » Les Vendéens se précipitaient en foule dans les barques.

Ainsi, lorsque le 18 au matin les officiers arrivèrent, le passage était commencé. Nous avions

quitté Chaudron pendant la nuit; on portait M. de Lescure dans un lit, qu'on avait couvert du mieux qu'il avait été possible : il souffrait horriblement. Je voyageais à côté de lui; j'étais grosse de trois mois : tant de douleur et d'inquiétude rendaient mon état affreux. Nous parvînmes de bonne heure à Saint-Florent; et alors parut à mes yeux le spectacle le plus grand et le plus triste qu'on puisse imaginer, spectacle qui ne sortira jamais de la mémoire des malheureux Vendéens.

Les hauteurs de Saint-Florent forment une sorte d'enceinte demi-circulaire, au bas de laquelle règne une vaste plage unie qui s'étend jusqu'à la Loire, fort large en cet endroit; quatre-vingt mille personnes se pressaient dans cette vallée; soldats, femmes, enfants, vieillards, blessés, tous étaient pêle-mêle, fuyant le meurtre et l'incendie; derrière eux, ils apercevaient la fumée s'élever des villages que brûlaient les républicains; on n'entendait que des pleurs, des gémissements et des cris. Dans cette foule confuse, chacun cherchait à retrouver ses parents, ses amis, ses défenseurs; on ne savait quel sort on allait rencontrer sur l'autre rive; cependant on s'empressait pour y passer, comme si au-delà du fleuve on avait dû trouver la fin de tous les maux. Une vingtaine de mauvaises barques portaient successivement les fugitifs qui s'y entassaient; d'autres cherchaient à traverser sur des chevaux : tous tendaient les bras vers l'autre bord, suppliant qu'on vînt les chercher. Au loin, du côté

opposé, on voyait une autre multitude dont on entendait le bruit plus sourd; enfin au milieu était une petite île couverte de monde. Beaucoup d'entre nous comparaient ce désordre, ce désespoir, cette terrible incertitude de l'avenir, ce spectacle immense, cette foule égarée, cette vallée, ce fleuve qu'il fallait traverser, aux images que l'on se fait du redoutable jour du jugement dernier.

Quand les officiers poitevins virent cet empressement à quitter la rive gauche, et le passage de la Loire devenu nécessaire par ce mouvement désordonné de toute l'armée, ils se livrèrent au désespoir. M. de la Rochejaquelein était comme un furieux; il voulait rester sur le rivage, et s'y faire tuer par les Bleus : on lui représentait vainement qu'il fallait céder au torrent; que jamais on ne pourrait ranimer le courage des soldats, et les ramener au combat; que c'était là le seul moyen de sauver tout ce peuple; il n'écoutait rien. Il vint avec un grand nombre d'officiers trouver M. de Lescure, qu'on avait retiré dans une maison à Saint-Florent, et il lui raconta, en pleurant de rage, ce qui se passait. M. de Lescure se ranima pour protester qu'il voulait aussi mourir, se faire achever dans la Vendée; mais on lui représenta son état : il ne pouvait pas se soutenir; on lui dépeignit la situation de l'armée, dont une partie avait déjà passé, et que certainement on ne pourrait engager à revenir; on lui parla de cette foule de blessés, de femmes, d'enfants, de vieillards, de l'armée républicaine

victorieuse qui s'avançait de moment en moment, et des flammes qui se rapprochaient de plus en plus ; on lui fit observer qu'il n'y avait plus de munitions, ni aucun moyen de défense. Enfin il se rendit : il vit que se maintenir était un effort au-dessus du génie et des forces humaines ; il consentit à être porté sur l'autre bord.

Un petit nombre d'officiers qui avaient ou qui croyaient avoir de l'influence sur la rive droite, furent les seuls qui virent sans douleur ce passage de la Loire. M. de Bonchamp, qui l'avait conseillé et préparé, était sans connaissance : il expirait.

On avait amené à Saint-Florent cinq mille prisonniers républicains. M. Cesbrons d'Argognes, vieux chevalier de Saint-Louis et commandant de Chollet, les avait conduits : c'était un homme fort dur ; il en avait fait fusiller neuf en route, qui avaient cherché à s'échapper. Cependant on ne pouvait les traîner plus loin, ni leur faire passer la rivière ; les officiers délibérèrent sur le sort de ces prisonniers. J'étais présente ; M. de Lescure était couché sur un matelas, et je le soignais : chacun fut d'avis, dans le premier mouvement, de les faire fusiller sur-le-champ. M. de Lescure me dit d'une voie affaiblie et qui ne fut point entendue : C'est une horreur ! Mais quand il fallut aller donner l'ordre et faire exécuter ces malheureux, personne ne voulut s'en charger, pas même M. de Marigny : l'un disait que cette affreuse boucherie était au-dessus de ses for-

ces ; l'autre, qu'il ne voulait pas faire office de bourreau ; quelques-uns ajoutaient qu'il y avait de l'atrocité à exercer des représailles sur de pauvres gens qui, prisonniers depuis quatre mois, n'étaient pour rien dans les crimes des républicains : on disait aussi que ce serait autoriser les massacres des Bleus ; que leur cruauté en redoublerait, et qu'ils ne laisseraient pas une seule créature vivante sur la rive gauche ; enfin il fut décidé qu'on leur rendrait la liberté. M. de Lescure n'avait pu prendre aucune part à la délibération ; moi seule je l'entendis murmurer : Ah ! je respire. Depuis, quelques-uns ont trouvé le moyen de témoigner leur reconnaissance, en sauvant madame de Bonchamp à Nantes ; ils ont signé un certificat qui attestait que M. de Bonchamp, d'après la sollicitation de sa femme, avait obtenu leur grâce de l'armée vendéenne. Madame de Bonchamp n'a pas pu revoir son mari ; on lui avait caché son état et fait croire qu'il était à Varades. A la vérité, les prisonniers devait avoir pour elle une reconnaissance particulière ; elle avait rencontré sur la place le vieux M. d'Argognes, qui échauffait les soldats pour faire massacrer les prisonniers, et, par ses reproches, elle l'avait forcé à se retirer (1).

(1) On voit dans la *Vie de M. de Bonchamp*, qui a paru après mes *Mémoires*, une quantité de certificats qui assurent que ce général, ayant appris sur son lit de mort, tandis que le conseil de guerre était assemblé, que les prisonniers risquaient d'être massacrés par une émeute de nos soldats, avait fait crier grâce en son nom, et leur avait ainsi sauvé la vie. Je n'ai aucun doute sur ce fait, si conforme au caractère héroïque, généreux et plein de douceur du général Bon-

Nous nous préparâmes à passer sur l'autre bord; on enveloppa M. de Lescure dans des couvertures, et on le posa sur un fauteuil de paille, garni d'une espèce de matelas. Nous descendîmes de Saint-Florent sur la plage, au milieu de la foule : beaucoup d'officiers nous accompagnaient; ils tirèrent leurs sabres, se mirent en cercle autour de nous, et nous arrivâmes au bord de l'eau. Nous trouvâmes la vieille madame de Meynard, qui s'était cassé la jambe en arrivant à Saint-Florent; sa fille était auprès d'elle, et me pria de les recevoir dans notre bateau. On embarqua M. de Lescure : M. Durivault, ma petite fille, mon père et moi, ainsi que nos domestiques, nous montâmes dans la barque. Le brancard de madame de Meynard ne pouvant y tenir, sa fille ne voulut pas la quitter : elles restèrent toutes deux. Nous ne trouvions plus ma mère; elle était à cheval, et avait passé à gué, jusque dans la petite île, qui était non loin de la rive gauche : elle courut de fort grands risques, et nous causa d'affreuses inquiétudes pendant longtemps, car nous ne la revîmes qu'à Varades.

Quand nous fûmes embarqués, mon père dit au matelot qui nous conduisait de faire le tour de la petite île, et d'aller à Varades sans s'arrêter, pour éviter à M. de Lescure la souffrance d'être débarqué et rembarqué une fois de plus : cet homme s'y

champ, et à l'amour des Vendéens pour lui. Mais je l'avais ignoré, ce qui est simple, au milieu de l'affreux désordre de notre armée dans ce moment, et des soins qu'exigeait l'état de M. de Lescure.

refusa absolument : ni prières ni menaces ne purent le décider ; mon père s'emporta et tira son sabre : « Hélas ! monsieur, lui dit le matelot, je suis un « pauvre prêtre ; je me suis mis par charité à pas- « ser les Vendéens ; voilà huit heures que je con- « duis cette barque ; je suis accablé de fatigue, et « je ne suis pas habile dans ce métier : je courrais « risque de vous noyer si je voulais traverser le « grand bras de la rivière. » Il fallut donc descendre dans l'île au milieu du désordre ; nous trouvâmes un bateau, et nous arrivâmes de l'autre côté.

Il y avait sur la plage une multitude de Vendéens assis sur l'herbe ; chacun, pour aller plus loin, attendait que ses amis eussent passé. Mon père se mit à la recherche de ma mère. J'envoyai chercher du lait pour ma fille dans un petit hameau tout brûlé, qui était au bord de la Loire (1).

Varades est à un quart de lieue, sur le penchant d'un coteau ; M. de Lescure était impatient d'y arriver ; le temps était serein, mais le vent était froid.

(1) Une chose bien extraordinaire qu'on regardait comme un miracle, c'est que, dans cet étonnant passage de la Loire, il n'y ait eu qu'un seul homme noyé. J'ai toujours entendu dire que nous avions fait passer trente canons. M. Crétineau-Joly et les autres historiens disent que nous étions cent mille. Je crois qu'il y a exagération. Du reste, on n'a jamais fait un recensement réel. Ce que j'ai entendu dire constamment depuis, c'est que nous étions quatre-vingt mille, dont dix mille femmes, autant de vieillards ou d'enfants ; il restait donc soixante mille hommes armés. Un grand nombre d'entr'eux étaient blessés, d'autres ne s'étaient jamais battus, ou du moins rarement, ou étaient accablés du soin de leur famille. Ainsi, le nombre des combattants pleins de courage et affrontant tous les dangers ne dépasse guère quarante mille hommes, et n'atteint pas celui de cinquante. Tel est le souvenir qui m'en est resté.

On passa deux piques sous le fauteuil, et les soldats se mirent à le porter; ma femme-de-chambre et moi nous soutenions ses pieds, enveloppés dans des serviettes; M. Durivault nous suivait avec peine.

Nous avancions dans la plaine, lorsqu'un jeune homme à cheval passa près de nous et s'arrêta un instant : c'était M. d'Autichamp; je ne l'avais pas vu depuis Paris. Il nous dit qu'il allait rassembler trois mille hommes pour attaquer Ancenis et assurer un gué pour notre artillerie; il chercha à calmer un peu le désespoir où il me voyait.

Un instant après, j'entendis que dans Varades on criait : *Aux armes!* et bientôt le bruit des tambours et de la mousqueterie commença : jamais je ne m'étais trouvée si près d'un combat, et encore dans quel moment nous attaquait-on! Je m'arrêtai toute effrayée; les coups de fusil ranimèrent M. de Lescure, qui était presque sans connaissance. Il demanda ce que c'était; je le suppliai de se laisser porter dans un bois voisin; il me répondit que les Bleus lui rendraient service en l'achevant, et que les balles lui feraient moins de mal que le froid et le vent. Je ne l'écoutai point; on le porta dans le bois : ma fille m'y rejoignit. Beaucoup de personnes s'y réfugièrent.

Au bout d'une heure, nous sûmes que tout était tranquille : un détachement de hussards s'était présenté devant Varades sans savoir qu'il était occupé, et s'était retiré en toute hâte. Nous continuâmes

notre route, et nous arrivâmes dans le bourg. Comme j'y entrais, un paysan que je ne connaissais pas vint à moi, et, me serrant la main, me dit : « Nous avons quitté notre pays; nous voilà à « présent tous frères et sœurs; nous ne nous quit« terons pas : je vous défendrai jusqu'à la mort, « et nous périrons ensemble. » On me donna une petite chambre pour M. de Lescure; mon père, ma mère et ma tante vinrent nous joindre. La maison, comme toutes celles de Varades, était remplie de fugitifs qui ne savaient que devenir; beaucoup souffraient de la faim; mais la plupart de ces braves gens étaient si éloignés de se porter au désordre, que dans notre maison il y en eut qui ne voulurent pas prendre des pommes de terre dans le jardin, comme je le leur conseillais, avant que le maître du logis le leur eût permis.

M. d'Autichamp trouva les Vendéens maîtres d'Ancenis. L'armée de M. de Lyrot, après avoir passé la rivière à gué en face de cette ville, l'avait courageusement attaquée et emportée. Ce fut là qu'on fit passer les canons et les caissons; on emmena aussi des bestiaux.

Le passage s'acheva pendant la nuit. On se coucha sur des matelas, sur de la paille, le plus grand nombre dehors.

M. de Bonchamp était mort lorsqu'on l'avait descendu de la barque sur la plage : il fut enseveli le lendemain. Quelques jours après, les républicains l'exhumèrent pour lui trancher la tête et l'envoyer

à la Convention. On ne savait ce qu'était devenu M. d'Elbée; l'armée était sans général en chef. M. de Lescure envoya chercher les principaux officiers des diverses divisions, et leur dit qu'il fallait élire un chef; on lui répondit que c'était évidemment lui qui était général, et qu'il commanderait quand il serait rétabli. « Messieurs, leur dit-il, je suis blessé « mortellement; et même, si je dois vivre, ce que « je ne crois pas, je serai longtemps hors d'état de « servir. Il est nécessaire que l'armée ait sur-le-« champ un chef actif, aimé de tout le monde, « connu des paysans, ayant la confiance de tous : « c'est le seul moyen de nous sauver. M. de la Ro-« chejaquelein est le seul qui se soit fait connaître « des soldats de toutes les divisions; M. de Donis-« san, mon beau-père, n'est pas du pays; on ne « le suivrait pas si volontiers; de plus, il ne s'en « soucie pas. Le choix que je propose ranimera le « courage des Vendéens je vous conseille et vous « prie de nommer M. de la Rochejaquelein. Quant « à moi, si je vis, vous savez que je n'aurai pas « de querelle avec Henri : je serai son aide-de-« camp. »

Ces messieurs se retirèrent et formèrent un conseil de guerre, où fut élu M. de la Rochejaquelein. On voulut nommer un général en second; M. de la Rochejaquelein répondit que c'était lui qui l'était; qu'il prendrait les avis de M. de Donnissan, et qu'il le regardait comme son supérieur.

M. de la Rochejaquelein, loin de désirer cet hon-

neur, le craignait beaucoup, et de bonne foi en fut très-affligé. Il avait représenté qu'à vingt-un ans il n'avait ni assez d'expérience ni assez d'âge pour en imposer : c'était là en effet son seul défaut. Au combat, sa valeur subjuguait, animait toute l'armée, et on lui obéissait aveuglément; mais il négligeait le conseil : n'attachant pas assez d'importance à son propre avis, il le disait sans le soutenir, et, par trop de modestie, laissait gouverner l'armée par d'autres. Quand il ne pensait pas comme eux, il disait aux officiers de ses amis : « Ils n'ont pas « le sens commun, mais quand viendra le combat, « ce sera à notre tour à commander, et l'on nous « obéira. » Malgré cet inconvénient, on ne pouvait choisir que lui pour général. Les paysans aimaient tant à le suivre, il leur inspirait tellement tout son courage et toute son activité; il avait si bien ce qu'il faut pour entraîner une armée sur ses pas, qu'il n'eût pas été raisonnable de penser à d'autres. Mon père ne désirait pas la charge difficile de conduire une foule de paysans qui ne le connaissaient point, et qui d'ailleurs aimaient mieux être conduits par des jeunes gens que par des chefs âgés.

M. de la Rochejaquelein fut donc proclamé général, aux acclamations de tous les Vendéens. M. de Lescure, qui les entendait, me pria d'aller chercher Henri : il s'était caché dans un coin, et pleurait à chaudes larmes. Je l'amenai : il se jeta au cou de M. de Lescure, répéta qu'il n'était pas digne d'être général, qu'il ne savait que se battre, qu'il était

beaucoup trop jeune, et qu'il ne saurait jamais imposer silence aux personnes qui viendraient traverser ses desseins. Il supplia M. de Lescure de reprendre le commandement dès qu'il serait guéri. « Je ne l'espère pas, lui répondit-il; mais si cela « arrive, je serai ton aide-de-camp; je t'aiderai à « vaincre cette timidité qui t'empêche de te livrer « à la force de ton caractère, et d'imposer silence « aux brouillons et aux ambitieux. »

On rassembla ensuite un conseil pour délibérer sur la marche de l'armée. M. de Lescure fut d'avis de marcher sur Nantes. Il pensait qu'une brusque attaque sur cette ville, dont la garnison était entrée dans la Vendée, pourrait avoir un heureux succès; outre l'importance de la position, c'était un moyen de rentrer dans notre pays, et de concerter les opérations avec l'armée de M. de Charette. On n'avait pas de ses nouvelles, mais il paraissait probable que notre perte avait dû le sauver, en attirant l'ennemi sur nous. On parla aussi de marcher sur Rennes : on était assuré que la Bretagne était prête à se révolter ; moins d'obstacles devaient nous arrêter sur cette route. Les paysans se souvenaient de leur défaite sous les murs de Nantes, et cela pouvait les décourager. Il fut décidé qu'on se dirigerait sur Rennes. Le chevalier de Beauvolliers fut envoyé sur-le-champ avec une petite avant-garde pour occuper Ingrande. Après le conseil, M. de Lescure, à qui l'occupation de tant de choses importantes avait rendu une sorte de force, retomba dans une

espèce d'anéantissement d'autant plus grand, que son esprit avait été plus tendu. Vers le soir, les prisonniers que nous avions laissés libres à Saint-Florent ramassèrent quelques canons, et tirèrent à toute volée sur Varades : on leur riposta ; mais il n'y eut pas de mal de part ni d'autre.

L'armée devait, le lendemain, se rendre à Ingrande ; on décida que M. de Lescure partirait dès le soir. Un jeune homme des environs avait offert de le cacher, ainsi que ma mère, ma tante et moi ; il répondait de la sûreté de l'asile qu'il nous donnait : M. de Lescure ne voulut pas entendre parler de quitter l'armée. Je fus tentée de profiter de cette offre pour ma fille ; mais la crainte qu'on ne la portât aux enfants-trouvés, l'espérance qu'elle continuerait à se bien porter, me décidèrent à la garder. On ne pouvait se résoudre à se séparer de ce qu'on aimait ; on éprouvait le besoin de courir les mêmes dangers, et d'avoir un sort commun.

Nous partîmes sur le soir : on ne put pas trouver de voiture pour M. de Lescure ; on le plaça dans une charrette, dont les mouvements trop durs le faisaient souffrir si horriblement, qu'il poussait des cris de douleur. Quand il arriva à Ingrande, il était presque sans connaissance : nous nous arrêtâmes dans la première maison ; on donna un mauvais lit à M. de Lescure ; je couchai dans sa chambre sur du foin, et nous eûmes à peine de quoi souper. Il y avait un tel désordre, qu'on fut obligé de battre la caisse pour se procurer un chirurgien qui vînt le pan-

ser. Le chevalier de Beauvolliers vint nous voir; il avait appris, dans les lettres qu'il avait saisies à la poste, que Noirmoutiers venait d'être surpris par M. de Charette. Le lendemain matin, le gros de l'armée arriva, et continua sa marche sur Candé et Segré. Nous ne savions comment emporter M. de Lescure; il ne pouvait supporter le mouvement de la charrette; la calèche où voyageait ma tante était trop petite : j'allai dans le bourg avec MM. de Baugé et de Mondyon; nous fîmes faire une sorte de brancard avec un vieux fauteuil; on mit des cerceaux par-dessus, et l'on ajusta des draps pour garantir de l'air le malheureux blessé. Je me décidai à aller à pied, auprès du brancard, avec ma femme-de-chambre Agathe, et quelques-uns de mes gens : ma mère, ma tante et ma fille étaient parties devant. On se réunissait et l'on marchait par famille et par société d'amis; chacun avait des protecteurs et des défenseurs parmi les officiers et les soldats; on tâchait de ne pas se quitter. Les combattants, après avoir fait leur devoir, songeaient à préparer des logements et des vivres aux femmes, aux enfants, aux vieillards, aux prêtres et aux blessés qui s'étaient ainsi attachés à eux.

Nous nous mîmes en marche. M. de Lescure jetait des cris de souffrance qui me déchiraient; j'étais accablée de fatigue et de malaise; mes bottes me blessaient les pieds. Au bout d'une demi-heure, je priai Forêt de me prêter son cheval; on l'avait chargé de commander l'escorte qui gardait M. de

Lescure; nous voyagions entre deux files de cavalerie, et un assez gros corps d'infanterie était derrière nous.

Un moment après, M. de Beauvolliers arriva avec une berline qu'il était parvenu à trouver; on avait démonté et brisé un canon pour avoir des chevaux. On arrangea des matelas dans la berline, et nous portâmes le blessé dans cette espèce de lit; M. Durivault se mit aussi dans la voiture; Agathe se plaça auprès de M. de Lescure, pour lui soutenir la tête : la moindre secousse lui arrachait des gémissements; il ressentait de temps en temps les douleurs les plus aiguës. Un rhume assez fort ajoutait beaucoup à son mal. Quelquefois l'humeur coulait de sa plaie à gouttes pressées; alors il éprouvait quelque soulagement, et l'on profitait de ces moments pour avancer; puis on s'arrêtait quand les souffrances recommençaient, l'arrière-garde nous rejoignait et attendait que la voiture reprît sa marche. M. de Lescure était comme mourant; il semblait n'avoir que le sentiment de la douleur : son caractère était changé; au lieu de ce sang-froid inaltérable, de cette angélique douceur, il éprouvait des impatiences continuelles, et s'emportait souvent avec une sorte de violence. Agathe était adroite et patiente dans les soins qu'elle avait de lui; ma vue basse et mon émotion trop forte m'empêchaient de lui rendre les mêmes services.

Nous avancions sur Candé. A une lieue environ de cette ville, nous entendîmes un bruit qui nous

fit croire que l'on s'y battait. Nous étions alors presque seuls sur la route ; j'étais à cheval ; nous avions devancé l'avant-garde ; un instant après j'entendis crier : voilà les hussards ! Ma raison s'égara, mon premier mouvement fut de fuir. Dans le même clin-d'œil, je songeai que j'étais auprès de M. de Lescure ; me défiant de mon courage, craignant que l'approche des hussards ne me frappât d'une terreur involontaire et invincible, j'entrai vite dans la voiture sans en dire la raison, pour qu'il me devînt impossible de ne pas périr avec mon mari. Les cris et le tumulte l'avaient rappelé à lui ; il s'était mis sur son séant, s'avançait par la portière, appelait les cavaliers, demandait qu'on lui donnât un fusil ; il voulait qu'on le descendît à terre et qu'on le soutînt ; il n'écoutait pas mes représentations, et sa faiblesse seule l'empêchait de sortir de la voiture. Plusieurs cavaliers arrivèrent au galop, il les appelait par leur nom, les excitait à combattre ; mais il n'y avait pas un seul officier, ils étaient tous en avant ; enfin il aperçut Forêt : « Te voilà ! lui dit-« il ; à présent je suis plus tranquille ; il y a quel-« qu'un pour commander. » En effet, il se calma, se mit à vanter la bravoure de Forêt, et à s'indigner de la poltronnerie de M. de S***, qu'il avait entrevu se cacher derrière la voiture.

Cette alarme était mal fondée : les hussards qu'on avait aperçus n'étaient qu'au nombre de trois, et s'enfuyaient de Candé en toute hâte. Nous arrivâmes vers le soir dans cette petite ville : on s'en était

emparé après un léger combat où M. Després de la Châtaigneraie avait été grièvement blessé. Nous y fûmes assez bien; il s'y trouva des vivres. Les paysans vinrent encore me prier de demander au maître du logis la permission d'arracher des pommes de terre dans son jardin; ils étaient moins discrets pour les tas de pommes à cidre, qui, en automne, sont placés devant les portes de presque toutes les maisons en Bretagne. La faim les faisait se jeter avec avidité sur cette nourriture qu'ils trouvaient sous leurs mains : ce fut la cause de beaucoup de maladies et d'une dyssenterie qui ravagea l'armée.

Le lendemain, de bonne heure, on se remit en route pour Segré et Château-Gonthier. Une dame de Candé avait proposé de cacher M. de Lescure et sa famille; nous avions refusé cette offre, de même qu'à Varades.

C'était un singulier spectacle que cette marche de l'armée vendéenne : on formait une avant-garde assez nombreuse, et on lui donnait quelques canons; la foule venait après, sans aucun ordre, et remplissait tout le chemin. On voyait là l'artillerie, les bagages, les femmes portant leurs enfants, des vieillards soutenus par leurs fils, des blessés qui se traînaient à peine, des soldats rassemblés pêle-mêle. Il était impossible d'empêcher cette confusion; les commandants y perdaient tous leurs soins. Souvent, traversant cette foule la nuit à cheval, j'ai été obligée, pour me faire un passage, de na-

ger, pour ainsi dire, entre les baïonnettes, les écartant de chaque main, et ne pouvant me faire entendre pour prier que l'on me fît place. L'arrière-garde venait ensuite : elle était spécialement chargée de garder M. de Lescure.

Cette triste procession occupait presque toujours quatre lieues de longueur : c'était offrir une grande prise à l'ennemi; il aurait pu sans cesse profiter du vice d'une pareille disposition. Les hussards auraient pu facilement nous charger et massacrer le centre de la colonne; rien ne protégeait les flancs de l'armée vendéenne; nous n'avions pas douze cents hommes de cavalerie; il n'y avait d'autres éclaireurs que les pauvres gens qui s'écartaient dans les villages à droite et à gauche pour avoir du pain. Ce qui a préservé longtemps notre armée de la destruction, c'est la faute qu'ont faite toujours les républicains d'attaquer la tête ou la queue de la colonne.

Il y a neuf lieues de Candé à Château-Gonthier. Nous traversâmes Segré, où les paysans, suivant leur goût invariable, brûlèrent les papiers des administrations et les arbres de la liberté. Après une forte journée, où la pluie nous avait très-incommodés, nous arrivâmes fort tard à Château-Gonthier, que les républicains avaient essayé de défendre un instant.

J'étais accablée de fatigue et de faim : j'étais partie sans déjeûner. En route, j'avais donné mon pain à des blessés; dans tout le jour, jusqu'à mi-

nuit, je n'avais mangé que deux pommes. Bien des fois, pendant ce voyage, j'ai souffert de la faim. Les douleurs physiques venaient sans cesse s'ajouter aux peines de l'âme.

On apprit à Château-Gonthier que les Bleus, rentrés à Candé, avaient massacré quelques malheureux blessés que nous avions été forcés d'abandonner, ne pouvant les transporter. Depuis, ils eurent constamment cette cruauté, chaque fois qu'ils trouvèrent nos blessés. Jamais nous n'avons usé de représailles; mais cette horrible manière de faire la guerre excita au ressentiment. M. de Marigny fit saisir dans une cave le juge de paix de Château-Gonthier, qui s'y était caché, et qu'on lui avait dénoncé comme un républicain exalté et féroce : il le tua de sa main sur la place publique, et fit quelques autres exécutions semblables. Dans la suite de la route, M. de Marigny continua quelquefois à se montrer cruel; aucun officier ne l'imitait, mais on ne s'opposait plus à ses vengeances. C'est ainsi que la guerre civile dénature le caractère. M. de Marigny, un des hommes les plus doux et les meilleurs que j'aie connus, était devenu sanguinaire.

On fit aussi, à Château-Gonthier, un premier exemple de discipline. Un soldat allemand avait voulu prendre l'argent d'une femme, et lui avait donné un coup de sabre : il fut fusillé. Les Allemands se livrèrent à beaucoup de désordres dans cette expédition; mais ils furent toujours punis sévèrement, dès qu'on fut instruit de leurs délits. Le

pillage ne fut jamais permis ; cependant on doit bien penser que la police d'une pareille armée ne pouvait être très-stricte. Nous n'avions ni magasins, ni convois, ni vivres ; nulle part on ne trouvait de préparatifs pour nous recevoir. Nous voyant passer sans nous arrêter, les habitants, même les plus disposés en notre faveur, n'osaient s'employer pour nous, dans la crainte d'être le lendemain en butte aux vengeances des républicains. On était donc réduit à exiger les vivres ; mais jamais on n'a mis une contribution ni autorisé le pillage. On permit, par nécessité, aux soldats de se faire donner du linge blanc et des vêtements en échange de ceux qu'ils portaient. Il m'est arrivé quelquefois d'être réduite à en agir ainsi, et à prier mes hôtes de me céder quelques hardes grossières, mais propres.

Nous passâmes douze heures à Château-Gonthier, puis l'on partit pour Laval. M. le chevalier Duhoux fut chargé de commander l'arrière-garde, et vint prendre les ordres de M. de Lescure pour l'heure du départ.

Quinze mille gardes nationaux s'étaient rassemblés pour défendre Laval ; mais ils firent une faible résistance, et prirent la fuite. On perdit dans ce combat deux officiers qui furent fort regrettés : M. de la Guérivière et le garde-chasse de M. de Bonchamp. M. de la Rochejaquelein courut un assez grand danger. Depuis le combat de Martigné, où il avait été blessé, il portait toujours le bras droit en écharpe : il n'en était pas moins actif ni

moins hardi. En poursuivant les Bleus devant Laval, il se trouva seul, dans un chemin creux, aux prises avec un fantassin; il le saisit au collet de la main gauche, et gouverna si bien son cheval avec les jambes, que cet homme ne put lui faire aucun mal. Nos gens arrivèrent, et voulaient tuer ce soldat; Henri le leur défendit : « Retourne vers les « républicains, lui dit-il; dis-leur que tu t'es trouvé « seul avec le général des brigands, qui n'a qu'une « main et point d'armes, et que tu n'as pu le tuer. »

Les Vendéens furent très-bien reçus à Laval : les habitants étaient favorablement disposés. La ville est grande, et elle offrait plus de ressources que les gîtes des jours précédents. Beaucoup de paysans manceaux et bretons vinrent se joindre à nous. J'en vis arriver une troupe qui criait : *Vive le roi!* et qui portait un mouchoir blanc au bout d'un bâton. En peu de temps il y en eut plus de six mille : on donnait à ce rassemblement le nom de *Petite-Vendée*. Tous les insurgés bretons étaient reconnaissables à leurs longs cheveux et à leurs vêtements, la plupart de peaux de chèvre garnies de leur poil. Ils se battaient fort bien, mais le pays ne se soulevait pas en entier. Cette division n'était formée que de jeunes gens sortis d'un grand nombre de paroisses.

CHAPITRE XVII.

Combats entre Laval et Château-Gonthier. — Route par Mayenne, Ernée et Fougères. — Mort de M. de Lescure.

Il fut résolu que l'armée passerait quelques jours à Laval. Il était nécessaire de lui donner un peu de repos, d'y remettre l'ordre autant que l'on pourrait, et de donner à tout le pays le temps et les moyens de se soulever pour se joindre aux Vendéens.

Ce repos fit un grand bien à M. de Lescure; il reprit sensiblement ses forces, et, dès le second jour, il était beaucoup mieux. Le soir, plusieurs officiers étaient chez moi, quand tout-à-coup un bruit se répandit que les Mayençais venaient nous attaquer. On nous dit d'abord que ce n'était rien; cependant j'entendis bientôt les préparatifs du combat. On rassembla les soldats, on les encouragea. Ce n'était pas sans crainte qu'on se voyait assailli, de nuit, dans un pays de plaine, par ces redoutables Mayençais qui nous avaient chassés de notre pays. Nous étions logés à l'entrée de la ville, du côté de Château-Gonthier; je fis transporter M. de Lescure dans une maison du faubourg opposé.

M. Forestier partit d'abord avec quelques officiers, pour s'assurer de la marche de l'ennemi; il sut qu'en effet il s'avançait sur Laval, et revint en avertir les généraux. M. de la Rochejaquelein envoya faire une seconde reconnaissance par M. Martin, de l'armée de Bonchamp, à la tête de quelques cavaliers : il s'en acquitta avec promptitude et précision. On marcha alors à la rencontre des républicains, qu'on trouva entre Laval et Antrames. Ils soutinrent un instant le choc de notre armée, qu'ils croyaient peu nombreuse, et dont l'obscurité de la nuit leur dérobait les mouvements. Bientôt ils furent tournés. On les prit en queue, et le désordre devint tel, que nos gens prenaient des cartouches dans leurs caissons, et eux dans les nôtres; mais cette mêlée fut favorable aux Vendéens : ils perdirent peu de monde, et en tuèrent beaucoup à l'ennemi. L'obscurité était telle, que M. Keller donna la main à un républicain pour sortir d'un fossé, croyant qu'il était des nôtres : la lueur du canon lui fit tout-à-coup reconnaître l'uniforme, et il le tua.

Le lendemain se passa fort tranquillement. M. de Lescure était si bien, qu'il revint à cheval à son premier logement. Le jour d'après, on sut, dès le matin, que toute l'armée des républicains venait attaquer Laval. La défaite de la division qui avait combattu leur avait montré que les Vendéens étaient encore nombreux et redoutables; ils avaient cette fois réuni toutes leurs forces, qui se montaient

bien à trente mille hommes de bonnes troupes.

On sentit l'importance de l'affaire qni allait avoir lieu; toutes les mesures furent prises avec soin, et l'on résolut de redoubler d'efforts et de courage. M. de Lescure voulut profiter de la faible amélioration de sa santé pour monter à cheval et aller au combat : nous eûmes bien de la peine à l'arrêter par nos instances. Voyant que nous nous opposions tous à ce projet insensé, il se mit à la fenêtre, et, du geste et de la voix, il encourageait tous les soldats qui partaient pour combattre. La fatigue et l'émotion de cette malheureuse matinée dissipèrent le fruit de trois jours de repos et de soins; et depuis ce moment, son état alla toujours en empirant.

La bataille commença sur les onze heures du matin. Les Vendéens attaquèrent vivement. Les républicains avaient deux pièces de canon sur une hauteur en avant. M. Stofflet, qui se trouvait à côté d'un émigré qui venait de rejoindre l'armée, lui dit : « Vous allez voir comme nous prenons les ca« nons. » En même temps il ordonna à M. Martin, chirurgien, de charger sur les pièces avec une douzaine de cavaliers. M. Martin partit au galop : les canonniers furent tués, et les deux pièces emportées. On les retourna sur-le-champ contre les républicains; on y ajouta des pièces à nous, et M. de la Marsonnière fut chargé de les diriger; une balle morte vint le frapper si rudement, qu'elle enfonça sa chemise dans les chairs. Il voulut continuer; mais

la douleur devenant trop forte, il fut obligé de se retirer : M. de Baugé le remplaça. Cette batterie était importante ; elle était exposée au feu le plus vif de l'ennemi. MM. de la Rochejaquelein, de Royrand et d'Autichamp s'y tinrent presque continuellement avec M. de Baugé, faisant toujours avancer les pièces en face des républicains, qui reculaient. Les conducteurs étaient si épouvantés, qu'on était obligé de les faire marcher à coups de fouet. Un instant on manqua de gargousses ; M. de Royrand partit au galop pour en faire apporter ; en revenant, une balle l'atteignit à la tête : il mourut de cette blessure quelque temps après. Le courage et la ténacité de cette attaque décidèrent le succès de la bataille : il fut complet lorsque M. Dehargues, à la tête d'une colonne, eut tourné l'ennemi et l'eut attaqué par derrière. Alors les Bleus se débandèrent, et s'enfuirent en déroute jusqu'à Château-Gonthier ; ils voulurent se reformer dans la ville, et placèrent sur le pont deux pièces pour le défendre. M. de la Rochejaquelein, qui les avait vivement poursuivis, dit à ses soldats : « Hé bien, « mes amis ! est-ce que les vainqueurs coucheront « dehors, et les vaincus dans la ville ? » Jamais les Vendéens n'avaient eu autant d'ardeur et de courage ; ils s'élancèrent sur le pont : les canons furent pris. Les Mayençais essayèrent un moment de résister : ils furent culbutés, et nos gens entrèrent dans Château-Gonthier. M. de la Rochejaquelein continua la poursuite. Il vit que les Bleus tentaient

encore de faire front; il fit courir tout de suite à Château-Gonthier, pour qu'on lui amenât de l'artillerie. On aperçut plusieurs cavaliers qui revenaient à bride abattue ; ils portaient l'ordre. Ceux de nos gens qui étaient dans la ville s'imaginèrent que l'ennemi venait de reprendre l'avantage; une terreur panique se répandit parmi eux ; ils se précipitèrent en foule dans les rues avec un tel désordre, qu'il y en eut une vingtaine d'écrasés; le cheval de Stofflet fut étouffé entre ses jambes. Mais tout fut bientôt éclairci : les républicains furent une dernière fois rompus et poursuivis jusqu'à la séparation des routes de Segré et du Lion-d'Angers. La bataille avait duré douze ou quatorze heures.

M. de la Rochejaquelein déploya, dans cette bataille, un talent et un sang-froid qui firent l'admiration des officiers : on l'avait toujours vu jusqu'alors téméraire et emporté, se précipitant sur l'ennemi sans s'inquiéter si on le suivait. Ce jour-là, il se tint constamment à la tête des colonnes ; mais il les dirigeait, les maintenait en ligne, empêchait les plus braves de se porter seuls en avant, et de mettre par-là dans l'armée un désordre qui nous avait souvent été funeste. Il opposa toujours des masses aux républicains, et, contre l'ordinaire, ils ne purent jamais reprendre l'avantage en faisant volte-face dans leur retraite, et repoussant le petit nombre d'officiers qui se lançaient à leur poursuite. On voit quelle importance Henri attacha à remporter la victoire aussi complètement qu'il fût possible.

C'est alors qu'il eût fallu changer de marche, et rentrer triomphants dans notre pays, après nous être ainsi vengés de ces Mayençais qui nous en avaient chassés. Il était facile dans ce moment de reprendre Angers et de repasser la Loire : c'était bien l'avis de M. de la Rochejaquelein; mais il était demeuré beaucoup de monde à Laval; plusieurs généraux et officiers marquants y étaient revenus aussi, au moment où la bataille avait été gagnée; la plupart des soldats les avaient suivis. M. de la Rochejaquelein était à Château-Gonthier avec l'avant-garde et les jeunes officiers; il n'osa pas prendre une résolution si importante; faire dire à tout ce qui était à Laval de venir le joindre lui parut un acte trop absolu. Il se détermina à revenir à Laval, où l'on s'attendait cependant à recevoir de lui l'ordre de se mettre en marche pour Château-Gonthier. Un corps républicain s'était rassemblé à Craon; il prit cette route, et remporta encore un avantage complet.

Ce fut après ce retour, pendant tous les conseils qui furent tenus pour aviser à ce qu'on aurait à faire, que les cabales, les jalousies, les manœuvres secrètes commencèrent à diviser les chefs et les officiers de l'armée.

Le grand sujet de discussion, outre les incidents journaliers qui devenaient des occasions continuelles d'aigreur, était la marche de l'armée et le parti qu'il convenait de prendre. Ce n'était plus le moment d'essayer de repasser la Loire; on avait laissé aux républicains le temps d'y mettre obstacle : c'était là

le grand regret des Vendéens. M. de Talmont, qui se croyait sûr de toute la Bretagne, voulait qu'on se dirigeât sur Paris. Beaucoup d'autres chefs demandaient que l'on allât à Rennes, qui était bien disposé pour nous; de là, on aurait pris des mesures pour faire soulever tout le pays.

Pendant la bataille, on avait apporté une lettre adressée à MM. les généraux de l'armée royaliste. M. de Lescure était le seul chef qui se trouvât en ce moment à Laval; on lui remit la lettre; je l'ouvris, et je lui en fis la lecture. Elle était courte : après des compliments emphatiques sur les succès et la bravoure de l'armée royale, on annonçait qu'une armée de cinquante mille révoltés était prête à se lever auprès de Rennes, et que les chefs désiraient un sauf-conduit pour venir de l'endroit d'où ils étaient cachés conférer avec nos généraux. Cette lettre venait, je pense, de M. de Puisaye; elle fut trouvée fort bizarre : je ne me rappelle pas les signataires; mais après chaque nom il y avait un grade; c'étaient des généraux, des majors-généraux, des commandants. On s'amusa beaucoup de ces généraux qui commandaient une armée invisible de cinquante mille hommes, et qui demandaient si près de nous un sauf-conduit. On fit venir l'homme qui avait apporté la lettre : il ne voulut donner ni détails ni explications, et refusa de faire connaître l'exprès qui la lui avait remise. Alors on soupçonna que ce pouvait bien être un espion, et que sa lettre était supposée. On répondit verbalement que, puis-

que nous étions à douze lieues seulement de Rennes, les cinquante mille hommes pouvaient commencer à agir, et que nous étions prêts à les seconder; quant au sauf-conduit, qu'on pouvait parler à nos généraux sans en être muni. Cette lettre ne pouvait inspirer assez de confiance pour influer sur notre marche; mais comme nous étions assurés par d'autres voies qu'il y avait de ce côté quelque fermentation et un commencement de révolte, et Rennes étant d'ailleurs la capitale de la Bretagne, sans doute le meilleur parti eût été de suivre cette direction.

On parla aussi d'aller attaquer un port de mer. Un officier du génie, nommé *M. d'Obenheim*, qui avait pris part à la révolte du général Winpfen et des Girondins, et qui venait de se joindre à nous, parla de Grandville, dit qu'il en connaissait le côté faible, et qu'il s'offrait à diriger l'attaque. M. de Talmont insistait toujours pour l'expédition sur Paris; il assurait que si l'on ne pouvait y entrer, il serait toujours facile d'aller rejoindre les Autrichiens en Flandre. Henri combattait ce projet; il représentait combien une pareille marche était impossible à une armée qui traînait avec elle des femmes, des enfants, des blessés. La saison était aussi une grande objection, sans parler des obstacles militaires que l'ennemi opposerait sûrement; il ajoutait que jamais les paysans vendéens ne voudraient entreprendre un tel voyage. Enfin il fut à peu près résolu qu'on marcherait sur Fougères; de là, on

pouvait également se porter à Rennes, ou vers la côte.

Vers la fin de notre séjour à Laval, je vis M. de Lescure souffrir de plus en plus. Il avait d'abord été soulagé par le repos des premiers jours; on avait retiré beaucoup d'esquilles de sa plaie; il avait été pansé plus régulièrement : mais il était peu docile à ce qui lui était ordonné; il ne voulait prendre aucun remède, et faisait toute sa nourriture de riz au lait et de raisin. L'os du front était fendu jusqu'à la partie postérieure du crâne, ce qui n'avait pas été aperçu d'abord. Ses cheveux, collés par le sang, la sueur et l'humeur de sa plaie, le gênaient beaucoup; il voulut qu'on l'en débarrassât. Agathe, fort adroite à le panser, et qui suppléait très-bien le chirurgien absent ce jour-là, se chargea de les couper. Je voulais qu'on ne lui en ôtât qu'une petite partie; il insista pour qu'on les coupât tous, assurant que cela le soulagerait : rien ne put le faire céder. J'ai toujours pensé que c'étaient cette opération et la fatigue qu'il éprouva le jour du second combat, qui lui avaient été funestes, et qui avaient détruit les espérances que nous avions d'abord conçues. Les événements de la guerre, la mésintelligence des chefs, la situation de l'armée, étaient aussi, pour lui, des motifs continuels de souffrance. Tout ce dont il s'occupait s'emparait fortement de son âme, et lui donnait une agitation extrême, qui tenait même un peu de l'égarement, et qui me pénétrait d'une frayeur affreuse; toute la journée il parlait

de la guerre, de ce qui s'était passé, de ce qui pouvait arriver. Un matin, le brave Bourasseau, des Echaubroignes, vint le voir, et lui raconta qu'avant le passage de la Loire cette paroisse avait déjà perdu cinq cents hommes tués ou blessés. Pendant ce jour-là, M. de Lescure ne nous entretint que du courage des gens des Echaubroignes, exaltant sans cesse leur héroïque dévouement. Je m'efforçais en vain de le calmer. Le soir, la fièvre le prit, et son état empira sensiblement. Je fis venir M. Desormeaux, très-bon chirurgien, qui ne me quitta plus; car dans les premiers moments du passage de la Loire il y avait un tel désordre, que, pour lui procurer un chirurgien pour le panser, on était souvent obligé de battre la caisse. Je ne pouvais envisager l'horrible malheur qui me menaçait.

Nous séjournâmes neuf jours à Laval. La surveille de notre départ, j'étais le matin couchée sur un matelas, près du lit de M. de Lescure : je le croyais assoupi; tout le monde était sorti de la chambre, même M. Durivault; il m'appela, et me dit avec sa douceur accoutumée, qu'il reprit alors et qui ne le quitta plus : « Ma chère amie, ouvre « les rideaux. » Je me levai, je les ouvris. « Le « jour est-il clair? continua-t-il. —Oui, répondis- « je. — J'ai donc comme un voile devant les yeux; « je ne vois plus distinctement. J'ai toujours cru « que ma blessure était mortelle : je n'en doute « plus. Chère amie, je vais te quitter : c'est mon

« seul regret, et aussi de n'avoir pu remettre mon « roi sur le trône. Je te laisse au milieu d'une guerre « civile, grosse et avec un enfant; voilà ce qui « m'afflige : tâche de te sauver, déguise-toi, cher- « che à passer en Angleterre. » Quand il me vit étouffant de larmes : « Oui, continua-t-il, ta douleur « seule me fait regretter la vie; pour moi, je meurs « tranquille. Assurément j'ai péché, mais cepen- « dant je n'ai rien fait qui puisse me donner des « remords et troubler ma conscience : j'ai toujours « servi Dieu avec piété; j'ai combattu et je meurs « pour lui; j'espère en sa miséricorde. J'ai vu sou- « vent la mort de près, et je ne la crains pas; je « vais au ciel avec confiance. Je ne regrette que « toi : j'espérais faire ton bonheur. Si jamais je « t'ai donné quelque sujet de plainte, pardonne- « moi. » Son visage était serein; il semblait qu'il fût déjà dans le ciel; seulement, quand il me répétait : « Je ne regrette que toi, » ses yeux se remplissaient de larmes; il me disait encore : « Console- « toi, en songeant que je serai au ciel : Dieu m'ins- « pire cette confiance. C'est sur toi que je pleure. » Enfin, ne pouvant soutenir tant de douleur, je passai dans un cabinet voisin. M. Durivault revint; M. de Lescure lui dit d'aller me chercher et de me ramener. Il me trouva à genoux, suffoquée par les larmes; il chercha à me rendre quelque courage, et me reconduisit dans la chambre.

M. de Lescure continua de me parler avec tendresse et piété; et voyant ce que je souffrais, il

ajouta avec complaisance que peut-être il se trompait sur son état, et qu'il fallait faire une assemblée de médecins. Je les fis venir tout de suite. Il leur dit : « Messieurs, je ne crains pas la mort; dites-« moi la vérité; j'ai quelques préparatifs à faire. »

Il voulait, je pense, recevoir les sacrements, et renouveler un testament qu'il avait fait en ma faveur; mais je repoussai avec horreur tout ce qui pouvait annoncer une mort prochaine. Les médecins donnèrent quelque espoir; il leur répondit tranquillement : « Je crois que vous vous trompez; « mais ayez soin de m'avertir quand le moment « approchera. »

On quitta Laval le 2 novembre, sans avoir décidé bien formellement si l'on marchait sur Rennes; la route de Vitré était plus courte pour y aller. Stofflet, de sa propre autorité, prit le chemin de Fougères avec les drapeaux et les tambours, qui d'ordinaire étaient sous sa direction.

En route, M. de Lescure apprit une nouvelle que je lui avais cachée avec soin, et qui lui fit bien du mal. La voiture étant arrêtée, quelqu'un vint lui lire, dans une gazette, les détails de la mort de la reine; il s'écria : « Ah! les monstres l'ont donc « tuée! Je me battais pour la délivrer! Si je vis, « ce sera pour la venger : plus de grâce! » Cette idée ne le quitta plus; il parla sans cesse de ce crime.

Le soir, nous nous arrêtâmes à Mayenne; le lendemain, nous continuâmes notre route. L'armée ,

après un léger combat, où elle obtint un succès complet, entra à Ernée : nous y couchâmes.

J'étais accablée de fatigue; je me jetai sur un matelas auprès de M. de Lescure, et je m'endormis profondément. Pendant mon sommeil, on s'aperçut tout-à-coup que le malade perdait ses forces, et qu'il devenait agonisant : on lui mit les vésicatoires. Il demanda le même confesseur qu'il avait eu à Varades; mais, un instant après, il perdit la parole et ne put lui parler : il reçut l'absolution et l'extrême-onction. On n'avait pas fait de bruit pour ne pas me réveiller. A une heure du matin, le sommeil me quitta, et je vis l'état affreux où était tombé M. de Lescure. Il avait encore sa connaissance, sans pouvoir parler; il me regardait et levait les yeux au ciel en pleurant; il me serra même la main plusieurs fois. Je passai douze heures dans un état de désespoir et d'égarement impossible à dépeindre. On ne conçoit pas qu'on ait pu supporter tant de douleur.

Vers midi, il fallut quitter Ernée et continuer le voyage : cela me parut impossible. Je voulus qu'on nous laissât, au risque de tomber entre les mains des Bleus. Le chevalier de Beauvolliers demandait à rester avec nous. On me représenta que m'exposer à une mort affreuse c'était désobéir à M. de Lescure; on me dit que son corps tomberait au pouvoir des républicains. Je m'étais déjà frappée de cette idée : les indignités auxquelles avait été livré le corps de M. de Bonchamp m'avaient fait

une profonde impression d'horreur, et je ne pouvais soutenir l'image d'une pareille profanation ; on me décida à quitter Ernée. Quelle guerre affreuse! quels ennemis nous avions ! On était obligé de dérober à leur fureur un mourant qui les avait si généreusement combattus, et qui, tant de fois, les avait épargnés! Ainsi, je fus condamnée à voir ses derniers moments troublés et hâtés par l'agitation de ce funeste voyage. Je me mis d'abord dans la voiture, sur un matelas, auprès de M. de Lescure : Agathe était de l'autre côté. Il souffrait et gémissait. Tous nos amis me représentèrent que le chirurgien était plus utile que moi, et que je l'empêchais de donner les secours nécessaires. On me fit sortir de la voiture; il prit ma place; on me remit à cheval : ma mère, le chevalier de Beauvolliers, MM. Jagault, Durivault, le chevalier de Mondyon, m'entouraient et prenaient soin de moi. Je ne voyais rien; j'étais anéantie; je ne distinguais ni les objets ni même ce que j'éprouvais intérieurement : tout était enveloppé dans un nuage sombre, dans un vague affreux.

J'avouerai que, ce jour-là, trouvant sur la route les corps de plusieurs républicains, une sorte de rage secrète et involontaire me faisait, sans rien dire, pousser mon cheval de manière à fouler aux pieds ceux qui avaient tué M. de Lescure.

Au bout d'une heure environ, j'entendis quelque bruit dans la voiture et des sanglots : je voulus m'y élancer. On me dit que M. de Lescure était dans le

même état ; que le froid l'incommoderait si l'on ouvrait la portière : on m'éloigna. Je me doutai de mon malheur, mais je n'osai insister ; je craignais la réponse qu'on me ferait ; je repoussais et n'osais envisager le triste soupçon qui avait traversé mon âme ; j'étais sans nulle force : je m'abandonnai à ce qu'on voulut faire de moi.

Je demeurai sept heures à cheval auprès de cette voiture. Le temps était pluvieux. En approchant de Fougères, nous sûmes que la ville avait été prise après un combat qui avait été meurtrier pour les républicains. Ils avaient élevé quelques remparts en terre devant l'entrée, et nos gens avaient fait dans ces fortifications une ouverture où un seul chariot pouvait passer : ainsi il y avait beaucoup d'encombrement à notre arrivée. On nous dit qu'il fallait bien deux heures avant que la voiture pût entrer dans la ville ; il était même presque impossible de passer à cheval. On me supplia de m'en aller à pied. Je souffrais des douleurs de reins insupportables. On me représenta que c'était un devoir de me conserver pour l'enfant dont j'étais grosse, et dont j'avais tant exposé l'existence. Je me laissai conduire, en exigeant du chevalier de Beauvolliers sa parole d'honneur qu'il me mènerait auprès de M. de Lescure, dès que la voiture serait arrivée. Ma mère s'y opposait ; déjà plus d'une fois elle avait voulu m'arracher de ce spectacle de douleur.

Quand je voulus marcher, j'éprouvai que cela m'était comme impossible ; la souffrance et la fa-

tigue m'avaient courbée; je ne pouvais me relever. Il était nuit close. La foule et l'obscurité furent cause que, séparée de ma famille et de mes gens, le chevalier de Beauvolliers se trouva seul par hasard près de moi; il voulut essayer de me porter; mais bien qu'il fût très-robuste, il était lui-même tellement abattu, qu'il ne put y réussir. Nous arrivâmes, en nous traînant, dans la première maison de Fougères. De bons soldats qui y étaient logés me firent chauffer, me donnèrent un peu de vin, et prirent soin de moi jusqu'au moment où une voiture, envoyée par ma mère, vint me prendre et me conduire au logement qu'elle avait dans la ville. J'y trouvai un lit préparé : on voulut me faire coucher. Je me mis auprès du feu, sans rien dire. Je demandais, de temps en temps, si la voiture de M. de Lescure arrivait. Quand je l'entendis, je fis sortir tout le monde, et je demandai au chevalier de Beauvolliers de remplir sa promesse; lui seul alors et moi nous ignorions que c'en était fait. Il sortit; un instant après il rentra baigné de larmes, me prit les mains, et me dit qu'il fallait songer à sauver mon enfant. Tout le monde rentra; on me mit au lit.

En effet, le moment où j'avais entendu du bruit dans la voiture avait été le dernier pour M. de Lescure. Le chirurgien était sorti; Agathe avait voulu en faire autant; mais songeant ensuite qu'en la voyant je serais sûre de mon sort, elle avait eu le courage de passer sept heures de suite sans

quitter cette malheureuse place : en descendant, elle resta évanouie pendant plus de deux heures. Elle avait été élevée avec M. de Lescure, dès son enfance.

La chambre où j'étais couchée, à Fougères, servait de passage. Les allées et venues continuelles, la présence de nos gens qui traversaient, bien qu'ils n'osassent me parler, étaient un supplice pour moi. Je crois pourtant que si j'étais restée livrée à mon désespoir, sans contrainte, je n'aurais pu y résister. Je commençais à sentir des douleurs qui semblaient annoncer une fausse couche; mes souffrances redoublées devenaient si violentes, qu'elles m'arrachaient des cris. On fit appeler M. Putaud, médecin, chez lequel nous logions. Il déclara que je ferais une fausse couche, si l'on ne me saignait à l'instant. M. Allard se trouvait là; et ne sachant pas où les chirurgiens étaient logés, il descendit dans la rue en criant : « Un chirurgien! au secours! « c'est une femme qui se meurt! » Un homme se présenta : il me l'amena sur-le-champ. Je n'ai jamais su le nom de ce chirurgien; mais sa figure et la frayeur qu'il me causa me sont encore présentes; il avait six pieds, un air féroce, quatre pistolets à sa ceinture et un grand sabre. Je lui dis que la saignée me faisait peur. « Hé bien ! moi, je n'ai « pas peur, dit-il; j'ai tué plus de trois cents hom- « mes à la guerre; encore ce matin j'ai coupé le « cou à un gendarme : je saurai bien saigner une « femme. Allons, donnez votre bras. » Je le ten-

dis, il me piqua; le sang sortait avec peine : je me trouvai mal. Cependant, à force de secours et de soins, on me sauva. Toute la nuit, M. Putaud me donna des soins empressés.

Le lendemain, MM. de la Rochejaquelein, de Baugé, Desessarts, et le chevalier de Beauvolliers, entrèrent dans ma chambre; ils s'assirent loin de moi, sans proférer une parole, en pleurant amèrement. Au bout d'un quart d'heure, Henri se leva et vint m'embrasser. « Vous avez perdu votre meil-« leur ami, lui dis-je; après moi, vous étiez ce « qu'il avait de plus cher en ce monde. » Il me répondit, avec un accent de douleur que jamais je n'oublierai : « Ma vie peut-elle vous le rendre? pre-« nez-la. » Le vieux M. d'Auzon vint m'embrasser aussi. Tout le monde pleurait; pour tous ceux qui l'avaient connu, la perte de M. de Lescure était un grand et sensible malheur.

Bientôt ce fut pour moi une sorte de consolation, que de parler sans cesse de M. de Lescure, de rappeler tous les souvenirs qui avaient rapport à lui, de me rapprocher de tous les objets qui lui étaient chers, d'entendre dire combien il était regretté, et combien il méritait d'admiration et de douleur. Ce sentiment ne me quittera jamais; il sera celui de ma vie entière : c'est lui qui m'a inspiré d'abord le besoin d'écrire ces récits.

J'avais toujours une terreur affreuse de voir le corps de M. de Lescure en proie aux outrages des républicains; je voulais le faire embaumer et le por-

ter avec moi dans la voiture : on s'y opposa, en me représentant les dangers où j'exposais l'enfant que je portais. Je fis promettre à M. l'abbé Jagault qu'il se chargerait de ce triste devoir. Il fit célébrer un service solennel à Fougères, et il y fit inhumer les entrailles. Le corps fut mis dans un cercueil et placé sur un chariot. On avait trouvé sur ce corps les marques du cilice que M. de Lescure avait porté dans sa jeunesse, à l'insu de tout le monde.

M. Jagault tomba malade quelques jours après à Avranches; on profita de cette circonstance pour faire disparaître si secrètement le cercueil, que malgré mes recherches je n'ai jamais pu savoir ni où ni comment. Je crois que ce fut mon père qui l'ordonna ainsi; il avait toujours fortement combattu mon dessein de ne pas m'en séparer, parce qu'il voyait que notre position rendait la chose impossible. Quoi qu'il en soit, c'est encore pour moi un sujet de regret d'ignorer où furent déposés ses restes : j'ai du moins la certitude qu'il ne sont pas tombés entre les mains des républicains, ce qui ne pouvait guère manquer d'arriver, sans les sages dispositions de mon père.

Les vives inquiétudes que l'on avait sur ma santé se calmèrent un peu; il ne me resta plus qu'une fièvre lente et continue, qui dura plus de six mois, et qui me réduisit à un état de faiblesse et d'étisie.

CHAPITRE XVIII.

Arrivée de deux émigrés envoyés d'Angleterre. — Route par Pontorson et Avranches. — Siége de Granville. — Retour par Avranches, Pontorson et Dol.

Je vais continuer mon triste récit. Il me semblait que mon malheur ne pouvait plus croître, mais les souffrances des Vendéens devaient encore augmenter beaucoup.

On s'occupa à Fougères de ce qui avait déjà été tenté à Laval, de remettre un peu d'ordre dans la conduite de l'armée. Il fut réglé que le conseil de guerre serait composé de vingt-cinq personnes : M. de Donnissan, mon père, gouverneur des pays conquis et président du conseil ; M. de la Rochejaquelein, général en chef ; M. Stofflet, major-général ; M. de Talmont, général de la cavalerie ; M. Dehargues, adjudant-général ; M. le chevalier Duhoux, adjudant en second ; M. de Beauvolliers ; trésorier-général ; M. d'Obenheim, commandant le génie ; M. de Marigny, commandant l'artillerie ; M. de Pérault, commandant en second ; M. Desessarts, commandant la division poitevine de M. de Lescure ; M. le chevalier de Beauvolliers, commandant en second ; M. de Villeneuve de Cazeau, com-

mandant la division de M. de la Rochejaquelein; M. de la Ville de Baugé, commandant en second; M. de Fleuriot, commandant la division de M. de Bonchamp; M. d'Autichamp, commandant en second; MM. de Lyrot, d'Isigny, de Piron, de Rostaing, le chevalier Destouches, ancien chef d'escadre; de la Marsonnière, Berard, aide-major de M. Stofflet, et M. de Lacroix. Le curé de Saint-Laud pouvait aussi assister au conseil de guerre.

Tous les officiers qui entraient au conseil devaient porter, comme marque distinctive, une ceinture blanche avec un nœud de couleur qui devait marquer la différence de grade. M. de la Rochejaquelein avait un nœud noir, M. Stofflet un nœud rouge, etc. Les officiers inférieurs avaient pour signe une écharpe blanche autour du bras. Tout cela était devenu nécessaire. Sur la rive gauche, chacun connaissait son chef; on marchait par paroisse. Depuis le passage de la Loire, il en était autrement : des paroisses entières avaient passé le fleuve, hommes, femmes et enfants; dans quelques autres, pas un individu n'avait suivi l'armée; des compagnies se trouvaient sans leurs commandants, et des commandants sans leurs compagnies.

Pendant les trois jours que l'on passa à Fougères, deux émigrés arrivèrent d'Angleterre. Je ne suis pas sûre de me rappeler précisément leur nom; cependant il me semble que c'étaient M. Freslon, conseiller au parlement de Rennes, et M. Bertin : tous deux étaient déguisés en paysans; les dépêches

étaient cachées dans un bâton creux. On lut d'abord une lettre du roi d'Angleterre, flatteuse pour les Vendéens, et où des secours leur étaient généreusement offerts. Une lettre de M. Dundas entrait dans de bien plus grands détails. Il commençait par redemander quels étaient notre but et notre opinion politique : il ajoutait que le gouvernement anglais était tout disposé à nous secourir ; que des troupes de débarquement étaient prêtes à se porter sur le point que nous désignerions ; il indiquait Granville, comme lui paraissant préférable à tout autre. Les deux envoyés étaient autorisés à convenir, avec les généraux, des mesures nécessaires pour concerter le débarquement, et l'on nous marquait que ce qu'ils nous promettraient serait en effet accompli!

Lorsque les deux émigrés eurent remis les dépêches anglaises, et donné quelques explications, ils cassèrent le bâton plus bas, et en tirèrent une petite lettre de M. du Dresnay, un des principaux émigrés bretons, qui avait eu beaucoup de rapports directs avec le ministère anglais, et qui se trouvait pour lors à Jersey. M. du Dresnay mandait aux généraux qu'il ne fallait pas avoir confiance entière aux promesses des Anglais ; qu'à la vérité, tous les préparatifs d'un débarquement étaient faits, que tout semblait annoncer qu'on s'en occupait réellement; mais qu'il voyait si peu de zèle et de véritable intérêt pour nous, qu'on ne devait pas compter absolument sur ces apparences. Il ajoutait que les émigrés continuaient à être traités comme avant

par le gouvernement anglais; que de tous ceux qui étaient à Jersey aucun ne pouvait obtenir la permission tant désirée de passer dans la Vendée, et que même on venait d'en désarmer un grand nombre. Nous apprîmes aussi, par cette lettre, que les princes n'étaient point encore en Angleterre.

Les deux émigrés dirent qu'ils partageaient entièrement l'opinion de M. du Dresnay, et qu'il était impossible de ne pas avoir des doutes, sinon sur la bonne foi, du moins sur l'activité des Anglais à nous servir. Ils furent déchirés de la situation de l'armée, montrèrent peu d'espoir et beaucoup de tristesse. Ainsi leur mission porta le même caractère que celle de M. de Tinténiac.

Mais cependant il fallait bien accepter les offres des Anglais, tout en n'y prenant pas une confiance entière. Dans la position désespérée où se trouvait l'armée, on pensa que c'était encore la chance la plus favorable qui pût être tentée. Ce qui détermina surtout les généraux, ce fut l'espoir de prendre et de conserver, avec l'aide des Anglais, un port où l'on pourrait déposer la foule nombreuse des femmes, des enfants, des blessés, qui embarrassaient la marche de l'armée. On avait déjà parlé de Granville; M. d'Obenheim la disait facile à surprendre. On se décida pour cette attaque : les signaux furent convenus avec les deux envoyés; si la ville était prise avant l'arrivée des secours, tout de suite un drapeau blanc, élevé entre deux drapeaux noirs, devait en avertir les Anglais.

On répondit avec respect et reconnaissance au roi d'Angleterre. Un mémoire pour M. Dundas fut rédigé avec détail; on l'assurait encore une fois que les Vendéens n'avaient d'autre intention que de remettre le roi sur le trône, sans s'occuper du mode de gouvernement qu'il lui plairait d'établir pour le bonheur de son peuple; on demandait, plus que toute chose, un prince de la maison royale pour commander l'armée, ou l'envoi d'un maréchal de France, qui fît cesser le conflit des prétentions personnelles; on sollicitait ensuite des renforts en troupes de lignes, ou du moins en artilleurs ou ingénieurs; enfin, l'on exposait à quel point on était dénué de munitions, d'effets militaires et même d'argent, et l'on disait que cinq cent mille francs seulement seraient une grande ressource.

Les deux émigrés furent chargés de remercier verbalement M. du Dresnay. Toutes ces dépêches furent rédigées par le chevalier Desessarts, dans un conseil présidé par mon père, et signées de tous les membres du conseil.

Une autre mission moins importante avait précédé celle-là de quelques jours. M. de Saint-Hilaire, officier de marine, était arrivé à Saint-Florent, à la nage, pendant le passage de la Loire. Il n'était point chargé, comme M. Bertin, de traiter entre les Anglais et les Vendéens; il n'avait même aucune dépêche des ministres; mais il apportait un bref du pape, adressé aux généraux. Ce bref portait que le soi-disant évêque d'Agra, ce prétendu

vicaire apostolique, était un imposteur sacrilége. Le curé de Saint-Laud fut appelé pour lire ce bref, qui était en latin, comme cela est d'usage. Les généraux demeurèrent confondus d'étonnement, et furent embarrassés de ce qu'ils avaient à faire : ils se résolurent à tenir la chose secrète, de peur de trop de scandale, et de l'effet que produirait cette nouvelle dans l'armée. On en parla si peu, que je ne le sus qu'à Pontorson, où M. de Baugé me confia le tout, en me disant que, si on prenait Granville, on embarquerait secrètement l'évêque. On était indigné de ce qu'il avait abusé toute l'armée dans une matière si sainte et si respectable. D'ailleurs, on croyait que son mensonge était lié à quelque trahison concertée avec les républicains.

Ainsi, depuis Saint-Florent, on commença à le traiter froidement, à lui retirer toute confiance : cela ne fit pas un grand changement, car déjà la nullité de ses talents et de son caractère, et les menées du curé de Saint-Laud, avaient détruit peu à peu presque toute son influence. Il avait fait un séjour à Beaupréau, qui lui avait nui aussi. Au lieu de s'y contraindre, et d'être édifiant et régulier comme il l'était toujours à Châtillon, il s'était livré à la société, et avait passé cinq semaines sans dire la messe. Madame d'Elbée m'avait raconté cela confidemment quand je la vis à Beaupréau. Cependant on avait toujours conservé de l'affection pour lui, parce qu'il était doux et bon homme : même après l'arrivée du bref, quelques personnes le plai-

gnaient et savaient mauvais gré au curé de Saint-Laud, qui, à ce que l'on supposait, se doutant de la fraude, parce que la jalousie l'avait rendu meilleur observateur, avait trouvé moyen d'écrire secrètement en cour de Rome pour solliciter le bref; ce qui, je crois, lui a été impossible. L'évêque s'aperçut bientôt que l'on savait quelque chose, et il fut encore bien plus sûr de sa perte lorsqu'en passant à Dol il y fut reconnu : c'était là qu'étant vicaire il avait prêté le serment que, depuis, il avait rétracté. Alors il devint profondément triste, bien que toujours calme en apparence.

Il y eut encore à Fougères une négociation d'un autre genre. M. Allard avait fait prisonnier un avocat de Normandie, qu'on avait enrôlé par force dans un bataillon : cet homme offrit de rendre un grand service aux Vendéens; il raconta qu'il était fort lié avec un M. Bougon, procureur-syndic du Calvados, qui avait pris une grande part à la révolte de ce département, au mois de juin 1793; il dit que M. Bougon serait heureux de rejoindre l'armée, et qu'il serait sûrement très-utile par ses talents, son courage et son influence dans le Calvados; il demandait un sauf-conduit pour aller le chercher : on hésita longtemps, enfin on le lui accorda. M. Bougon arriva : c'était en effet un homme de beaucoup d'esprit; il parlait facilement, et semblait aussi propre à l'exécution qu'au conseil. Il proposa de marcher en Normandie, et assura qu'on y exciterait facilement une insurrection. Son projet

séduisit plusieurs chefs. M. de Talmont surtout s'engoua beaucoup de M. Bougon ; mais on avait promis d'attaquer Granville, il n'y avait plus à revenir.

On partit de Fougères après un repos de trois jours, et l'armée fut dirigée sur Granville. Elle arriva à Dol, et y séjourna un jour ; ensuite on passa à Pontorson, et de là à Avranches. On trouva quelque résistance dans cette dernière ville ; cependant la garnison se retira avant que le combat fût engagé. Les prisons de la ville étaient pleines de détenus, qui furent mis en liberté. Un détachement de cavalerie se porta au Mont-Saint-Michel, et délivra de malheureux prêtres qu'on avait entassés dans cette forteresse : ils avaient eu tant à souffrir, que la plupart d'entr'eux se trouvèrent hors d'état de suivre leurs libérateurs.

Tout ce qui ne pouvait point combattre resta à Avranches avec les bagages, et l'armée marcha sur Granville, au nombre de trente mille hommes à peu près. L'attaque commença à neuf heures du soir : rien n'avait pu être préparé ; quelques échelles étaient le seul moyen qu'on avait pour entrer dans une ville entourée de fortifications. Cependant la première ardeur des soldats fut telle, que les faubourgs furent emportés, et qu'ils escaladèrent les premiers ouvrages de la place, en plantant des baïonnettes dans les murs ; quelques-uns même parvinrent sur le rempart avec M. Forestier ; mais un déserteur, qui avait encore sa veste blanche, ayant

crié : « Nous sommes trahis ! sauve qui peut ! » nos gens reculèrent ; M. Forestier fut culbuté dans le fossé, et y resta trois heures évanoui. En vain M. Allard brûla la cervelle à ce déserteur ; les Vendéens, qui avaient été d'abord emportés par un mouvement rapide, eurent ainsi le temps de réfléchir sur leur témérité, et s'arrêtèrent dans leur attaque. Les républicains se défendirent obstinément ; ils parvinrent à mettre le feu dans les faubourgs. Le désordre commença alors dans l'armée vendéenne ; les soldats, que leur premier élan n'avait pas conduits à la victoire, se découragèrent suivant leur coutume. L'attaque sur laquelle on comptait le plus, le long d'une plage que la marée laissait découverte, fut manquée, parce que deux petits bâtiments, arrivés de Saint-Malo, couvrirent ce point de leur feu, et démontèrent les batteries des Vendéens. On attendit vainement le secours des Anglais : leur grande expédition ne pouvait être arrivée ; mais comme ils entendaient le canon à Jersey, il leur était possible d'envoyer des vaisseaux et des renforts ; l'apparence seule d'un secours nous eût fait triompher. Peu à peu l'armée commença à se débander : la longue portée des canons de rempart, auxquels nos gens n'étaient pas accoutumés, les rebutait. Les chefs et les officiers redoublèrent d'efforts et de courage pour maintenir les soldats. L'évêque d'Agra parcourait les rangs en exhortant les soldats, et cherchait une mort que sa position lui faisait désirer. Les Suisses firent des prodiges de

valeur; il y en eut vingt de tués. Cette malheureuse attaque se continua pendant la journée du lendemain et la nuit suivante, parce qu'on attendait les Anglais. MM. de Pérault, Roger-Mouliniers, de Villeneuve, le chevalier de Beauvolliers, le respectable M. le Meignan, furent blessés; le nombre des assiégeants diminuait sans cesse par le combat ou la fuite. Enfin M. de la Rochejaquelein fut forcé de consentir à la retraite; les soldats ne voulaient plus continuer à se battre; l'attaque avait duré trente-six heures; il n'y avait aucun moyen de les retenir. On n'avait pas de vivres à leur distribuer; les munitions allaient manquer; on ne pouvait compter sur un secours actuel des Anglais; il fallut revenir à Avranches. Là, on parla du projet de M. Bougon, et on voulait l'adopter. M. de la Rochejaquelein partit sur-le-champ avec de la cavalerie pour s'emparer de la Ville-Dieu, sur la route de Caen; mais bientôt une sédition s'éleva dans l'armée. Dès qu'on vit qu'il était question de prendre une route qui ne ramenait pas au bord de la Loire, les paysans s'attroupèrent, et demandèrent à grands cris qu'on les conduisît dans leur pays, en se répandant en murmures contre les généraux qui les en avaient éloignés. Il fut impossible de songer à une autre marche qu'à celle qu'ils exigeaient de la sorte, et que la plupart des officiers préféraient aussi à toute autre. On fit de vains efforts; jamais on ne put faire entendre raison aux soldats; ils se seraient révoltés contre leurs chefs, plutôt que de les suivre en Nor-

mandie. Il fallut céder. On annonça, à la grande satisfaction de tous, que l'on allait retourner vers la Loire. Les soldats savaient qu'Angers était le poste le plus important sur la route, auprès de ce fleuve; ils criaient qu'ils y entreraient, même quand les murailles seraient de fer.

M. de la Rochejaquelein avait été jusqu'à la Ville-Dieu avec M. Stofflet; il n'y avait pas de garnison : les habitants se défendirent avec acharnement; ils prirent d'abord et massacrèrent quelques cavaliers qui étaient venus en éclaireurs. Quand on fut entré dans les rues, les femmes jetaient des pierres par les fenêtres. Henri leur cria plusieurs fois de se retirer, puisqu'on ne tirait pas sur elles; elles continuaient à s'obstiner. On fit tirer quelques coups de canon dans la rue, et elles cessèrent. Le pillage fut permis dans cette ville; mais nos gens ne firent aucun mal aux habitants. M. de la Rochejaquelein apprit bientôt ce qui se passait à Avranches, et fut contraint de revenir.

Le lendemain on prit la route qui mène à Pontorson. Six cents républicains étaient venus, avant le jour, pour couper un pont qui est à une lieue d'Avranches; mais Lejeay l'aîné étant avec sa compagnie de cavalerie couché près de là, entendit du bruit, et, ayant rassemblé quelque infanterie, courut sur l'ennemi avec M. Forestier. Ils poursuivirent les Bleus si vivement, qu'il ne s'en sauva que dix; ils allèrent jusqu'auprès de Pontorson; et étant tous déux seuls en avant, ils se trouvèrent, au dé-

tour du chemin, en face de l'armée ennemie. Ils voulurent revenir; mais Forestier avait un cheval rétif, qu'il ne put jamais faire retourner; il s'écria : « A moi, Lejeay! je suis perdu! » Lejeay revint, prit la bride du cheval : ils se sauvèrent au milieu d'une grêle de balles, et rejoignirent l'armée, qui s'avançait.

Les républicains essayèrent de défendre Pontorson; ils furent battus et perdirent beaucoup de monde, car ils furent chargés à la baïonnette dans les rues. J'arrivai en voiture sur les neuf heures du soir, comme le combat venait de finir. J'étais avec MM. Durivault et le chevalier de Beauvolliers, tous deux blessés, et une femme-de-chambre qui portait ma pauvre petite fille. La voiture passait à chaque instant sur des cadavres; les secousses que nous éprouvions lorsque les roues rencontraient ces corps, et le craquement des os qu'elles brisaient, faisaient une impression affreuse. Quand il fallut descendre, un cadavre était sous la portière; j'allais mettre le pied dessus, lorsqu'on le retira.

Forêt fut blessé à mort à Pontorson. On brisa un canon pour avoir des chevaux à mettre à sa voiture.

Le matin du lendemain on répandit le bruit que MM. de Talmont, de Beauvolliers l'aîné et le curé de Saint-Laud avaient quitté l'armée pour s'embarquer dans un bateau de pêcheur et se faire conduire à Jersey. Il n'y avait pas une heure qu'on

s'était aperçu de leur absence, que déjà Stofflet, resté seul pour commander l'arrière-garde, avait envoyé M. Martin à leur poursuite; et que, sans autre explication, il s'était emparé des chevaux de M. de Talmont, restés à Avranches; il avait aussi forcé la caisse de M. de Beauvolliers, et se mettait en devoir de prendre ou de distribuer tous les effets de ces messieurs, en les traitant de déserteurs. Ils arrivèrent au bout de trois heures d'absence, sans avoir été rencontrés par M. Martin, se plaignirent hautement du mauvais procédé que l'on avait pour eux, et des propos que l'on se permettait. Ils se firent restituer sur-le-champ ce qui leur appartenait.

Ils racontèrent, pour se justifier, que madame de Cuissard, sa fille, madame de Fey et mademoiselle Sidonie de Fey, avaient voulu s'embarquer, et s'étaient adressées à M. de Talmont pour qu'il leur en donnât les moyens. Il avait fait marché avec un patron qui avait promis de passer ces dames à Jersey; et le lendemain, dans la nuit, il les avait conduites au rivage, en priant M. de Beauvolliers et quelques cavaliers de les accompagner. Le bateau n'avait pu s'approcher de terre à cause de la marée. Le pêcheur avait crié qu'on pouvait, sans danger, venir à cheval jusqu'auprès de la barque: ces dames n'avaient pas osé. Pendant qu'elles hésitaient, on aperçut, de loin, les hussards républicains, et il avait fallu revenir précipitamment.

Cette affaire fit d'abord un grand bruit dans l'ar-

mée. Beaucoup de personnes ne voulurent pas croire à la justification de ces messieurs. Cependant j'ai toujours été persuadée qu'ils avaient dit la vérité; leur récit avait toute sorte de vraisemblance. M. de Talmont était fort lié avec ces dames; il était tout-à-fait naturel qu'il n'eût pas songé, en leur rendant service, à ce qu'on en pourrait dire ou penser. Pour M. de Beauvolliers, il avait à l'armée deux frères qu'il aimait tendrement; sa femme et sa fille étaient prisonnières à Angers, et il ne cessait d'insister pour qu'on y marchât, afin de les délivrer. Il laissait la caisse de l'armée; M. de Talmont et lui n'avaient pas même emporté un portemanteau. D'ailleurs, ces messieurs avaient tous les deux beaucoup trop d'honneur pour être capables d'une pareille fuite. Il n'y avait pas quatre jours que tous les officiers de l'armée s'étaient juré de ne point s'abandonner, quelque chose qui pût arriver.

On fut surpris que Stofflet, qui était l'homme le plus dévoué à M. de Talmont, se fût ainsi conduit envers lui; cependant tout reprit son cours ordinaire, et il vint à bout de regagner ses bonnes grâces. Cette caisse de l'armée, dont Stofflet avait pris ainsi possession, renfermait quelques assignats endossés au nom du roi, le reste d'un million en billets royaux que nous avions faits à Laval, et peut-être 50,000 livres en argent, offertes sur notre route par quelques personnes zélées pour nous. Les billets royaux servaient à payer les vêtements des

soldats et les réquisitions; mais ni soldats ni officiers n'avaient de paie. Quand quelqu'un de l'armée n'avait rien, il le disait franchement, et on lui donnait quelques secours modiques.

On passa un jour à Pontorson. Je me souviens que M. de la Rochejaquelein vint me voir, et me donna un exemple de ces répugnances physiques qu'aucun courage ne peut surmonter. On m'avait apporté un écureuil d'une espèce étrangère, tout rayé de noir et de gris, qui avait été trouvé dans la chambre de la femme d'un officier républicain; il était apprivoisé, et je le tenais sur mes genoux. Sitôt que Henri entra et qu'il vit ce petit animal, il devint pâle, et me raconta, en riant, que la vue d'un écureuil lui inspirait une horreur invincible. Je voulus lui faire passer la main sur son dos; il s'y résolut, mais il était tremblant. Il convint, avec grâce et simplicité, de cette impression involontaire, sans songer à rappeler, même indirectement, que cela était plus singulier dans lui que dans un autre.

Le soir, je trouvai un vieux paysan angevin, qui était à l'armée avec cinq fils : l'un d'eux était blessé; les autres le portaient et soutenaient aussi leur père : je cédai ma chambre à cette respectable famille, et je m'en allai coucher dans une grande salle sur un matelas.

Nous arrivâmes à Dol, d'autant plus fatigués, qu'il ne s'était pas trouvé de vivres à Pontorson. J'entrai dans une chambre où était déjà le chevalier de Beauvolliers, qui souffrait toujours de sa

blessure. Un instant après, Agathe arriva en pleurant; elle me dit qu'il y avait dans la cuisine un pauvre jeune homme qu'on allait fusiller, et qui paraissait n'être pas coupable; elle me pria de l'entendre. Il entra, et se jeta d'abord à mes pieds : sa figure était douce et intéressante. Il raconta qu'il se nommait *Montignac*; qu'on l'avait forcé de s'enrôler dans un bataillon à Dinan; que, pour pouvoir passer chez les Vendéens, il s'était fait envoyer à Dol; qu'à l'arrivée de notre avant-garde, il avait quitté les gendarmes avec lesquels il était, pour venir au-devant de nos cavaliers; que le premier qu'il avait rencontré était un grand jeune homme vêtu d'une redingote bleue et portant une écharpe blanche et noire. Il avait déclaré à ce jeune homme qu'il voulait servir avec les Vendéens. Alors M. de la Rochejaquelein, car je connus que c'était lui, avait ordonné à un cavalier de prendre soin du nouveau venu. En rentrant à Dol, Montignac perdit de vue son cavalier. Il avait voulu changer de vêtement. Il avait vu une vingtaine de soldats chez un marchand de draps, où ils prenaient ce qui leur convenait; encouragé par eux, il avait emporté une pièce d'étoffe. Un officier l'avait rencontré, et l'avait conduit au conseil comme pillard. Il avait encore un habit de volontaire; on le prit pour un transfuge qui venait donner un mauvais exemple à nos gens : il fut condamné.

Comme il achevait son récit, Agathe rentra en criant : « Madame! voilà les Allemands qui vien-

« vient le chercher pour l'exécuter ! » Il se jeta de nouveau à mes pieds : je résolus de le sauver. Je montai chez mon père, où se tenait le conseil. Quand je fus là, au milieu des généraux, on me demanda ce que je voulais. Je n'osai pas m'expliquer, et je répondis que je venais chercher un verre d'eau. Je redescendis, et, d'un ton d'autorité, je dis aux Allemands : « Retirez-vous : le conseil met « le prisonnier sous la garde du chevalier de Beau- « volliers. » Ils se retirèrent. J'envoyai chercher M. Allard, et je le priai d'arranger, avec M. de la Rochejaquelein, toute cette affaire. Je fus heureuse de sauver ce jeune homme. La veille, j'avais été fort touchée en voyant passer devant mes fenêtres trois Mayençais qu'on menait au supplice, et qui s'y rendaient avec une noble et fière résignation. On les fusillait à cause du serment qu'ils avaient fait, lors de la capitulation de Mayence, de ne point porter les armes contre les alliés.

CHAPITRE XIX.

Batailles de Dol. — Marche par Antrain, Fougères et la Flèche. — Siége d'Angers.

Sur les neuf heures du soir, l'alarme se répandit dans la ville. Une patrouille de hussards républicains, profitant de la négligence incorrigible avec laquelle nos soldats se gardaient, s'avança jusqu'à l'entrée de la ville. On cria : *Aux armes!* En un clin-d'œil l'armée fut sur pied, et les hussards s'enfuirent.

Les cris et le tumulte me réveillèrent : je m'étais endormie de fatigue, bien que je souffrisse de la faim. Ma mère me dit qu'on avait soupé, et que je trouverais à manger dans un seau de puits qui était là sur la table : on avait fait cuire du mouton et des pommes de terre; et comme on avait trouvé ce ragoût trop salé, on l'avait porté à la fontaine pour y ajouter de l'eau. Je me mis à pêcher, avec mon couteau, quelques pommes de terre; c'était là le souper que j'étais heureuse de trouver : souvent j'avais à regretter de pareils repas.

L'alerte des hussards avait fait soupçonner que l'armée républicaine s'avançait pour attaquer Dol.

Quelques officiers avaient été envoyés en reconnaissance; car il était impossible de faire faire ce genre de service aux soldats; souvent un seul officier, presque toujours l'infatigable M. Forestier, se portait en avant pour reconnaître l'ennemi. La patrouille revint au galop vers minuit, en annonçant qu'il fallait se préparer à soutenir l'attaque d'une armée nombreuse, qui s'approchait de Dol.

La ville est formée d'une seule rue, extrêmement large, qui est la grande route de Dinan; du côté opposé, la route se divise, presque à l'entrée de la ville, en deux branches : l'une va à Pontorson et Avranches, l'autre à Antrain et Fougères.

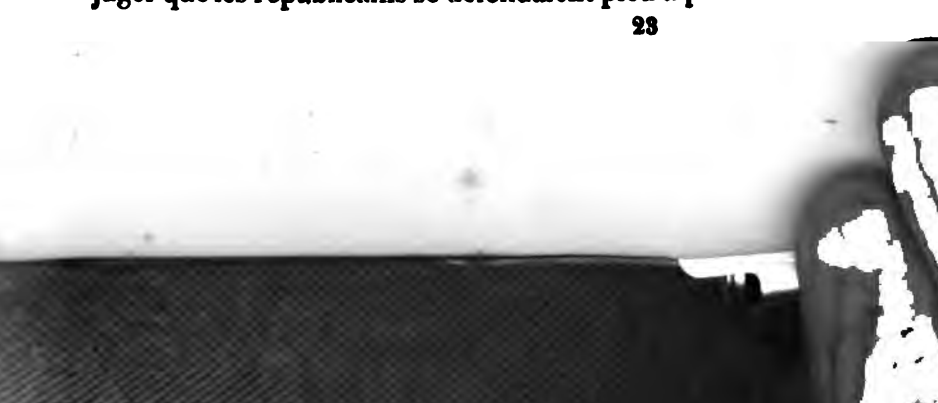
On vit bien que l'affaire allait être terrible, et que nous étions tous perdus si la victoire n'était pas à nous : toutes les mesures furent prises avec soin. Comme on pouvait éprouver un revers, les femmes, les blessés, tout ce qui ne combattait pas, sortit des maisons, et se rangea le long des murs. Les bagages, les chariots, l'artillerie de rechange, formaient une file au milieu de la rue. La cavalerie, qui jamais ne se mettait en ligne au commencement de l'action, parce qu'elle était mal montée et peu formée aux manœuvres, était placée sur deux rangs, de chaque côté, entre les canons et les femmes. Les cavaliers avaient le sabre à la main, et se tenaient prêts à déboucher dès que l'ennemi aurait commencé à plier.

Pour animer tous les soldats, on fit parcourir la ville par vingt tambours qui battaient la charge;

enfin, au moment où les Vendéens se rangeaient à l'entrée de la ville, l'attaque commença au milieu d'une nuit obscure.

Ce moment était terrible : les cris des soldats, le roulement des tambours, le feu des obus, qui jetait sur la ville une lueur sombre, le bruit de la mousqueterie et du canon, l'odeur et la fumée de la poudre, tout contribuait à l'impression que recevaient de ce combat ceux qui attendaient de son issue la vie ou la mort. Au milieu du bruit, nous gardions un morne silence. Déjà nous avions passé une demi-heure dans cette cruelle attente, lorsque nous entendîmes tout-à-coup crier à l'entrée de la ville : « En avant la cavalerie! *Vive le roi!* » Cent mille voix, hommes, femmes, enfants, répétèrent sur-le-champ ce cri de *vive le roi!* qui nous apprenait que nos braves défenseurs venaient de nous sauver du massacre. Les cavaliers partirent au grand galop, en criant avec enthousiasme : *Vive le roi!* Ils agitaient leurs sabres, que la lueur du feu faisait briller dans l'obscurité. Un rayon d'espérance ranima tous les cœurs : les femmes rentrèrent dans les maisons. M. Durivault vint me retrouver. « En « voilà bien assez pour un blessé, » me dit-il. C'était en effet un grand acte de dévouement, que d'aller se battre dans l'état où il était. Il m'apprit que les Bleus étaient en pleine retraite.

Tout le reste de la nuit nous écoutâmes le canon, dont le bruit, s'éloignant lentement, nous faisait juger que les républicains se défendaient pied à pied.



Vers le matin ils avaient pourtant reculé de deux lieues. Un brouillard épais se leva en ce moment; et peu après, un domestique de mon père arriva en toute hâte, et nous dit secrètement de sa part qu'il fallait sur-le-champ monter à cheval et fuir, parce que nos soldats étaient en déroute. On me plaça sur un cheval; et voyant que ma mère et mon entourage habituel allaient me suivre, je sortis. La fatale nouvelle s'était déjà répandue dans la ville : une foule immense remplissait la rue et s'enfuyait; je me trouvai bien vîte entraînée par tous ces fugitifs. Les soldats, les femmes, les blessés, tous étaient pêle-mêle, et je fus poussée seule au milieu de trois ou quatre cents cavaliers qui semblaient vouloir se rallier, et qui criaient d'une voix lugubre : « Allons, les braves, à la « mort! » Ce n'était point un cri de guerre propre à encourager : aussi fuyaient-ils comme les autres.

J'étais vêtue en paysanne; j'avais adopté cet habit grossier pour remplacer le deuil, et parce qu'il pouvait aussi aider à me sauver en cas d'accident. Le chagrin et la fièvre lente qui me consumaient contribuaient, plus encore que mon vêtement, à me rendre méconnaissable. J'étais là toute troublée parmi ces cavaliers, sans savoir à qui m'adresser, sans reconnaître personne. Un cavalier leva son sabre sur moi, en me disant : « Ah! poltronne de « femme, tu ne passeras pas! — Monsieur, je suis « grosse et mourante; prenez pitié de moi! —

« Pauvre malheureuse ! je vous plains ! » répondit-il, et il me laissa aller.

Je fus encore arrêtée et insultée plus d'une fois. Les soldats, tout en s'enfuyant, reprochaient injustement aux femmes d'en faire autant, et d'être cause de la déroute par leurs frayeurs. Enfin, je parvins au bas de la ville, sur la route de Dinan. Il y a là un petit pont; j'y trouvai M. de Pérault, qui, tout blessé qu'il était, faisait placer des pièces pour protéger la retraite, dans le cas où les Bleus parviendraient à s'emparer de la ville; il commandait tous ses canonniers avec beaucoup de sang-froid, et il exhortait les soldats à retourner au combat

A quelques pas de là, je vis M. du Chesne de Denant, âgé de seize ans, aide-de camp de M. de Talmont, qui s'employait avec ardeur à rallier les fuyards; il les menaçait, les encourageait, les poussait en avant, leur donnait des coups de plat de sabre : il ne me reconnut pas. « Que les femmes « s'arrêtent aussi, disait-il, et qu'elles empêchent « les hommes de fuir ! » Je me plaçai à côté de lui, et j'y restai trois quarts d'heure sans rien dire, témoin de tous ses efforts. Il parvint à faire rétrograder quelques soldats.

J'aperçus là Montignac; il se jeta à la bride de mon cheval, en disant : « Vous êtes ma libératrice, « je ne vous quitte pas : nous périrons ensemble. » Je n'étais pas encore bien sûre de lui : « Ce n'est « pas ici que vous devez être, lui répondis-je; si « vous n'êtes pas un traître, allez vous battre. »

Il n'avait pas d'armes; je lui dis que malheureusement nos soldats jetaient assez de fusils pour qu'il en trouvât. En effet, il en ramassa un, l'éleva d'un air content en passant auprès de moi, et courut au combat, où il se conduisit bravement : il tua deux cavaliers et prit leurs chevaux.

C'était un affreux spectacle que cette déroute : les blessés qui ne pouvaient se traîner se couchaient sur le chemin; on les foulait aux pieds; les femmes poussaient des cris, les enfants pleuraient, les officiers frappaient les fuyards. Au milieu de tout ce désordre, ma mère avait passé sans que je la reconnusse. Un enfant avait voulu l'arrêter et la tuer, parce qu'elle fuyait; elle rencontra M. de Marigny, qui lui fit faire place; et comme son cheval était bon, elle se trouva bientôt à la tête de la déroute. Quelle fut alors sa suprise de voir M. Stofflet, toujours si brave, qui, dans ce moment, fuyait des premiers, tout égaré! Elle lui témoigna son étonnement de le rencontrer en une telle place. Il parut très-honteux, revint sur ses pas ainsi qu'elle, et se mit à rallier les fuyards. On fit alors un dernier effort pour les ramener. M. de Marigny, avec sa taille d'Hercule, était là, le sabre à la main, comme un furieux : M. d'Autichamp et la plupart des chefs couraient après les fuyards pour les rallier. On représentait aux soldats qu'ils étaient sans asile, que Dinan était une place forte, qu'ils allaient être acculés à la mer et massacrés par les Bleus; on leur disait que c'était abandonner une victoire

déjà remportée; on les assurait que leur général se défendait encore sans avoir reculé : enfin, ayant, à force de prières, obtenu un moment de silence pour écouter le bruit du canon, ils s'assurèrent par eux-mêmes qu'il ne s'était pas rapproché. « Abandonnerez-vous votre brave général? leur dit-on. « — Non, s'écrièrent mille voix : *Vivent le roi et M. de la Rochejaquelein!* » et l'espérance rentra dans les cœurs. Sur toute la route, dans la ville, derrière les combattants, on leur répétait les mêmes discours. Mon père était à l'embranchement de deux routes, au-dessus de la ville, pour arrêter ceux qui voulaient encore fuir.

Les femmes ne montraient pas moins d'ardeur à rappeler les soldats à leur devoir : ma mère les exhortait sans se décourager; madame de Bonchamp, qui était dans la ville, ralliait les gens de l'armée de son mari. Malgré mon peu de bravoure, j'eus bien aussi le désir de m'opposer à la déroute; mais j'étais si faible et si malade, que je ne pouvais me soutenir. Je voyais de loin quelques personnes de ma connaissance; je n'osais me remuer pour aller les joindre, de peur d'accroître le désordre et d'avoir l'air de fuir. Un grand nombre de femmes firent des prodiges de force et de caractère : elles arrêtaient les fuyards, les battaient, s'opposaient à leur passage. Je vis la femme-de-chambre de madame de la Chevalerie prendre un fusil, mettre son cheval au galop, en criant : « En avant! au feu les Poitevines! »

Les prêtres exercèrent une bien plus grande influence encore : c'est la seule fois que je les ai vus mêlés aux combattants, employant tous les moyens de la religion pour les animer ; et je ne pense pas qu'on puisse leur faire le reproche calomnieux d'avoir alors fanatisé l'armée, comme le disaient les Bleus. Pendant l'instant où l'on faisait un peu de silence pour écouter le canon, le curé de Sainte-Marie-de-Ré monta sur un tertre auprès de moi ; il éleva un grand crucifix, et, d'une voix de Stentor, se mit à prêcher les Vendéens. Il était hors de lui-même, et parlait à la fois en prêtre et en militaire : il demanda aux soldats s'ils auraient bien l'infamie de livrer leurs femmes et leurs enfants au couteau des Bleus ; il leur dit que le seul moyen de les sauver était de retourner au combat. « Mes en-« fants, disait-il, je marcherai à votre tête, le cru-« cifix à la main ; que ceux qui veulent me suivre « se mettent à genoux, je leur donnerai l'absolu-« tion : s'ils meurent, ils iront en Paradis ; mais « les poltrons qui trahissent Dieu et qui abandon-« nent leurs familles, les Bleus les égorgeront, et « ils iront en Enfer. » Plus de deux mille hommes qui l'entouraient se jetèrent à genoux ; il leur donna l'absolution à haute voix, et ils partirent en criant : « *Vive le roi!* nous allons en Paradis ! » Le curé était à leur tête, et continuait à les exciter.

Nous demeurâmes en tout pendant plus de six heures épars dans les prairies qui bordent la route, en attendant notre sort. De temps en temps on ve-

nait nous apprendre que nos gens conservaient toujours l'avantage. Cependant nous n'osions pas rentrer dans la ville. Enfin on sut que la victoire était complète, et que les républicains s'étaient retirés. Nous revînmes à Dol. Les soldats, les officiers, les prêtres, tout le monde se félicitait et s'embrassait : on remerciait les femmes de la part qu'elles avaient eue à ce succès. Je vis revenir le curé de Sainte-Marie, toujours le crucifix à la main, en tête de sa troupe; il chantait le *Vexilla regis*, et tout le monde se mettait à genoux sur son passage.

Nous sûmes alors tout ce qui s'était passé dans le combat. L'attaque avait commencé à minuit; les Vendéens s'étaient précipités avec fureur sur les républicains, et les avaient fait plier. L'obscurité de la nuit et l'acharnement des deux partis étaient tels, qu'au milieu de la mêlée des combattants s'étaient saisis corps à corps, et se déchiraient avec les mains. On avait pris des cartouches aux mêmes caissons. Des Vendéens étaient arrivés sur une batterie; les canonniers, les prenant pour des Bleus, avaient crié : « Camarades, rangez-vous, que nous « tirions! » Alors nos soldats, les ayant reconnus à la lueur du feu, les avaient massacrés sur les pièces.

A sept heures du matin, les républicains avaient été repoussés jusqu'à deux lieues et demie de Dol sur les deux chemins. M. de la Rochejaquelein était à l'aile gauche, sur la route de Pontorson. Quand il vit les Bleus en pleine retraite de ce côté, il vou-

lut se porter vers la droite, au chemin d'Antrain, où il entendait encore un feu très-vif. La poudre venait d'y manquer; les artilleurs avaient envoyé des cavaliers au grand galop pour en rechercher. Le brouillard épais fit imaginer aux soldats que c'était un mouvement de la cavalerie ennemie; ils en furent épouvantés, et prirent la fuite. Les officiers coururent pour les rallier; on crut qu'ils fuyaient; la frayeur devint plus grande. La déroute commença : les plus braves s'y laissèrent entraîner. Ce fut là le spectacle qui s'offrit à Henri, lorsque, accompagné de M. Allard, du chevalier Desessarts et de quelques autres officiers, il se portait à la droite. Le désespoir s'empara de lui; il crut tout perdu, et résolut de se faire tuer. Il avança vers les Bleus pour chercher la mort, et demeura plusieurs minutes exposé en face d'une batterie, les bras croisés. M. Allard essayait vainement de le retenir, et le suppliait de ne pas se sacrifier. Cependant on entendait toujours un feu soutenu à l'extrémité de la droite. M. de la Rochejaquelein y courut; il y trouva M. de Talmont, qui, à la tête de quatre cents hommes, se maintenait avec une constance héroïque, faisant illusion aux républicains sur ses forces, à la faveur du brouillard qui leur cachait la fuite de nos gens. MM. de la Marsonnière et de Baugé ne l'avaient point abandonné, et à eux deux ils servaient une pièce dont les canonniers s'étaient enfuis.

Henri arriva au secours de M. de Talmont : sa

présence ramena quelques soldats. Un instant après, les fuyards, ralliés par leurs officiers, commencèrent à revenir, et alors l'affaire fut complètement décidée. S'il y avait eu moins de désordre, on aurait troublé la retraite des républicains, et obtenu un plus grand avantage; mais on ne put les poursuivre.

Ce combat fit un grand honneur à M. de Talmont. M. de la Rochejaquelein et toute l'armée se plurent à répéter cette vérité, qu'on lui devait notre salut. La vigueur avec laquelle M. Stofflet avait arrêté la déroute fit oublier qu'il avait commencé par s'y laisser entraîner. Quelques officiers ne reparurent plus, soit qu'ils se fussent enfuis trop loin pour rejoindre l'armée, soit que leur constance fût épuisée. On fut surpris de ne plus voir M. Keller, qui s'était toujours montré si brave. Il parvint jusqu'à Paris, s'y cacha pendant un an; il voulut ensuite aller rejoindre les Chouans en Bretagne, qui le prirent pour un espion, et le fusillèrent. M. Putaut, médecin de Fougères, chez qui j'avais logé, et qui commandait les Bretons, s'étant joint à l'armée lors de notre passage en cette ville, ne revint pas non plus : il s'était pourtant fort bien battu à Granville et à Pontorson. En 1792, il avait été dans la garde du roi, et s'était fait une grande réputation de duelliste contre les jacobins. Dans le peu de temps qu'il passa à l'armée, il montra un courage plein de jactance : il fut pris peu de temps après par les Bleus, et périt à Rennes sur l'échafaud. On perdit aussi beaucoup

d'autres officiers peu connus, qui disparurent. M. de S*** profita de l'occasion : on sut qu'il était parvenu sur la côte, et qu'il avait réussi à passer en Angleterre, où il se donna pour un des généraux.

J'avais grande envie d'essayer aussi si je pourrais aller chercher un asile en Angleterre; mais je ne connaissais personne dans le pays; je ne savais à qui me confier. Je voyais que les Bleus massacraient les femmes et les enfants qui tombaient entre leurs mains; j'espérais que l'armée pourrait rentrer en Poitou : je m'abandonnai au sort commun.

On passa une nuit assez tranquille. Le lendemain, les républicains ayant su ce qui s'était passé la veille dans la ville, revinrent encore attaquer, sur les dix heures du matin, par les deux routes. Les Vendéens combattirent avec courage, et le succès ne fut pas un instant douteux; mais l'ennemi se défendit avec tant d'opiniâtreté, que le combat dura quinze heures : il se termina par la déroute complète des Bleus, qui perdirent un monde prodigieux. On les poursuivit jusque dans Antrain, et ce fut dans la ville même qu'eut lieu le plus grand massacre.

J'avais eu la faiblesse de ne pas rester dans la ville; j'étais allée, avec ma mère et quelques autres femmes, attendre sur la route opposée le résultat de la bataille. M. de Saint-Hilaire commandait une patrouille sur cette route, pour observer si la garnison de Dinan se portait sur nos derrières : elle ne sortit pas, et M. de Saint-Hilaire parvint à ramas-

ser quelques vivres et du pain pour les blessés. On perdit deux braves officiers à ce combat. M. Dehargues, en poursuivant les hussards, fut emporté par son cheval, qui alla s'abattre au milieu de l'escadron ennemi : on le saisit sans qu'il pût se défendre. MM. de la Rochejaquelein et de la Roche-Saint-André furent aussi enveloppés par les hussards; ils se défendirent longtemps. Henri parvint à s'échapper, son cheval blessé, et revint sur-le-champ, avec quelques cavaliers, délivrer M. de la Roche-Saint-André, qui était mortellement blessé; mais il fit en vain poursuivre les hussards à toute outrance jusqu'au-delà de Pontorson, on ne put reprendre M. Dehargues. Son écharpe blanche l'avait fait reconnaître pour un chef, et il avait été sur-le-champ emmené au grand galop. Il périt à Rennes sur l'échafaud; il montra un grand courage, et, en recevant le coup, il cria : *Vive le roi!* C'était un bourgeois de la Châtaigneraie.

M. de la Rochejaquelein, après la victoire, ne ramena pas l'armée à Dol. Les bagages, les femmes, et tout ce qui ne combattait pas, quittèrent cette ville pour aller le rejoindre à Antrain. Les rues étaient encore pleines de sang et de morts quand nous y entrâmes; on n'y trouva aucune provision, et tout le monde souffrit beaucoup de la faim. Je vécus de quelques oignons que j'arrachai dans un jardin. Neuf Mayençais prisonniers furent condamnés à mort. Le curé de Sainte-Marie obtint la grâce de plusieurs d'entr'eux, qu'il avait demandée avec

la même chaleur qu'il avait mise à rallier l'armée.

Le lendemain, l'armée marcha sur Fougères, et l'occupa sans résistance; on y séjourna un jour. Un *Te Deum* fut chanté pour les victoires de Dol : ce fut une cérémonie déchirante, par le contraste qu'elle offrait avec notre situation désespérée.

De Fougères, nous nous rendîmes, par Ernée, à Laval; on y passa deux jours : de là à Sablé, puis à la Flèche. Dans toute cette route, on n'aperçut pas les Bleus : les défaites de Dol les avaient consternés; les restes de leur armée avaient couru s'enfermer à Angers, et le fortifiaient à la hâte. Quelques abattis d'arbres allumés se trouvaient sur plusieurs points de la route, mais pas un soldat ne les défendait.

Notre entrée dans toutes ces villes, que nous avions occupées peu de jours auparavant, était pour nous un spectacle d'horreur et de désespoir. Partout nos blessés, nos malades, les enfants qui n'avaient pu nous suivre, nos hôtes, ceux qui nous avaient montré quelque pitié, avaient été massacrés par les républicains. Chacun de nous continuait sa route avec la certitude de périr dans les combats, ou d'être égorgé plus tôt ou plus tard.

On se rendit de la Flèche sous les murs d'Angers. Nous couchâmes dans un village qui en était éloigné de deux lieues. Le lendemain, l'attaque commença. Les républicains avaient barricadé toutes les entrées, et protégé tous les endroits faibles par quelques fossés et des remparts en terre; ils avaient

des batteries fort bien placées, et se bornèrent à se défendre, sans tenter une seule sortie. Nos gens, qui s'attendaient à combattre corps à corps, et qui n'avaient jamais su attaquer la moindre fortification, se découragèrent dès qu'ils virent la bonne contenance des Bleus : le canon nous emportait beaucoup de monde, dès qu'on s'approchait. Les chefs voulurent en vain tenter un assaut général; jamais on ne put déterminer les Vendéens : ces malheureux, qui depuis Granville ne parlaient que de prendre Angers à tout prix, ne purent retrouver leur ardeur accoutumée. Le malheur, la faim, les misères de toute espèce, les avaient abattus; toutes les instances, toutes les menaces furent inutiles : on alla jusqu'à leur promettre le pillage de la ville; mais loin d'encourager les Vendéens, cette promesse, malgré l'horreur de notre position et les cruautés des Bleus, les scandalisa beaucoup. La plupart disaient que Dieu nous abandonnerait, s'il était question de pillage.

Notre artillerie cependant faisait bien son devoir, et tâchait de faire une brèche praticable. Les généraux, les officiers, la cavalerie qui avait mis pied à terre, continuaient l'attaque avec obstination; on ne pouvait pas entraîner les soldats en avant, mais on les maintenait.

Je m'étais avancée avec ma famille vers Angers, et toutes les personnes qui suivaient l'armée en avaient fait autant. Comptant sur un prompt et facile succès, nous étions tous entassés dans les fau-

bourgs. Les habitants n'y étaient plus; on les avait forcés à rentrer dans la ville; leurs maisons étaient démeublées; beaucoup même étaient brûlées. Nous portâmes de la paille dans une grande chambre; je me jetai dessus avec ma mère et une foule d'autres personnes. J'étais tellement accablée, que je dormis pendant plusieurs heures au bruit du canon. Nous en étions fort près; les boulets portaient près de nous.

Il y avait vingt heures que l'attaque durait, lorsque je me réveillai le lendemain matin : je montai à cheval, sans rien dire à personne, pour aller savoir quelques nouvelles; j'appris et je vis que nos soldats ne voulaient pas tenter l'assaut, et qu'il restait bien peu d'espoir. Ma tête s'égarait; j'avançais toujours. Je rencontrai le chevalier Desessarts, qui revenait blessé au pied; il me raconta que nos batteries ayant fait une petite brèche, MM. de la Rochejaquelein, Forestier, de Boispréau (1), Rhincs et

(1) La veille de l'attaque d'Angers, nous couchâmes, comme je l'ai dit, dans un petit village. On nous fit entrer dans une chambre dont s'étaient emparés quatre jeunes officiers. Ils nous la cédèrent, et voulaient se retirer. Comme il pleuvait à verse, nous leur dîmes de rester à se chauffer, car ils n'auraient pu trouver d'abri. Ils étaient fort gais, malgré notre affreuse position. L'un d'eux nous dit : « Je m'appelle de *Boispréau*, j'ai vingt ans, je suis de Paris. Je me suis engagé dans les hussards exprès pour passer aux royalistes; le régiment partait pour marcher contre eux. On me fit brigadier. A peine arrivés à Saumur, nous fûmes avec l'armée à Doué. On se mit en bataille. On disait qu'on allait être attaqué. Les hussards furent placés en avant sur les flancs. Je ne voyais ni n'entendais aucun ennemi. Je demandai comment on pouvait croire les Vendéens si proches; on me répondit : Ils nous entourent. Ils sont derrière les haies, dans les chemins creux, et prêts à nous attaquer. Fixez attentivement cette haie si près

lui, s'y étaient jetés : personne n'avait osé les suivre. MM. de Boispréau et Rhincs avaient été tués, lui blessé; les deux autres avaient eu bien de la

de nous, vous vous apercevrez qu'il y a quelque mouvement dans les branches. Eh bien! derrière il y a des brigands. Je me mis à faire des rodomontades; j'agitai mon sabre, et je disais que je voulais tous les tuer. Je m'avançais insensiblement. Quand j'eus franchi la moitié de l'intervalle, je mis mon bonnet au bout de mon sabre, et criant : *Vive le roi!* je traversai la haie, et je trouvai derrière une centaine de paysans.

« Le combat commença aussitôt. Je mis mon habit à l'envers, sur l'invitation des paysans, suivant leur usage pour les déserteurs, et me battis. Je tuai deux hussards. La bataille fut gagnée. J'avais été fort étonné de l'équipement des hommes avec lesquels j'étais, de leur ignorance de toute chose militaire. Je me figurais que je n'avais autour de moi que des éclaireurs, des enfants perdus. Après le combat je fis mille questions.

« — Quel est votre général en chef?

« — Il n'y en a pas.

« — Quel est le major-général?

« — Il n'y en a pas.

« — Combien de régiments?

« — Il n'y en a pas.

« — Mais vous avez des colonels?

« — Il n'y en a pas.

« — Qui donne le mot d'ordre?

« — On n'en donne pas.

« — Qui fait les patrouilles?

« — On n'en fait pas.

« — Qui monte la garde?

« — Personne.

« — Quel est l'uniforme?

« — Il n'y en a pas.

« — Où sont les ambulances?

« — Il n'y en a pas.

« — Où sont les magasins de vivres?

« — Il n'y en a pas.

« — Où fait-on la poudre?

« — On n'en fait pas.

peine à se retirer. Son récit, et ce que je voyais, me donnèrent une sorte de désir d'aller au feu et de risquer ma vie, tant je souffrais de la position où nous nous trouvions. Je continuai à avancer; je n'avais pas plus de courage qu'à l'ordinaire, car j'éprouvais une frayeur extrême; mais le désespoir me poussait en avant, comme malgré moi, jusqu'au milieu du feu. Mon père, qui était au fort de l'action, m'aperçut de loin, et me cria de retourner; je m'arrêtai indécise. Il envoya un cavalier, qui prit la bride de mon cheval et me ramena : j'éprouvai un secret mouvement de satisfaction, en me voyant ainsi hors du danger que j'allais chercher.

Je retournai près de ma mère, elle était seule; sa voiture était restée sur le grand chemin; ma tante avait voulu y remonter avec ma petite fille. Un instant après, le postillon, qui était un lâche, vint, et nous dit que l'on voyait arriver, sur les derrières, les hussards ennemis pour nous attaquer; qu'il avait coupé les traits des chevaux, et que ma tante était

« — D'où la tire-t-on?

« — On la prend aux Bleus.

« — Quelle est la paie?

« — Il n'y en a pas.

« — Qui vous fournit les armes?

« — Nous les prenons aux Bleus, etc., etc.

« J'allais d'étonnement en étonnement, et je me disais : Il n'y a rien ici de ce qui constitue une armée; mais je ne puis douter que nous venons de bien rosser les républicains, qui l'ont été hier à Vihiers. Toutes ces merveilles me confondaient. Dès le lendemain nous les battîmes à Montreuil, puis à Saumur. A présent je me suis accoutumé à cette façon de faire la guerre. »

Il disait tout cela de la manière la plus comique. Le surlendemain, il fut tué.

descendue précipitamment pour venir nous retrouver. Je courus vite du côté où elle devait être; je trouvai ma fille dans les bras de sa bonne, qui venait la rapporter dans la maison; mais il me fut impossible de savoir où ma tante avait passé. Les bagages, les voitures étaient dételés; la foule se pressait autour pour échapper aux hussards; cependant elle ne pouvait avancer de l'autre côté, parce que les boulets de la ville arrivaient jusqu'aux premiers chariots de nos équipages. Je voulus m'approcher de notre voiture, qui était tout-à-fait à la tête, un boulet et un biscaïen passèrent à côté de moi. Pendant que j'étais occupée à la triste recherche de ma tante, M. Forestier arriva, et me dit qu'il allait, avec la cavalerie, repousser les hussards; il me parla avec un sang-froid et une confiance qui me firent une vive impression; son chapeau et sa redingote étaient percés de balles. « Voilà, me dit-il en me « montrant deux trous, les balles qui ont tué Bois- « préau et Rhincs. »

La cavalerie chassa les hussards, bien qu'ils eussent de l'artillerie légère. M. Richard, qui avait eu l'œil crevé à Châtillon, fut blessé au bras et fait prisonnier dans ce combat. Le général Marigny, qui commandait la cavalerie des Bleus, fut si charmé de sa bravoure, qu'il le renvoya sur-le-champ, mais à pied et sans armes. M. de la Rochejaquelein rendit aussitôt au général Marigny deux dragons tout équipés, les seuls qu'il venait de prendre, en le faisant remercier, et lui offrant à l'avenir dix

prisonniers pour un. Ce général républicain, le seul qui, à ce moment, ait montré de l'humanité en combattant contre nous, fut tué le jour même.

Après trente heures d'attaque, il fallut bien prendre le parti de lever le siége d'Angers; la retraite commença vers les quatre heures du soir. Nous restâmes longtemps à chercher ma pauvre tante, à l'appeler, à fouiller dans toutes les maisons des environs, sans pouvoir en découvrir la moindre trace. Ma mère était inconsolable; mon père envoya beaucoup de gens de tous côtés, sans avoir plus de succès; enfin, lorsqu'il ne fut plus possible de demeurer en arrière sans courir le risque d'être pris, nous suivîmes l'armée, pensant que ma tante avait pris le parti de se cacher, car elle avait de l'argent sur elle en assez grande quantité. Nous n'avons jamais appris les détails de cette triste et surprenante disparition; mais nous avons su qu'elle avait été prise, et avait été fusillée deux jours après.

J'arrivai à deux lieues d'Angers : le froid, la fatigue, le chagrin m'avaient comme anéantie; je me jetai sur un matelas avec ma mère, pêle-mêle avec beaucoup de gens. Presque toute l'armée bivouaqua.

Nous n'avions plus d'espoir de salut; l'armée était livrée au découragement le plus complet; on ne voyait plus aucun moyen de repasser la Loire. Tous les projets qu'on avait formés reposaient sur la prise d'Angers. On était mécontent des soldats, qui n'avaient pas montré l'ardeur qu'on en attendait. Les

maladies se multipliaient chaque jour ; on entendait de toutes parts les cris des malheureux blessés que l'on était forcé d'abandonner ; la famine et le mauvais temps se joignaient à toutes ces souffrances ; les chefs étaient harassés de corps et d'âme ; ils ne savaient quel parti prendre. Telle était notre situation.

CHAPITRE XX.

Retour à la Flèche. — Déroute du Mans.

Avant d'avoir rien décidé sur la route qu'on devait tenir, on se porta sur Baugé, qui fut occupé sans résistance. M. de Royrand mourut en chemin des suites de sa blessure. Le lendemain, la cavalerie des Bleus vint nous attaquer avec de l'artillerie légère. De ma fenêtre je voyais le combat. Les boulets roulaient dans le jardin, qui était au-dessous. Nos gens se portèrent vivement sur les assaillants, et les repoussèrent. On les poursuivit pendant deux lieues sur la route d'Angers, jusqu'au beau château de Jarzé, qui avait déjà été vendu nationalement. Les républicains y avaient mis le feu : on chercha inutilement à l'éteindre. Nous perdîmes un peu de monde dans cette affaire. M. Roucher, commandant de la paroisse du Pin, fut douloureusement blessé par son fusil, qui éclata dans ses mains, ce qui le mit hors d'état de combattre.

Il fallait cependant prendre un parti, et déterminer la marche de l'armée. On parla d'aller à Saumur et à Tours ; mais ces deux villes sont sur la

rive gauche; d'ailleurs on ne pouvait y arriver que par la levée qui borde la Loire, et il était dangereux de s'engager dans une telle route. M. le chevalier Desessarts, à qui sa bravoure et sa facilité de parler et d'écrire donnaient parfois trop de présomption, mit beaucoup d'entêtement à soutenir ce plan; il disait qu'en se mettant sur la levée, et en la coupant, on détournerait une grande partie des eaux de la Loire, et qu'elle deviendrait guéable. On ne pouvait le faire convenir de l'absurdité de ce projet.

Il fut enfin résolu qu'on marcherait sur le Mans par la Flèche. Les paysans du Maine passaient pour être royalistes; d'ailleurs, c'était se rapprocher de la Bretagne, où l'on pouvait encore espérer de se recruter et de se défendre. On se mit donc en marche. J'étais en voiture avec le chevalier de Beauvolliers : son frère aîné vint nous parler à la portière; il me remercia, les larmes aux yeux, des soins que j'avais pour son frère, et me pria de les continuer. « Pour moi, dit-il, je suis le plus malheureux des « hommes; ma femme et ma fille sont prisonnières « à Angers; j'espérais les délivrer : elles vont pé- « rir sur l'échafaud, sans que je puisse les sauver. « Depuis Avranches, où l'on m'a si injustement ac- « cusé, on me voit de mauvais œil; on me montre « des soupçons : c'est aussi trop de malheur! » Il nous dit adieu, et se retourna encore en me criant d'avoir soin de son frère. Depuis ce jour, il quitta l'armée pour n'y plus revenir. Peut-être n'avait-il

point formé le dessein arrêté de se retirer : il avait laissé son propre argent et ses effets dans le chariot de la caisse militaire, et assurément il les eût donnés à son frère, s'il avait cru ne pas le revoir. Il m'a raconté, quand je l'ai retrouvé, qu'il s'était écarté de la route avec M. Langlois, son beau-frère, pour aller chercher des vivres; qu'il se vit coupé par les hussards, et prit décidément le parti qui roulait vaguement dans sa tête : son beau-frère fut pris, et a péri

Notre retraite était protégée par une arrière-garde nombreuse que commandait M. de Piron. Nous comptions être attaqués de ce côté-là; mais nous pensions trouver peu de résistance devant nous. Quelle fut notre surprise et notre douleur, lorsqu'en arrivant à la Flèche on vit le pont coupé et trois ou quatre mille hommes placés sur l'autre rive! Nous nous crûmes perdus, car, dans ce moment même, on attaquait M. de Piron. M. de la Rochejaquelein ordonna de tenir ferme en avant et en arrière, et de continuer le feu : M. de Verteuil y fut tué. Henri prit trois cents braves cavaliers, qui mirent trois cents fantassins en croupe; il remonta la rivière à trois quarts de lieue, trouva un gué, arriva vers le soir aux portes de la ville, fit mettre pied à terre aux fantassins, et se précipita dans les rues à la tête de sa troupe, en criant : *Vive le roi!* Les Bleus, surpris et effrayés, prirent la fuite par la route du Mans. Henri fit en hâte rétablir le pont, et courut à l'arrière-garde, où il re-

poussa les hussards ennemis (1). Une partie de l'armée entra dans la ville ; les canons et les bagages restèrent sur la route jusqu'au jour ; je couchai dans ma voiture. Le lendemain, la cavalerie revint encore attaquer. L'armée était épuisée de fatigue. M. de la Rochejaquelein, accompagné de MM. de Baugé et Allard, et d'un bien petit nombre d'officiers, défit encore les détachements ennemis ; et quand les bagages furent entrés, il fit de nouveau couper le pont, et procura vingt-quatre heures de repos à l'armée. Il fut douloureusement mécontent de l'insouciance des officiers qui étaient restés à la Flèche, le laissant combattre presque seul. « Messieurs, leur dit-il avec amertume, ce n'est donc « pas assez de me contredire au conseil, vous m'a« bandonnez au feu. »

Je cherchai, pendant le séjour de la Flèche, un asile pour ma pauvre petite fille. Personne ne voulait s'en charger, malgré les récompenses que j'offrais ; elle était trop enfant pour qu'on pût la cacher et l'empêcher de crier. Madame Jagault parvint à trouver une personne qui se chargea de sa fille ; mais celle-là ayant quatre ans, pouvait fort bien comprendre le danger, et ne pas compromettre ses hôtes.

L'armée se porta sur le Mans. Le pont n'était point coupé ; mais on y avait élevé un rempart et on

(1) Un paysan qui me parlait, il y a quelque temps, de cette affaire, me dit : « M. Henri, au moment de charger, fit son grand signe de croix, à quoi il ne man« quait jamais, quand le danger était fort ; puis il poussa son cheval en avant. »

l'avait garni de chevaux de frise, de chausse-trapes et de planches percées par de gros clous, pour empêcher le passage de la cavalerie. Cependant M. de la Rochejaquelein, après un combat assez vif, pénétra promptement dans la ville. Ce fut à cette affaire que M. de Talmont se distingua par un beau fait d'armes. Défié par un hussard qui s'attacha à lui à cause de son écharpe de général, il lui cria : « Je t'attends! » Il l'attendit en effet, et lui partagea la tête d'un coup de sabre.

Tout le monde était accablé de fatigue; la journée avait été forte. Les blessés et les malades, dont le nombre allait toujours croissant, demandaient avec instance qu'un séjour plus long fût accordé dans une grande ville où l'on ne manquait ni de vivres ni de ressources. D'ailleurs on voulait essayer de remettre un peu d'ordre dans l'armée, de concerter quelque dessein, de remonter un peu les courages : généraux, officiers, soldats, tout le monde était abattu. On voyait clairement qu'un jour ou l'autre nous allions être exterminés, et que les efforts qu'on pouvait faire étaient les convulsions de l'agonie. Chacun voyait souffrir autour de soi : le spectacle des femmes, des enfants, des blessés, amollissait les âmes les plus fortes, au moment où il aurait fallu avoir une constance miraculeuse. Le malheur avait aigri les esprits; la haine, la jalousie, les reproches, les calomnies même, avaient divisé tous les chefs; l'échec d'Angers, la perte de l'espérance qu'on avait conçue de rentrer dans la Ven-

dée, avaient porté le dernier coup à l'opinion de l'armée. Tout le monde désirait la mort; mais comme on la voyait certaine, on aimait mieux l'attendre avec résignation, que de combattre pour la retarder : le sort d'ailleurs le plus affreux était celui d'être blessé. Tout présageait que c'était fini de nous.

Le Mans est situé sur la grande route d'Angers à Paris; c'est par-là que nous arrivions : deux routes viennent se joindre avec celle-là à une demi-lieue; l'une est celle de Tours à Alençon; un large pont, sur la Sarthe, se trouve à moitié chemin, entre les routes et le faubourg. Le grand chemin d'Alençon passe par une grande place dans la ville, puis par une petite où aboutit une rue étroite, qui est le prolongement de la route de traverse du Mans à Laval : j'étais logée sur cette petite place.

Le second jour, de grand matin, les républicains vinrent attaquer le Mans : on ne les attendait pas si tôt. La veille, des levées en masse s'étaient présentées, et avaient été bientôt dispersées. L'ennemi s'avança, par trois colonnes, sur le point où les routes se croisent. M. de la Rochejaquelein embusqua un corps considérable dans un bois de sapins, sur la droite : ce fut là que la défense fut le plus opiniâtre; les Bleus même furent repoussés plus d'une fois; mais leurs généraux ramenaient sans cesse les colonnes. Nos gens se décourageaient en voyant leurs efforts inutiles. Peu à peu il en revenait beaucoup dans la ville; des officiers même s'y lais-

saient entraîner; enfin, sur les deux heures de l'après-midi, la gauche des Vendéens étant entièrement enfoncée, il fallut abandonner le bois de sapins. Henri voulut poster la troupe qui lui restait dans un champ défendu par des haies et des fossés, où elle eût facilement arrêté la cavalerie; jamais il ne put la rallier : trois fois, avec MM. Forestier et Allard, il s'élança au milieu des ennemis, sans être suivi d'aucun soldat; les paysans ne voulaient même pas se retourner pour tirer un coup de fusil. Henri tomba en faisant sauter un fossé à son cheval, dont la selle tourna; il se releva; le désespoir et la rage le saisirent. On n'avait pas décidé quelle route on prendrait en cas de revers; il n'y avait aucun ordre donné, ni pour la défense de la ville ni pour la retraite. Il voulut y rentrer pour y pourvoir et pour essayer de ramener du monde. Il mit son cheval au galop, et culbutait ces misérables Vendéens, qui, pour la première fois, méconnaissaient sa voix. Il rentra au Mans : tout y était déjà en désordre; il ne put pas trouver un seul officier pour concerter ce qu'on avait à faire; ses domestiques ne lui avaient pas même tenu un cheval prêt; il ne put en changer. Il revint, et trouva les républicains qui arrivaient au pont; il y fit placer de l'artillerie, et on se défendit encore longtemps. Enfin, au soleil couchant, les Bleus trouvèrent un gué, et passèrent : le pont fut abandonné. On se battit ensuite à l'entrée de la ville, jusqu'au moment où, renonçant à tout espoir, le général, les officiers, les soldats se

laissèrent presque tous entraîner dans la déroute, qui avait commencé depuis longtemps; mais quelques centaines d'hommes restèrent dans les maisons, tirèrent par les fenêtres, et, ne sachant pas au juste ce qui se passait, arrêtèrent toute la nuit les républicains, qui osaient à peine avancer dans les rues, et qui ne se doutaient pas que notre défaite fût aussi entière. Il y eut des officiers qui se retirèrent à quatre heures du matin seulement; les derniers furent, je crois, MM. de Scépeaux et Allard : de braves paysans eurent assez de constance pour ne quitter la ville qu'à huit heures, s'échappant comme par miracle. C'est cette circonstance qui protégea notre fuite désordonnée, et qui nous préserva d'un massacre général.

Dès le commencement du combat, nous présagions que l'issue en serait funeste. J'étais logée chez une madame T***, qui était fort riche, fort bien élevée et très-républicaine; elle avait sept petits enfants qu'elle aimait beaucoup et qu'elle soignait avec tendresse. Je résolus de lui confier ma fille : c'était son admirable belle-sœur qui avait recueilli la petite Jagault. M. T***, fort honnête homme, était absent. Je la suppliai de s'en charger, de l'élever comme une pauvre petite paysanne, de lui donner seulement des sentiments d'honneur et de vertu. Je lui dis que si elle était destinée à retrouver une position heureuse, j'en remercierais le ciel; mais que je me résignais à ce qu'elle fût toujours misérable, pourvu qu'elle fût vertueuse. Madame T*

me refusa absolument, et me dit honnêtement que si elle prenait ma fille elle la traiterait comme ses enfants. J'ai su depuis, et j'en ai été surprise, que cette dame, qui appartenait à une famille distinguée et respectable, s'était conduite avec férocité envers nos prisonniers, après notre défaite, tant elle était exaltée contre nous. Pendant que je conjurais madame T***, les cris de déroute commencèrent à se faire entendre; elle me laissa. Alors, voyant que c'en était fait, n'espérant plus rien, je voulus du moins sauver mon enfant; je la cachai, à l'insu de tout le monde, dans le lit de madame T***; je comptais qu'elle n'aurait pas la cruauté d'abandonner cette innocente créature. Je descendis; on me mit à cheval; on ouvrit la porte : je vis alors la place remplie d'une foule qui se pressait et se culbutait en fuyant, et dans l'instant je fus séparée de toute personne de ma connaissance. J'aperçus M. Stofflet qui s'en allait avec les porte-drapeaux. Cependant, le long du mur de la maison, il y avait un espace libre; je me glissai par-là; mais quand je voulus tourner dans la rue qui conduit au chemin de Laval, je ne pus y pénétrer : c'était là que la presse était plus grande, et que l'on s'étouffait. Des chariots étaient renversés; les bœufs, couchés par terre, ne pouvaient pas se relever, et frappaient à coups de pieds ceux qui étaient précipités sur eux; un nombre infini de personnes foulées aux pieds criaient sans être entendues. Je mourais de faim, de frayeur; je voyais à peine; le jour finissait. Au coin de la rue,

deux chevaux étaient attachés à une borne, et me barraient le chemin ; la foule les repoussait sans cesse vers moi, et alors j'étais serrée entr'eux et le mur ; je m'efforçais de crier aux soldats de les prendre et de monter dessus : ils ne m'entendaient pas. Je vis passer auprès de moi un jeune homme à cheval, d'une figure douce ; je lui pris la main : « Monsieur, lui dis-je, ayez pitié d'une pauvre « femme grosse et malade ; je ne puis avancer. » Le jeune homme se mit à pleurer, et me répondit : « Je suis une femme aussi ; nous allons périr en- « semble, car je ne puis pas non plus pénétrer dans « la rue. » Nous restâmes toutes deux à attendre

Cependant le fidèle Bontemps, domestique de M. de Lescure, ne voyant pas qu'on s'occupât de ma fille, la chercha partout : il la trouva, et la prit dans ses bras. Au milieu de la foule, il m'aperçut, et élevant l'enfant, il me cria : « Je sauve l'enfant « de mon maître ! » Je baissai la tête, et je me résignai. Un instant après, je distinguai un autre de mes domestiques : je l'appelai. Il prit mon cheval par la bride, et me faisant faire place avec son sabre, il me fit suivre la rue. Nous arrivâmes à grand' peine vers un petit pont, dans le faubourg, sur la route de Laval : un canon y était renversé et embarrassait le passage ; enfin je me trouvai dans le chemin, et je m'arrêtai avec beaucoup d'autres. Quelques officiers étaient là, tâchant de ramener encore les soldats ; mais tous les efforts étaient inutiles.

Les républicains entendant beaucoup de bruit de notre côté, y pointèrent des canons et tirèrent à toute volée par-dessus les maisons : un boulet siffla à un pied au-dessus de ma tête. L'instant d'après, j'entendis une nouvelle décharge, et je me baissai involontairement sur mon cheval. Un officier qui était là me reprocha, en jurant, ma poltronnerie. « Hélas ! Monsieur, lui dis-je, il est bien permis à « une malheureuse femme de baisser la tête, quand « toute l'armée fuit. » En effet, ces coups de canon recommencèrent à faire courir nos gens, qui s'étaient arrêtés : peut-être, s'il eût fait jour, aurait-on pu les ramener.

Je suivis la déroute ; je rencontrai M. de Sanglier. Il avait perdu sa femme la veille ; il était malade, et portait à cheval ses deux petites filles, qui étaient malades aussi ; son cheval n'avait même pas de bride. Il m'apprit que c'était vers Laval qu'on s'enfuyait. Successivement je trouvai quelques personnes de ma connaissance, que je reconnus à la faveur du clair de lune. A quelques lieues du Mans, je vis arriver mon père et M. de la Rochejaquelein ; ils avaient longtemps essayé de rallier les soldats. Henri vint à moi : « Ah! vous êtes sauvée ! me dit-il. « — Je croyais que vous aviez péri, lui répondis-« je, puisque nous sommes battus. » Il me serra la main en disant : « Je voudrais être mort ! » Il avait les larmes aux yeux.

J'étais dans un horrible état. Un domestique conduisait toujours mon cheval par la bride et me sou-

tenait pour me rendre un peu de force. Des soldats me firent boire de l'eau-de-vie à leur gourde : je n'en avais jamais goûté; je voulais qu'on y mêlât de l'eau; on ne trouvait que celle des ornières. Mon père ne me quitta plus; ma mère et ma fille étaient sauvées; mais j'ignorais où elles étaient. A douze lieues du Mans, je m'arrêtai dans un petit village. La nuit était devenue si noire, qu'une femme, qui me suivait, passa avec son cheval sur une chaussée de moulin; elle tomba dans l'eau, comme cela aurait bien pu m'arriver : je ne sais si on put la sauver.

Madame de Bonchamp se réfugia dans la même maison que moi. Une grande partie de l'armée s'arrêta à ce village. Il n'y avait que peu de place dans les chaumières. La route était couverte de pauvres gens qui, accablés de lassitude, s'endormaient dans la boue, sans songer même à se garantir de la pluie.

Le lendemain matin, on repartit. La faim, la fatigue, les souffrances avaient tellement épuisé tout le monde, qu'un régiment de hussards aurait exterminé l'armée vendéenne. Peu à peu ceux qui étaient restés en arrière et dans la ville, pendant la nuit, nous rejoignirent. Un paysan conta qu'il avait quitté le Mans à huit heures passées. Henri l'embrassa. Il ne se consolait point de notre horrible défaite; lui seul se faisait d'injustes reproches de n'être pas resté le dernier au Mans, de n'y avoir pas péri. Il lui semblait, malgré tout ce qu'on pouvait lui dire, que c'était un devoir.

Nous arrivâmes à Laval; j'y retrouvai ma mère et ma fille : ce fut là qu'on eut le loisir de s'apercevoir des pertes que l'on venait de faire. La déroute du Mans coûta la vie à plus de quinze mille personnes. Ce ne fut pas au combat qu'il en mourut le plus; beaucoup furent écrasés dans les rues du Mans; d'autres, blessés et malades, restèrent dans les maisons, et furent massacrés; il en mourut dans les fossés et dans les champs voisins de la route; une assez grande quantité suivit le chemin d'Alençon, et là ils furent pris et conduits à l'échafaud.

Pendant la bataille, le chevalier Duhoux fut tué. M. Herbault, ce vertueux et vaillant homme, fut blessé à mort. On voulut prendre soin de lui : « Non, dit-il, que personne ne s'expose pour moi; « qu'on me porte seulement à côté de M. le Maignan. » Ils forcèrent tous deux leurs amis à les abandonner, après leur avoir distribué leurs armes et leurs effets, et attendirent la mort avec une résignation toute chrétienne. Deux braves officiers blessés à Angers, MM. de l'Infernat et Couty, y périrent aussi.

Un grand nombre d'officiers ne reparurent plus. M. de Solilhac fut pris et déposé dans une église pour être fusillé le lendemain : il parvint à se sauver en décidant treize Vendéens, qui étaient avec lui, à se jeter la nuit sur le corps-de-garde; sept s'échappèrent. Au milieu des massacres horribles auxquels se livrèrent les vainqueurs, il y eut des traits

courageux d'humanité qui préservèrent plusieurs Vendéens; mais, en sortant du Mans, ils couraient de nouveaux périls; ils allaient se faire prendre, et périr plus loin. MM. de la Roche-Courbon, Carrière, Franchet, de la Bigotière, eurent ce triste sort. M. d'Autichamp fut plus heureux; car, ayant été pris, M. de Saint-Cervais, son parent, officier républicain, le reconnut et l'habilla en hussard, ainsi que M. de Bernès. Ces messieurs se trouvèrent donc enrôlés parmi les républicains; ils firent la guerre, comme soldats, pendant un an, à l'armée du nord. Ils ont ensuite reparu dans la seconde insurrection.

M. d'Obenheim disparut aussi au Mans. Depuis, il a pris et conservé du service dans l'armée républicaine. Cette circonstance, rapprochée des conseils qu'il avait donnés pour l'attaque de Granville, a fait concevoir d'étranges soupçons; on en avait eu déjà même auparavant. Cependant on doit dire que M. d'Obenheim s'est toujours battu bravement, et que, spécialement à l'affaire de Granville, il montra assez de courage et de dévouement pour que les officiers qui se trouvèrent près de lui ce jour-là aient toujours défendu sa bonne foi.

Telle fut la déplorable déroute du Mans, où l'armée vendéeene reçut le coup mortel. Il était inévitable : le jour que l'on quitta la rive gauche de la Loire, avec un peuple de femmes, d'enfants et de vieillards, pour aller chercher un asile dans un pays que l'on ne connaissait pas, sans savoir la route

qu'on devait tenir, et au commencement de l'hiver, il était facile de prévoir que nous finirions par cette terrible catastrophe. Le plus beau titre de gloire pour les généraux et les soldats, c'est d'avoir pu la retarder si longtemps.

CHAPITRE XXI.

Tentative pour repasser la Loire. — Déroute de Savenay. — Dispersion de l'armée.

Je logeai à Laval, dans la même maison où j'avais déjà été; mais le propriétaire, qui se nommait *M. de Montfranc*, n'y était plus. Après le passage des Vendéens, il avait été arrêté avec sa famille; on lui reprochait de nous avoir reçus : il représenta qu'il ne dépendait pas d'un habitant de refuser le logement à des vainqueurs; on ne l'écouta pas; il périt sur l'échafaud, ainsi que sa respectable mère. Il est pourtant vrai que bien qu'il fût fort royaliste il n'avait rien fait qui pût le compromettre.

Le lendemain, à dix heures, comme nous partions pour Craon avec les débris de l'armée, on annonça l'arrivée des hussards républicains, et chacun pressa sa marche. En sortant de la ville, je trouvai M. de la Rochejaquelein : il me dit que c'était une fausse alarme; qu'il venait de rassurer les soldats, d'arrêter leur fuite, et qu'il retournait déjeûner tranquillement à Laval; il me pria d'être sans inquiétude, et m'assura que nous irions à Craon sans être troublés. C'est la dernière fois que je vis Henri.

A Craon, nous lûmes des journaux; ils nous ap-

prirent que ma pauvre tante, et sept cents fugitifs, hommes et femmes, avaient été trouvés aux environs d'Angers, jugés et fusillés. Cette affreuse nouvelle plongea ma mère dans le désespoir : nous étions bien tendrement attachées à cette malheureuse tante; elle avait, à quatre-vingts ans, la piété la plus douce et le caractère le plus aimable.

De Craon, l'armée passa à Saint-Marc, se dirigeant sur Ancenis. On marchait jour et nuit, afin de devancer assez les armées républicaines pour pouvoir passer la Loire sans être inquiété. Les chemins étaient affreux, le temps froid et pluvieux; on ne savait comment traîner avec soi les blessés et les malades. Je vis un prêtre qui en portait un sur ses épaules, et qui succombait sous le poids. Ma fille était mourante de la dentition, et surtout de fatigue; je me couchai avec elle dans le chariot qui portait la caisse de l'armée; nous n'avions plus de voiture; je voyageai ainsi pendant quelques lieues.

Nous arrivâmes à Ancenis le 16 décembre au matin. M. de la Rochejaquelein y était entré le premier sans résistance, et se préparait déjà au passage de la Loire. Au château de Saint-Marc, il avait fait prendre une petite barque dans un étang, et l'avait fait charger sur un chariot : il prévoyait bien que l'on ne trouverait aucun moyen de passage, parce que les républicains auraient emmené les bateaux avant notre arrivée. La rive opposée était au pouvoir des Bleus, qui avaient des troupes à Saint-Florent. Cependant on assura à M. de la

Rochejaquelein qu'un petit corps d'insurgés avait paru en face d'Ancenis quelques jours auparavant.

On trouva un seul petit bateau à Ancenis; mais sur l'autre bord on aperçut quatre grandes barques chargées de foin. M. de la Rochejaquelein, voyant que personne n'osait tenter le passage, prit le parti de passer le premier; il voulait faire débarrasser ces barques, s'en emparer de vive force, s'il était nécessaire, protéger le passage en défendant le point de débarquement contre les Bleus, et surtout il comptait empêcher les Vendéens de se débander à mesure qu'ils arriveraient sur cette rive gauche, qu'ils désiraient comme un asile : c'était en effet ce que tout le monde craignait.

MM. de la Rochejaquelein, de Baugé et Stofflet se mirent dans le batelet qu'on avait apporté sur une charrette, et M. de Langerie entra dans l'autre avec dix-huit soldats : toute l'avant-garde de l'armée avait les yeux sur ces deux petites barques, auxquelles notre sort semblait attaché. En même temps on rassemblait des planches, des tonneaux, des bois de toute espèce pour construire des radeaux. Le curé de Saint-Laud prêchait les paysans pour les occuper et prévenir ainsi le désordre.

M. de la Rochejaquelein arriva sur l'autre bord. Pendant qu'il s'occupait à faire débarrasser les bateaux de foin, une patrouille républicaine se porta sur ce point : il y eut quelques coups de fusil tirés, et, au bout de peu de moments, nos soldats se dispersèrent. M. de la Rochejaquelein et ses deux

compagnons furent poursuivis ; en même temps, une chaloupe canonnière vint se placer en face d'Ancenis, et tirer sur les radeaux que l'on mettait à flot : plusieurs furent submergés. La rivière était forte et rapide ; très-peu de soldats purent passer, malgré l'ardeur qu'ils avaient de regagner la rive gauche.

Voilà donc l'armée vendéenne privée de son dernier espoir, séparée de son général : il n'y avait plus qu'à attendre la mort. Au même instant, les hussards et quelques pièces d'artillerie volante arrivèrent devant Ancenis : les portes étaient barricadées. Les Bleus n'osèrent pas attaquer ; ils jetèrent des boulets dans la ville ; plusieurs même tombèrent sur la maison où nous étions ; mais ils ne faisaient aucun effet. Nous ne savions que devenir : M. de Beauvais, officier d'artillerie, se jeta dans un petit bateau, et promit de revenir, dans vingt-quatre heures, donner des nouvelles de ce qui se passait sur la rive gauche. Les officiers se promettaient de ne pas se quitter ; mais chacun ne désirait que de traverser la Loire : quelques-uns y réussirent. M. Allard, aide-de-camp de M. de la Rochejaquelein, y parvint le lendemain. L'armée se débandait ; les uns allaient se cacher dans la campagne ; les autres remontaient ou suivaient le fleuve pour chercher un passage. Quelques-uns ayant entendu parler d'une amnistie pour ceux qui s'engageraient, et dont les républicains semaient le bruit à dessein, voulurent se rendre à Nantes. Nos domestiques nous demandèrent la permission de suivre ce parti ; nous

leur dîmes qu'au point où l'on en était, chacun devait chercher à sauver sa vie, mais que cette amnistie paraissait peu probable. Ils persistaient à y croire, nous protestant, ce qui était bien vrai, que leurs sentiments pour nous et notre cause n'avaient pas changé, et qu'ils déserteraient à la première occasion favorable. Deux jours après ils partirent pour Nantes. La plupart de ces braves gens ont péri. Les deux femmes-de-chambre de ma mère restèrent avec nous.

Cependant il fallait quitter Ancenis; l'armée des Bleus avançait et allait nous entourer; on se dirigea sur Nort. Ce fut pendant cette marche que je cachai ma fille : elle était l'objet de ma plus vive inquiétude; la pauvre enfant était fort malade; il n'y avait pas moyen de l'emporter pendant une fuite qui, d'ailleurs, suivant toute apparence, ne devait pas nous sauver. A force de chercher, je trouvai quelqu'un qui m'offrit de la cacher chez de bons paysans, auprès d'Ancenis : je m'y rendis; je leur donnai de l'argent; je leur promis une forte pension, si jamais je pouvais la leur faire; j'habillai ma fille en petite paysanne, et je partis la mort dans le cœur.

Sitôt que les Bleus eurent pris Ancenis, ils firent publier que ceux qui cacheraient les Vendéens seraient fusillés avec eux. Cadet, ce brave déserteur qui nous avait joint à Amaillou avec M. de Solilhac, était horriblement blessé : ses hôtes avaient voulu le garder; mais quand il entendit la proclamation, il se

traîna malgré eux dans la rue pour ne pas les compromettre, et il y fut massacré.

Je pense que nous n'étions plus que dix mille environ. On s'arrêta à Nort, et l'on y passa vingt-quatre heures. Le désordre continuait à régner parmi le peu de Vendéens qui restaient encore; il fut tel, que, comme une dissolution prochaine était inévitable, des officiers se partagèrent la caisse de l'armée. J'étais avec mon père, ma mère, le chevalier de Beauvolliers, lorsque M. de Marigny vint nous apprendre cette indignité : il était furieux, et s'y était opposé vainement. Je serais bien fâchée de jeter des soupçons sur qui que ce soit; j'ignore absolument qui en fut coupable.

Quelques moments après on cria : *Aux armes! voici les Bleus!* Nous prîmes la fuite, et toute l'armée en fit autant; les plus braves ne songeaient plus à se défendre. M. Forestier et plusieurs autres montèrent à cheval, s'enfoncèrent dans la campagne, et traversèrent la Vilaine. Ce fut dans ce moment que nos gens et cent cinquante cavaliers se rendirent à la fausse amnistie.

Pendant ce temps-là mon père, le chevalier Desessarts, un brave cavalier nommé *Moulin*, qui n'avait que dix-sept ans, et quelques autres, se portèrent du côté des républicains avec une pièce de canon; ils attendirent les hussards, leur tirèrent un coup à mitraille qui en tua sept ou huit, et les firent ainsi rétrograder. Nous passâmes le reste du jour tranquillement à Nort.

Le lendemain on alla à Blain : M. de Fleuriot y fut nommé général. Il paraît que M. de Talmont fut blessé de cette préférence. Dans l'horrible position où se trouvait l'armée, le désir de la commander était assurément un excès de dévouement : M. de Talmont se retira; chaque instant nous privait de quelques-uns des officiers. M. de Fleuriot fit quelques préparatifs de défense; on mit des pièces en batterie sur la route; on crénela les murailles. Les troupes légères des Bleus furent repoussées, et l'on parvint à passer deux jours à Blain. Il fallait pourtant en partir avant l'arrivée de l'armée républicaine. On avait envie d'aller à Redon; mais on craignit de s'engager sur la chaussée étroite et fort longue qui y conduit : cependant les républicains n'y avaient préparé aucun moyen de résistance, et c'eût été le meilleur parti; mais on l'ignorait. On marcha sur Savenay. Nous partîmes au milieu de la nuit; une pluie froide tombait abondamment. Rien ne peut exprimer l'idée de notre désespoir et de notre abattement : la faim, la fatigue, le chagrin, nous avaient tous défigurés. Pour se garantir du froid, pour se déguiser, ou pour remplacer les vêtements qu'on avait usés, chacun était couvert de haillons : en se regardant les uns les autres, on avait peine à se reconnaître sous toutes ces apparences de la plus profonde misère.

J'étais vêtue en paysanne; j'avais sur la tête un capuchon de laine violet; j'étais enveloppée d'une vieille couverture et d'un grand morceau de drap

bleu rattaché à mon cou par des ficelles; je portais trois paires de bas en laine jaune et des pantoufles vertes retenues à mes pieds par de petites cordes; j'étais sans gants; mon cheval avait une selle à la hussarde, avec une schabraque de peau de mouton. M. Roger-Moulinicrs portait un turban et un costume turc qu'il avait pris au théâtre de la Flèche; le chevalier de Beauvolliers s'était enveloppé d'une robe de procureur, et avait un chapeau de femme par-dessus un bonnet de laine; madame d'Armaillé et ses enfants s'étaient couverts d'une tenture de damas jaune.

Quelques jours avant, M. de Verteuil avait été tué au combat, ayant deux cotillons, l'un attaché au cou, et l'autre à la ceinture; il se battait en cet équipage.

Les républicains suivaient de près l'armée vendéenne. Je m'arrêtai un instant dans une ferme avec ma mère pour demander à manger : nous aperçûmes les hussards; il fallut rejoindre l'armée au grand galop. On entra à Savenay; les portes furent fermées, et sur-le-champ les coups de fusil commencèrent. Cependant le reste de la journée se passa sans que l'attaque devînt sérieuse; il n'y avait qu'une avant-garde que nos gens repoussèrent. Nous nous doutâmes que les républicains voulaient engager le combat avec toutes leurs forces, et nous vîmes que notre perte serait alors consommée. Sur les neuf heures du soir on me fit lever; je m'étais jetée toute habillée sur un lit; on me mit à cheval,

sans que je susse pourquoi ; j'allais en redescendre, ne sachant pas où je devais aller, lorsque j'entendis la voix de M. de Marigny. Je l'appelai, et lui demandai des nouvelles : il prit la bride de mon cheval, et, sans proférer une parole, il me mena dans un coin de la place; là, il me dit à voix basse : « C'en est fait, nous sommes perdus ; il est impos- « sible de résister à l'attaque de demain ; dans douze « heures, l'armée sera exterminée. J'espère mou- « rir en défendant votre drapeau : tâchez de fuir ; « sauvez-vous pendant cette nuit ; adieu ! adieu ! » Il me quitta brusquement sans attendre ma réponse, et je l'entendis qui encourageait les soldats et s'efforçait de les ranimer.

Je retournai auprès de ma mère; elle était avec mon père. M. l'abbé Jagault lui proposait de prendre pour guide un homme de la ville, qui paraissait sûr, et qui nous cacherait chez de bons paysans. Je racontai à ma mère ce que m'avait dit M. de Marigny ; elle consentit alors à ce qu'on lui proposait. Mon père, la tête appuyée sur ses mains, ne pouvait parler ; enfin il nous engagea à prendre ce parti. « Pour moi, dit-il, mon devoir est de rester « à l'armée tant qu'elle existera. » Il nous confia aux soins de M. Jagault, le conjura de ne point nous abandonner ; seulement il le pria de tâcher de lui faire savoir où nous serions cachées. M. Jagault promit de revenir le lendemain le lui dire. Nous prîmes des habits de paysannes bretonnes ; nous embrassâmes mon père. Nous ne pouvions parler ;

les larmes nous étouffaient ; il me dit seulement : « Ne quitte jamais ta malheureuse mère ! » Telles furent les dernières paroles que j'ai entendues de lui.

Nous partîmes vers minuit avec M. l'abbé Jagault et mademoiselle Mamet, femme-de-chambre de ma mère, qui n'avait pas voulu se séparer de nous. Dans le désordre de la retraite, et pendant que je soignais M. de Lescure, mes diamants et une forte somme d'argent avaient été pris ou perdus ; il ne nous restait plus qu'environ soixante louis et des assignats au nom du roi. Nous sortîmes par une petite porte, et nous prîmes le chemin de Guérande. Nous entendions de loin les coups de fusil et le galop des chevaux ; à chaque instant nous tremblions d'être rencontrés par quelque patrouille. Cependant nous fîmes un quart de lieue sans trouver personne ; notre conducteur s'arrêtait à chaque instant, et disait : « Ecoutez ! écoutez ! » puis il continuait, en répétant : « On se bat. » Cet homme refusait de quitter la grande route ; malgré nos instances, il voulut nous faire entrer dans une maison ; ma mère lui donna sa montre pour l'engager à aller plus loin. Nous nous aperçûmes qu'il était ivre ; enfin nous le déterminâmes à laisser le grand chemin, et il nous conduisit à travers les champs. A chaque pas nous tombions dans des fossés pleins d'eau ; nous portions des sabots pour la première fois de notre vie, et nous ne pouvions marcher. A trois quarts de lieue de Savenay, il fallut s'arrêter ; il était impossible d'aller plus loin, car notre guide

tombait d'ivresse et de sommeil : nous entrâmes chez des paysans; le guide s'endormit sur-le-champ, en nous disant que nous étions bien là. Nous aperçûmes bientôt que nous nous étions fort peu écartés de la grande route; nos hôtes ne se croyaient pas en sûreté; ils nous offrirent de nous faire conduire au château de l'Ecuraye, dont le maître était émigré. Un paysan, régisseur de la terre, y habitait avec sa famille; on nous dit que c'était un brave homme. Une jeune fille nous servit de guide : mademoiselle Mamet resta dans la maison.

Nous partîmes, et, à deux heures du matin, nous arrivâmes devant la porte du château. On nous fit attendre. Ma mère me dit : « Je mourrai « ici, si l'on ne veut pas nous recevoir. » Je me jetai à genoux pour prier Dieu qu'on ne nous refusât pas. Enfin, on nous ouvrit. « Tenez, dit la « jeune fille, voilà des brigands qui se sont sauvés « chez nous; mais nous sommes trop près de la « route. — Ah! pauvres gens, s'écrièrent le régis« seur et sa femme, entrez! Tout ce qui est ici est « à votre service. » Ils nous firent chauffer, séchèrent nos habits, qui étaient tout mouillés, nor donnèrent à manger; ils voulaient nous faire cher; mais nous craignions trop d'être por

Ce brave homme se nommait *Ferret*; de joie d'avoir chez lui des Vendéer que tout le pays allait se révolte de jeunes gens étaient déjà al des fusils, pour se joindre

concevait pas pourquoi nous nous sauvions. Nous n'osâmes pas lui dire que tout était perdu; nous avions peur que cela ne changeât sa bonne volonté ; nous dîmes seulement que nous étions malades.

Au bout de quelques moments, nous allâmes nous jeter sur des lits, où la fatigue nous endormit. Sur les huit heures du matin, le bruit du canon nous réveilla. En même temps, Ferret entra dans la chambre en criant : « Ah ! mon Dieu, qu'est-ce « qui arrive? Voilà le canon qui tire sur le chemin « de Guérande, et des gens vêtus de toutes couleurs « qui s'enfuient sur la lande. — Au nom de Dieu ! « sauvez-nous, lui dîmes-nous sur-le-champ ; nos « gens sont perdus. » C'était en effet la déroute des Vendéens. Bientôt les Bleus à cheval se dirigèrent vers le château. « Sauvez-vous, dit la Ferret ; mon « mari va vous conduire dans une métairie dans « les bois; vous serez moins en danger qu'ici. » Les hussards frappaient déjà pour entrer dans la cour ; nous sortîmes par une porte dérobée, et en trois quarts d'heure nous arrivâmes à la métairie de Lagrée, dans un lieu fort écarté. « Je vous « amène, dit Ferret aux métayers, de pauvres gens « que j'ai sauvés. » Il y avait là des paysans qui pleuraient notre défaite, et qui avaient déjà pris leurs fusils pour aller joindre les Vendéens ; ils s'apitoyèrent sur notre sort, et nous montrèrent beaucoup de bonté d'âme et des sentiments conformes aux nôtres.

Cependant les hussards se répandaient partout.

La métayère décida que, pour prévenir tout
çon, il fallait nous séparer. Elle envoya le
M. Jagault travailler avec les hommes : il é
lade; et comme il avait beaucoup marché
ils étaient tout en sang; elle établit ma r
coter auprès du feu, dans un coin obsc
conduisit à un moulin à vent très-isolé
elle dit au garçon meunier : « Rena
« pauvre brigande que je te donne
« Bleus viennent, tu diras qu'elle
« faire moudre son grain. » Je m'
et j'y passai quatre heures. A ch
tendais le bruit des chevaux,
les cris : « Arrêtez les brigand
la campagne était couverte de
crait. Les Bleus venaient
moulin pour demander à
naud répondait qu'il n'av
avec cet honnête garçon
chait à me consoler. Il
armée, me demanda
tais la fille d'une pe
nous n'avions confi
soir, Renaud arrêt
Lagrée; je m'y cou

Cette métairie
Bretagne, est u
fond est une g
tourbe, dont
lugubre sur

lits très-élevés, garnis de paille, d'un matelas de balle d'avoine, de deux draps courts et étroits, d'une couverture de filasse piquée, et quelquefois de mauvais rideaux verts. Au pied des lits sont des coffres empilés l'un sur l'autre, où les paysans mettent leur grain. L'étable tient à la maison, et n'en est séparée que par une cloison en planches; le ratelier se trouve en dedans de la chaumière, et les bœufs, pour manger, passent leur tête par de grands trous pratiqués dans la cloison; leurs mugissements et le bruit de leurs cornes frappant contre les planches, nous réveillaient en sursaut: nous pensions qu'on venait nous prendre. Le grenier à foin est toujours au-dessus de la maison; les soliveaux sont peints en noir; il n'y a point de fenêtres. Outre la porte d'entrée, il y en a une en face qui va dans le jardin, et une autre dans l'écurie.

Les pauvres Bretons sont fort sales. Ils fument du tabac; ils boivent à la cruche, mangent dans des écuelles, n'ont ni assiettes ni fourchettes; la soupe aux choux et la bouillie de blé noir au lait aigre font leur unique nourriture. Heureusement leur beurre est fort bon : c'était notre ressource.

Le lendemain, il fallut encore nous disperser. La métayère me conduisit, le matin, chez le maire. En revenant, je trouvai deux cavaliers qui passaient au galop; ils nous firent crier : *Vive la république!* D'abord j'eus bien peur; puis je m'aperçus que c'étaient deux malheureux Vendéens qui cherchaient à se sauver. L'après-dîner, on me mena

chez le procureur de la commune, et sa femme dit qu'elle allait m'envoyer garder les moutons avec sa fille. Je craignais que ce ne fût un enfant; mais, un instant après, elle vint, et je vis une fille de vingt ans, avec un bâton à la main, suivant l'usage de la Bretagne, où les hommes et les femmes ne sortent jamais sans en porter un. « Tiens, Ma- « rianne, voilà la brigande, lui dit Perrine. — Ne « craignez pas, ma mère, répondit-elle, je mourrai « à côté d'elle; s'il n'en vient qu'un, je l'assom- « merai avec mon bâton. » Je m'en allai avec la bonne Marianne, qui nous a toujours montré un grand dévouement.

Le soir, je retournai à Lagrée. Après quelques jours, nous allâmes nous établir tout-à-fait chez Billy, père de Marianne, procureur de la commune. Il y avait moins de monde dans sa cabane; mais il n'était pas mieux logé. Nous ne faisions aucune attention à ce malaise; nous étions devenues comme insensibles, à force de chagrins et de souffrances.

Nous continuâmes à mener la même vie. M. l'abbé Jagault allait travailler avec les paysans; on l'appelait *Pierrot* : ma mère se nommait *Marion;* moi, *Jeannette*. Je gardais habituellement les moutons avec la fidèle Marianne. Nous demeurions dans une petite paroisse de quatre cents âmes, que l'on nomme *Prinquiaux*. Tous les habitants étaient royalistes et hospitaliers; aucun n'aurait été capable de nous trahir. Les jeunes gens avaient refusé de marcher aux armées; ils se cachaient aussi. Les pa-

roisses d'alentour avaient absolument la même opinion; mais, à la gauche du grand chemin de Guérande, à Donges, à Montoire, etc., les paysans étaient républicains. Ceux des nôtres qui y cherchèrent asile y ont péri. Il en fut de même dans quelques bourgs, où, en général, on trouvait des gens très-révolutionnaires.

Peu de jours après, nous retrouvâmes mademoiselle Mamet : elle avait couru de très-grands dangers. Les personnes chez qui nous l'avions laissée, voyant la déroute des Vendéens, n'avaient pas osé la garder; elle sortit, et se trouva sur le grand chemin, au milieu des fuyards que les Bleus poursuivaient en leur tirant des coups de fusil. Elle arriva hors d'haleine chez un paysan, en lui criant : « Ayez pitié de moi! » Il l'accueillit, et la cacha sur-le-champ dans une niche recouverte en paille, où il mettait des navets. Les républicains vinrent un instant après; ils fouillèrent partout, ils enfoncèrent leurs sabres et leurs baïonnettes dans la paille; mademoiselle Mamet en voyait arriver les pointes jusqu'à elle, mais elle ne fut point blessée. Elle s'habilla ensuite en Bretonne, et ce brave homme, qui se nommait *Laurent Cochard*, consentit à la garder. Elle passa l'hiver chez lui, dans la paroisse de la Chapelle, et de temps en temps elle venait nous voir. Elle était petite, jeune, et semblait un enfant, ce qui la mettait plus à l'abri des soupçons.

Quelques jours après, l'autre femme-de-chambre

de ma mère, mademoiselle Carria, restée à Savenay, trouva aussi moyen de nous rejoindre. Elle avait, dans le dernier moment de la déroute, fui à bride abattue, sans savoir où elle allait. Elle entendit tuer du monde derrière elle, et après avoir traversé, par miracle, des villages révolutionnaires, elle arriva chez des paysans royalistes, qui la cachèrent. Peu à peu elle s'était rapprochée de nous, et avait fini par découvrir notre retraite.

Elle nous donna quelques détails sur cette malheureuse bataille de Savenay, dont elle avait été témoin, et qui acheva de détruire notre armée. Elle put nous parler de mon père, qu'elle quitta plusieurs heures après nous. Elle lui avait entendu dire, avant le combat, que si les Vendéens étaient vaincus, ce qui paraissait inévitable, il se retirerait avec les officiers dans la forêt de Gavre, avec les derniers débris de l'armée; que de là, furtivement ou de vive force, ils repasseraient sur la rive gauche de la Loire; mais que, dans tous les cas, ils combattraient et périraient jusqu'au dernier. Mon père fit promettre alors à mademoiselle Carria de ne le point quitter, de le suivre dans sa retraite après la dispersion de l'armée, afin de pouvoir ensuite aller nous chercher pour nous porter de ses nouvelles, ce qui serait probablement possible à une femme; puis il brûla ses papiers. Faisant ainsi ses dernières dispositions, l'idée de ne plus nous revoir lui faisait répandre un torrent de larmes. Son parti pris, il retourna sur la place, et pendant

toute la nuit, avec M. de Marigny et les autres chefs, il ne cessa d'exhorter les soldats à se battre en désespérés. Tous les blessés qui pouvaient encore se tenir à cheval prirent les armes. M. de Marigny songea encore à protéger la fuite des femmes et des autres blessés; il mit en réserve une pièce de canon, pour pouvoir retarder l'ennemi sur la route de Guérande, après que la ville aurait été emportée.

Au point du jour, les républicains commencèrent l'attaque, et le combat s'engagea avec fureur. M. de Marigny, trois fois, à la tête des plus braves, se précipita sur les Bleus, tenant mon drapeau et pleurant de rage. Un enfant de quatorze ans, M. de la Voyerie, ne le quitta pas un instant. Mon père, MM. de Lyrot, Desessarts, de Piron, etc., et tous nos soldats, firent des prodiges de valeur; mais ils ne purent se maintenir. M. de Lyrot fut tué. Les républicains avaient vu tomber M. de Piron, qu'ils reconnaissaient bien à son cheval blanc, et qu'ils avaient appris à redouter depuis sa victoire de Coron. Alors M. de Marigny fit sortir les femmes de la ville par la route de Guérande, et plaça deux canons pour protéger la retraite. Deux fois il rentra dans Savenay pour y chercher mon père, et dit à mademoiselle Carria qu'il n'avait pu le trouver. Il y retourna une troisième, et revint en s'écriant de loin : « Femmes, tout est perdu! sauvez-vous! »

Il arrêta ses canons au petit bois près de Savenay, et là recommença un combat qui donna aux fugi-

tifs le temps de s'échapper. Un brave canonnier, nommé *Chollet*, servit sa pièce jusqu'au dernier moment; et enfin, après une heure de résistance près de ce bois, environ deux cents cavaliers purent regagner la forêt de Gavre. Au milieu de cette détresse, mademoiselle Carria n'avait pas revu mon père, mais elle espérait qu'il était avec ces deux cents cavaliers.

Il faut que cette dernière résistance des Vendéens ait été bien héroïque. Longtemps après ce triste moment, j'ai lu dans les gazettes du temps, et avec une sorte d'orgueil, le passage suivant d'une lettre qu'un des généraux républicains écrivait à Merlin de Thionville, le lendemain du combat de Savenay :

«....... Je les ai bien vus, bien examinés; j'ai « reconnu ces mêmes figures de Chollet et de Laval. « A leur contenance et à leur mine, je te jure qu'il « ne leur manquait du soldat que l'habit. Des trou- « pes qui ont battu de tels Français peuvent bien « se flatter de vaincre tous les autres peuples. Enfin, « je ne sais si je me trompe, mais cette guerre de « brigands et de paysans, sur laquelle on a jeté « tant de ridicule, que l'on affectait de regarder « comme méprisable, m'a toujours paru, pour la « république, la grande partie, et il me semble à « présent qu'avec les autres ennemis nous ne ferons « que peloter. »

CHAPITRE XXII.

Hospitalite courageuse des Bretons. — Hiver de 1793 et 1794.

Nous vivions dans des alarmes continuelles. Chaque jour les Bleus faisaient des visites et des recherches dans la paroisse et dans les lieux circônvoisins. Les fugitifs et les habitants du pays étaient absolument livrés à la cruauté et à la fantaisie du moindre soldat. Quand un paysan déplaisait à un Bleu, qu'il lui refusait quelque chose, ou qu'il fuyait devant lui au lieu de lui répondre, le soldat lui tirait un coup de fusil, allait lui couper les oreilles, et les portait à ses supérieurs, en disant que c'étaient celles d'un brigand; et ils lui donnaient des éloges ou même des récompenses. Un détachement surprit un jour les habitants de Prinquiaux à genoux dans l'église; il fit une décharge sur eux : heureusement il n'y eut qu'un homme tué, le seul de la paroisse dont l'opinion fût suspecte.

Mais rien ne décourageait la généreuse hospitalité des Bretons. L'habitude qu'ils avaient de cacher les prêtres et les jeunes gens réquisitionnaires, les avait rendus industrieux, et ils avaient beaucoup d'adresse et de sang-froid pour dérober les fugitifs aux recherches des républicains. Plusieurs ont été

fusillés pour avoir donné asile aux Vendéens. Le dévouement des autres n'en était pas diminué : hommes, femmes, enfants, avaient pour nous la bonté et les précautions les plus actives. Une pauvre petite fille, sourde et muette, avait compris les dangers des fugitifs, et allait sans cesse les avertir, par ses gestes, du péril qu'ils couraient. Les menaces de la mort, l'argent, rien n'ébranlait la discrétion des plus jeunes enfants. Les chiens mêmes avaient pris en aversion les soldats, qui les battaient toujours; ils annonçaient leur approche en aboyant, et ont sauvé ainsi bien du monde. Au contraire, ils ne faisaient jamais de bruit quand ils voyaient les pauvres brigands; leurs maîtres leur avaient appris à ne pas les déceler. Il n'y avait pas une chaumière où un fugitif ne pût à toute heure se présenter avec confiance. Si l'on ne pouvait le cacher, on lui donnait au moins à manger et on le guidait dans sa marche. Aucun de ces services ne s'achetait à prix d'argent; les bonnes gens étaient même offensés quand on leur en offrait.

Vers le 1er janvier, nous eûmes une grande frayeur. Trois hommes armés vinrent demander Marion et Jeannette : c'étaient un Vendéen et deux Bretons, qui venaient nous proposer de passer la Loire. Il y avait tant de risques à courir et une telle incertitude sur ce qui se passait de l'autre côté, que nous refusâmes. Le Vendéen réussit cependant; après mille périls, il parvint à l'armée de M. de Charette.

M. Destouches, ancien chef d'escadre, qui avait suivi l'armée, était caché près de nous : c'était un respectable vieillard, âgé de quatre-vingt-dix ans; il devint malade d'une manière désespérée. M. l'abbé Jagault adoucit ses derniers moments, en le faisant administrer par un prêtre qu'il alla chercher dans quelque cache. M. Destouches avait un fidèle domestique; il lui laissa beaucoup d'argent, et lui confia cent louis d'or pour remettre à son fils, qui était émigré. Le domestique, qui voulait repasser la Loire pour se battre, ne savait que faire de ce dépôt, et allait l'enterrer avec son maître; nous lui offrîmes de prendre les cent louis, et de nous charger de les rendre à M. Destouches le fils. Nous écrivîmes notre reconnaissance sur une feuille de plomb qu'on enterra devant témoins. Le domestique trouva moyen d'aller joindre M. de Charette : il périt les armes à la main un an après. J'ai eu depuis la satisfaction de rendre les cent louis à M. Destouches.

M. Jagault devenait tous les jours plus souffrant. Il était plus difficile de cacher les hommes que les femmes : souvent il lui fallait coucher dehors. Ses habits de paysan le déguisaient mal; il craignait d'être reconnu et de nous perdre; il prit enfin le parti d'essayer de pénétrer à Nantes, où l'on disait qu'il y avait beaucoup de gens cachés, malgré l'affreuse terreur qui y régnait. On fit partir dix charrettes de réquisitions, de Prinquiaux pour Nantes; il eut le courage de se mettre dans le convoi

sans passeport ; il conduisit les bœufs de la Ferret, qui se plaça bravement dans la charrette, et qui le faisait passer pour un métayer; il entra dans la ville, et eut grand'peine à trouver un asile. Cependant madame de la Ville-Guevray parvint à lui en procurer un, et depuis il a toujours échappé à toutes les recherches.

Nous continuâmes à habiter Prinquiaux, sans changer notre manière de vivre : j'étais toujours abattue par la souffrance et la douleur; toutes mes facultés étaient comme engourdies. Ma mère veillait sur moi avec une tendresse vigilante, et n'avait pas une autre pensée; ses soins et sa prudence écartaient de moi les dangers que j'aurais été incapable d'éviter; sa force d'âme et sa présence d'esprit m'ont vingt fois sauvé la vie.

Nous étions habituellement chez Billy; quelquefois nous délogions, à cause des alarmes où nous jetaient les recherches des républicains; nous étions fort malheureuses par ces inquiétudes continuelles; nous n'osions ni nous désbabiller pour dormir ni nous asseoir pour manger; c'était une bien petite privation, car nos repas consistaient dans une très-grande frugalité. Nous tâchions d'éviter un peu la saleté de ces bons Bretons, en vivant d'œufs, de beurre et de légumes : nous en achetions quelquefois à un jardinier des environs; il nous croyait si pauvres, que non-seulement il ne voulut pas d'argent la première fois, mais encore il offrit à ma mère une aumône d'un écu. Un prêtre voulut aussi

lui donner un jour douze francs, tant nous avions l'air misérable.

J'étais dans un tel état de marasme et d'abattement, que je m'endormais sans cesse; mais ma mère sentait toutes ces choses plus vivement. Il ne se passait pas deux jours sans que nous eussions quelque alerte. On nous cachait dans les champs, dans les greniers, jusqu'à ce que les Bleus fussent repartis. Notre bon procureur de la commune mourut pendant que nous étions chez lui, en nous recommandant à ses enfants.

J'avais grande envie de savoir des nouvelles de ma fille; je déterminai Laurent Cochard, l'hôte de mademoiselle Mamet, à aller auprès d'Ancenis, à l'endroit où je l'avais déposée; nous espérions que mon père y aurait peut-être envoyé depuis la déroute. Cochard revint, et m'apprit que ma pauvre enfant était morte six jours après notre départ d'Ancenis, malgré les soins des bonnes gens à qui je l'avais confiée. Je pleurai beaucoup en apprenant cette nouvelle : j'étais loin cependant de regarder la vie comme un bonheur.

M. de Marigny avait pris sous sa protection, à l'armée, une petite demoiselle de Rechignevoisin, dont la mère était morte pendant l'expédition d'outre-Loire; il servait de père à cette enfant abandonnée, et ne la quittait presque jamais. La nuit, il l'enveloppait dans son manteau et la faisait coucher sur l'affût d'un canon. Après le désastre de Savenay, M. de Marigny entra chez un homme de

la paroisse de Donges; il le chargea de cacher et de soigner mademoiselle de Rechignevoisin; il lui donna de l'argent, et lui annonça que s'il arrivait malheur à cette jeune personne, il reviendrait le tuer: cet homme était républicain, et son fils soldat. Soit crainte des menaces de M. de Marigny, soit plutôt humanité, il tint parole; et si bien que son fils étant arrivé dans la maison peu de moments après avec un détachement de ses camarades, le père lui prit la main en disant: « Ta sœur est malade; elle est « couchée là. » Le fils comprit qu'il y avait du mystère, et mademoiselle de Rechignevoisin fut sauvée. Cependant cet homme ne voulut pas la garder plus longtemps; il l'envoya à Prinquiaux, en lui disant de frapper où elle voudrait, que toute la paroisse était aristocrate. Elle nous y retrouva; elle prit le nom de Rosette, et se mit aussi à garder les moutons: nous l'évitions, parce que son âge et son c
ractère la rendaient fort imprudente.

M. de Marigny tint parole: au bout de deux
il arriva chez l'homme de Donges pour lui
der des nouvelles de sa pupille. Quand il s
était à Prinquiaux, il y vint. Nous eûme
lation de le voir et de causer pendant
avec lui. Il n'avait pas quitté les envi
Bien qu'il fût connu dans le pays,
taille et sa tournure fussent très-
lait partout audacieusement; il
tois de tous les villages; il p
outils de toutes les profess

Prinquiaux, il était travesti en marchand de volailles. Son courage, son sang-froid, sa force physique, le tiraient de tous les dangers; il entrait souvent à Nantes; il allait à Savenay, à Pont-Château, à Donges. Il avait tout préparé pour faire révolter le pays : il avait reconnu la force des républicains; tout son plan était réglé. Nous ne le détournâmes pas de son projet. Un coup de désespoir, quel qu'il fût, nous semblait raisonnable : aucune circonstance ne pouvait ajouter aux malheurs des Vendéens. M. de Marigny ne put rien nous apprendre sur le sort de mon père; nous sûmes par lui des détails sur les noyades de Nantes, où l'on faisait également périr ceux qui étaient pris ou qui s'étaient rendus à l'amnistie prétendue. Notre fidèle Bontemps et Herlobig, autre domestique à nous, avaient été noyés, attachés ensemble; mais au moment où on les jetait, ils s'étaient cramponnés à deux soldats bleus, et les avaient entraînés avec eux.

L'entreprise de M. de Marigny n'eut aucun succès. Il avait voulu surprendre Savenay pendant la nuit : six cents paysans bretons vinrent auprès du rendez-vous, mais l'un après l'autre, et, par un malentendu, ils se dispersèrent sans s'être réunis. Les Bretons n'ont pas un caractère qui puisse se prêter à une guerre pareille à celle que nous avions faite : ils sont fort dévoués et d'un grand courage, mais ils ont peu d'ardeur à se décider; ils vivent plus isolés les uns des autres que les Poitevins; ils

obéissent bien plus difficilement encore à des chefs; chacun veut faire sa propre volonté, soigner ses petits intérêts comme il l'entend; ils sont bien plus casaniers que nos Vendéens; ils ne veulent pas s'éloigner de leur manoir; la crainte des incendies et du pillage les retient beaucoup. Ce sont ces diversités de mœurs qui ont donné à la guerre de Bretagne un caractère tout différent de celui qui a distingué l'insurrection du Poitou.

La tentative de M. de Marigny rendit plus actives les recherches et la surveillance des républicains, surtout à Prinquiaux, où le maire, qui avait été le plus ardent à prêcher la révolte, était obligé de se cacher. Il nous fallut quitter cette paroisse. Nous passâmes dans celle de Pont-Château, au hameau de la Minaye, chez Julien Rialleau; nous y trouvâmes Rosette, qui s'y était aussi réfugiée. Nous étions couchées dans le grenier, lorsque les chiens se mirent à aboyer. Julien entr'ouvrit sa porte, et vit les Bleus qui traversaient le village pour visiter une maison qu'on leur avait dénoncée. Il nous appela, et nous dit qu'il avait trop de monde chez lui; que cela donnerait des soupçons, et qu'il fallait nous sauver. Nous sortîmes avec Rosette, et il nous conduisit dans un petit bois du château de Besné. Là, ma mère dit à Rosette qu'il était nécessaire de se séparer, et que, si elle voulait rester à la Minaye, nous allions retourner à Prinquiaux : elle préféra s'en aller; Julien la reconduisit. Nous restâmes dans le bois : je mis ma tête sur les genoux

de ma mère, et je m'endormis, suivant ma coutume.

Les Bleus passèrent la nuit à fouiller le village : ils y trouvèrent trois Vendéens, entr'autres un déserteur allemand blessé. J'avais voulu aller le panser, ce que ma mère avait empêché, de peur que cet homme ne nous trahît : en effet, cette imprudence nous eût perdues, car, pour racheter sa vie, il se fit conducteur des Bleus. C'est ainsi que, dans mille occasions, ma mère, par sa sagesse, m'avait sauvé la vie; elle ne pensait qu'à ma conservation, y réfléchissait sans cesse, tandis que j'en étais incapable. Quand le jour parut, les soldats se trouvaient encore à la Minaye, furieux de n'avoir pu saisir le prêtre dénoncé qui avait eu le temps de se sauver. Notre cache n'était éloignée que de deux cents pas du hameau; il n'y avait pas de feuilles; le bois était peu fourré. Julien vint nous voir; ma mère lui dit : « La place est trop dangereuse; conduisez-nous « plus loin. » Il ne le voulut pas; il allégua ses six enfants, qui n'avaient que lui pour ressource. « Hé « bien! mon enfant, dit ma mère, à la garde de « Dieu! » Elle fit un bouquet de jonquilles sauvages, le mit à mon corset. « Tiens, dit-elle, ce sera un « jour de fête; j'ai idée que la Providence nous « sauvera aujourd'hui. » L'impression que produisirent sur moi ces jonquilles me fait encore tressaillir chaque fois que j'en vois. Nous reprîmes courage, et nous nous mîmes à marcher à travers les champs, fuyant les chemins battus, traversant

les haies d'épines et les fossés pleins d'eau : nous entendions les cris des Bleus et les coups de fusil; on fouillait le bois que nous venions de quitter. Quand nos forces furent épuisées, nous nous arrêtâmes dans un champ d'ajoncs : nous nous assîmes dos à dos pour nous soutenir, et restâmes là plusieurs heures, sans savoir que devenir, mourant de faim et de froid. Enfin nous vîmes paraître Marianne, qui nous apportait de la soupe dans un pot. Elle avait su ce qui se passait à la Minaye; elle y avait couru, et, après avoir parlé à Julien, elle avait suivi notre trace : elle nous ramena chez elle; nous en étions assez loin. En y arrivant, je me jetai sur un lit, où je m'endormis; et, dans ce moment, il parut dans le village deux cents volontaires. Ma mère n'eut que le temps de s'écrier : « Sauvez ma fille ! dites que c'est la vôtre ! » et sortit dans le jardin, croyant bien y être prise. Les Bleus heureusement n'eurent pas l'idée de fouiller; ils faisaient une promenade; quelques-uns burent du lait, et tous s'en allèrent sans que je fusse réveillée.

Quelques jours après, M. de Marigny vint nous dire adieu. Voyant qu'il ne pouvait soulever le pays, il s'était déterminé à passer la Loire.

Nos dangers croissaient chaque jour. L'Allemand qu'on avait pris à la Minaye dénonçait tous les réfugiés dont il savait la retraite : heureusement il ignorait qui nous étions. Il dit que la fille de M. de Marigny était cachée à Prinquiaux. On y fit beau-

coup de recherches; mais Rosette était si petite et si brave, que jamais elle n'inspirait de soupçons aux Bleus, même quand ils la rencontraient. Un jour, ils voulurent tuer son chien; elle se mit entre eux et lui, et le défendit.

Cependant elle prit, peu de jours après, le parti de passer la Loire avec quelques réfugiés qui s'étaient concertés pour cette périlleuse tentative : c'étaient M. d'Argens, médecin de M. de Charette, sa femme, ses filles et trois soldats. J'avais grande envie de m'associer à eux; mais ma mère s'y refusa. En effet, j'étais trop faible et trop malade pour supporter tant de fatigue. Ils partirent, passèrent la Loire; mais, arrivés sur l'autre bord, ils furent pris pour des espions par les soldats de M. de Charette, qui fusillèrent les trois paysans. M. d'Argens fut épargné, grâce à son âge, aux larmes et aux supplications de sa famille, et on le conduisit vers M. de Charette. Ce genre de méprise était encore un des dangers qui menaçaient les Vendéens fugitifs. On croit que c'est ainsi qu'ont péri les deux jeunes MM. Duchaffault, qui s'étaient beaucoup distingués dans notre armée.

Cependant j'avançais dans ma grossesse; nous étions un peu plus tranquilles. Les Bleus avaient mis garnison dans toutes les paroisses, et cette précaution, qu'ils croyaient plus sûre, avait été au contraire un changement heureux pour nous. Les soldats républicains restaient dans leurs logements, sans s'imaginer qu'on pût se cacher tout auprès

d'eux. D'ailleurs, étant ainsi dispersés et établis dans les maisons, ils se montrèrent moins turbulents et moins féroces. Les Bretons les adoucissaient en buvant avec eux. Pierre Rialleau, secrétaire de la commune, frère de Julien, était surtout devenu leur meilleur ami; tous les jours régulièrement il allait dîner avec les Bleus; il les faisait parler, et savait d'avance toutes leurs démarches, sans que jamais, dans son ivresse, rien ne lui échappât de ce qui pouvait les instruire. Lui, les autres municipaux, leur servaient de guides dans leurs patrouilles, et les conduisaient toujours loin des réfugiés.

Malgré cette légère amélioration de notre sort, ma mère voulut, pour plus de précautions, user d'une ressource fort singulière. Deux paysannes vendéennes avaient épousé des Bretons, et depuis ce temps-là on ne les inquiétait plus. Ma mère, qui cherchait à m'assurer un repos complet pendant mes couches, ne trouva pas de meilleur moyen. Elle jeta les yeux sur Pierre Rialleau : c'était un vieux homme veuf, avec cinq enfants. Mais il fallait avoir un acte de naissance. La Ferret avait une sœur qui était allée autrefois s'établir de l'autre côté de la Loire avec sa fille; on envoya Rialleau chercher les actes de naissance dans le pays de la Ferret, auprès de la Roche-Bernard : tout allait s'arranger; l'officier municipal était prévenu, et nous avait promis d'ôter la feuille du registre quand nous le voudrions; ce qui était facile, car les registres n'étaient ni cotés ni cousus. On devait prier

les Bleus au repas de la noce; mais l'exécution de ce projet fut suspendue par des alarmes très-vives qu'on nous donna. On nous dit que nous avions été dénoncées, et que nous étions particulièrement recherchées. Nous changeâmes de demeure, et même nous nous séparâmes; ma mère alla se réfugier chez Laurent Cochard, avec mademoiselle Mamet, et l'on me conduisit chez un charron nommé *Cyprien*, dans le hameau de Bois-Divet, paroisse de Besné. Le lendemain, comme j'étais sur un lit, un patriote de Donges vint frapper à la porte; Cyprien me dit de sortir par la porte du jardin. Je ne me levai pas assez vite : le patriote entra. Je restai immobile, assise sur mes talons au pied du lit, derrière les rideaux à moitié ouverts; je passai ainsi une demi-heure sans oser respirer; une sueur froide m'inondait, et je souffrais bien cruellement. Cyprien, qui ne s'en doutait pas, prolongeait sa conversation. Ma mère vint me rejoindre deux jours après.

Le 19 avril, on vint nous avertir que les Bleus allaient faire la fouille au Bois-Divet. Cyprien nous conduisit aussitôt au hameau de la Bournelière, paroisse de Prinquiaux, chez Gouret, son beau-père, officier municipal. Je pouvais à peine marcher; j'étais bien près d'accoucher. En arrivant, Gouret nous dit que l'on ferait aussi la fouille dans toute la paroisse de Prinquiaux, pendant la nuit; il nous conseilla d'aller chez Laurent Cochard. Il fallait faire une lieue : cela m'était impossible. Nous prîmes le parti de coucher dehors. Gouret nous con-

duisit dans un champ de blé, et nous quitta en pleurant. Nons nous mîmes dans un sillon; il pleuvait; cependant je m'endormis. Ma mère se réveilla vers une heure du matin; elle entendit la patrouille des Bleus passer dans un sentier à cinquante pas de nous : s'ils avaient eu un chien, comme cela leur arrivait quelquefois, nous étions perdues.

Gouret vint nous chercher à deux heures du matin, et nous ramena dans une cabane, près de chez lui. Je commençais à sentir de vives douleurs; je ne me croyais pas à terme, et surtout je ne voulais pas qu'on allât avertir la sage-femme : elle était bavarde, ce qui faisait qu'on s'en défiait. Il n'y avait personne dans le hameau qui pût me secourir. Gouret avait deux filles qui n'étaient point mariées. Enfin, vers les neuf heures, les douleurs devinrent si violentes, qu'il n'y eut plus de doute. Ma mère sortit en criant : « Au secours! » et tomba sans connaissance dans un champ. Les filles de Gouret étaient auprès de moi, pleurant et ne sachant que faire. Pour moi, je souffrais avec courage et résignation; la vie m'était à charge; je ne demandais pas mieux que de mourir. Enfin j'accouchai d'une fille, sans aucun secours, et, un instant après, d'une seconde. Une femme mariée, que l'on était allé chercher dans un autre village, arriva dans ce temps-là, et prit soin des enfants et de moi. La sage-femme vint comme on n'avait plus besoin d'elle.

Je n'avais fait aucun préparatif; je me croyais encore un peu plus loin de mon terme. On habilla

mes petites avec quelques haillons. Je voulais les nourrir; ma mère me représenta que ce projet n'était pas raisonnable. Nous ne savions où trouver des nourrices. On s'avisa d'une vieille femme du Bois-Divet. On porta successivement l'autre enfant chez deux ou trois femmes, qui refusèrent ou qui ne convenaient pas. Enfin une cousine de Marianne, Marie Morand, s'en chargea. Trois jours après, un prêtre vint baptiser mes enfants dans ma chambre. Je les nommai *Joséphine* et *Louise* : nous prîmes quatre témoins; on écrivit les actes de baptême sur des assiettes d'étain avec un clou; puis on enterra les assiettes. Je me trouvai heureuse que tout pût se passer ainsi, et qu'il restât quelque trace du sort et du vrai nom de ces malheureux enfants.

Je me rétablis assez promptement. La vie active de paysanne que j'avais menée si entièrement fit que je ne fus guère plus malade que ne le sont ces pauvres gens en pareille occasion.

Nous passâmes un mois fort tranquillement, parce que la cabane où j'étais accouchée n'étant pas habitée depuis sept ans, on la croyait abandonnée. On nous recommanda même bien de tenir les portes fermées, tandis que jusque-là, à la moindre alerte, on trouvait plus prudent de nous cacher en plein air. La Providence m'avait véritablement conduite dans cet asile pour mes couches. On s'aperçut, après quelques jours, que la petite Joséphine avait le poignet démis : cela me fit une grande peine, et je résolus, quand elle serait plus

grande, de m'en aller, en mendiant mon pain, la porter à mon cou jusqu'à Barćges; ce projet ne me paraissait pas du tout extraordinaire. Je n'avais ni espoir ni idée de l'avenir; je ne savais rien de ce qui se passait au monde; je me voyais proscrite et misérable, et j'avais l'âme trop abattue pour songer que ma position pourrait changer. Mais la pauvre enfant mourut douze jours après sa naissance. On m'apprit cette nouvelle sans préparation, à la façon des paysans. Une des filles de Gouret, en entrant dans la chambre, me cria : « Votre fille du Bois-« Divet est morte. » Je répondis : « Elle est plus heu-« reuse que moi; » et cependant je me mis à pleurer.

CHAPITRE XXIII.

Séjour au château du Dréneuf.

Pendant mes couches, ma mère reçut une lettre anonyme; elle venait par des paysans sûrs. On témoignait un grand désir de nous être utile, et l'on nous offrait un meilleur asile. Elle espéra que cette lettre venait de quelque ami qui nous cherchait, peut-être de personnes qui pouvaient avoir donné refuge à mon père; elle répondit en témoignant de la reconnaissance. Dans une seconde lettre, on offrit de nous venir chercher : ma mère accepta; et le 10 mai, nous vîmes arriver une demoiselle de vingt-trois ans; elle se nommait *Félicité des Ressources* : c'était la cinquième fille d'un vieux habitant du bourg de Guenrouet, à cinq lieues de Prinquiaux. Sa famille était ruinée et fort estimable. Félicité s'était prise d'affection pour le sort des pauvres Vendéens, et ne s'occupait qu'à leur rendre service, presque toujours à l'insu de ses parents, qui étaient fort craintifs. Elle avait entendu parler de nous par beaucoup de brigands qu'elle avait secourus, et, depuis, elle n'avait pas eu de cesse qu'elle n'eût appris où nous étions; mais elle avait tardé à

réussir, parce qu'il fallait mettre beaucoup de prudence dans ses recherches, de peur de nous compromettre. Enfin une vieille fille, de la paroisse de Cambon, était parvenue à nous découvrir; elle avait fait passer les lettres de mademoiselle Félicité, et lui avait servi de guide pour venir jusqu'à nous.

Elle nous offrit un asile chez madame Dumoustiers, une de ses amies, qui habitait la paroisse de Feygréac; elle nous fit un grand éloge de cette personne, et nous assura qu'elle serait dévouée complètement à notre salut. Nous prîmes confiance dans ce que nous disait mademoiselle des Ressources; elle avait un air d'affection et de sincérité qui nous toucha. Il y avait longtemps que nous étions dans Prinquiaux; nous nous y trouvions trop connues; et puis, c'était une grande privation pour nous de n'avoir aucune notion de ce qui se passait en France, et de vivre absolument dans la même ignorance que les paysans bretons. Nous acceptâmes; mais nos bons hôtes ne voulaient pas nous laisser partir; ils dirent à ma mère qu'il y avait cent cinquante Bleus en garnison à Guenrouet, que des officiers logeaient chez M. des Ressources, et qu'on voulait nous livrer. Félicité devina ce qu'on disait à ma mère; elle se mit à pleurer : elle convint qu'il y avait des officiers logés chez son père; mais elle assura que toutes ses mesures étaient prises pour que cette circonstance ne nuisît pas à notre sûreté. Ses larmes, l'heureuse expression de sa figure, déterminèrent ma mère. D'ail-

leurs, madame Dumoustiers était bien connue dans le pays pour une personne respectable; et la vieille fille de Cambon était incapable d'une mauvaise action. Enfin, il était clair que mademoiselle des Ressources pouvait, si elle l'avait voulu, nous faire prendre depuis longtemps, puisqu'elle connaissait notre asile.

La municipalité de Prinquiaux nous donna des passeports sous les noms de Jeanne et de Marie Jagu; nous étions munies de nos actes de naissance de la Roche-Bernard, et la Ferret nous promit de nous réclamer si nous étions arrêtées. Nous partîmes : mademoiselle des Ressources était à cheval; ma mère et moi, vêtues toujours en pauvres paysannes, nous étions toutes deux sur un cheval sans selle; la fille de Cambon était à pied, et Pierre Rialleau nous conduisait. Je me détournai pour aller embrasser ma fille chez sa nourrice. Nous fîmes d'abord une lieue sans aucune inquiétude; mais, en approchant d'un village de la paroisse de Cambon, nous aperçûmes dix Bleus dans un chemin creux : nous continuâmes. Ils se rangèrent pour nous voir passer. Mademoiselle des Ressources leva son voile, Rialleau salua les soldats, et ma mère fit un signe de connaissance à deux jeunes paysannes qui étaient dans le chemin. Les Bleus ne se doutèrent de rien.

A peine étions-nous échappées à ce danger, qu'un petit garçon de douze ans, neveu de la vieille fille de Cambon, passa auprès de nous sans s'arrêter,

en nous disant que les Bleus faisaient la fouille dans le village que nous allions traverser. Félicité se retourna, et regarda ma mère d'un air troublé. « Allons, mademoiselle, dit ma mère, il faut avan- « cer; nous sommes perdues si nous revenons sur « nos pas. » En effet, les autres soldats auraient bien vu alors que nous étions des fugitives. Nous renvoyâmes Rialleau, qu'il était inutile d'exposer, d'autant que nos passeports étaient signés de lui. Cet excellent homme nous quitta en pleurant; il ôta de son doigt une bague d'argent, comme en portent les paysannes bretonnes, et me la donna : jamais je n'ai cessé de la porter depuis.

Nous avançâmes : Félicité chantait pour se donner de l'assurance; ma mère se retourna et me dit : Elle a peur. Une sentinelle était à l'entrée du village; Félicité lui dit : « Voilà un beau temps pour la « fouille. — Oui, citoyenne, » répondit cet homme; et nous passâmes. Les Bleus étaient répandus dans les maisons : nous traversâmes le village sans mésaventure. A une lieue de Guenrouet, nous trouvâmes un officier républicain qui était venu au-devant de Félicité, dont il était très-amoureux : elle nous en avait prévenues; cependant cette rencontre me fit grand'peur. Je pâlis; mais Félicité n'oublia rien pour me rassurer. Nous mîmes pied à terre. « Hé bien! mademoiselle, dit cet officier, me voilà « sans armes, puisque vous m'avez ordonné de ne « pas prendre même une épée quand je me pro- « mène avec vous; quelque jour les brigands m'as-

« sassineront, et cela vous sera bien égal. — Vous « savez bien, répondit-elle, que les brigands sont « mes amis : je vous sauverai. — J'ai grand'peur, « continua-t-il, de me trouver ici entre quatre bri-« grandes. — Non, dit-elle, mais avec quatre « aristocrates. » Il était si amoureux, qu'il faisait semblant de ne pas entendre. Félicité, me voyant fatiguée, me dit un peu imprudemment : « Marie, « prenez le bras du citoyen. » Depuis que je me cachais, je m'efforçais de donner à mes mains une couleur moins blanche, de peur qu'elles ne me fissent reconnaître; je les frottais souvent avec de la terre; et quelques jours auparavant, pour mieux réussir, j'avais essayé d'une teinture qui les avait noircies d'une façon bizarre, plus capable de me trahir que leur couleur naturelle : je me gardai donc bien d'accepter le bras de l'officier, et je remerciai en patois. Il me regarda un peu, et ne dit rien. L'instant d'après, il alla prendre la bride du cheval de maman, la regarda aussi, et revint à Félicité, disant : « Voilà un mauvais cheval. » Il est probable qu'il soupçonna que nous n'étions pas des paysannes; mais à cause d'elle il n'osa rien dire.

Nous quittâmes Félicité, et la fille de Cambon nous conduisit dans la maison d'un paysan qui nous attendait à Guenrouet : on venait, dès ce soir même, de placer quatre dragons chez lui. Ma mère, qui croyait être parfaitement déguisée, et qui avait beaucoup de courage, voulait audacieusement souper avec eux. Je n'osai jamais, et l'on nous plaça dans

une chambre séparée de la leur par une mauvaise cloison sans porte. On leur dit qu'il venait d'arriver deux cousines de la maison; ils demandèrent si elles étaient jolies, et montrèrent quelque envie de les voir. On répondit que nous étions fatiguées et malades, mais qu'ils nous verraient au déjeûner; on leur donna du vin, et ils n'y pensèrent plus.

Le lendemain, Félicité et une de ses sœurs nous apportèrent leurs propres habillements. Nous sortîmes ensuite de la maison pendant que les dr
gons pansaient leurs chevaux, pour nous ren
chez madame Dumoustiers. Félicité resta à
de ses parents; sa sœur devait nous servir de
nous n'avions qu'un petit cheval pour nou

Madame Dumoustiers habitait à trois
Guenrouet dans le château du Dréneu
était fermière; elle nous reçut à bras
tait une femme de quarante ans, d'u
et délicate; elle avait un air de fail
une âme forte et passionnée; sor
tôt son affection pour la cause
fendue, était exaltée; et ce s
grande bonté naturelle, lui
et un courage sans bornes
déens. Elle était pauvre
ment élevé; toute sa for
de la petite terre du
émigré. Le château
mode; mais il étai
de bois magnifiq

Madame Dumoustiers était veuve; elle avait trois fils, qui ne s'entretenaient que de l'espoir de se jeter dans quelque troupe d'insurgés, et d'y combattre avec honneur : leur mère les approuvait. Elle avait une fille de quinze ans, parfaitement belle, qui s'est mariée depuis avec M. Coué.

Quand nous arrivâmes au Dréneuf, plusieurs personnes y étaient déjà cachées : entr'autres un prêtre, un enfant vendéen et trois déserteurs; beaucoup d'autres avaient cherché un refuge dans les bois aux environs, et les enfants de madame Dumoustiers passaient leur vie à leur porter des secours : la charmante Marie-Louise était surtout d'un courage merveilleux dans ce charitable emploi.

Madame Dumoustiers nous raconta que le curé de Saint-Laud avait été pendant quelque temps caché chez elle, ayant miraculeusement échappé aux Bleus, en tournant autour d'un rocher, dont un soldat faisait aussi le tour. Il avait tenté de faire soulever les Bretons, et même il avait composé, dans cette intention, un discours bien énergique et bien touchant, que madame Dumoustiers gardait avec elle; mais voyant que ce projet ne réussissait pas, il était parti pour repasser la Loire, avec les braves MM. Cadi.

Madame Dumoustiers vit que nous ignorions toute espèce de nouvelles : elle en savait de bien tristes pour nous, qu'elle nous cacha avec soin; elle fit croire qu'elle ne recevait aucune gazette; nous ne

savions même rien de l'affreuse terreur qui régnait dans toute la France ; nous pensions que tant d'horreurs n'avaient lieu qu'en Bretagne et en Poitou, à cause de la guerre civile.

Le Dréneuf est situé dans la paroisse de Feygréac, qui est fort étendue, et renferme bien trois mille âmes. Il n'y avait cependant pas, parmi tant de gens, un seul individu qui fût douteux, et dont nous eussions à nous méfier. Quelque temps avant notre arrivée, il y en eut une preuve bien étonnante.

Une fouille fut ordonnée dans toute la paroisse; quinze cents hommes s'y rendirent de différents points; et pour que personne ne pût échapper, les soldats avaient ordre d'arrêter tous les hommes indistinctement, et de les enfermer dans l'église. Heureusement on fut prévenu à temps : tous les Vendéens et les réquisitionnaires purent se sauver. Cependant le vieux M. Desessarts, qui faisait sa prière dans une petite chapelle, ne fut pas prévenu; on le prit, et il avoua sur-le-champ qui il était. Je ne sais par quel accident M. Dumagny fut aussi arrêté, mais il était bien déguisé ; on ne l'interrogea pas, et on l'emmena avec les autres dans l'église. Quand tous les habitants y furent rassemblés, le commandant des Bleus se fit apporter le registre, et fit faire l'appel, ordonnant à chacun de se présenter quand on lirait son nom. M. Dumagny se crut perdu; il voulut essayer de sortir; Joseph, fils aîné de madame Dumoustiers, le retint, et dès qu'on prononça



le nom d'un habitant absent, il poussa M. Dumagny en avant, lui disant : « Es-tu sourd? on t'ap« pelle. » Le général lui voyant un air décontenancé, dit à la municipalité et à toute l'assemblée : « Est-ce bien le même qui est inscrit? » Tous répondirent *oui*. Le moindre signe de doute d'un des paysans l'eût perdu, et M. Dumagny fut ainsi sauvé. On fusilla M. Desessarts ; sa mort fut très-pieuse : c'est la seule personne cachée qui ait péri à Feygréac; cependant il y en avait habituellement quatre cents dans la paroisse. L'accord de ces braves gens était si complet, que le vicaire, l'abbé Orain, ne s'est jamais éloigné; il ne s'écoulait pas de jour sans qu'il ne célébrât la messe, tantôt dans un lieu, tantôt dans un autre; il administrait les sacrements aux mourants; et tout résigné qu'il était au martyre auquel il s'exposait chaque jour, il ne lui est rien arrivé.

Madame Dumoustiers était parfaitement aimable; elle cherchait tous les moyens de nous distraire et de nous consoler. Les visites des Bleus nous donnaient moins d'inquiétude : dès qu'on les voyait arriver, les enfants de madame Dumoustiers allaient au-devant, causaient avec eux, leur offraient à boire, et leur faisaient ainsi oublier de fouiller la maison. Nous avions repris nos habits de paysanne (1).

(1) Jamais, ni moi ni aucune des personnes qui ont écrit sur la Vendée, du moins à ma connaissance, n'avons fait une remarque assez curieuse sur le nom

Mesdemoiselles Carria et Mamet vinrent nous rejoindre ; elles avaient couru de grands risques depuis notre séparation. Les patriotes de Savenay avaient fini par savoir que j'étais accouchée à Prinquiaux, et alors les perquisitions redoublèrent ; on avait poursuivi ces demoiselles, les prenant pour nous, et elles avaient été forcées de coucher quinze nuits de suite dans les bois.

Dans le courant de juillet, une gazette échappa

de *Vendéens* donné aux habitants insurgés de notre pays. Ce n'a été qu'au bout de quelques années qu'on nous a désignés ainsi.

En 1793, nous prenions seulement le titre de *royalistes du pays insurgé*. Les républicains nous donnèrent exclusivement, même dans la rédaction des jugements, le nom de *brigands* et de *brigandes*. Cette dénomination nous paraissait tellement ridicule, qu'au lieu de nous en fâcher, cela nous portait à rire. Comme la première des batailles fut livrée au pont Charon par les habitants du département de la Vendée, et qu'elle avait, à ce qu'il paraît, beaucoup frappé les républicains, ils nous nommaient souvent *brigands de la Vendée*. De là, peu à peu, au bout de quelques années, est venue la qualification générale de *Vendéen*. Ce qu'il y a de fort bizarre, c'est que nous étions tellement accoutumés à nous entendre appeler *brigands* et *brigandes*, que nous avions tous oublié, ainsi que les excellents paysans Bretons qui nous cachaient, la véritable signification de ce nom : ainsi on faisait des vœux pour les *brigands*, on les aimait, on les estimait, on les recevait ; et tout cela comme si ce mot n'avait jamais signifié autre chose que des royalistes insurgés.

La devise *Dieu et le Roi*, qu'aujourd'hui on croit celle de la Vendée de tout temps, n'a été prise qu'en 1815. M. de la Rochejaquelein étant en mer, avant de débarquer dit à ses officiers : « *Il faut que nous cherchions une devise !* » On en proposa plusieurs, entr'autres celle-ci : *Dieu et le Roi*, qu'offrit M. de Queyriaux. M. de la Rochejaquelein l'adopta tout de suite ; on l'imprima sur de la toile blanche, découpée en forme de petite croix, que lui et ses officiers fixèrent sur leurs habits. A la Restauration, les joailliers firent faire des petites croix émaillées ayant la même devise ; une foule de personnes qui n'étaient pas vendeennes en portaient. Cela devint une mode, et l'on appelait cette croix *croix de la Fidélité*, ou *croix de la Vendée*.

à la surveillance de madame Dumoustiers, et tomba entre les mains de ma mère; elle y lut le supplice de soixante et six personnes exécutées à Paris : plusieurs étaient de notre connaissance. Ce fut pour nous un bien douloureux étonnement d'apprendre que toute la France était, comme nos provinces, livrée à la tyrannie la plus sanglante. Quelques jours après, nous sûmes que la mort de Robespierre avait fait cesser les supplices à Paris; mais la terreur continuait toujours pour nous ; nous ne cessions pas d'être proscrites, et ce fut dans ce temps-là même que nous courûmes le plus grand danger.

Un jour que j'étais allée, avec mademoiselle Dumoustiers, une de ses petites cousines et une jeune religieuse du pays, cueillir des prunes dans le jardin du petit château du Broussay, un jeune homme déguisé en paysan aborda ces deux dames. Marie-Louise me dit tout bas que c'était un habitant de Vay, nommé *M. Barbier du Fonteny*, qui avait eu part à une insurrection de tous les environs de Nantes, commencée en même temps que la nôtre, et qui fut calmée sur-le-champ; il vivait caché depuis ce temps-là. Je le laissai causer avec ces dames; je fis semblant d'être une servante, et je m'en allai, avec l'enfant, cueillir des prunes. Quinze jours après, ce malheureux jeune homme fut pris caché sous le lit de sa mère, et massacré devant elle; on fouilla dans ses poches, et l'on y trouva une lettre de sa sœur, qui lui mandait : « La personne que

« tu as vue au château du Broussay avec made-
« moiselle Dumoustiers et la sœur Saint-Xavier, et
« que tu as prise pour une paysanne, est madame
« de Lescure; elle est blonde, âgée de vingt et un
« ans; elle est cachée avec sa mère dans la paroisse
« de Feygréac. » Jamais je n'ai pu savoir comment mademoiselle Barbier avait pu apprendre tous ces détails; j'ai supposé qu'elle les tenait d'un paysan de Feygréac, soldat de l'armée de Bonchamp, qui m'avait reconnue, et qui avait été arrêté et mis à Blain dans la prison où elle était renfermée.

Aussitôt on envoya trois cents hommes cerner le Broussay et le Dréneuf. Heureusement nous ignorions toutes ces circonstances, sans quoi la frayeur nous eût troublées et perdues. Nous crûmes que c'était une visite qui, comme à l'ordinaire, n'avait aucun objet particulier. J'étais couchée avec ma mère, madame Dumoustiers avec sa fille; mademoiselle des Ressources, qui était venue nous voir, était aussi couchée dans la même chambre: on nous avertit que les Bleus entouraient la maison. Ma mère se leva, prit sa robe de paysanne, et se mit à peigner Marie-Louise; Félicité vint se coucher dans le même lit que moi, et madame Dumoustiers alla ouvrir. Les Bleus demandèrent d'abord le nombre et la qualité des personnes qui étaient dans la maison. Madame Dumoustiers nomma ses enfants, mademoiselle des Ressources, deux nièces et trois servantes; elle sut aussi trouver un emploi aux deux déserteurs et au petit Vendéen; elle répondait avec simplicité et sang-froid.

Les soldats entrèrent dans notre chambre ; Félicité se plaignait de ce qu'on la réveillait ; Marie-Louise grondait ma mère de sa maladresse. Ils ne se doutèrent de rien ; mais ils répétaient en jurant : « Il y a « bien des femmes, dans cette maison. » Ils sortirent, et alors nous respirâmes. Félicité tenait ma main dans la sienne, et s'aperçut que j'étais baignée de sueur. Nous nous levâmes ; on m'habilla en dame, comme nièce de la maison. Les Bleus passèrent encore quatre heures à fouiller dans tout le château et dans le bois ; ils cherchaient de fausses portes, des trappes, des souterrains. Pendant le même temps, on faisait des recherches au château du Broussay. Enfin, la colère de ne rien trouver fit qu'on emmena à Blain toute la municipalité de Feygréac et Jean Thomas, régisseur du Broussay, qui en était membre.

Le lendemain, Thomas fut relâché, et courut sur-le-champ au Dréneuf. La première personne qu'il rencontra, ce fut ma mère : son étonnement fut tel, qu'il se trouva mal. Il nous apprit que toutes les recherches de la veille avaient été dirigées contre nous ; qu'à Blain on l'avait interrogé pendant quatre heures, ainsi que les municipaux, pour découvrir notre retraite. Les bonnes gens s'étaient bien doutés que nous étions des Vendéennes cachées, mais ils ignoraient nos noms ; ce fut l'interrogatoire seulement qui leur fit deviner notre secret. Ils n'en furent pas pour cela moins courageux dans leur discrétion : ni promesses ni menaces ne purent leur arracher un mot. Cependant ils regardaient comme

infaillible que nous allions être prises, et alors ils étaient perdus, car ils avaient visé nos passeports de Prinquiaux. On les mit en prison ; ils s'attendaient à chaque instant à nous voir arriver, et restaient aux grilles de la prison, cherchant à voir passer quelqu'un qu'ils auraient chargé de nous prévenir. Au bout de vingt-quatre heures, on les mit en liberté. Nous déchirâmes devant eux nos passeports ; c'eût été l'arrêt de leur mort, si nous avions été prises.

Notre frayeur fut grande, quand nous reconnûmes le danger que nous avions couru. Nous quittâmes le Dréneuf pour aller habiter le hameau de la Rochelle, dans la même paroisse, au bord de la Vilaine. Cependant, au bout de huit jours, nous revînmes chez madame Dumoustiers. Les mesures devenaient peu à peu moins rigoureuses, et nous apprîmes d'ailleurs qu'on nous croyait en fuite loin du canton ; mais elle ne jugea pas prudent de me laisser avec ma mère, parce que les dénonciations avaient indiqué que nous étions toujours ensemble. Je ne couchai donc plus au château, de peur d'être surprise par quelque visite de nuit ; je me logeai dans une petite métairie voisine : tous les matins je prenais une vache par la corde, et m'en allais au Dréneuf, où j'entrais par la fenêtre ; j'y restais jusqu'au soir.

Nous vîmes plusieurs fois, à cette époque, un habitant de Nantes, mis hors la loi et réduit à se cacher ; il se nommait *M. de la Bréjolière* : c'était un fort aimable vieillard. Il avait voulu se déguiser en paysan ; mais il portait sous cet habit du linge

fin, des manchettes, une montre et des odeurs. Il faisait de jolis vers de société, et y attachait tant d'importance, qu'un jour qu'il répétait une épître à ma mère, on vint avertir que les Bleus arrivaient; le pauvre M. de la Bréjolière ne pouvait se décider à s'en aller sans finir son épître, et il continuait à la réciter en se retirant.

Il nous arriva une autre aventure assez plaisante. Un des déserteurs cachés au Dréneuf ne se doutant pas qui j'étais, devint amoureux de moi. Il était riche paysan, et voulait faire la fortune d'une pauvre brigande. J'écoutais fort tranquillement ses déclarations, et j'observais la singulière façon dont les gens de la campagne parlent d'amour. Un jour, pourtant, il voulut m'embrasser. J'oubliai mon rôle, et lui dis, comme j'aurais pu faire autrefois : « Jacques, vous êtes ivre. » Le pauvre garçon fut tout interdit de l'air que je pris, et il fut deux jours sans oser me regarder. Enfin il me dit que j'étais bien dure au pauvre monde, et qu'on ne l'avait jamais traité comme ça. Nous nous raccommodâmes, et je lui promis de l'écouter tant qu'il voudrait, pourvu qu'il n'essayât pas de m'embrasser. Il m'assura qu'il n'y avait pas de risque, que je lui avais fait trop peur, et que j'étais une méchante fille. Pendant que j'étais à Prinquiaux, j'avais plu aussi à Renaud, ce garde-moulin qui m'avait cachée le jour de mon arrivée. Au bout de quelques jours, il apprit qui j'étais; alors il s'éloigna, et cessa de me voir. Quand je quittai la paroisse,

il chargea quelqu'un d'assurer madame de Lescure de ses respects, et de lui dire qu'il savait son secret depuis longtemps; que c'était pour cela qu'il s'était éloigné, craignant que je n'aperçusse, au changement de ses manières, qu'il était instruit de tout et ne voulait pas me donner par-là un sujet d'inquiétude (1).

Nous arrivâmes de la sorte jusqu'au mois d'octobre : nous avions chaque jour moins d'inquiétude; tout s'adoucissait successivement autour de nous. Cependant, ne sachant aucune nouvelle de ce qui se passait au loin, nous n'avions ni projets ni espérances. La famine régnait à Nantes, et, par je ne sais quel motif ou quelle sottise, la surveillance des Bleus s'était entièrement tournée à empêcher les blés d'arriver dans les villes. Le second régiment de chasseurs, qui portait le nom de *dragons de Lescure*, quand mon beau-père en était colonel, était

(1) Je reçus de Renaud Lanoë, vers 1825, une lettre en ces termes si simples : « Madame, je suis le garçon meunier qui, le jour du combat de Savenay, « vous ai gardé dans le moulin à vent. J'ai quatre enfants. J'ai eu l'idée de « bâtir un moulin à vent, ce qui m'a fait faire de grandes dettes; mon deuxième « fils, Jean-Baptiste, vient de se vendre comme remplaçant, 1,830 francs. Pour « en payer une partie, il m'a donné tout, excepté 30 francs qu'il a gardés. On « l'a fait partir pour son régiment, qui est à Niort; mais j'ai dans l'idée que vous « avez un fils au service, et je voudrais que Baptiste entrât dans le même régi- « ment. » Je courus chez M. de Clermont-Tonnerre, alors ministre de la guerre. Il fut si touché de la conduite du père et du fils, qu'il ordonna qu'on dirigeât Baptiste Lanoë, sitôt son arrivée à Niort, au 18e régiment de chasseurs. Mon fils le présenta au colonel et aux officiers, il fut comblé d'éloges et de bonté. Mon excellente mère envoya sur-le-champ 2,400 francs à Renaud Lanoë, à la condition de faire un acte par lequel Baptiste devenait le propriétaire du moulin, le père n'en conservant que la jouissance durant sa vie.

employé à cette police. Le fils aîné de madame Dumoustiers avait été forcé d'y entrer; il nous amenait souvent plusieurs de ses camarades, et souvent aussi je les ai entendus discuter sur ce qu'était devenue la belle-fille de leur ancien colonel. Les uns disaient que j'avais été sabrée; d'autres, que j'avais été noyée; mais tous me croyaient morte, ce qui me rassurait beaucoup.

Enfin ma mère se basarda à écrire à Bordeaux. Elle eut une réponse où elle sut que M. de Courcy et sa femme, sœur de mon père, étaient vivants, et habitaient Citran; mais cette lettre était tellement écrite en mots à double sens et en phrases obscures, qu'elle nous laissa dans l'inquiétude. Ce fut pourtant une circonstance bien heureuse que ce commencement de communication.

On parla peu après d'amnistie pour les Vendéens, on l'avait d'abord publiée pour les simples soldats; mais, au moment où ces bruits nous donnaient quelqu'espoir de tranquillité, nous apprîmes qu'un homme venu de Nantes s'étant informé de nous dans le pays, avait été saisi, mis au cachot à Blain, et chargé de fers. Nos alarmes recommencèrent; Madame Dumoustiers nous força, ma mère et moi, de nous séparer pendant six jours, les plus cruels de notre existence. Je fus cachée dans la paroisse d'Avessac, et ma mère à deux lieues de moi. Nous revînmes ensuite au Dréneuf: nous espérions que cet homme nous cherchait de la part de mon père. Ce fut alors que madame Dumoustiers nous avoua

la triste vérité, et que j'appris qu'il avait été fusillé à Angers. Je cachai à ma mère cette affreuse nouvelle; elle ne la sut positivement que trois ans après. Tout ce temps-là, elle est demeurée dans un doute, ou plutôt dans un silence cruel, qu'elle ni personne n'osait rompre.

Comme tout s'adoucissait autour de nous, madame Dumoustiers parvint à placer à Nantes mesdemoiselles Carria et Mamet. Elles nous firent dire, peu de temps après, qu'Agathe et plusieurs Vendéens étaient encore en prison; que Cottet, un de nos gens, avait été mis en liberté; que c'était lui qui nous avait cherchées, et qu'il avait été de nouveau arrêté à Blain, et ramené à Nantes; non pas qu'il eût parlé de nous, mais parce qu'on avait trouvé sur lui une lettre de recommandation pour quelqu'un qui devait l'aider à nous trouver.

De jour en jour nous apprîmes que les rigueurs finissaient. On ouvrait les prisons, on proclamait l'amnistie, on la rendait générale. M. de la Bréjolière en profita; plusieurs Vendéens l'imitèrent. Enfin ma mère parla d'en faire autant: cette idée me parut d'abord révoltante; je ne me fiais pas à l'amnistie, je ne pouvais supporter la pensée de rien tenir des républicains; je ne voulais que repasser la Loire pour rejoindre l'armée, s'il y en avait une. Il me semblait que la veuve de M. de Lescure ne devait avoir aucune faiblesse, et qu'il y aurait de la lâcheté à abandonner le moindre reste de la Vendée. Ma mère me représentait que cette exaltation

ne convenait point; que de faibles femmes n'avaient rien de mieux à faire que de supporter le sort qu'elles ne pouvaient éviter : je m'indignais et je pleurais; et cependant j'avoue que, dans le fait, je suis bien moins brave que ma mère. Ce fut justement alors que M. Dumoustiers l'aîné résolut d'accomplir le projet qu'il avait depuis longtemps formé, de passer chez les insurgés. Tant que son régiment resta cantonné dans le pays, il s'était résigné; dès qu'il y eut ordre de partir, il n'hésita plus. Il s'était lié avec un camarade qui se nommait *Toupil Lavalette;* ils désertèrent, et vinrent nous dire adieu. Madame Dumoustiers était sans faiblesse, elle approuvait entièrement son fils. Je souffrais, j'étais humiliée de voir cette famillé si dévouée, ce jeune homme qui, après nous avoir sauvées, embrassait notre cause, tandis que nous étions près de l'abandonner, et allait chercher la mort avec ardeur, lorsqu'il n'y avait même plus de succès à espérer. L'opposition de son sacrifice et de notre découragement m'arrachait des larmes amères. Je donnai à ces messieurs des lettres pour MM. de la Rochejaquelein et de Marigny, que je croyais encore vivants, malgré les bruits qui couraient de leur mort. M. Dumoustiers et son camarade se joignirent à une soixantaine de Vendéens et de réquisitionnaires du pays, et passèrent la Loire avec des guides que M. de Charette avait envoyés sur la rive droite. Ils furent fort bien reçus à l'armée, et sur-le-champ M. de Charette les nomma officiers.



fiter de l'amnistie, et à m'adresser à M. Haudaudine, un des prisonniers épargnés à Saint-Florent, et qui était le grand protecteur des Vendéens. J'appris aussi que M. de Charrette était en pourparler pour la paix.

En effet, il n'y avait rien d'humiliant dans les relations qui s'établissaient entre les républicains et les insurgés. Les officiers vendéens venaient à Nantes armés et portant la cocarde blanche; plusieurs même étaient assez imprudents pour insulter publiquement à toutes les choses qui tenaient aux opinions et aux habitudes républicaines; ils avaient craché sur la cocarde tricolore et avaient fait des provocations fort déplacées. M. de Charette, qui voulait la paix, désapprouvait hautement ces procédés. Les représentants du peuple, qui étaient venus à Nantes pour traiter, ne s'offensaient que faiblement de tout cela; ils craignaient seulement que cette conduite ne causât du trouble et ne retardât la pacification. Cependant un jour, impatientés du ton de M. Dupérat, que M. de Charette leur avait envoyé, ils lui dirent : « Mais, monsieur, il est bien extra-« ordinaire que vous répugniez à traiter avec la « république; les rois de l'Europe négocient bien « avec elle. — Est-ce que ces gens-là sont Fran-« çais? » répondit M. Dupérat.

Il n'y avait sorte d'accueil qu'on ne fît aux Vendéens qui sortaient des prisons, ou que ramenait l'amnistie; on les traitait avec distinction, et même il fut interdit, sous peine de trois jours de prison,

promit de nous faire signer notre amnistie sans éclat et sans retard. Nous nous rendîmes dans le cabinet du représentant : il n'y était pas. Je trouvai là M. Bureau de la Batarderie, ancien membre de la chambre des comptes, dont l'esprit actif et conciliant a été la principale cause de cette paix; il en conçut le premier la possibilité, et en vint à bout en donnant de bons conseils aux deux partis, et prenant soin d'adoucir à chacun les paroles de l'autre. Il allait et venait sans cesse de l'armée à Nantes, pour travailler à la pacification. Il nous dit qu'elle était convenable, qu'on devait la désirer vivement, et que cela tournerait bien. Il mettait beaucoup de chaleur et de persuasion dans ses démarches et ses discours.

Le représentant arriva avec un air empressé, et nous dit : « Mesdames, vous venez jouir de la paix. » Il s'approcha pour m'embrasser; je reculai d'un air de mauvaise humeur : il n'insista pas. J'étais toujours habillée en paysanne. Il signa l'amnistie. Nous passâmes ensuite dans un bureau; on nous demanda où nous étions cachées; nous répondîmes : « Aux environs de Blain, » et on nous remit cet acte d'amnistie; il était ainsi conçu : « Liberté, égalité, paix « aux bons, guerre aux méchants, justice à tous. « Les représentants ont admis à l'amnistie *telle* « *personne,* qui a déclaré s'être cachée pour sa « sûreté personnelle. » Nous ne voulions pas rester longtemps à Nantes, et surtout nous voulions y être obscurément; mais il nous fut doux de revoir nos

compagnons de misère, d'apprendre comment ils étaient échappés à tant de dangers; nous attachions aussi un douloureux intérêt à savoir comment avaient péri ceux que nous avions perdus.

Madame de Bonchamp, lors de notre séjour à Ancenis, s'était procuré un batelet, et avait essayé de passer la Loire avec ses deux enfants : les barques canonnières avaient tiré sur elle; un boulet avait percé le batelet; cependant elle eut le temps de regagner la rive droite : des paysans l'avaient sauvée à la nage, et elle s'était alors cachée dans une métairie des environs, où, le plus souvent, elle habitait le creux d'un vieux arbre. La petite vérole l'avait attaquée, ainsi que ses enfants, pendant cet état de misère; son fils en était mort. Au bout de trois mois, elle fut prise, conduite à Nantes, et condamnée à mort : elle était résignée à périr, lorsqu'elle lut sur un billet qu'on lui faisait passer à travers la grille de son cachot : « Dites-« vous grosse. » Elle fit en effet cette déclaration, qui fit suspendre le supplice. Son mari était mort depuis longtemps; elle fut obligée de dire que ce prétendu enfant était d'un soldat républicain : elle resta enfermée, et chaque jour elle voyait sortir les malheureuses femmes qui allaient mourir sur l'échafaud, et qu'on déposait toujours la veille dans son cachot, après le jugement. Au bout de trois mois, on vit bien qu'elle n'était pas grosse, et l'on voulut l'exécuter : elle obtint encore deux mois et demi pour dernier terme. La mort de Robespierre

arriva, et la sauva; ensuite on essaya de lui faire obtenir sa liberté : ce fut M. Haudaudine qui mit le plus d'ardeur à lui rendre ce service.

M. Haudaudine était un honnête négociant de Nantes, zélé républicain, mais vertueux et de bonne foi; il avait renouvelé le trait de Régulus. M. de Charette l'avait fait prisonnier; il obtint de retourner chez les républicains, avec un autre Nantais, pour leur proposer de ne plus fusiller les prisonniers, et de consentir à un cartel d'échange. M. Haudaudine fut fort mal reçu à Nantes; on s'emporta beaucoup contre la *lâcheté* de sa proposition, et on lui signifia qu'il était dégagé de la parole qu'il avait donnée aux brigands. Au risque d'être victime des deux partis, M. Haudaudine vint retrouver M. de Charette, qui le fit remettre en prison. L'autre Nantais ne revint point. Lorsque M. de Charette fut repoussé jusqu'à Tiffauges, M. Haudaudine fut mêlé avec nos prisonniers, et épargné comme eux à Saint-Florent. Cette générosité excita sa reconnaissance; et dès qu'il put rendre service aux Vendéens, il s'y employa avec zèle. Pour sauver madame de Bonchamp, il fit certifier, par plusieurs prisonniers de Saint-Florent, qu'elle avait obtenu, de son mari mourant, la grâce de cinq mille républicains.

Madame de Bonchamp s'excusa de fort bonne grâce d'avoir pris pour elle une gloire qui appartenait à toute l'armée, et me dit que si j'avais été en prison avec elle, le certificat eût été pour toutes

deux. Elle y avait acquis plus de droits qu'aucune autre, en apaisant M. d'Argognes et les soldats ameutés contre les républicains prisonniers.

Madame d'Autichamp, mère de M. Charles d'Autichamp, parvint à se déguiser si bien, qu'elle entra au service d'un administrateur de district, pour garder les vaches par charité; elle fit un métier aussi pénible pour elle, tout comme aurait pu le faire une paysanne, ne confiant à personne un secret qui ne fut jamais soupçonné. Au bout d'un an, elle entendit parler d'amnistie; mais elle n'osa de longtemps faire des questions à ce sujet, ni chercher à savoir précisément ce qui en était; enfin un jour elle se détermina à demander à son maître s'il était vrai qu'il y eût une amnistie. « Et qu'est-ce que « cela vous fait, bonne femme? lui dit-il. — Mon-« sieur, répondit-elle, c'est que j'ai connu des bri-« gands. Comment les reçoit-on? — A bras ou-« verts. — Mais, monsieur, les personnes mar-« quantes sont-elles aussi bien reçues ? — Encore « mieux. » Alors madame d'Autichamp lui dit qui elle était. Cet homme, qui avait véritablement beaucoup de bonté, fut saisi de surprise et de chagrin, et lui reprocha, les larmes aux yeux, un si long mystère et une défiance si complète. Plusieurs dames vendéennes eurent des aventures semblables, et devinrent, pendant leur proscription, de véritables paysannes, cultivant la terre, gardant les troupeaux, et remplissant en réalité tous les devoirs de leur nouvelle condition. Une demoiselle de la Voye-

rie se coupa un doigt avec sa faucille, en faisant la moisson. Cette manière d'être cachée était bien pénible; mais c'était aussi la seule qui pût donner quelque sécurité (1).

Il y eut aussi beaucoup de personnes sauvées dans la ville de Nantes, malgré l'horrible terreur qui y régnait. Le peuple y était fort bon, au point qu'il y a toujours eu trois cents prêtres cachés dans Nantes; et l'on pourrait citer les plus beaux traits de courage et de dévouement envers les proscrits. Tous les riches négociants se montraient aussi pleins d'humanité : ils avaient adopté les opinions du commencement de la révolution, mais ils en détestaient les crimes; aussi étaient-ils persécutés autant que les royalistes : cent neuf d'entr'eux fu-

(1) M. et madame Morisset de Chollet ont eu plusieurs aventures des plus intéressantes et des plus terribles. Je n'en citerai qu'une, que j'ai apprise dernièrement de madame Morisset; elle est trop admirable pour être passée sous silence.

Ils se tinrent tous deux cachés dans un arbre du côté d'Ancenis pendant cinq semaines; ils ne pouvaient s'asseoir que l'un après l'autre : elle était grosse. Un jour qu'une vieille métayère, veuve, l'avait envoyée chercher pour se chauffer, les Bleus entrèrent. Ils sommèrent cette femme de déclarer le nom et l'état de tous ceux qui étaient dans sa maison, et la prévinrent que si elle avouait qu'il y eût quelqu'un de suspect elle ne serait pas punie; mais que, si l'on en découvrait sans qu'elle l'eût déclaré, sa maison serait brûlée et tout le monde passé au fil de l'épée. Elle pâlit, passa dans une autre chambre, puis revint dire aux Bleus, avec le plus grand sang-froid, le nom de chacun, et ajouta que madame Morisset était une de ses filles. Quand les Bleus furent partis, cette dame lui dit : « J'ai « eu bien peur; en vous voyant si troublée, je me suis crue perdue, et j'ai été bien « surprise du courage que vous avez montré après. — C'est vrai, mon enfant, ré- « pondit la bonne femme; j'ai ouvert la bouche pour vous dénoncer; mais j'ai « couru me jeter à genoux, j'ai prié Dieu, et ma peur s'est passée. »



pieds, la suppliant de se laisser sauver; elle était avec une vieille parente que cet homme ne voulait pas se risquer à dérober au supplice : mademoiselle de Cuissard se précipita dans la Loire avec elle.

Une mort affreuse fut celle de madame de la Roche-Saint-André. Elle était grosse : on l'épargna; on lui laissa nourrir son enfant; mais il mourut, et on la fit périr le lendemain. Au reste, il ne faut pas croire que toutes les femmes enceintes fussent respectées; cela était même fort rare; plus communément les soldats massacraient femmes et enfants : c'était seulement devant les tribunaux que l'on observait ces exceptions; on y laissait aux femmes le temps de nourrir leurs enfants, comme étant une obligation républicaine. C'est en quoi consistait toute l'humanité des gens d'alors.

Ma pauvre Agathe avait couru de bien grands dangers. Elle m'avait quittée à Nort pour profiter de l'amnistie prétendue dont on avait parlé dans ce moment; elle vint à Nantes, et fut conduite devant le général Lamberty, le plus féroce des amis de Carrier. La figure d'Agathe lui plut : « As-tu peur, « brigande? lui dit-il. — Non, général, répondit« elle. — Eh bien! quand tu auras peur, souviens« toi de Lamberty, » ajouta-t-il. Elle fut conduite à l'entrepôt : c'est la trop fameuse prison où l'on entassait les victimes destinées à être noyées. Chaque nuit on venait en prendre par centaines pour les mettre sur les bateaux; là, on liait les malheu-

reux deux à deux, et on les poussait à coups de baïonnettes. On saisissait indistinctement tout ce qui se trouvait à l'entrepôt, tellement qu'on noya un jour l'état-major d'une corvette anglaise, qui était prisonnier de guerre. Une autre fois, Carrier, voulant donner un exemple de l'austérité des mœurs républicaines, fit enfermer trois cents filles publiques de la ville, et les malheureuses créatures furent noyées. Enfin on estime qu'il a péri à l'entrepôt quinze mille personnes en un mois. Il est vrai qu'outre les supplices, la misère et les maladies ravageaient les prisonniers, qui étaient pressés sur la paille, et qui ne recevaient aucun soin; à peine les nourrissait-on. Les cadavres restaient quelquefois plus d'un jour sans qu'on vînt les emporter.

Agathe, ne doutant plus d'une mort prochaine, envoya chercher Lamberty. Il la conduisit dans un petit bâtiment à soupape dans lequel on avait noyé les prêtres, et que Carrier lui avait donné; il était seul avec elle, et voulut en profiter : elle résista. Lamberty menaça de la noyer : elle courut pour se jeter elle-même à l'eau. Alors cet homme lui dit : « Allons, tu es une brave fille; je te sauverai. » Il la laissa huit jours seule dans le bâtiment, où elle entendait les noyades qui se faisaient la nuit; ensuite il la cacha chez un nommé *Sullivan*, qui était, comme lui, un fidèle exécuteur des ordres de Carrier.

Sullivan avait eu un frère Vendéen. Dans les

commencements de la guerre, ayant été fait prisonnier par les insurgés, ce frère lui sauva la vie, et le fit mettre en liberté. Après la déroute de Savenay, le Vendéen vint à Nantes, et demanda un asile à son frère : Sullivan le dénonça, et le fit périr. Cependant les remords s'emparèrent bientôt de lui; il croyait sans cesse être poursuivi par l'ombre de son frère, et s'étourdissait en commettant de nouveaux crimes. Sa femme était belle et vertueuse; elle le prit dans une horreur facile à concevoir : elle lui reprochait sans cesse son abominable crime; et ce fut dans l'espoir d'adoucir un peu sa femme, que Sullivan eut l'idé de sauver une Vendéenne et de la lui amener.

Quelque temps après, la discorde divisa les républicains de Nantes; on prit le prétexte d'accuser Lamberty d'avoir dérobé des femmes aux noyades, et d'en avoir noyé qui ne devaient pas l'être. Un jeune homme, nommé *Robin*, qui était fort dévoué à Lamberty, vint saisir Agathe chez madame Sullivan, la traîna dans un bateau, et voulut la poignarder pour faire disparaître une preuve du prétendu crime qu'on reprochait à son patron. Agathe se jeta à ses pieds, parvint à l'attendrir, et il la cacha chez un de ses amis, nommé *Lavaux*, qui était honnête homme, et qui avait déjà recueilli madame de l'Epinay; mais on sut dès le lendemain l'asile d'Agathe, et on vint l'arrêter.

Cependant le parti ennemi de Lamberty continuait à vouloir le détruire. Il résulta de cette cir-

constance qu'on jeta de l'intérêt sur Agathe; on loua Sullivan et Lavaux de leur humanité, et l'on parvint à faire périr Lamberty. Peu après arriva la mort de Robespierre. Agathe resta encore quelques mois en prison, puis obtint sa liberté. Dans les derniers temps, elle eut, à notre insu, fort souvent de nos nouvelles par des paysans qui venaient à Nantes voir leurs parents prisonniers. Le bon Cottet, qui avait aussi échappé par miracle, et qui s'était fait mettre en liberté de bonne heure comme républicain suisse, eut alors la généreuse idée de nous chercher dans notre retraite pour nous emmener en Suisse, comme ses parentes. J'ai raconté comment son zèle avait été pour nous l'occasion de vives inquiétudes, et avait pensé aussi lui coûter la vie.

CHAPITRE XXV.

Détails sur les Vendéens qui avaient continué la guerre. — Retour à Bordeaux.

Ce fut ainsi que j'appris à Nantes le sort des fugitifs; je sus aussi comment avaient fini ceux qui avaient continué de combattre On ignorait encore beaucoup de détails sur la fin glorieuse de la plupart d'entr'eux; mais j'en ai entendu raconter depuis toutes les circonstances.

Mon père, le chevalier de Beauvolliers, MM. Desessarts, de Mondyon, de Tinguy et quelques autres se retirèrent, après la déroute de Savenay, dans la forêt du Gavre; ils y rencontrèrent M. Canelle, négociant nantais, qui, étant hors de la loi, se cachait aussi; il voulut faciliter à ces messieurs les moyens de trouver des asiles. Mon père et ses compagnons refusèrent, et préférèrent de tenter quelque entreprise à main armée; ils rassemblèrent environ deux cents Vendéens, et surprirent Ancenis: mais comme ils cherchaient à passer la Loire, les républicains, qui avaient emmené les bateaux, s'apercevant du petit nombre des assaillants, revinrent et les entourèrent. Ils se passa dans ce combat

des prodiges de valeur : ces messieurs parvinrent à se faire jour le sabre à la main ; mais blessés, harassés, ils furent atteints sur la lande par des cavaliers : on les conduisit à Angers, où ils furent fusillés. Mademoiselle Desessarts, qui était avec eux, partagea leur sort.

Le nom de Donnissan s'éteignit avec mon père. M. de Lescure était aussi le dernier de sa famille, dont le vrai nom était Salgues, auquel celui de Lescure avait été substitué par mariage depuis plus de trois cents ans. Le nom de Salgues ne se prenait même plus dans les actes. Ce nom de Salgues, ou celui de Lescure, est porté par plusieurs familles recommandables ; mais aucune n'a jamais prouvé tenir à celle de M. de Lescure.

Le prince de Talmont fut pris avec M. Bougon aux environs de Laval : on différa cruellement sa mort ; on le promena de ville en ville, de prison en prison ; il déploya toujours une noblesse et une fermeté dignes de sa race, et se montra fort grand au milieu des insultes des républicains. On assure qu'il répondit à ses juges : « Faites votre métier, « j'ai fait mon devoir. » Il finit par être exécuté dans la cour de son château de Laval.

MM. Dupérat, Forestier, Renou, Duchesnier, Jarry, Cacquerey, le chevalier de Chantreau et quelques autres pénétrèrent en Bretagne, se cachèrent d'abord, puis allèrent joindre les Chouans de M. de Puisaye aussitôt qu'ils se montrèrent, et combattirent avec eux. M. de Cacquerey fut surpris

seul, et tué. Au bout de quelques mois, les autres s'ennuyant d'une guerre qui se faisait obscurément et qui se passait, à cette époque, plus en projets et en intrigues qu'en combats, revinrent chez les Chouans des bords de la Loire, commandés par M. de Scépeaux, et de là dans la Vendée.

Le chevalier de Beaurepaire, les trois MM. Soyer, MM. de Bejarry, MM. Cadi, Grelier, officier d'artillerie aussi modeste que brave; les trois beaux-frères MM. Palierme, Chetou, Barbot (1), MM. Vannier, Tonnelay-Duchesne, Tranquille, de la Salmonière, Lejeay, etc., etc., repassèrent peu à peu sur la rive gauche. Ces messieurs, ainsi que ceux qui avaient été avec M. de Puisaye, n'ont cessé d'augmenter la réputation qu'ils avaient déjà acquise.

Beaucoup d'autres furent moins heureux, et ont péri, soit sur l'échafaud, soit dans la retraite, sans que j'aie pu savoir les circonstances de leur mort. MM. de la Marsonnière, Durivault, de Pérault, d'Isigny, de Marsanges, de Villeneuve, Lamothe, Desnoues, le dernier frère Beauvolliers, etc., finirent ainsi.

Le vieux M. d'Auzon fut pris à Blain avec son

(1) L'article de la *Biographie des hommes vivants* relatif à M. Barbot (Jean-Jacques), est tout-à-fait controuvé. J'ai pris à cet égard les informations les plus exactes, et je certifie que ce brave officier n'a jamais varié un instant dans sa conduite, qui est sans tache. Il jouit de l'estime la mieux méritée sous tous les rapports. Il est aujourd'hui chevalier de Saint-Louis, et receveur particulier à Champtoceaux, département de Maine-et-Loire.

domestique; il voulut obtenir la vie de ce brave garçon, qui était resté pour le soigner. Quand on vit l'intérêt qu'il y prenait, on commença par fusiller le domestique, pour rendre plus amère la mort de ce bon vieillard.

M. de Sanglier mourut de fatigue et de maladie, à cheval, entre ses deux petites-filles, qui avaient la petite vérole; depuis on en a retrouvé une (1). M. de Laugrenière périt sur l'échafaud à Nantes.

M. de Scépeaux se cacha, et devint général d'une troupe de Chouans, aux environs de Candé et d'Ancenis.

M. de Lacroix fut dénoncé par quatre déserteurs, qui demandèrent une récompense. Carrier, après avoir fait exécuter M. de Lacroix, les envoya à Angers avec une prétendue lettre de recommandation, qui contenait l'ordre de les faire fusiller.

Le jeune M. de Beaucorps fut pris : une multitude de coups de sabre au visage le rendaient méconnaissable; il répondait de manière à laisser croire que ses blessures avaient troublé sa raison. On ne put deviner s'il était Vendéen ou Bleu, et on le garda en prison : il en sortit à l'amnistie.

Deux de nos bons officiers, MM. Odaly et Brunet, son cousin, étaient couchés ensemble quand on les vint chercher pour être fusillés; on appela M. Odaly et son cousin, qui n'eut pas l'air de croire que cela le regardait, et qui fut ainsi oublié.

(1) Aujourd'hui madame de Gréaulme.

M. de Solilhac, après s'être échappé du Mans, où il avait été fait prisonnier, trouva moyen de se procurer une feuille de route et un habit de soldat; il traversa toute la France, en passant même par Paris; il arriva aux avant-postes de l'armée du nord, et de là passa dans le camp des Anglais. Le duc d'York accueillit avec empressement un Vendéen qui pouvait donner des détails précis sur une guerre encore fort mal connue par les étrangers; il envoya ensuite M. de Solilhac à Londres. Les ministres le reçurent fort bien, et lui demandèrent beaucoup de renseignements pour diriger les expéditions qu'ils parlaient sans cesse d'envoyer dans l'Ouest. Au bout de quelques mois, M. de Solilhac se lassa de tant de projets sans exécution; il se jeta dans une barque, arriva sur la côte de Bretagne, se fit garçon meunier, souleva quelques paroisses, et devint chef d'une division de Chouans.

M. Allard avait passé la Loire. Il fut pris sur l'autre bord, après avoir erré plusieurs jours. Une commission le condamna; il allait être fusillé, lorsqu'on cria *aux armes!* Le supplice fut suspendu. Pendant cet instant de répit, son air de jeunesse et de candeur intéressa, et surtout les prières d'un républicain, qui dit qu'il lui avait sauvé la vie, ainsi qu'à beaucoup d'autres; on rétracta le jugement; il fut enrôlé dans un bataillon, et envoyé en garnison dans l'île de Noirmoutier. Au bout de quelque temps, il s'échappa et revint sur le continent, en traversant témérairement le bras de mer qui sépare Noirmou-

tier de la terre. Il alla se présenter à M. de Charette, qui le reçut d'abord assez mal. M. Allard fit bientôt connaître son courage et son mérite. M. de Charette lui donna une division à commander. C'est lui qui fut le prétexte de la seconde guerre : des soldats qui étaient sous ses ordres violèrent l'armistice ; les républicains le prirent par ruse, et le mirent en prison. M. de Charette le réclama, fut refusé, et l'on reprit les armes.

L'évêque d'Agra fut découvert et pris aux environs d'Angers; on lui demanda s'il était l'évêque d'Agra : « Oui, dit-il, je suis celui qu'on appelait « ainsi. » Il ne voulut point donner d'autre réponse, et mourut sur l'échafaud avec un grand courage : ses sœurs y ont péri à cause de lui.

MM. d'Elbée, d'Hautrive, de Boisy, madame d'Elbée et plusieurs autres dames furent conduits à l'armée de M. de Charette par Pierre Cathelineau, frère du général, et un officier nommé *M. Biret*, qui se mirent à la tête de quinze cents Angevins, et traversèrent tous les postes républicains. M. de Charette envoya les femmes et les blessés dans l'île de Noirmoutier, qu'il venait de surprendre. Cathelineau ramena les Angevins dans leur canton.

Trois mois après, les républicains attaquèrent Noirmoutier, et le prirent. Ils y trouvèrent M. d'Elbée, que ses blessures tenaient encore entre la vie et la mort : sa femme aurait pu se sauver; elle ne voulut pas le quitter. Quand les Bleus entrèrent dans la chambre, ils dirent : « Voilà donc d'Elbée! — Oui,

« répondit-il, voilà votre plus grand ennemi. Si « j'avais eu assez de force pour me battre, vous « n'auriez pas pris Noirmoutier, ou vous l'eussiez « du moins chèrement acheté. » Ils gardèrent cinq jours M. d'Elbée, l'accablant d'outrages et de questions. Il subit un interrogatoire où il montra beaucoup de modération et de bonne foi. Enfin, excédé de cette agonie, il leur dit : « Messieurs, il est « temps que cela finisse; faites-moi mourir. » On plaça dans un fauteuil ce brave et vertueux général, et on le fusilla. Sa femme, en le voyant porter au supplice, s'évanouit. Un officier républicain la soutint, et montra de l'attendrissement. Ses supérieurs menacèrent de faire tirer sur lui, s'il ne la laissait tomber : elle fut fusillée le lendemain. MM. de Boisy et d'Hautrive furent aussi fusillés. On remplit une rue des Vendéens fugitifs et d'habitants de l'île qu'on leur soupçonnait favorables, et on les massacra tous. De ce nombre furent les deux petits le Maignan de l'Écorce, l'un de neuf ans, l'autre de douze, et qui, malgré leur jeune âge, allaient toujours au feu, à toutes les batailles, avec leur gouverneur M. Biré, qu'on fusilla aussi.

J'ai raconté comment MM. de la Rochejaquelein, de Baugé, Stofflet, de Langerie et une vingtaine de soldats avaient été séparés de l'armée devant Ancenis (1). Une patrouille républicaine les

(1) Quand nos domestiques nous quittèrent à Nort, dans la fausse alarme qui amena une espèce de déroute, nous n'avions plus nos porte-manteaux;

avait chassés du bord de la rivière : les soldats se dispersèrent; les quatre chefs ne se quittèrent point, et s'échappèrent à travers les champs. Toute la journée ils errèrent dans la campagne, sans trouver un seul habitant; toutes les maisons étaient brûlées, et ce qui restait de paysans était caché dans les bois. La troupe d'insurgés dont on avait parlé, et qui avait paru en face d'Ancenis, était commandée par Pierre Cathelineau; mais elle n'était pas habituellement rassemblée, et se bornait à faire de temps en temps quelques excursions. Enfin, après vingt-quatre heures de fatigue, Henri et ses trois compagnons parvinrent à une métairie habitée; ils se jetèrent sur la paille pour dormir. Un instant après, le métayer vint leur dire que les Bleus arrivaient; mais ces messieurs avaient un besoin si absolu de repos et de sommeil, qu'au prix de la vie ils ne voulurent pas se déranger, et attendirent leur sort. Les Bleus étaient en petit nombre; ils étaient aussi fatigués, et s'endormirent auprès des quatre Vendéens, de

nous ouvrîmes ceux d'Henri, dont les domestiques étaient venus se ranger auprès de nous, à Ancenis, depuis que leur maître avait passé la Loire. Nous n'y trouvâmes à peu près que des équipages de chevaux et quelques mouchoirs rouges de Chollet. Quand je me déguisai en paysanne à Savenay, je mis un de ces mouchoirs sur mon cou, et depuis je le portais tous les dimanches, car les Bretons me disaient qu'il était trop beau pour tous les jours. A l'amnistie, me rappelant qu'il avait appartenu à Henri, je le conservai avec soin, et quand je me mariai, je le donnai à M. de la Rochejaquelein, qui le fit marquer tout de suite avec mes cheveux; il se plaisait parfois à le mettre quelques instants sur sa tête et sur celle de notre fils Henri. Toutes ces raisons réunies font que mon petit-fils Julien doit y attacher un grand prix.

l'autre côté de la meule de paille. Avant le jour, M. de Baugé réveilla ses camarades, et ils recommencèrent à errer dans ce pays, où l'on faisait des lieues entières sans trouver une créature vivante; ils y seraient morts de faim, s'ils n'avaient attaqué en route quelques Bleus isolés auxquels ils prenaient leur pain.

Ils pénétrèrent jusqu'à Châtillon, et même y entrèrent pendant la nuit : la sentinelle leur cria *qui vive?* ils ne répondirent point, et s'échappèrent. De là, ils allèrent à Saint-Aubin, chez mademoiselle de la Rochejaquelein, qui y était cachée, et passèrent trois jours avec elle. Henri était abîmé de douleur; il était accablé de son sort, et semblait ne plus chercher que l'occasion de mourir les armes à la main. L'affaire du Mans, le chagrin d'avoir été séparé de son armée d'une manière si funeste, l'avaient frappé de désespoir. Ayant pris des informations sur l'état du pays, il se résolut à se montrer à ses anciens Poitevins, à en rassembler les débris, et à combattre encore à leur tête.

Il apprit en ce moment que M. de Charette s'était porté sur Maulevrier; il s'y rendit pendant la nuit avec ses compagnons. Il en fut reçu froidement; le général, qui allait déjeûner, ne lui offrit pas même de se mettre à table. Ils causèrent de la campagne d'outre-Loire. M. de Charette demanda quelques détails, mais vaguement : ils se séparèrent. M. de la Rochejaquelein alla manger chez un paysan. Quelques heures après, on battit l'appel



« Le conseil de l'armée royale vous condamne; » puis on le fusilla. Il avait dans sa poche un ordre de promettre l'amnistie aux paysans, et de les faire massacrer à mesure qu'ils se rendraient. Henri fit connaître cet ordre dans toutes les campagnes.

Sa petite troupe prenait peu à peu de l'accroissement, et devenait successivement maîtresse de tout le pays en détruisant tous les postes détachés; mais les garnisons de Mortagne et de Châtillon étaient trop fortes pour qu'il songeât à les attaquer. Enfin le mercredi des cendres (1), 4 mars 1794, en se

(1) J'ai donné pour date le mercredi des cendres, parce que plusieurs Vendéens qui étaient à ce combat m'ont d'abord indiqué ce jour. Depuis, beaucoup d'autres m'ont assuré que Henri avait été tué vers la fin de février, sans pouvoir assigner un jour précis. Enfin, il y a peu de temps, on a trouvé dans les papiers de mademoiselle de la Rochejaquelein une note qui indique la date du 6 février. Je crois celle-ci trop avancée. Cette incertitude est une preuve bien frappante de la séparation absolue qui existait alors entre les Vendéens et le reste de la France (*). (*Note de la cinquième édition*).

(*) Telle est la note qui se trouve à la dernière impression de mes Mémoires, cinquième édition, 1822. Depuis, M. le comte de la Bonère, un des chefs d'Aujou, et qui était à la mort d'Henri, m'a fixée entièrement sur la date de cette mort avec une suite et des détails qui ne laissent aucun doute. Henri fut tué le 28 ou 29 janvier 1794. Le récit que j'ai imprimé m'avait été fourni par feu M, de la Ville-Baugé, et est conforme, à très-peu de chose près, à celui de M. de la Bouère, lequel a rassemblé beaucoup de notes sur la guerre de la Vendée. Voici en abrégé ce que dit ce dernier :

« M. de la Bouère et son frère étaient avec Henri et Stofflet, etc., dans la forêt de Vezins; le jour où ils en sortirent, ils furent instruits que des soldats républicains ravageaient et pillaient la campagne entre Nouaillé et Trémentine. M. de la Rochejaquelein, Piquet et autres, se détachèrent pour aller contre eux. Après qu'i's en eurent sabré plusieurs, Piquet en joignit un qui l'ajustait, appuyé le long d'un arbre. Henri arriva monté sur un cheval très-bien équipé, qu'il avait pris peu de jours auparavant; il était vêtu d'une redingote bleue et coiffé d'un chapeau à haute forme. Ce costume le fit reconnaître pour un chef. Le soldat quitta Piquet et tira sur M. de la Rochejaquelein. La balle l'atteignit au front et le tua raide; Piquet sabra le soldat. Comme l'approche des Bleus ne laissait pas le temps d'enterrer les morts, on ôta la cocarde du

portant de Trémentine sur Nouaillé, où il avait remporté un léger avantage ; il aperçut deux grenadiers républicains : on voulut tomber sur eux. « Non, dit-il, je veux les faire parler. » Il courut en leur criant : « Rendez-vous, je vous fais grâce ! » L'un d'eux se jeta à genoux en lui présentant son fusil par le canon ; Henri étendit la main pour prendre l'arme ; au même instant le coup partit, la balle le frappa au front ; il tomba mort. Le grenadier se mit en devoir de lui arracher sa carabine, pour tirer un second coup sur M. de Baugé et quelques autres qui arrivaient précipitamment ; ils sabrèrent le grenadier, et, pénétrés de douleur, ils creusèrent une fosse où l'on ensevelit à la hâte Henri et son meurtrier, parce qu'une colonne ennemie arrivait.

Ainsi finit, à vingt et un ans, celui des chefs de la Vendée dont la carrière a été la plus brillante. Il était l'idole de son armée : encore à présent, quand les anciens Vendéens se rappellent l'ardeur et l'éclat de son courage, sa modestie, sa facilité et ce caractère de héros et de bon enfant, ils parlent de lui avec fierté et avec amour ; il n'est pas un paysan dont on ne voie le regard s'animer

casque du soldat, et on la mit au chapeau d'Henri, dans l'espoir que les républicains, le prenant pour un des leurs, respecteraient son corps. »

Le comte de la Bouère, pour mieux préciser la date, ajoute :

« Nous continuâmes notre route, et nous enlevâmes en passant le poste de Saint-Macaire ; le lendemain, nous couchions à Gété. C'est donc la surveille de la bataille de Gété, ou plutôt des quatre batailles qui s'y donnèrent le même jour (1er ou 2 février) qu'arriva ce malheur, et une preuve sans réplique qu'Henri était mort, c'est qu'il ne nous commandait pas. »

Après le passage des Bleus, des paysans retrouvèrent les deux corps et les enterrèrent ensemble. On a reconnu depuis celui de Henri à sa blessure.

quand il raconte comment il a servi sous *Monsieur Henri* (1).

Après avoir pris le commandement, M. Stofflet continua à faire une guerre de partisan aux républicains, et eut plusieurs succès. Il réussit même à emporter le poste important de Chollet.

Ce fut à cette époque que M. de Marigny tra-

(1) Il a paru, dans l'*Écho de la Jeune France* du 5 mai 1834, d'après une publication intitulée le *Miroir des Salons*, une prétendue lettre du général Bonchamp à Henri de la Rochejaquelein, dans laquelle on fait dire au général : « L'espion « m'a dit qu'ils (les républicains) comptaient sur la mésintelligence qu'ils sup- « posaient exister entre nous deux..... Dans une circonstance aussi impérieuse « (la bataille qui devait se livrer le lendemain entre Beaupréau et Chollet), je « crois que nous devons cesser de donner aux républicains le spectacle de nos « différends, dont ils ne manqueraient pas de chercher à profiter, etc. » Cette lettre est datée de Savenay, le ... septembre 1793. J'écrivis au journal la *Jeune France*, le 5 août 1834, pour réclamer contre cette lettre, que je déclarais fausse, puisque la plus sincère union n'a cessé de régner entre ces deux messieurs, et que même Henri professait la plus entière déférence à l'égard de M. de Bonchamp, qui la méritait bien. D'ailleurs, la date seule de la lettre en prouvait la fausseté, puisque la bataille a eu lieu le 17 octobre, que M. de Bonchamp y a été blessé à mort, et que l'armée catholique n'a été à Savenay que le 22 décembre. M. de Montmerqué écrivit, le 5 septembre, dans le même journal, une réclamation dans laquelle il se déclare possesseur de la lettre; il en reconnaît bien les dates fausses et d'une écriture différente, pourtant il persiste à la croire véritable. Je ne voulus pas continuer cette polémique imprimée, le bruit et la publicité des journaux ne me conviennent pas ; j'engageai seulement M. de Montmerqué à aller voir madame la marquise de Bonchamp. M. de Montmerqué m'écrivit que la marquise lui avait dit, comme moi, que l'union la plus parfaite avait toujours existé entre son mari et mon beau-frère, et de plus, qu'à l'époque de la bataille de Beaupréau, la blessure que M. de Bonchamp avait reçue au bras droit le mettait encore dans l'impossibilité d'écrire. Aussi M. de Montmerqué me manda que nous l'avions persuadé de la fausseté de cette lettre, et ayant, quelque temps après, vendu sa collection d'autographes, dont le catalogue fut imprimé loyalement, il n'y comprit pas la prétendue lettre de M. de Bonchamp.

versa la Loire. Il s'en alla dans le canton qu'il connaissait le mieux, du côté de Bressuire; il rassembla les restes de la division de M. de Lescure, et en peu de temps il se forma une armée nombreuse dont il était adoré; car, malgré la dureté qu'il montrait contre les Bleus, personne n'avait habituellement un caractère aussi bon et aussi aimable. L'insurrection se trouva alors divisée en trois armées indépendantes : l'armée du Bas-Poitou, commandée par M. de Charette; l'armée d'Anjou, par M. Stofflet; et l'armée du Poitou, par M. de Marigny.

M. de Marigny débuta par un combat brillant et heureux. Le vendredi saint, 18 avril, il attaqua les Bleus dans les allées de mon château de Clisson, les battit complètement, et leur tua douze cents hommes. Ce succès leur inspira une grande crainte; ils évacuèrent Bressuire, et se renfermèrent dans le camp qu'ils avaient établi à Chiché. M. de Marigny fit de Cerizais le centre de ses expéditions; elles lui réussirent presque toutes; et des trois généraux, aucun alors ne préservait aussi bien son canton des incursions des Bleus. M. de Marigny poussa même jusqu'à Mortagne : il ne conserva pas ce poste, mais il y battit les républicains. Plusieurs de nos anciens officiers abandonnèrent les autres armées pour venir le joindre; M. de Baugé et le chevalier de Beaurepaire, entr'autres, quittèrent l'Anjou pour combattre avec lui.

MM. de Charette et Stofflet devinrent bientôt ja-

loux des succès et de l'influence qu'acquérait chaque jour M. de Marigny. Il y eut entr'eux une sorte de correspondance et de concert fondés sur cet indigne motif; ils firent proposer à M. de Marigny une conférence, pour convenir d'un plan commun d'opérations. Il se rendit avec eux à Jallais. Il fut arrêté qu'on rassemblerait les trois armées pour attaquer les postes républicains qui garnissaient toute la rive gauche de la Loire.

Au jour indiqué, M. de Marigny arrive au rendez-vous après une longue marche. On venait de distribuer des vivres aux soldats de MM. Stofflet et de Charette : il en demanda pour les siens; on ne lui en donna pas assez. Les gens de M. de Marigny, déjà mécontents d'être entraînés à une expédition si éloignée de leurs cantonnements, se mutinèrent et retournèrent sur leurs pas. M. de Marigny, voyant que le conseil ne voulait pas écouter ses justes plaintes, s'emporta avec véhémence, suivit ses soldats, et revint à Cerizais. Peu de jours auparavant, ces messieurs avaient osé lui demander de se démettre de son commandement, et de n'être plus que général d'artillerie, comme auparavant.

L'expédition de MM. de Charette et Stofflet n'eut point lieu; ils coururent après M. de Marigny jusqu'à Cerizais : il n'y était plus, et son armée était dissoute. Alors ils convoquèrent un conseil de guerre, firent le procès à M. de Marigny, et le condamnèrent à mort par contumace. M. de Cha-

rette fit fonction de rapporteur, et conclut à la mort.

Les paysans de M. de Marigny montrèrent un vif ressentiment de cet inique jugement, et jurèrent de défendre leur général. Il apprit cette condamnation assez tranquillement ; il ne pouvait croire que ses camarades voulussent réellement le faire périr ; cela lui paraissait plus absurde encore que cruel. Il était fort malade, et se retira dans une petite maison de campagne, à une lieue de Cerizais ; il passa là quelque temps, d'autant moins inquiet que Stofflet avait répété plusieurs fois qu'il lui était tout dévoué : il croyait donc que, par jalousie, on cherchait seulement à le mettre à l'écart. Aussi Stofflet s'étant rapproché de Cerizais, M. de Marigny ne profita pas de l'offre que lui fit alors M. de Charette de venir dans ses cantonnements. Il y avait dans ce moment environ neuf cents soldats de M. de Marigny rassemblés à Cerizais. Ils le firent supplier de venir parmi eux, prêts à se battre contre Stofflet. Il ne le voulut pas, de peur d'exposer les Vendéens à une double guerre civile. Il refusa aussi de se cacher, ayant trop de grandeur d'âme et de mépris de la vie pour prendre aucune précaution.

Cependant le curé de Saint-Laud arriva de l'armée de Charette, où il avait passé quelque temps. Il avait pris depuis longtemps sur Stofflet une influence absolue : le lendemain de son arrivée, ce général partit du château de la Morosière, où il

avait couché ; en même temps il donna ordre à quelques Allemands d'aller fusiller M. de Marigny. Ces misérables obéirent. Il n'avait que ses domestiques avec lui, et ne pouvait croire à une telle horreur : enfin, quand il vit qu'on voulait réellement sa mort, il demanda un confesseur ; on le lui refusa durement ; alors il passa dans le jardin, et dit aux soldats : « C'est à moi à vous commander. A vos rangs, « chasseurs ! » puis il leur cria : « En joue, feu ! » et tomba mort. De tous les Vendéens, aucun assurément n'a péri d'une mort plus déplorable et plus révoltante.

M. Stofflet vint à Cerizais ; il entra à l'état-major de M. de Marigny avec un air sombre et embarrassé ; après un instant : « Messieurs, dit-il, « M. de Marigny était condamné à mort, il vient « d'être exécuté. » On garda un morne silence : il sortit. Le curé de Saint-Laud entra dans le même moment, montra ou feignit de montrer de la surprise, mais aucune indignation. Comme il n'avait pas encore paru en public, il prétendit tout ignorer et arriver d'outre-Loire : il paraît certain qu'il avait eu, la veille, une conférence avec Stofflet ; on le croit généralement, et l'on suppose que, de lui-même, celui-ci n'eût jamais pris un tel parti. Un instant avant de donner l'ordre aux chasseurs, il avait promis à M. Soyer l'aîné, le plus habile officier de son armée et plein de loyauté, qu'il ne serait fait aucun mal à M. de Marigny

Dès que la nouvelle de cette mort fut répandue,

il y eut une sorte d'émeute. Les domestiques de M. de Marigny avaient été mis en prison ; on fut forcé de les relâcher. L'armée se débanda, et refusa de marcher sous les ordres de celui qui avait assassiné son général ; les officiers passèrent, les uns dans l'armée de M. de Charette, les autres dans celle de M. Stofflet.

Peu de chefs vendéens ont laissé une mémoire aussi chérie que M. de Marigny. Il avait pour le pays tant de ménagements, et s'occupait tellement des moyens de le mettre à l'abri des dévastations des républicains, que les paysans poitevins du département des Deux-Sèvres étaient remplis de reconnaissance et d'attachement pour lui. Aussi leur haine pour Stofflet dure-t-elle encore, et ils ne parlent jamais sans un vif ressentiment du supplice de leur ancien général.

M. de Baugé, qui était fort attaché à M. de Marigny, déclara hautement qu'il continuerait à se battre, parce que cela était nécessaire, mais comme simple soldat : Stofflet le fit mettre en prison. M. de Beaurepaire vint alors se dénoncer comme coupable de la même opinion et des mêmes dispositions : sa fermeté imposa à Stofflet. Le lendemain, il y eut un combat ; les gardes de M. de Baugé le laissèrent libre : il prit un fusil et alla se battre. Après l'affaire, il alla se remettre en prison ; mais les soldats dirent qu'ils ne voulaient plus le garder. Il continua de suivre l'armée comme soldat, n'approchant jamais de Stofflet, qui n'avait aucun

rapport avec lui. Dès que M. de Charette eut accepté l'amnistie, il en profita ; et quand il vit les intrigants qui entouraient Stofflet retarder la pacification pour des intérêts particuliers, il aida de tout son pouvoir les républicains à ramener, par des moyens de douceur et de persuasion, les paysans de M. de Marigny, qui étaient restés dans les bois depuis sa mort, sans vouloir reconnaître aucun chef ni suivre aucune armée, se bornant à tirer sur les patrouilles républicaines qui venaient les inquiéter.

Après la mort de M. de Marigny, il ne resta plus, à proprement parler, que deux armées : cependant une troisième existait dans le canton où avait commandé M. de Royrand ; mais elle était peu considérable. M. de Sapinaud, qui l'avait formée à son retour d'outre-Loire, était d'un caractère fort doux, et fut toujours plein d'une condescendance absolue pour les deux autres chefs : son armée s'appelait l'*armée du centre*.

Ainsi, toute l'insurrection se trouva dans les mains de MM. de Charette et Stofflet : il ne s'accordèrent jamais entr'eux ; ils étaient l'un et l'autre dévorés d'ambition et d'une mutuelle jalousie. La guerre perdit le caractère qu'elle avait eu d'abord ; on ne vit plus cette union des chefs, cette abnégation de soi-même, cette pureté de motifs, cette élévation d'âme, qui avaient distingué les premiers temps de la Vendée. Les paysans étaient découragés ; il fallait, pour les contenir, une force et

une dureté qui ne ressemblaient en rien à la manière avec laquelle on avait pu les conduire d'abord. Il n'y avait plus de grandes batailles. La guerre s'était mêlée de brigandages et de mille désordres; la férocité des républicains avait endurci les âmes les plus douces, et des représailles vengeaient les massacres des prisonniers, les noyades de Nantes, les promesses violées, les villages brûlés avec leurs habitants, et toutes les horreurs que la postérité aura peine à croire. Des colonnes républicaines, qui s'intitulaient *infernales*, avaient parcouru le pays dans tous les sens, massacrant hommes femmes et enfants. Il est arrivé plus d'une fois que le général républicain, après avoir écrit au maire qu'il épargnerait les habitants d'une commune s'ils voulaient se rassembler sans crainte, les faisait cerner et égorger jusqu'au dernier. On ne saurait croire comment, à chaque instant, on manquait de foi à ces malheureux paysans.

Tel était devenu le théâtre de la guerre. M. de Charette y acquit une gloire incontestable : la ténacité de ses résolutions, la constance inébranlable qu'il conservait dans une situation presque désespérée, son esprit de ressource, incapable de découragement, font de lui un homme bien remarquable. Il avait un mélange de vertus et de défauts qui le rendait éminemment propre à la situation, et en faisait un vrai chef de guerre civile. Il n'avait peut-être pas une de ces âmes pures et chevaleresques dont la mémoire pénètre à la fois d'atten-

drissement et d'admiration; mais l'imagination est subjuguée, en songeant à ces caractères, tout composés de force, sur lesquels aucun sentiment ne peut avoir de prise, qui vont à leur but sans que rien les arrête, qu'une sorte d'insouciance soldatesque rend inaccessibles à l'abattement, aussi insensibles à leurs propres souffrances qu'à celles d'autrui. M. de Charette était d'une fermeté d'âme inaltérable. Au plus fort de la détresse, quand tout semblait perdu sans ressource, on le voyait, le sourire sur les lèvres, relever le courage de ceux qui l'entouraient, les mener au combat, les pousser sur l'ennemi, et les maintenir devant lui jusqu'à la dernière extrémité. On n'oubliera jamais que ce général, blessé, poursuivi d'asile en asile, n'ayant pas douze compagnons avec lui, a inspiré encore assez de crainte aux républicains pour qu'on lui ait fait offrir un million et le libre passage en Angleterre, et qu'il a préféré combattre jusqu'au jour où il a été saisi pour être traîné au supplice.

Stofflet avait quelques qualités du même genre; peut-être même avait-il plus de talents militaires : mais il était dur et brutal dans sa manière de commander. Cependant il était facile de le gouverner : le curé de Saint-Laud s'était emparé entièrement de son esprit, et avait fini par dicter toutes ses démarches et toutes ses paroles. C'est à l'état-major de Stofflet, dont il était l'absolu dominateur, que l'abbé Bernier a acquis la réputation d'ambition,

d'égoïsme et de vanité qu'il a laissée dans la Vendée. Pour parvenir à cette position, pour arriver au pouvoir et à la renommée, il avait montré un esprit, une prudence et des talents qui l'abandonnèrent dès qu'ayant atteint son but il ne fut plus obligé de soigner sa conduite. Tout le monde sait avec quel courage inébranlable MM. de Charette et Stofflet ont subi leur supplice.

Beaucoup d'officiers se distinguèrent dans les trois armées, et il s'y passa de fort beaux faits d'armes, qui furent peu connus, parce que cette guerre n'avait aucun grand résultat. Pierre Cathelineau, qui avait formé un rassemblement après le passage de la Loire, se montra digne de son nom, et périt glorieusement. Deux autres frères, quatre beaux-frères et seize cousins germains du général Cathelineau, sont morts les armes à la main. Ce général a laissé un fils que le roi a nommé porte-drapeau dans un régiment de sa garde (1), et quatre filles, dont l'une a épousé Lunel, paysan si fameux par sa bravoure.

La santé de ma mère nous retint deux jours à Nantes. Le peu de personnes qui me virent et qui ne me connaissaient point auparavant furent bien surprises. On avait fait aux dames vendéennes, et surtout à moi, une telle réputation militaire, qu'on se figurait madame de Lescure comme une femme

(1) Le fils, digne en tout de son père, par ses talents et son courageux dévouement, a été assassiné dans les troubles de 1832.

grande et forte, qui s'était battue à coups de sabre, et qui ne craignait rien. J'étais obligée de désavouer tous mes hauts faits, et de raconter tout bonnement combien le moindre danger me trouvait faible et effrayée.

Nous nous hâtâmes de partir pour le Médoc : il fallait un passeport. M. Mac-Curtin me donna un ordre des représentants, qui enjoignait à la municipalité de donner des passeports à Victoire Salgues et à Marie Citran. J'avais pensé qu'il valait mieux, sur la route, cacher nos noms. Je me rendis à la municipalité, toujours vêtue en paysanne : beaucoup de personnes attendaient, et, en les expédiant, on les rudoyait désagréablement. Une religieuse était avant moi; la municipalité, qui, comme les représentants, ménageait beaucoup ceux qu'on égorgeait quelque temps auparavant, traita fort bien cette religieuse : cela m'encouragea. Je m'avançai, et ce fut encore plus fort. Au nom d'*amnistiée*, tout le monde se leva, me fit des révérences, m'appela *madame;* on me fit mille politesses, même des offres de service; et ce bon accueil n'était pourtant que pour la pauvre Victoire, à qui son titre de Vendéenne valait tout cela. Tandis qu'on venait de traiter si brusquement de bons républicains, que l'on tutoyait, on me parlait toujours à la troisième personne; et comme je dis que Marie Citran n'avait pu venir, parce qu'elle avait la fièvre, on m'offrit de lui apporter le registre à signer dans sa chambre.

Nous partîmes avec nos femmes dans une voi-

ture que nous achetâmes : nous emmenions mademoiselle de Concise, dont la mère avait péri à Nantes, et qui ne savait en ce moment que devenir. Tous nos paquets étaient renfermés dans deux petits paniers, ce qui étonnait beaucoup les postillons. Avant Ancenis, je m'arrêtai pour aller voir Réné Tremoreau et sa femme, à qui j'avais confié ma fille aînée : je voulais toujours douter de sa mort; je m'imaginais que c'était peut-être pour la mieux cacher qu'ils avaient dit qu'elle avait péri; j'en étais si persuadée, que je leur offris imprudemment 3000 fr. comptant et 1200 fr. de pension s'ils me rendaient ma fille : ils auraient pu supposer un autre enfant; mais ils me répétèrent, en fondant en larmes, qu'elle était morte, et qu'avec elle ils avaient perdu leur fortune; ils eurent même la probité de vouloir me rendre l'argent que je leur avais laissé en la cachant.

A Ancenis, comme les Chouans se montraient souvent en force sur la route d'Angers, le district ne voulut pas nous laisser aller plus loin sans escorte; et il y avait cependant des postes républicains toutes les demi-lieues. Nous n'osâmes point dire que nous n'avions nulle peur des brigands; nous fûmes deux jours à attendre l'arrivée d'un aide-de-camp du général Canclaux, qui devait passer, parce qu'on voulait faire un seul convoi : il sut qui nous étions, et eut alors la politesse de faire passer notre voiture la première, pensant, j'imagine, que nous le défendrions mieux contre les

Chouans que les seize hussards qui nous escortaient.

Ainsi nous étions défendues par les Bleus contre les brigands. Cette bizarrerie m'affligeait; mais, après Angers, il n'y eut plus besoin d'escorte. Nous continuâmes notre route pour Bordeaux, sans autres obstacles que ceux d'une saison très-rigoureuse; nous vîmes sur la route beaucoup de misère et de famine; nous fûmes arrêtées onze jours par les glaces au passage de Saint-André-de-Cubzac; enfin nous arrivâmes à Bordeaux le 8 février. Mon oncle de Courcy avait été dangereusement et longtemps malade, et cette circonstance l'avait préservé de la persécution. Citran n'était pas vendu.

Tous nos amis, au milieu du plaisir de nous revoir, en éprouvaient une sorte de frayeur; ils ne pouvaient croire à l'amnistie, dont on ignorait les détails à Bordeaux; chacun s'empressait autour de nous, et nous regardait comme des personnes extraordinaires. Nous allâmes au département pour faire enregistrer notre amnistie; nous étions toujours vêtues en paysannes. On nous reçut froidement, mais honnêtement. Le commissaire du département voulut nous faire une petite exhortation, et dit qu'on devait compter sur notre repentir. Je me sentis offensée de cette phrase; je rougis, et le regardai d'une façon qui inquiéta mes amis; mais il n'en arriva rien. Nous rentrâmes tranquillement à Citran.

Je perdis ma petite fille au moment où l'on ve-

nait de la sevrer, à seize mois, et lorsque j'espérais la revoir. Les lois nouvelles me faisaient son héritière, et me donnaient tous les biens de M. de Lescure : telles avaient été aussi ses intentions; il les avait consignées dans un testament; sans cela, j'aurais laissé des collatéraux fort éloignés se partager une succession qui ne leur était pas destinée.

Lorsque la crise du 18 fructidor arriva, on s'aperçut que j'étais sur la liste des émigrés, et il me fallut sortir de France, sous peine de mort, comme les autres émigrés non rayés. Il était cependant bien clair que je n'avais pas quitté la France! Je m'en allai en Espagne avec M. de Courcy, inscrit aussi sur la liste : ma mère ne s'y trouvait pas. Je passai huit mois sur la frontière d'Espagne; je trouvai, dans les habitants de ce pays, des sentiments nobles et élevés, qui m'y attachèrent sincèrement; depuis, je n'ai point été surprise de leur héroïque résistance contre Bonaparte.

Cependant ma mère obtint que je serais rappelée : elle avait représenté que mon exil était une violation de l'amnistie et de la paix signée avec les Vendéens, qui déclaraient non émigrés tous ceux qui avaient pris part à la guerre. Quelques protections firent écouter cette juste réclamation. Ma mère obtint qu'on enverrait au département de la Gironde la lettre que le ministre avait adressée secrètement, le 18 fructidor, aux onze départements de l'Ouest, pour faire rester en France les amnistiés; cette lettre avait été ignorée à Bordeaux : ainsi, je suis la seule

Vendéenne qui ait été obligée de sortir; je revins, même sans être mise en surveillance, car on reconnaissait que j'avais été mal à propos exilée. Ensuite le département de la Gironde me raya de la liste des émigrés. Il fallait que cette décision fût confirmée à Paris; il paraissait qu'elle le serait sans difficulté : mais des ennemis inconnus, ou de zélés républicains, dérobèrent dans les bureaux la moitié des pièces, et je fus maintenue sur la liste. Aussitôt je reçus un nouvel ordre de sortir de France dans le délai de vingt jours, sous peine d'être fusillée : tous mes biens furent mis en vente. Je retournai chez les bons Espagnols qui m'avaient déjà donné asile; j'y passai dix mois, et c'est là que j'ai commencé à écrire ces Mémoires. Je revins en France au mois de mai; toutes les choses avaient changé de face depuis le 18 brumaire.

Je retrouvai, contre toute attente, les biens que j'avais laissés en partant. Beaucoup avaient été vendus pendant la guerre de la Vendée; mais ce qui me restait ne le fut pas pendant mon exil. En Poitou, la mémoire de M. de Lescure m'avait protégée; des personnes que je ne connaissais pas, qui n'avaient pas les mêmes opinions que moi, mirent, par reconnaissance pour lui, à mon insu, une chaleur et un dévouement extrêmes pour me conserver les biens qu'il était ordonné de vendre. En Gascogne, je dus tout à MM. Duchâtel, Deynaut, Magnan et Descressonière.

Ma mère me pressait de me remarier. J'avais

toujours pensé que je ne devais vivre que pour regretter ceux que j'avais perdus, et qu'après tant de malheurs, c'était là mon devoir; j'avais souvent projeté de fonder quelque hospice et de consacrer ma fortune et mes soins à secourir les pauvres blessés vendéens qui avaient combattu près de moi, et dont j'avais partagé la misère. Mais le monde réduit de tels desseins à n'être que des rêves de l'imagination; dans notre siècle, on les traite de folie et d'exaltation : je finis par écouter les conseils de ma mère. Cependant je regrettais de perdre un nom qui m'était si cher et si glorieux; je ne voulais pas renoncer à tous les souvenirs de la Vendée, pour recommencer une nouvelle existence. Il y a des circonstances auxquelles la vie entière doit toujours se rattacher.

Je ne pus songer à obéir à ma mère que lorsque j'eus vu en Poitou M. Louis de la Rochejaquelein, frère de Henri. Il me sembla qu'en l'épousant c'était m'attacher encore plus à la Vendée, unir deux noms qui ne devaient point se séparer. J'épousai M. Louis de la Rochejaquelein le 1er mars 1802.

CHAPITRE XXVI.

Depuis mon mariage.

Louis du Vergier de la Rochejaquelein était né le 30 novembre 1777, au château de la Durbelière, paroisse de Saint-Aubin de Baubigné, près de Châtillon. Son père, le marquis de la Rochejaquelein, avait été colonel du régiment Royal-Pologne, et fait maréchal-de-camp en 1785. Il avait la réputation d'un excellent officier de cavalerie. Il émigra avec sa femme et cinq jeunes enfants, laissant Henri, qui était à Paris, comme je l'ai dit. Sa fille aînée avait émigré avec son mari. Après être resté quelque temps à Tournay, et même être venu en France momentanément, M. de la Rochejaquelein se rendit à l'armée des princes, où il fut fait maréchal-des-logis-général de la cavalerie. Sa femme et ses enfants, demeurés jusque-là à Tournay, partirent en même temps pour l'Angleterre; mais Louis, son second fils, qui à Tournay était sans cesse avec les officiers du régiment de la Tour-Taxis, qui l'avaient pris en amitié, s'échappa en route, et vint à pied les retrouver. Il fit la campagne

avec eux, quoiqu'âgé seulement de quatorze ans.

Après la campagne des princes, mon beau-père fut à Londres, où il plaça ses jeunes enfants dans des pensions; Louis le rejoignit, et ils partirent pour Saint-Domingue avec la marquise de la Rochejaquelein, qui possédait une habitation à l'Anse-à-Veau. Les nègres, dans cette partie de l'île, étaient restés très-fidèles; cependant, peu de jours après leur arrivée, les autorités les obligèrent à aller chercher un refuge à la Jamaïque.

Le gouvernement anglais voulant prendre Saint-Domingue, où tous les blancs qui n'avaient pu fuir venaient d'être massacrés, avait donné l'ordre d'organiser des légions de nègres fidèles, dont les propriétaires de Saint-Domingue seraient les officiers. Le marquis de la Rochejaquelein fut nommé commandant d'une de ces légions, où Louis entra comme officier, et peu après devint capitaine de grenadiers. Ils firent la guerre pendant près de cinq ans, jusqu'au moment où les Anglais furent forcés d'évacuer Saint-Domingue. Le général Maitland licencia les légions coloniales; les nègres se dispersèrent; le général anglais embarqua ses troupes, mais refusa obstinément de prendre à bord les officiers colons, au nombre de trois cents, dont plusieurs, entr'autres mon beau-père, avaient leurs femmes avec eux. Il assurait que ces officiers ne courraient aucun risque; qu'il avait traité avec le général Rigaud, et qu'étant tous propriétaires à Saint-Domingue, ils ne seraient pas inquiétés. Malgré le

désespoir et les prières des colons, Maitland fut inflexible, et partit.

Cependant le général Rigaud avançait avec son armée; il n'était plus qu'à quatre lieues, lorsque les colons résolurent d'envoyer l'un d'eux vers lui. Louis s'offrit pour cette périlleuse ambassade. Il se présenta devant Rigaud, lui répéta tout ce qu'avait dit le général Maitland pour les trois cents officiers. A ce récit, Rigaud s'écria : « On m'accuse de cruauté; « mais je serais incapable d'une trahison pareille : « non, monsieur, il n'y a point d'accord fait à l'é« gard des officiers colons avec le général Maitland; « tout ce que je puis faire, c'est de retarder de « vingt-quatre heures la marche de mes troupes. « Tâchez de vous embarquer pendant ce temps-là, « car il me serait impossible d'empêcher une bou« cherie générale de vous tous, et surtout d'arrê« ter les mulâtres qui vont arriver. »

Au retour de Louis, chacun sacrifia des sommes considérables pour se procurer de mauvaises barques et s'éloigner du rivage, au risque de se noyer. Les blancs ne pouvaient se retirer dans les terres, les nègres révoltés étant maîtres de tout le pays, et ils s'embarquèrent pour la Jamaïque avant l'arrivée de Rigaud. Le marquis de la Rochejaquelein tenta de faire le commerce. Dans un de ses voyages, sur une lettre de marque, le vaisseau fut attaqué et pris à l'abordage par un corsaire espagnol. Dans ce combat, mon beau-père eut un bras emporté, et reçut plusieurs coups de sabre à la

figure. Son bras tenait encore par un lambeau de chair; il acheva de le couper avec son sabre, et le jeta lui-même à la mer. Conduit à Sant-Iago de Cuba, il fut recueilli par messieurs Mounier et Casamajor, qui lui prodiguèrent leurs soins. Le général Leclerc était dans ce moment maître de Saint-Domingue. Le marquis de la Rochejaquelein se fit conduire à son habitation. On ne voulait pas la lui rendre; il s'en fit fermier, et au bout de quelques mois, dans le cours de 1802, il succomba à ses blessures, malgré les soins de ses deux filles, Annette et Louise, et entouré de ses nègres, toujours fidèles. Ma belle-mère n'existait plus. Quant à Louis, ayant obtenu, en revenant de Saint-Domingue, une sous-lieutenance dans un régiment de ligne anglais, il était parti pour l'Angleterre.

En 1799, il était question de faire un débarquement dans la Vendée. Louis était en garnison à soixante lieues de Londres; il obtint avec peine un congé pour se rendre dans cette ville. Le but de son voyage était de supplier les princes de l'envoyer ou de l'emmener dans la Vendée. Ils le reçurent très-bien dès qu'il se fut nommé, et le lui promirent. Il fit observer que, n'ayant qu'un congé de trois jours, il était obligé de repartir à l'instant même, n'ayant que sa place pour subsister, mais qu'il donnerait sa démission sitôt qu'il recevrait des ordres pour l'embarquement.

Il y avait foule dans le salon des princes; tous les émigrés venaient demander de faire partie de

l'expédition. Louis, en sortant, fut suivi d'un homme qui lui frappa sur l'épaule, et lui dit avec émotion : « Jeune homme, je suis charmé de vous « voir; j'ai servi sous votre brave frère, que j'ai-« mais tant; votre ardeur me plaît beaucoup, mais « elle sera inutile. Retournez à votre régiment, et « n'espérez pas y recevoir des ordres. *Les princes « ne comprennent pas, et vous ne comprenez pas « non plus l'effet de votre nom dans la Vendée;* « mais il ne manque pas *là-dedans* de gens qui le « savent, et qui trouveront bien le moyen d'empê-« cher qu'on ne vous y envoie. Allez, allez, bon « jeune homme, vous verrez la vérité de ce que je « vous dis. Je suis le général Georges Cadoudal. » Aussitôt il le quitta; et Louis en effet ne reçut aucun ordre : à la vérité il n'y eut pas de débarquement; ses espérances et ses projets s'évanouirent. M. de la Rochejaquelein n'a jamais vu que cette fois-là le fameux Georges Cadoudal.

Quand Bonaparte rouvrit aux émigrés les portes de la France, Louis vint habiter chez sa tante, mademoiselle de la Rochejaquelein, qui demeurait à Saint-Aubin de Baubigné, et y resta jusqu'à notre mariage. Mademoiselle de la Rochejaquelein n'avait jamais quitté le pays; elle s'y était tenue cachée; elle vivait entourée de blessés, de veuves, d'orphelins; sa maison avait été brûlée. C'est là que Louis apprit, dans le plus grand détail, l'histoire de nos guerres, dont il n'avait eu jusqu'alors que de vagues notions. Son âme fut pénétrée d'enthou-

siasme et d'admiration pour le courage et les vertus chrétiennes des armées vendéennes, qui lui inspirèrent cette piété solide qu'il a toujours pratiquée depuis.

Lorsque j'écrivais la fin de ces Mémoires, qui vous étaient destinés, mes chers enfants, nous vivions à la campagne, évitant avec soin l'éclat et le bruit, ne venant jamais à Paris, conservant nos opinions, nos sentiments, et surtout l'espérance que Dieu nous rendrait un jour notre légitime souverain. M. de la Rochejaquelein se livrait à l'agriculture et à la chasse. Cette vie paisible et obscure ne pouvait nous dérober à l'action inquiète d'un gouvernement qui ne se contentait pas de notre soumission, et semblait s'irriter de ne pas avoir nos hommages et nos services.

Nous étions en butte à une tyrannie qui ne nous laissait ni calme ni bonheur : tantôt on plaçait un espion parmi nos domestiques; tantôt on exilait loin de leur demeure quelques-uns de nos parents, en leur reprochant une charité qui leur attirait trop l'affection de leurs voisins; tantôt mon mari était obligé d'aller rendre compte de sa conduite à Paris; tantôt une partie de chasse était représentée comme une réunion de Vendéens; quelquefois on nous blâmait d'aller en Poitou, parce qu'on trouvait que notre influence y était trop dangereuse; d'autres fois on nous reprochait de ne pas y habiter, et de ne pas employer cette influence au profit de la conscription. Les gens en place

croyaient se faire un mérite en nous inquiétant de mille manières. On voulait, soit par promesses, soit par menaces, attacher par quelque emploi notre famille au gouvernement. Le fameux abbé de Pradt, alors évêque de Poitiers, faisant une visite pastorale dans notre pays, nous fit dire qu'il viendrait coucher à Clisson. Malgré ses opinions bien connues, nous le reçûmes avec tout le respect dû à sa dignité. Le lendemain matin, avant de partir, il prit M. de la Rochejaquelein en tête-à-tête, et peut-être, sans en être chargé, lui dit qu'il fallait qu'il s'attachât au gouvernement et qu'il prît une place quelconque. Comme mon mari s'en défendait, M. de Pradt lui dit : « Choisissez la place « qui vous conviendra ; *mettez-vous à prix*, mon-« sieur. » Voyant que M. de la Rochejaquelein prétextait ses affaires, sa santé : « Mais vous ne ferez « pas la place, lui dit-il ; seulement il faut votre « nom. » Ses prières restant sans effet, il ajouta en élevant la voix au point que nous l'entendîmes : « Vous voulez résister à l'empereur, monsieur ! « Tombez à ses pieds, comme toute l'Europe ; vos « princes ne sont que de la vile matière ! » Les menaces ne réussirent pas mieux que les prières, et M. de la Rochejaquelein resta inébranlable. La considération attachée à des opinions fidèles et pures, et à une position indépendante, fatiguait le gouvernement : aussi notre existence était sans cesse troublée.

Cependant une circonstance nous avait donné

quelque tranquillité. Quand on sut que Bonaparte viendrait à Bordeaux, M. de la Rochejaquelein partit sur-le-champ pour le Poitou. Ma mère et moi restâmes en Médoc, bien décidées à ne point aller à Bordeaux faire notre cour, mais craignant pour cela même des persécutions. Le comte de Monbadon, cousin-germain et surtout ami de ma mère, était alors maire de la ville; c'était un homme excellent, rempli de sagesse et de bonté; il n'avait pas émigré, et était resté tranquille, ne se mêlant de rien. Il avait épousé, vers 1800, mademoiselle de Terrefort, qui se trouvait très-proche parente de l'impératrice Joséphine, qu'elle ne connaissait pas. L'impératrice, apprenant qu'elle avait à Bordeaux un parent riche et très-estimé, le fit nommer maire et sénateur. Accompagnant l'empereur dans une promenade sur l'eau, Bonaparte lui dit : « Vous « avez la famille de la Rochejaquelein dans ce « pays-ci ? » M. de Monbadon répondit : « Madame « de Donnissan est ma très-proche parente; sa « fille, veuve de M. de Lescure, est avec elle en « Médoc; elle a beaucoup de petits enfants, et est « près d'accoucher; son mari est en Poitou. » L'empereur reprit : « C'est un jeune homme sage. J'ai- « mais beaucoup Lescure, c'était un brave homme. » Duroc ajouta : « Sa veuve ne pouvait épouser qu'un « la Rochejaquelein. »

M. de Monbadon envoya tout de suite un exprès à ma mère pour lui faire connaître cette conversation, et pour la rassurer.

Ce fut dans ce temps, à peu près, que nous fîmes connaissance avec M. de Barante, alors sous-préfet de Bressuire.

Comme je l'ai dit, les souvenirs de la guerre de la Vendée lui avaient inspiré une grande admiration; il s'était fort attaché au caractère simple et loyal des habitants de ce pays; il montra franchement de l'estime pour notre constance dans nos sentiments; une confiance parfaite s'établit entre lui et nous. Autant qu'il fût en lui, il tâcha de rendre notre situation moins pénible; il disait hautement qu'il était hors de la justice et de la dignité d'exiger de nous autre chose que l'obéissance aux lois établies. Il savait que M. de la Rochejaquelein avait trop d'honneur et de raison pour exciter des troubles et faire répandre du sang inutilement, et qu'il n'entreprendrait rien, à moins que ce ne fût avec l'espérance de sauver son pays.

En 1809, M. de Barante était passé à la préfecture de la Vendée; la persécution devint plus avouée et plus directe; on voulut forcer M. de la Rochejaquelein à entrer dans l'armée comme adjudant-commandant, avec le grade de colonel. On savait qu'il avait fait, comme capitaine de grenadiers, cinq campagnes contre les nègres de Saint-Domingue. La lettre du ministre était aussi pressante que polie. Il disait à M. de la Rochejaquelein que son frère s'étant illustré dans les armes, il devait désirer de suivre la même carrière. Il refusa : sa santé, cinq enfants que nous avions déjà, étaient des mo-

tifs à alléguer, mais que l'on n'eût peut-être pas admis sans le zèle et les bons offices de M. de Monbadon.

Mon beau-frère, Auguste de la Rochejaquelein, fut aussi *invité* à prendre du service, en même temps que MM. de Talmont, de Castries, et d'autres jeunes gens marquants; il alla à Paris, et refusa. Dès qu'on vit qu'il faisait des objections, au lieu de les écouter, on le fit arrêter; il ne céda pas encore, demanda de quoi il était coupable, et ne voulut point comprendre pourquoi on le mettait en prison; de sorte qu'après plus de deux mois il força du moins le ministre de s'expliquer sans détour, et de lui signifier qu'il serait prisonnier tant qu'il ne serait pas sous-lieutenant. On le plaça dans un régiment de carabiniers : il y passa trois ans. A la bataille de la Moskowa, il fut couvert de blessures, fait prisonnier et conduit à Saratow; il y fut bien traité, et son sort fut tout-à-fait adouci à la recommandation de Louis XVIII, qui eut l'extrême bonté de faire écrire en sa faveur.

Vers la fin de 1811, ma santé et le désir de revoir ma tante de Chastellux, qui revenait enfin d'Italie avec sa famille, nous conduisirent, ma mère et moi, à Paris, où je n'étais pas venue depuis 1792. M. de la Rochejaquelein vint m'y joindre. L'expédition de Russie était alors décidée. Les personnes qui, comme nous, étaient restées invariablement attachées à la maison de Bourbon, ne voyaient jamais Bonaparte entreprendre une guerre sans con-

cevoir une secrète espérance que quelqu'une des chances qu'il bravait avec tant de folie le renverserait. Cette fois surtout, le caractère gigantesque et extravagant de cette expédition, la distance des armées, la nature du pays où elles allaient combattre, et l'inutilité, si claire pour les yeux les plus fascinés, d'une entreprise ainsi conçue, donnaient l'idée qu'il courait vers la fin de sa prospérité. Nous nous entretînmes de cet espoir avec ceux qui partageaient nos sentiments. M. de la Rochejaquelein vit et rechercha les hommes les plus marquants par leur nom et leur constance, entr'autres MM. de Rivière, de Polignac, malgré la surveillance de leur prison.

Nous revînmes en Poitou, et de là en Médoc, où nous passâmes l'hiver de 1813. Les désastres de Russie, la destruction de l'armée, les mesures qu'il fallait prendre pour réparer ces pertes, les levées multipliées, les sacrifices de toute espèce que le gouvernement imposait, l'odieuse formation des régiments de gardes d'honneur, tout semblait devoir précipiter le dénouement et amener une révolution à laquelle il fallait se préparer.

Ce fut au mois de mars de la même année que M. Latour arriva à Bordeaux, portant les ordres du roi. Avant de parler de sa mission, il est nécessaire de rendre compte de ce qui s'était passé dans cette ville depuis 1791. Le parti royaliste y avait toujours été nombreux; les jeunes gens y étaient zélés et entreprenants, la masse du peuple

excellente ; les émigrés que l'on y emprisonnait avaient souvent été délivrés par adresse ou à main armée ; une multitude de réquisitionnaires y avaient trouvé un asile ; les prisonniers espagnols y avaient reçu l'accueil le plus touchant ; mille autres circonstances avaient assez prouvé quelle était l'opinion des Bordelais (1) : mais, outre cela, l'élite des royalistes était secrètement formée en compagnies armées, la plupart composées d'artisans qui n'ont jamais reçu aucune paie. La discrétion de tant de personnes est encore plus remarquable que leur fidélité. Je vais expliquer l'origine de cette organisation.

L'époque qui a suivi la seconde guerre de la Vendée, c'est-à-dire 1796, est celle où les royalistes ont eu le plus d'espérances et concerté le plus d'entreprises. Le Directoire, méprisé de tous, n'avait, pour ainsi dire, aucune puissance ; on jouis-

(1) J'en citerai seulement deux traits bien caractéristiques :

En 1794, les Bordelais se portèrent en foule au logement des représentants du peuple, pour leur signifier qu'ils étaient las de tant d'exécutions, et qu'ils n'en voulaient plus. Les représentants, effrayés, se cachèrent, et pendant plus de trois semaines on n'osa guillotiner personne.

Voici le second trait : Quand Bonaparte, encore consul, eut eu la fantaisie de faire le duc de Parme roi d'Etrurie, ce prince, qui s'appelait *Louis*, venant de Madrid avec sa femme, passa à Bordeaux pour se rendre à Paris. On se porta en foule au-devant d'eux, et les gendarmes eurent l'ordre singulier de crier : *Vive le roi !* et d'autoriser le peuple à en faire autant. Aussitôt les cris de *Vive le roi ! Vive Louis ! Vivent les Bourbons !* éclatèrent de toutes parts avec un enthousiasme qui tenait du délire, et qui dura les trois jours que le prince resta à Bordeaux. On a assuré que ce furent les impressions si vives et si diverses que le duc de Parme éprouva dans son voyage de France, qui hâtèrent sa mort.

sait d'une grande liberté, et jamais les opinions n'ont eu un cours aussi peu contraint. Le roi avait des intelligences dans presque toutes les provinces; partout il y avait une sorte d'organisation, à peine secrète, du parti royaliste. Des commissaires nommés par le roi, alors à Vérone, travaillaient à servir sa cause : c'était M. Dupont-Constant, créole, qui était commissaire à Bordeaux; il présidait un conseil nombreux; ses principaux agents étaient MM. Archbold, médecin; Dupouy, chirurgien; Cosse, maître de musique; Estebenet, maître de pension, etc., etc.

Quelques mois auparavant (après la seconde guerre de la Vendée), MM. Forestier et de Céris vinrent passer quelques jours à Bordeaux : ces messieurs se rendaient à Baréges pour leur santé. Nous ne connaissions pas le dernier jeune homme, parce qu'étant émigré, il n'était arrivé dans la Vendée qu'en 1794. M. de Céris revint de Barèges, de la part de M. Forestier, nous dire qu'ils avaient résolu de passer en Espagne et en Angleterre; il demanda à ma mère des lettres de recommandation; elle lui en donna de fort pressantes pour le duc d'Havré, son ami intime, et pour mon oncle le duc de Lorges. Elle n'avait pas l'idée que MM. Forestier et de Céris travaillassent à l'exécution de quelque entreprise; peut-être qu'eux-mêmes n'avaient pas de pensées bien arrêtées à cet égard. L'accueil flatteur qu'ils reçurent, les entretiens qu'on eut avec eux, l'état de la France, qui semblait de plus en plus

présenter des chances favorables, redoublèrent leur zèle. Au mois de mai 1797, ils revinrent, apportant à ma mère une lettre de la main de Monsieur, qui la chargeait de réunir le parti du roi à Bordeaux. Il y avait des instructions du duc d'Havré, et aussi du prince de la Paix. Elle vit bien que par trop d'ardeur MM. Forestier et de Céris avaient tout exagéré dans leurs discours, et présenté les choses sous un aspect beaucoup trop favorable; cependant elle regarda comme un devoir sacré de répondre à la confiance dont le prince l'honorait. Elle confia le tout à M. Dudon, ancien procureur-général, et à son fils, M. Dudon de l'Estrade; elle conféra avec eux de ce qu'il y avait à faire. Ce digne magistrat, malgré son grand âge, était plein d'énergie; elle lui apprit que M. Dupont-Constant était commissaire du roi, et ces messieurs formèrent un conseil secret, composé seulement de MM. Dupont-Constant, Dudon, Deynaut, qui avait appartenu aux finances de Monsieur, et qui était alors inspecteur de l'enregistrement, et de l'abbé Jagault, ancien secrétaire du conseil supérieur de la Vendée. On jugea qu'il importait, avant tout, d'éclairer les princes sur la véritable situation de la France, qu'on leur avait présentée d'une manière trop flatteuse et inexacte.

L'abbé Jagault partit pour Edimbourg; il rédigea et remit à Monsieur un Mémoire où il exposait la vérité.

La journée du 18 fructidor vint bientôt con-

firmer ses sincères observations : les espérances des royalistes furent détruites, et leurs projets renversés par cet événement.

Quand, un an après, le gouvernement du Directoire commença à être ébranlé; quand les Autrichiens et les Russes obtinrent en Italie de grands succès, que tout sembla présager un changement en France, on reprit avec plus d'ardeur le dessein d'agir. Ma mère avait gagné depuis longtemps au parti du roi M. Papin, négociant. Ce jeune homme était parti, quelques années auparavant, à la tête des volontaires de Bordeaux; il avait fait la guerre d'Espagne avec une grande distinction, et obtenu le grade de général de brigade sur le champ de bataille; il avait aimé la révolution, et c'était dans cette disposition qu'il était parti pour les armées. A son retour, apprenant quels excès s'étaient commis en son absence, il ne voulut point être mêlé aux hommes qui s'en étaient rendus coupables, et se plaignit à M. Deynaut de ce qu'on avait voulu le mettre sur la liste d'un club de jacobins.

Ma mère voulut connaître M. Papin; elle exalta en lui l'horreur qu'il avait conçue pour la révolution, et parvint à vaincre l'hésitation qui l'empêchait de se ranger dans un autre parti, en lui disant qu'il n'y avait de honte qu'à rester fidèle à une mauvaise cause.

Elle le présenta à MM. Dudon et Dupont, avec une confiance qu'il méritait bien. Il les voyait ra-

rement; M. Queyriaux était l'intermédiaire entre eux et lui. Ces messieurs l'ayant nommé général, pour le roi, de tout le département, il s'occupa aussitôt à former un corps qui s'intitula *garde royale*, et qui, depuis, n'a cessé d'exister. M. Papin fut surtout secondé par MM. de Maillan, ancien major au régiment de Champagne; Sabès, parti par zèle avec l'armée républicaine, et devenu adjudant-général; Labarthe, ex-officier de la garde constitutionnelle de Louis XVI; Gautier, propriétaire, ancien officier républicain; Latour-Olanier, Roger, Aquart, tous trois négociants; Marmajoux, marchand papetier; Rollac, commis négociant; Dumas, agent de change; Delpech frères, etc., etc.

Jamais on ne s'était cru si près du succès : la loi des otages avait allumé la troisième guerre de la Vendée, renouvelé et étendu celle des chouans; à Bordeaux, on en vint aux mains; les jacobins, aidés par un régiment, attaquèrent ouvertement les jeunes gens.

M. Eugène de Saluces fut blessé, et mis en prison avec plus de quarante autres, qui sortirent successivement; mais il y resta quatre mois avec un brave menuisier nommé *Louis Hagry*, homme d'un zèle extraordinaire. Ceci se passa pendant l'été de 1799 : nous étions alors en Espagne, où ma mère avait eu la permission de m'accompagner dans mon second exil, et de passer quelque temps avec moi. Nous vîmes à Oyarsun le fameux Richer-Serisy, auteur de l'*Accusateur public*, qui, s'étant

sauvé des prisons de Rochefort, était caché à deux lieues des frontières, dans le pays basque. La maison où il était avait une cour commune avec celle d'un patriote, qui le dénonça. Une vingtaine de gendarmes arrivèrent à l'aube du jour. Richer-Serisy se sauve en chemise, et, quoique persuadé que c'est le voisin qui l'a dénoncé, il va frapper à sa porte, et lui dit, avec ce ton doux et persuasif qui le caractérisait : « Monsieur, je sais que nos « opinions diffèrent, mais je vous crois trop hon« nête homme pour ne pas désirer de sauver un de « vos semblables qui remet sa vie entre vos mains. » Cet homme, confondu, le fait entrer, et le cache dans son propre lit, s'habille, et va se mêler aux gens qui faisaient la fouille.

Pendant ce temps, des gendarmes couraient après M. de Borda, émigré; celui-ci était grand comme Richer-Serisy; il s'était fort distingué dans la guerre d'Espagne. Il était caché dans la même maison ou à côté, mais on l'ignorait. Comme la fouille se faisait à cause de Richer-Serisy, excepté chez son dénonciateur, M. de Borda fut obligé de se sauver; il prit un fusil à deux coups, et s'élança dans le jardin. Les gendarmes le poursuivirent. Quand il fut sur le mur, il les coucha en joue : ils s'arrêtèrent, étonnés de tant d'audace. Quatre cependant franchirent le mur après lui. Il se retourna : deux s'en allèrent, ayant peut-être de la répugnance à tuer un homme si brave; il força les deux autres à se coucher dans des blés; mais, comme

il commençait à faire un peu jour, il craignait qu'ils ne regardassent de quel côté il allait. Il fut à eux, et leur ordonna, avec menace, de ne pas se relever. Il prend un chemin au hasard, voit un petit cordonnier qui ouvrait sa boutique pour savoir d'où venait le bruit, le saisit au collet, l'entraîne, plus mort que vif, dans un bois voisin, et là, lui dit : « Je ne veux te faire aucun mal; j'ignore « les routes; je suis un émigré, on me poursuit; « conduis-moi en Espagne. » C'est ainsi qu'il se sauva. On a toujours cru que c'était Richer-Serisy, qui, en se battant, s'était échappé du milieu des gendarmes.

MM. de Borda et Serisy arrivèrent à Oyarsun deux jours après, et nous racontèrent cette aventure, qui fait assurément grand honneur à l'un et à l'autre. Nous n'avions jamais vu Richer-Serisy. C'était un grand homme, pâle, avec des dents superbes; sa figure, noble et mélancolique, s'embellissait et s'animait en parlant d'une manière extraordinaire.

Après plusieurs conférences avec ma mère, il partit pour Madrid avec le comte Alexandre de Saluces. C'était au moment de la loi des otages. La supériorité de son esprit et le charme de son éloquence séduisirent le prince de la Paix; mais les conseillers de ce ministre vinrent à bout de changer ses projets, et Richer-Serisy partit pour l'Angleterre, où il est mort de la poitrine, honoré des pleurs de Louis XVIII et de Monsieur.

Le retour du général Bonaparte, le 18 brumaire, et enfin la bataille de Marengo, arrêtèrent encore une fois les projets des royalistes; tout fut suspendu, hormis les désirs et les liens mutuels qui existaient parmi les nombreux serviteurs du roi.

MM. Dudon moururent, ainsi que l'excellent M. Latour-Olanier; on arrêta un grand nombre de royalistes, qui restèrent dix-huit mois en prison, entr'autres MM. Dupont, Dupouy, Dumas. M. Papin échappa par la fuite, et trouva le moyen de se justifier par la protection des maréchaux Moncey et Augereau, ses amis. Lors de l'affaire de Pichegru, il était de retour à Bordeaux; on y fit de nouvelles arrestations; il s'échappa encore, et retourna à Paris auprès du maréchal Moncey. On eut l'air de le croire innocent, à cause de ses protecteurs; mais à peine fut-il de retour à Bordeaux, avec la promesse de n'être pas inquiété, qu'on vint pour l'arrêter : il se cacha de nouveau; puis, voyant que les renseignements contre lui étaient positifs, il quitta la France. Il fut jugé par une commission militaire, qui le condamna à mort par contumace; sa femme et ses enfants se jetèrent vainement aux pieds de Bonaparte pour obtenir sa grâce : depuis ce temps, il resta en Amérique jusqu'en 1816. MM. Forestier, de Céris, du Chénier, furent aussi condamnés par contumace; M. Goguet fut exécuté en Bretagne; l'intrépide M. Dupérat enfermé pour le reste de ses jours (1). Tout rentra dans le si-

(1) Il n'est sorti qu'à la Restauration.

lence, et l'on n'eut plus de communications avec le roi.

Ma mère avait été très-compromise, après la bataille de Marengo, sur ce qui s'était passé à Bordeaux; elle pensa être mise en prison, et jugée; elle en eut toute la peur; mais elle fut bien servie, et l'on put heureusement la défendre, parce qu'elle vivait tranquillement à la campagne, sans se mettre en évidence, et sans se vanter de la confiance des princes, tant elle était exempte d'orgueil, d'ambition, d'égoïsme, de prétention quelconque; elle n'était inspirée que par un dévouement aussi ardent que pur. Après avoir montré sa lettre à M. Dudon, elle l'avait brûlée devant lui, et n'en avait plus parlé. M. Queyriaux, notre ami, plein d'un zèle sans bornes, était presque toujours le seul qui la mît en communication avec tous les royalistes: elle était souvent consultée; mais, loin de s'en prévaloir, elle ne se mêlait des affaires que pour entretenir l'union. Cette conduite tenait à son caractère, et non à un sentiment de crainte; ma mère ne cachait pas son opinion, et peut-être même que sa franchise et sa simplicité à cet égard l'ont sauvée, en bannissant toute méfiance; on ne pouvait croire qu'il y eût quelque chose à deviner chez des personnes qui parlaient si ouvertement, et qui avaient une conduite si calme.

C'est au point qu'étant parvenu à introduire chez nous un espion pour domestique, il s'en alla au bout de quinze jours, disant qu'il n'y avait rien à

découvrir dans une maison où les maîtres et les domestiques criaient, jusque sur les toits, qu'ils étaient royalistes. Quant à moi, je savais tout, j'admirais ce grand zèle, mais je ne me mêlais de rien, à cause de ma jeunesse, et aussi de la persuasion où j'étais que ces plans ne réussiraient pas.

CHAPITRE XXVII.

De 1808 à 1814.

En 1808, l'enlèvement des princes d'Espagne excita une vive indignation à Bordeaux. M. Rollac organisa un plan avec MM. Pedesclaux, consul d'Espagne, Taffard de Saint-Germain, Queyriaux, Roger et quelques autres, pour enlever Ferdinand VII et le conduire à la station anglaise. Ils envoyèrent M. Dias, maître de langue espagnole à Bordeaux, pour l'en prévenir, et il vint à bout de s'introduire quelques instants dans sa chambre, et de lui parler.

Il est sûr que Ferdinand pouvait être sauvé, mais seul. Le comte de la Tourette, ancien émigré, était entré capitaine dans un corps de nouvelle levée, dit *garde nationale d'élite ;* il devait commander, la nuit du lendemain, le château et la garde des Infants. Toutes les portes se fermaient à neuf heures. On vint proposer à M. de la Tourette de laisser échapper Ferdinand. Il répondit : « Oui, « à condition qu'il prendra l'uniforme d'officier de « mon corps ; je lui donnerai le bras, et je le sau- « verai, ou je périrai avec lui. » Ils devaient trouver

deux chevaux, courir toute la nuit; puis, arrivés près de Pauillac avant le jour, à la marée descendante, une chaloupe pontée les eût conduits sur-le-champ à la station anglaise.

Le succès était immanquable. M. Dias dit au prince qu'il reviendrait le lendemain; mais, n'espérant pas pouvoir lui parler, ils convinrent d'un signe pour savoir s'il acceptait. M. Dias se plaça vainement de manière à être vu de Ferdinand; le prince, ne le connaissant pas, craignit probablement une trahison; ces messieurs ne reçurent point d'ordres, et le projet manqua.

M. Rollac fit, peu de temps après, un complot pour livrer Pampelune aux Espagnols : il fut sur le point de réussir; mais, étant découvert, il fut obligé de fuir. M. Taffard, son ami, le fit embarquer pour l'Angleterre; il emporta un mot de ma mère pour mon oncle de Lorges, et, par ce moyen, fut accrédité près du roi, parla du dévouement des Bordelais, et surtout du courage et du zèle de M. Taffard, auquel il devait la vie. Les relations avec Bordeaux se trouvèrent ainsi rétablies. Il n'en résulta rien pendant quelques années; mais lorsqu'en 1813 la retraite de Moscou eut fait renaître l'espérance, M. Latour arriva à Bordeaux, apportant à M. Taffard une lettre de son ami, pour l'inviter à rallier le parti royaliste : M. Latour l'en chargea de la part du roi. Il était loin de s'attendre à cet honneur; peu riche, ayant une famille nombreuse, sans ambition, M. Taffard n'avait songé,

en servant M. Rollac, qu'à remplir les devoirs de l'amitié; et, tout attaché qu'il était à la maison de Bourbon, il n'avait pas eu l'idée de former un parti: les ordres du roi lui parurent sacrés.

M. Latour était chargé par S. M. de voir aussi M. de la Rochejaquelein, et de lui dire qu'elle comptait sur lui pour la Vendée. Mon mari se rendit à Bordeaux, et eut, dès le soir, une conférence de quatre heures avec MM. Latour et Taffard.

Dès-lors, M. Taffard reprit avec MM. Queyriaux, Marmajoux et autres, les anciens plans de la garde royale. M. de la Rochejaquelein partit pour le Poitou : il parcourut l'Anjou et la Touraine, avec M. de la Ville de Baugé, celui des anciens chefs qui lui avait toujours montré le plus d'attachement, allant partout voir leurs amis et les anciens Vendéens, sondant tous les esprits. Il regretta de ne plus trouver dans le département le général Dufresne, qui en avait eu très-longtemps le commandement, et avait rendu beaucoup de services aux Vendéens; aussi mon mari lui avait-il confié ses espérances, ses désirs, et avait reçu sa parole de servir le roi dès que l'occasion s'en présenterait.

A Tours, il trouva tous les jeunes gens de la Vendée qui avaient été forcés d'entrer dans les gardes d'honneur; leur ressentiment était extrême. Il leur fit entrevoir une partie de ses projets, et leur recommanda de se réserver avec prudence pour le moment décisif. Il fut question d'enlever

de Valençay Ferdinand VII. M. Thomas de Poix, gentilhomme du Berry, un des meilleurs amis de M. de la Rochejaquelein, devait être le chef de cette entreprise; il est mort au moment où il eût pu agir (1). Mon mari continua son voyage, passa quinze jours à Nantes chez M. de Barante, son ami, alors préfet; il vit, dans ses courses, le prince Adrien de Laval, venu de Paris dans les mêmes vues que lui; MM. de Sesmaisons, de Suzannet, etc., tous brûlants de zèle.

Cependant les jeunes gardes d'honneur de Tours ne furent pas aussi prudents qu'on le leur avait recommandé; ils firent plusieurs coups de tête : quelques-uns furent arrêtés, entr'autres M. Ludovic de Charette, brave jeune homme, digne de son nom. Dès qu'il avait appris que mon mari était à Tours, il était venu dans sa chambre se jeter à son cou, en lui criant : « Je suis Charette, vous la Rochejaquelein, nous devons être amis! » On juge du

(1) Ceci me rappelle l'aventure de M. de Colly, officier suisse qui avait plus de zèle que d'habileté. Il avait formé un plan, d'accord avec les Anglais, pour délivrer Ferdinand VII de Valençay; il fut arrêté, on prit ses papiers. Bonaparte les fit donner à un espion, qui se présenta à Valençay comme étant M. de Colly, tandis que celui-ci était enfermé très-secrètement à Vincennes. Il paraît que Ferdinand fut averti de cette trahison, car à cette époque on publia, dans la *Gazette*, une lettre de ce prince à l'empereur, où il dénonçait M. de Colly pour lui avoir proposé de l'enlever, et déclarait qu'il se trouvait très-bien à Valençay.

Tout le monde fut outré de cette lettre, et on finit par la croire supposée, car on ignorait absolument tout ce que je viens de dire. C'est par M. de Colly luimême que je l'ai appris. Après une longue détention, il n'avait eu sa liberté qu'à la Restauration. Il courut à Madrid, et Ferdinand VII, très-reconnaissant, lui donna le rang de colonel, plusieurs décorations, et 10,000 fr. de pension.

bonheur que Louis éprouva en trouvant une âme si semblable à la sienne ; il lui dévoila entièrement et sans nulle réserve tous ses plans pour culbuter Bonaparte, et M. de Charette les embrassa avec ardeur. Lui et tous les jeunes gens arrêtés, soutinrent les interrogatoires avec une discrétion et une fermeté inébranlables. (1).

M. de la Rochejaquelein revint en Médoc ; j'accouchai le 30 octobre. Le 6 novembre, M. Lynch, ancien président au parlement de Bordeaux et maire de cette ville, respectable ami de ma mère, envoya un exprès à mon mari pour lui apprendre qu'on partait pour l'arrêter. M. Lynch allait en députation à Paris ; il ne se mit en route qu'après avoir eu la certitude que M. de la Rochejaquelein était sauvé. Mon mari me laissa ignorer tout ce qui se passait, et s'en alla à Bordeaux avec MM. Queyriaux ; il avait dîné à Castelnau, et y avait vu arriver les gendarmes qui venaient pour le prendre. M. Bertrand, officier de gendarmerie, les commandait : il savait bien ce qu'il venait faire ; mais comme il n'était pas porteur de l'ordre, et qu'il était seulement chargé de prêter main-forte à un commissaire de police, il laissa passer M. de la Rochejaquelein, qu'il reconnut parfaitement. Le commissaire de police, qui venait en voiture, s'embourba, et fut retardé dans sa marche. Dès la pointe du jour, le château

(1) Il a été tué en 1815, emportant les regrets éternels des Vendéens et les miens. C'était le neveu du fameux général : son père avait aussi été tué dans la Vendée.

fut investi; les domestiques ne sachant pas le départ de leur maître, répondirent qu'il était dans la maison; eux et les paysans, qui arrivaient en foule pour la messe, étaient plongés dans l'affliction, et voulaient tomber sur les gendarmes pour le délivrer, s'il venait à être saisi; plusieurs de nos voisins, que nous connaissions peu, montèrent à cheval dans la même intention. La visite fut longue, ridiculement minutieuse et brutale, au point qu'on leva les couvertures du lit où j'étais couchée. Le commissaire de police était furieux d'avoir manqué sa proie. L'ordre portait de prendre M. de la Rochejaquelein mort ou vif; on devait le conduire en poste jour et nuit, et, à quelque heure que ce fût, l'amener au ministre.

Tandis que M. de la Rochejaquelein était caché à Bordeaux, MM. de Tauzia et de Mondenard, attachés à la municipalité, et qui étaient du complot royaliste, veillaient à sa sûreté. Le comte de Grivel, que nous ne connaissions pas, gentilhomme franc-comtois, marié avec une demoiselle de Ségur, et qui demeurait alors à deux lieues de Bordeaux, entre la Garonne et la Dordogne, fit dire à M. Queyriaux que si M. de la Rochejaquelein était arrêté il l'en prévînt sur-le-champ; qu'il se mettrait à la tête de cinquante hommes déjà organisés, se porterait sur la route de Paris, et le délivrerait. C'est ce même M. de Grivel qui, lors de la défection du maréchal Ney, en 1815, étant à la tête des gardes nationales du Doubs, brisa son épée devant toute l'armée.

Pendant ce temps-là, MM. de Monbadon et de Barante faisaient, avec un zèle extrême, des démarches à Paris pour obtenir la révocation de cet ordre. Le ministre, après quelques difficultés, répondit que M. de la Rochejaquelein n'avait qu'à venir à Paris pour donner les explications nécessaires. Je n'ajoutais pas une foi entière à ces assurances; cependant elles furent répétées si fortement, les moyens d'agir semblaient tellement rendus impossibles par les négociations des alliés avec Bonaparte, et par l'attente journalière de la paix, que je penchais quelquefois, je l'avoue, pour le parti d'aller trouver le ministre; j'avais d'ailleurs la certitude qu'il n'existait pas une ligne d'écriture de mon mari qui déposât contre lui; je m'effrayais d'une longue séparation et d'un avenir de persécution. Pour lui, au contraire, il n'hésitait nullement : il prévoyait avec raison que, lors même que le ministre tiendrait sa parole et ne le mettrait point en prison, il se trouverait gêné, soit par un exil, soit par l'offre impérative de quelque place dans l'armée; il voulait conserver la liberté d'agir; sa pensée se portait toujours vers le dessein de faire soulever la Vendée, quand le moment serait venu. M. de la Rochejaquelein tournait ses regards de ce côté, et il y était appelé naturellement par son nom, par son influence sur les habitants de ce pays, dont il avait une connaissance parfaite; d'ailleurs l'intention du roi le fixait d'une manière invariable à ce projet.

Dès qu'une fois il fut caché à Bordeaux, il de-

vint le lien de réunion de plusieurs associations secrètes qui jusqu'alors s'étaient occupées séparément du même but. En effet, la persécution dirigée contre lui l'avait désigné pour chef du parti, et tous les gens dévoués cherchaient à se mettre en relation avec lui; il en avertissait M. Taffard, qui ne pouvait prudemment laisser connaître qu'il fût commissaire du roi (1).

Dans le mois de décembre, un des capitaines de la garde royale, M. Gipoulon, maître d'armes, fut arrêté, conduit à Paris, mis aux fers, et resta inébranlable dans quinze interrogatoires : rien ne fut découvert.

Vers le 1er janvier 1814, M. de la Rochejaquelein vint passer trois jours avec moi à Citran; il parcourut ensuite pendant quelque temps le Bas-Médoc, avec son ami M. Luetkens (2), propriétaire protestant, l'homme le plus dévoué au roi, remarquable par sa hardiesse froide et calme. Ils communiquèrent à ceux sur lesquels on pouvait compter, entr'autres MM. d'Armailhac, de Larose, les fils du baron Dubreuil, Arnaud, de Gères, etc.,

(1) MM. de Gombauld, Ligier, vitrier; Chabaud, instituteur; Badin, négociant; l'abbé Rousseau, Dupouy, etc., avaient des réunions particulières. MM. Ligier et Chabaud, hommes dévoués et entreprenants, avaient déjà organisé huit compagnies; ils y avaient travaillé dès 1809.

(2) M. Jean-Jacques Luetkens possédait le château de Carnet, en Médoc. Il était fils de l'ancien consul de Suède. Cette famille de gentilshommes suedois avait fait autrefois de grands sacrifices pour leur patrie et pour leurs rois. On voit même à Carnet un magnifique tableau représentant Charles XII à cheval, donné par ce monarque à un des aïeux de Jean-Jacques.

ce que l'on concertait à Bordeaux; ils les mirent en intelligence avec cette ville. Mais l'ardeur de tous avait beau croître chaque jour, la position de l'armée française entre Bordeaux et les Anglais arrêtait toute tentative.

M. de la Rochejaquelein revint s'établir à Citran; nos enfants et tous nos domestiques le voyaient; sans cesse des personnes que nous ne connaissions pas auparavant venaient conférer avec lui, et cependant jamais sa retraite n'a été troublée, tant il y a eu de discrétion.

La police n'avait point cessé ses recherches; mais elles étaient plus vivement continuées en Poitou et à Nantes, à cause de l'amitié de M. de Barante, alors préfet de la Loire-Inférieure (1).

Depuis le mois de décembre, quelques mouvements avaient eu lieu dans la Vendée; des conscrits refusaient d'obéir et se battaient contre les gendarmes : mais le gouvernement, qui craignait la guerre civile, et qui n'aurait pas eu la force de

(1) Je ne veux point oublier la conduite de M. Tribert, sous-préfet de Bressuire depuis plusieurs années, homme de beaucoup d'esprit, d'un caractère doux et aimable, mais qui, neveu de Thibeaudeau, était loin de penser comme nous. Il avait reçu également l'ordre d'arrêter M. de la Rochejaquelein, et de saisir tous ses papiers. Il vint à Clisson, accompagné d'un officier de gendarmerie; il savait bien que Louis n'y était pas; en arrivant, il fit connaître son ordre au régisseur, et dit en souriant : « Il fait si beau, que nous allons nous promener un peu : le « lieutenant ne connaît pas Clisson; dans deux heures nous reviendrons faire la « recherche des papiers. » Il n'y en avait aucun de suspect; mais, s'il y en eût eu, assurément il donnait bien ainsi le temps de les faire disparaître. M. de Lescure avait autrefois sauvé la vie à un parent de M. Tribert.

la réprimer, consentait à montrer quelque indulgence, exigeait beaucoup moins de sacrifices du pays, y demandait moins de levées que partout ailleurs, ou n'imposait pas ces énormes réquisitions qui accablaient le reste des Français (1). Ce système de prudence, combiné avec la présence d'environ deux mille gendarmes, empêcha la guerre d'éclater pendant l'hiver, bien qu'il y eût des bandes de conscrits insoumis qui se défendaient les armes à la main, et qu'une résistance générale se manifestât de toutes parts (2). D'ailleurs les chefs ne voulaient rien faire d'incomplet, et attendaient, pour se déclarer, le moment où l'insurrection pourrait être générale : l'apparence continuelle de la paix paralysait les plus hardis.

Cependant M. de la Rochejaquelein revenait sans cesse au dessein d'aller se jeter parmi les braves Vendéens : mais c'était se précipiter dans un péril certain; il y était plus exactement recherché qu'à

(1) La Vendée insurgée étant composée de parties de quatre départements; il y eut dans chacune des adoucissements de différents genres.

(2) Dans le département des Deux-Sèvres, c'était Joseph Guyot, paysan de Courlay, qui les commandait. Joseph Guyot, connu sous le nom de *général Diot*, ne savait ni lire ni écrire. Il était parti comme conscrit, et avait servi quelque temps dans les hussards. A la bataille de Wagram il se battit avec tant de valeur, que ses chefs lui promirent la croix d'honneur; mais il déserta dans la nuit même, et vint à bout de revenir à Courlay. A la fin de 1813, il se jeta, ainsi que beaucoup d'autres conscrits, dans la forêt de Vezins; ils y passèrent tout l'hiver de 1814, jusqu'à la Restauration. On prétend, mais je crois ce nombre exagéré, qu'à la fin ils étaient près de sept cents réunis sous le commandement de Guyot. Les gens du pays leur apportaient à manger; ils ne manquaient de rien Ils se montraient quelquefois par bandes hors de la forêt, où l'on n'osait les aller attaquer.

Bordeaux; il ne pouvait entreprendre de suivre les grandes routes, où il était trop connu; les chemins de traverse, cette année, étaient devenus impraticables par des débordements extraordinaires. Enfin, nous le fîmes à grand'peine consentir à ne se décider qu'après que l'abbé Jagault aurait fait une tournée dans l'Ouest, pour s'assurer de la position des choses et lui préparer les moyens d'arriver dans la Vendée. Il partit le 26 janvier; il devait parcourir la Saintonge, prévenir M. Charles de Beaucorps, mon beau-frère, conférer avec M. de la Ville de Baugé, chercher à communiquer avec les anciens chefs, se rendre à Paris, se concerter avec M. de Duras et mes cousins de Lorges, tout mettre d'accord pour un plan vaste et général, et finir par Nantes, où il aurait confié le tout à M. de Barante.

C'étaient précisément ces mêmes provinces et ce même ensemble d'insurrection, que Monsieur avait indiqués quinze ans auparavant, lorsqu'il avait donné des instructions à M. Jagault.

Arrivé à Thouars, il écrivit, le 5 février, qu'il était impossible à M. de la Rochejaquelein de pénétrer sur-le-champ dans la Vendée, et d'y rien commencer d'important; qu'il allait continuer sa route vers Paris, et qu'à son retour il espérait que tout serait mieux disposé pour l'entreprise. De tels délais ne pouvaient s'accorder avec l'impatience de mon mari.

Depuis quelque temps, la nouvelle de l'arrivée

de monseigneur le duc d'Angoulême à l'armée anglaise s'était répandue, et dans les derniers jours ce bruit s'étant accrédité, M. de la Rochejaquelein se décida sur-le-champ à se rendre auprès de lui pour recevoir ses ordres et lui rendre compte de ce qui se passait. M. Armand d'Armailhac était venu, trois jours auparavant, lui offrir un bâtiment qui partait pour Saint-Sébastien. Il quitta Citran pour se concerter avec MM. Taffard et de Gombauld.

En rentrant à Bordeaux, Louis pria M. de Mondenard de dire à M. Lynch, revenu depuis deux jours de Paris, qu'il souhaitait lui témoigner sa reconnaissance et lui ouvrir son cœur. Celui-ci vint le trouver. M. de la Rochejaquelein lui dit qu'il croyait ne pouvoir mieux reconnaître le service si grand qu'il en avait reçu, qu'en lui apprenant ce qui avait été préparé à Bordeaux en son absence, les secrets des royalistes et son départ pour Saint-Jean-de-Luz. M. Lynch, saisi de joie et de surprise, lui dit sans hésiter : « Assurez monseigneur « le duc d'Angoulême de tout mon dévouement ; di- « tes-lui que je serai le premier à crier *vive le roi!* et « à lui rendre les clés de la ville. » M. Lynch étant à Paris, et prévoyant la chute de Bonaparte, avait trouvé un prétexte pour entrer dans la maison de santé où étaient détenus MM. de Polignac, et, après une longue conférence, leur avait donné sa parole d'honneur que, si Bordeaux se soulevait un jour pour le roi, il prendrait le premier la cocarde blan-

che. Ces messieurs lui recommandèrent de s'entendre avec MM. de la Rochejaquelein et de Gombauld, avec lesquels ils avaient eu des relations depuis longtemps. M. de Gombauld avait déjà prévenu le comte Maxime de Puységur, adjoint municipal, tout dévoué au roi.

C'était sur un bâtiment commandé par le capitaine Moreau, qui avait une licence pour l'Espagne, que M. d'Armailhac avait préparé le passage de M. de la Rochejaquelein; mais il était bien difficile d'arriver jusqu'à ce bâtiment. Outre toutes les visites qu'il devait subir avant de sortir de la rivière, des douaniers devaient monter à bord, y rester jusqu'à quatre lieues en mer, et revenir dans un canot.

Je venais de recevoir du sénateur Boissy-d'Anglas, commissaire extraordinaire dans la douzième division, une lettre très-rassurante sur la persécution que nous éprouvions; M. de la Rochejaquelein l'emporta, pour prouver à Monseigneur que ce n'était pas la nécessité de fuir qui l'amenait à ses pieds. Il nous quitta le 15 février au soir; je n'eus de force que pour demander à Dieu de recevoir le dernier sacrifice que nous pouvions faire au roi.

M. de la Rochejaquelein et M. François Queyriaux, qui voulut absolument courir les mêmes périls, partirent dans la nuit du 17, se rendirent auprès de Pauillac, chez M. Castéza, ancien capitaine de navire, père de famille, qui, accompagné de

M. Chabannes, médecin, les conduisit à la chaloupe de Taudin, pilote-côtier de Royan, où ils s'embarquèrent pour aller joindre le bâtiment du capitaine Moreau; ils se couchèrent dans la tille, sans pouvoir changer de position durant quarante-deux heures. Taudin, en causant avec un de ses fils, matelot à bord du *Régulus*, parvint à passer devant ce vaisseau stationnaire, qui visitait la moindre embarcation. Une tempête affreuse se déclara, et fit courir les plus grands dangers à la barque; le bâtiment du capitaine Moreau perdit son ancre; on crut un instant qu'il serait forcé de retourner à Bordeaux: heureusement on trouva une ancre à Royan. Pendant ce retard, la chaloupe de Taudin était mouillée au milieu de tous les bateaux de ce port, et mille hasards pouvaient, à chaque minute, trahir les deux fugitifs. Le capitaine Moreau mit en mer; il fallait un prétexte pour aller le joindre : Taudin s'avise de demander à un de ses fils, à haute voix et devant tous ceux qui étaient sur le quai, s'il a remis à Moreau les pains qu'il devait lui donner : le fils répond que non; le père s'emporte, lui reproche son oubli; sa colère éloigne toute méfiance; il va chercher les pains dans sa maison, à Royan, et en même temps il confie son secret au pilote qui allait rechercher les douaniers; ils conviennent tous deux qu'ils aborderont au même instant le vaisseau par le travers, Taudin du côté de la mer, l'autre du côté de la terre; ainsi, tandis que les douaniers descendent dans la chaloupe, MM. de la Rochejaquelein et

Queyriaux se glissent à plat ventre dans le bâtiment par le bord opposé.

La traversée fut rapide; en vingt-deux heures, on arriva devant le port du Passage. Une violente tempête venait de s'élever; elle fit périr, quelques heures après, plusieurs navires à la vue de terre; cependant M. Moreau parvint à aborder. M. de la Rochejaquelein et son compagnon trouvèrent à Renteria lord Dalhousie, et lui confièrent le motif de leur voyage; il les accueillit avec empressement, leur fit les offres les plus obligeantes, les pressa même d'accepter de l'argent. M. de la Rochejaquelein ne lui demanda qu'à être conduit vers monseigneur le duc d'Angoulême, qui était à Saint-Jean-de-Luz. Dans ce moment, lord Dalhousie n'avait point là de chevaux; il donna deux soldats pour guides à ces messieurs, qui marchèrent toute la nuit. Ils se rendirent chez le prince : il était arrivé depuis quinze jours seulement, sous le nom de comte de Pradelles, accompagné du comte Etienne de Damas. Lord Wellington lui avait rendu ses hommages. Le maire de Saint-Jean-de-Luz, M. Saint-Jean, négociant, les habitants de quelques petites paroisses voisines, étaient jusqu'alors les seuls Français qui lui eussent secrètement fait connaître leurs sentiments et leurs vœux. Sitôt que S. A. R. connut les plans de Bordeaux, la situation de la Vendée et l'opinion générale, son cœur se rouvrit à l'espérance, et il déclara que rien ne lui ferait quitter le sol de cette France, où

il retrouvait encore des sujets fidèles, et qu'il y périrait plutôt que de jamais se séparer d'eux. Il apprit à ces messieurs que MONSIEUR était en Suisse, monseigneur le duc de Berry à l'île de Jersey, et qu'ils cherchaient, comme lui, à se jeter en France.

M. le duc de Guiche fut chargé de conduire les voyageurs au quartier-général de lord Wellington, alors à Garitz. Ce général les reçut fort bien; il avait, dès le premier instant, montré un grand attachement à la cause de la maison de Bourbon; mais lorsque les alliés et l'Angleterre consentaient ou semblaient consentir encore à négocier avec Bonaparte, lord Wellington ne pouvait pas se porter à une démarche éclatante en faveur de nos princes; d'ailleurs, il tombait dans l'erreur commune aux étrangers, et ne croyait pas les esprits en France aussi bien disposés qu'ils l'étaient : il avait devant lui un général habile, et l'armée française à combattre; tout devait se rapporter à ce but. Telles étaient les objections que M. de la Rochejaquelein avait à vaincre; quoique présentées avec de grands égards pour nos princes, et même avec regret, elles n'étaient ni moins fortes ni moins raisonnables. M. de la Rochejaquelein demanda d'abord l'occupation de Bordeaux, promettant que la ville se déclarerait pour le roi; puis, afin d'opérer en même temps une puissante diversion qui préservât Bordeaux, il insista pour obtenir un ou deux bâtiments, afin de débarquer de nuit sur les côtes du Poitou, et quelques centaines d'hommes seule-

ment pour l'escorter à deux lieues dans les terres, et l'y laisser; qu'ils se retireraient pour se rembarquer tout de suite et attirer sur eux l'attention des troupes, tandis qu'il poursuivrait sa route. Lord Wellington lui dit positivement qu'il ne pouvait disposer d'aucune troupe pour une expédition que son gouvernement ne lui avait pas désignée. M. de la Rochejaquelein fut donc obligé de renoncer, pour le moment, à se rendre dans la Vendée, dont toutes les côtes étaient gardées avec la plus scrupuleuse exactitude par les douaniers et les gardes-côtes.

Lord Wellington se décida à marcher en avant. M. de la Rochejaquelein le suivit le lendemain au passage du Gave d'Oléron; il retourna ensuite auprès de Monseigneur; il y arriva en même temps que MM. Okeli et de Beausset, députés de Toulouse, qui venaient offrir au prince les vœux et les services de cette ville. On apprit au même moment la fameuse bataille d'Orthez.

Monseigneur le duc d'Angoulême fit partir le comte de Damas pour Pau, et M. François Queyriaux pour Bordeaux; il se fit suivre du duc d'Escars, de M. de la Rochejaquelein, au quartier-général, alors à Saint-Sever. Le vicomte de Pontac y arriva, offrit au prince son dévouement, et ne le quitta plus. Le comte de Damas courut mille dangers dans son voyage, et ne put obtenir aucun résultat.

M. Queyriaux prit le chemin de Bordeaux pour

aller instruire le conseil (1) du succès de leur voyage, et porter la proclamation du prince ; il fit sa route au milieu des conscrits et des habitants que la bataille d'Orthez avait mis en fuite.

Il arriva le soir. M. Bontemps-Dubarry était parti le matin, envoyé par M. Taffard, sous prétexte de commerce, pour avertir lord Wellington que la ville de Bordeaux était sans défense, que l'on désirait vivement la présence de monseigneur le duc d'Angoulême. Ce rapport acheva de décider lord Wellington ; il ordonna au maréchal Beresford de se diriger, avec trois divisions, sur Bordeaux. M. Bontemps revint sur-le-champ rendre compte de sa mission ; il courut de grands risques de Saint-Sever à Bordeaux, et ne s'en tira que par beaucoup de courage et de sang-froid. Le lendemain de son départ, l'armée anglaise se mit en marche, et M. de la Rochejaquelein, qui partait avec l'avant-garde, alla prendre les derniers ordres de S. A. R. Monseigneur lui dit que lord Wellington, qu'il venait de quitter, était toujours persuadé que Bordeaux n'oserait pas se déclarer. Alors M. de la Rochejaquelein affirma que Bordeaux ferait le mouvement ; qu'il en répondait sur sa tête ; qu'il lui demandait seulement la permission de précéder les Anglais de trente-six heures. « Vous êtes donc bien sûr de votre fait?
« — Autant qu'on peut l'être d'une chose hu-

(1) Le conseil royal était composé de MM. Taffard, Lynch, de Gombauld, de Budos, Alexandre de Saluces, de Pommiers, Queyriaux aîné et Luetkens.

« maine. » Monseigneur reprit vivement : « J'ai con-
« fiance en vous; partez. »

M. de la Rochejaquelein se tint, avec les troupes légères, jusqu'à Langon, d'où il alla chez le comte Alexandre de Saluces, à Preignac; de là, M. de Vaslin (1) lui servit de guide pour entrer dans la ville, à travers des détachements de troupes françaises et de gendarmerie, qui venaient d'escarmoucher contre les hussards anglais; et il arriva à Bordeaux, en causant avec les blessés, le 10 mars, à dix heures du soir. Louis apprit que le conseil royal venait d'envoyer prier le maréchal Beresford de retarder son mouvement de vingt-quatre heures, afin qu'on eût le temps de mieux préparer les esprits, de prendre des mesures, de réunir les royalistes des environs à ceux de la ville, etc. M. de la Rochejaquelein représenta vivement l'inconvénient de ce délai; qu'il ne fallait pas laisser le temps de la réflexion aux esprits timides; qu'on devait profiter de l'élan des royalistes; que c'était par un mouvement spontané que l'opinion de la ville se manifesterait. On revint à son avis, et successivement MM. Luetkens, François Queyriaux, Vaslin, d'Estienne et de Canolle furent envoyés à la rencontre du prince et des Anglais, pour les supplier de hâter leur marche.

Pendant ce temps, toutes les autorités supérieures avaient quitté Bordeaux, ainsi que le peu

(1) Depuis garde-du-corps de la compagnie de Luxembourg.

de troupes qui y étaient. Cette ville n'avait aucune défense du côté des Landes. Le gouvernement avait envoyé M. Auguste Baron, attaché aux ponts-et-chaussées, pour fortifier la rivière de Leyre; mais, tout dévoué au roi, il ne s'occupa qu'à rejoindre monseigneur le duc d'Angoulême.

CHAPITRE XXVIII.

Le 12 Mars.

Enfin, le 12, à huit heures du matin, tout fut prêt pour recevoir Son Altesse Royale; on se réunit à l'Hôtel-de-Ville. Les hussards anglais commençaient à entrer dans Bordeaux; on craignit qu'arrivant ainsi, avant que les habitants fussent prévenus de ce qui allait se passer, il n'en résultât quelque inconvénient; M. de la Rochejaquelein monta vîte à cheval avec M. de Pontac, et se rendit auprès du maréchal Beresford pour le prier de faire sortir les hussards, afin que le mouvement royaliste fût fait avant l'entrée des Anglais. Il l'obtint, et demeura avec le maréchal. M. de Puységur resta à l'Hôtel-de-Ville, pour y proclamer le roi, en même temps qu'il le serait hors des portes.

La garde royale avait eu ordre de se rendre sur la route avec des armes cachées; les chefs suivaient, sans affectation, le cortége de la municipalité.

M. Lynch, en montant en voiture, envoya un cavalier porter l'ordre d'arborer le drapeau blanc sur le haut du clocher Saint-Michel. Ce clocher est séparé de l'église. M. Badin, un des capitaines de

la garde royale, le menuisier Louis Hagry et cinq autres, y avaient apporté la veille, à neuf heures du soir, un mât avec un grand drapeau blanc; ils y restèrent toute la nuit, en attendant l'ordre.

MM. de la Rochejaquelein et de Saluces firent remarquer au maréchal Beresford, dès qu'il arriva sur la hauteur du pont de la Maye, que le drapeau blanc flottait sur Bordeaux; que le mouvement royaliste avait eu lieu, et qu'il entrerait dans une ville soumise à Louis XVIII. Le maréchal devint soucieux, et garda le silence. M. Lynch, arrivé à l'extrémité du territoire de Bordeaux, descendit de voiture, annonça à ses adjoints la résolution qu'il avait prise de proclamer Louis XVIII, l'ordre qu'il avait donné d'arborer le drapeau blanc sur l'Hôtel-de-Ville, et déclara qu'il allait prendre la cocarde blanche. MM. Grammont, négociant, Labroue, Both de Tauzia, protestant, restèrent; M. Fieffé fut le seul qui se retira. Aussitôt M. Queyriaux aîné présenta à M. Lynch, au nom du commissaire du roi, la cocarde et l'écharpe blanches; au même instant, toute la garde royale, jusque-là confondue dans la foule, par un mouvement spontané, arbora cette cocarde blanche aux cris de *vive le roi!* qui furent répétés par tout le peuple. L'enthousiasme se répandit comme une étincelle électrique, et les cris *vive le roi! vivent les Bourbons!* se firent entendre de toutes parts, et furent répétés dans toute la ville.

M. Lynch, en s'adressant au maréchal Beres-

ford, lui dit : « Général, vous entrez dans une ville « soumise à son roi légitime Louis XVIII, l'allié « de Sa Majesté britannique ; vous serez témoin de « l'allégresse de cette intéressante cité, de ren- « trer sous l'autorité paternelle d'un Bourbon. » M. Lynch n'offrit point les clés de la ville au maréchal, comme il l'a été dit par erreur dans les premières éditions de mes *Mémoires ;* il avait été formellement arrêté dans le conseil tenu le 11, chez M. Estebenet, que cette présentation n'aurait pas lieu, afin qu'on ne pût jamais dire que Bordeaux s'étais soumis aux Anglais. C'est avec une certitude absolue que je fais cette rectification. Le maréchal répondit seulement qu'il était heureux de pouvoir assurer la tranquillité de la ville, d'y protéger les propriétés ; que les habitants étaient bien libres de prendre le parti qu'ils voudraient.

Le cortége se mit alors en marche pour rentrer en ville. M. Lynch précédait de cent pas le maréchal Beresford ; deux compagnies de la garde urbaine (1), que par mégarde on avait rangées sur la place d'Aquitaine, et qui étaient commandées par le célèbre M. de Martignac, étonnées de voir arriver M. Lynch avec une écharpe et une cocarde blanches, voulurent l'arrêter, et le couchèrent en

(1) Depuis quelque temps Bonaparte avait supprimé la garde nationale, et l'avait remplacée par des gardes urbaines. Celle de Bordeaux n'était que de mille hommes, et, quoique choisis par ordre de l'empereur parmi les principaux bourgeois, presque les deux tiers étaient royalistes ; mais les officiers, en grand nombre, étaient bonapartistes.



joue. Trois officiers, MM. Baubens, Verdale et Delpech aîné, qui étaient secrètement de la conspiration royaliste, firent relever les fusils et ouvrir les rangs.

Dès que M. Lynch fut arrivé à la mairie, M. Taffard, en sa qualité de commissaire du roi, le confirma, ainsi que ses adjoints, dans leurs fonctions municipales, et harangua le maréchal de Beresford, qui répondit, mais si bas, qu'à peine l'on put entendre autre chose que les mots *paix, tranquillité, respect aux propriétés*. Il parlait encore, lorsqu'arriva M. le duc de Guiche, annonçant que dans deux heures monseigneur le duc d'Angoulême serait aux portes de la ville. Beresford se retira dans son logement. M. Lynch et ses adjoints, suivis d'une foule immense, se portèrent au-devant du prince. Enfin S. A. R. arriva, et ce fut alors seulement que les clés furent apportées et présentées. Presque tout le monde se jetait à genoux; des gens du peuple criaient : « Celui-là est de notre sang ! » tous voulaient toucher ses habits et son cheval; on le porta, pour ainsi dire, dans la cathédrale, où l'attendait monseigneur l'archevêque; il fut pendant quelques moments séparé de sa suite, et pensa être étouffé par la foule.

Dès la veille, toute la petite ville de Bazas cria *vive le roi !* sans savoir si Bordeaux en ferait autant, et cela, dès que le prince y arriva, et malgré lui, car sa bonté lui faisait craindre que les royalistes ne se compromissent par un mouvement partiel.

Cependant le premier des vœux, comme le premier des besoins, était de faire parvenir en Angleterre, au roi de France, une si importante nouvelle. Cette honorable mission fut confiée, au nom de la ville, à M. Both de Tauzia, adjoint du maire, qui, ami de M. Luetkens, et confident des projets des chefs royalistes, avait, par son zèle et ses soins vigilants, si utilement contribué à préparer le 12 mars. Monseigneur le duc d'Angoulême lui adjoignit M. de la Barthe, émigré, qui l'avait accompagné à Bordeaux.

Leur traversée fut si heureuse, que, partis de cette ville le 14 mars, et obligés d'aller s'embarquer au Port du Passage, en Espagne, ils arrivèrent à Hartwell le 25 (1).

Je n'avais pas le bonheur de jouir du spectacle des événements du 12 mars à Bordeaux : j'étais restée à la campagne. Le souvenir de la guerre de la Vendée, qui avait commencé vingt et un ans auparavant, le 12 mars, remplissait mon âme

(1) C'était le jour de l'Annonciation. On célébrait la messe. Le roi et MADAME n'interrompirent pas leurs prières, malgré les cris de *Vive le roi!* qui retentissaient dans les cours et la vue de la cocarde blanche. La piété de MADAME, duchesse d'Angoulême, ne manqua pas d'observer une si remarquable époque. Ainsi, par un de ces singuliers rapprochements que la Providence semble quelquefois se plaire à ménager pour manifester sa protection, surtout dans les événements extraordinaires, le même jour de l'Annonciation, on annonça à Bordeaux la nouvelle importante de l'heureuse entrée de MONSIEUR en France par la Franche-Comté; à Paris, celle de la rupture des négociations de Châtillon; et au roi de France, à Hartwell, avec quel courage et quels transports de joie son neveu avait été reçu à Bordeaux.

de tant d'émotions, que je restai plus de trente heures anéantie, et dans un état de stupeur.

M. de la Rochejaquelein demanda sur-le-champ à monseigneur le duc d'Angoulême la permission de lever un corps de cavalerie. Le prince, qui arrivait dans un pays ruiné et accablé de tant de sacrifices, d'où toutes les caisses publiques avaient été emportées, et ne voulant rien demander aux habitants, ne pouvait avoir des fonds pour former des corps soldés; cette cavalerie se composa donc de volontaires équipés à leurs frais. MM. Roger, négociant, un des anciens chefs de la cavalerie royale en 1798; le chevalier de Gombauld et de la Marthonie, ce dernier ancien officier des gardes-du-corps, obtinrent aussi la permission de former des compagnies; mais M. de la Rochejaquelein, se regardant toujours comme destiné à combattre dans la Vendée, ne se chargeait que provisoirement de ce commandement.

Les officiers bonapartistes de la garde urbaine, mécontents du mouvement fait en faveur des Bourbons, envoyèrent le 12 au soir une députation au maréchal Beresford, pour savoir s'il les obligerait à prendre la cocarde blanche, ou s'il venait occuper la ville au nom du roi d'Angleterre. Le maréchal leur répondit : « Vos discussions intestines ne « me regardent pas; prenez la cocarde blanche, « rouge ou noire, peu m'importe; je commande « les troupes de Sa Majesté britannique; j'obéis aux « ordres de mon général. Abstenez-vous seulement

« de porter la cocarde tricolore. » La garde urbaine comprit dès-lors que le général anglais s'occupait très-peu des intérêts du prince. Les officiers se réunirent le lendemain pour signer une protestation contre la reconnaissance de Louis XVIII et la proclamation de M. Lynch.

La présence de Beresford donnait de l'inquiétude aux royalistes, et flattait les espérances de leurs ennemis. Heureusement le général Wellington voulant attaquer le maréchal Soult et prendre Toulouse, rappela Beresford, qui transmit le commandement de Bordeaux au général lord Dalhousie, ne lui laissant que très-peu de troupes. Dès ce moment, tout changea de face à Bordeaux : la garde urbaine fut dissoute et désarmée; elle fut réorganisée sous le nom de *garde communale;* le commandement en fut confié au baron de Rayne et au vicomte de Pontac, son beau-frère.

Un des premiers soins des Anglais devait être de forcer l'entrée de la rivière, pour établir la communication des deux rives, et pour se préserver des attaques d'une flottille assez nombreuse que l'on avait équipée à la hâte, et qui menaçait sans cesse le Médoc, et même Bordeaux. On expédia un courrier pour Saint-Jean-de-Luz, afin que de là on envoyât des ordres à l'escadre anglaise; mais on pensa que ces ordres arriveraient plus tôt en faisant partir un aviso du petit port de la Teste. Lord Dalhousie confia ses dépêches à MM. Eugène de Saluces, Paillès et Moreau. La Teste était, le 12

mars, occupée par un poste d'infanterie et trois cents gardes nationaux d'élite. MM. de Mauléon et de Mallet de Roquefort, qui commandaient ces derniers, leur firent prendre la cocarde blanche; ils trouvèrent de la résistance dans les habitants et les soldats de ligne; ils coururent de grands dangers : leur fermeté seule les sauva. Ils arrivèrent à Bordeaux, amenant une grande partie de leurs gardes nationaux et du détachement d'infanterie; le reste alla, de son côté, rejoindre les troupes impériales qui étaient à Blaye. Cependant M. de Saluces et ses compagnons ne purent s'embarquer à la Teste, comme ils l'avaient cru; le maire et quelques habitants s'opposèrent à leur départ : il fallut revenir à Bordeaux. S. A. R. chargea alors M. de la Rochejaquelein de se porter sur la Teste avec quelques volontaires de sa compagnie, une partie des gardes nationaux de M. de Mallet, et deux cent cinquante Anglais. Les habitants furent d'abord très-effrayés, mais comme ils connaissaient M. de la Rochejaquelein, et qu'il était chargé par le prince de leur porter des paroles de bonté et d'indulgence, tout se passa à l'amiable; les trois plus mutins furent seulement mis en prison pour quelques jours. Mon mari en passa huit à la Teste, s'occupant à faire reconnaître l'autorité du roi sur toute la côte, à dissiper les préventions des habitants, et à réunir la poudre et les canons des batteries pour les envoyer à Bordeaux.

Peu de jours après, lord Dalhousie partit pour

attaquer Saint-André-de-Cubzac et Blaye (1) : il proposa à M. de la Rochejaquelein de venir avec lui, à cause de la connaissance qu'il avait du pays, et de l'espoir d'établir des relations avec l'intérieur, surtout avec la Vendée ; sa compagnie de volontaires voulait le suivre : lord Dalhousie la refusa, et voulut qu'il vînt seul. On rencontra les troupes impériales à Etauliers : elles étaient inférieures en nombre, et furent repoussées. M. de la Rochejaquelein courut là de grands dangers, étant, avec le panache blanc et l'uniforme vert des Bordelais, au milieu des troupes anglaises.

Mon mari profita du passage des rivières pour faire repartir M. Benjamin de Mesnard, gentilhomme des environs de Luçon, qui était venu, à travers mille périls, prendre les ordres du prince pour la Vendée. M. de Mesnard fut arrêté à Saintes, et sauvé par le général Rivaud de la Raffinière, qui, au milieu de toutes ces circonstances, fermait les yeux sur les démarches des royalistes : il arriva dans la Vendée, et se mit en mouvement sur-le-champ

(1) M. Griffon, jeune homme attaché au cadastre, était rempli de zèle et de talents. Il avait imaginé qu'il serait utile à monseigneur le duc d'Angoulême d'avoir un plan de la ville et des fortifications de Blaye. Il descendit la nuit dans les fossés, et les mesura avec ses pas, etc., etc. ; puis, afin de lui faire connaître l'intérieur de la citadelle, la vieille madame Duluc, dont le vertueux mari était maire de Blaye, prit son bras, et passa quatre heures dans la citadelle, sous prétexte de chercher un soldat imaginaire auquel elle prétendait s'intéresser, et qu'on lui avait dit être malade, se promenant partout en causant avec des officiers, qui faisaient mille politesses à la femme du maire. M. Griffon présenta son plan à monseigneur le duc d'Angoulême aussitôt qu'il fut question d'attaquer Blaye.

pour faire insurger le pays; mais les nouvelles de Paris ne lui en donnèrent pas le temps. M. de la Rochejaquelein n'avait pu réussir, jusque-là, à faire parvenir l'ordre du soulèvement.

Après le combat d'Etauliers, M. de la Rochejaquelein vit arriver le comte Louis d'Isle. Celui-ci, depuis longtemps dans la conspiration, était venu sur-le-champ près de monseigneur le duc d'Angoulême, et avait porté ses ordres à M. Charles de Beaucorps, à Saint-Jean-d'Angely, pour qu'il tâchât de les faire parvenir en Vendée. Il était revenu en traversant les troupes impériales pendant le combat, et avait couru des risques inouïs dans toute sa mission. Il venait annoncer que le soulèvement aurait lieu le lundi de Pâques. Presque en même temps, M. de Bascher arriva à Etauliers. Mon mari l'avait vu dans les gardes d'honneur; il avait déserté de Troyes, et s'était caché chez un de ses parents, près de Nantes, où il avait trouvé M. de Suzannet, qui l'envoyait à M. de la Rochejaquelein. Il venait annoncer que tout était prêt dans l'Ouest; que l'ardeur des paysans était de plus en plus vive; que le tocsin sonnerait dans la semaine après Pâques, et que les paroisses de notre ancienne armée désiraient M. de la Rochejaquelein pour les commander. On demandait quinze mille fusils, et surtout de la poudre, dont on manquait absolument : il n'y avait besoin d'aucune troupe pour débarquer ces objets, puisque le pays devait se soulever auparavant.

Cette mission de M. de Bascher lui avait fait courir beaucoup de dangers : il avait été poursuivi. Enfin, à travers le désordre des troupes françaises, il était parvenu jusqu'à Etauliers. Mon mari l'envoya sur-le-champ au prince, que M. d'Isle était allé retrouver.

Lord Dalhousie revint à Bordeaux pour préparer l'attaque de la citadelle de Blaye; l'amiral Penrose la bombardait déjà du côté de la rivière, dont il avait forcé le passage. M. Duluc, maire de la ville, avait, dès le 13 mars, fait assurer S. A. R. de son dévouement, et avait fait de vains efforts pour décider la garnison à se rendre.

Cependant on n'était pas sans inquiétude à Bordeaux : une forte division française arrivait par Périgueux; les Anglais n'étaient pas nombreux. On ignorait que le marquis de Buckingham, sans attendre que son gouvernement se fût prononcé, mais animé d'un zèle chevaleresque pour les Bourbons, arrivait au secours de Bordeaux, dès qu'il avait su l'insurrection de cette ville; le vent contraire l'empêchait d'entrer dans la Gironde. On n'avait pas eu le temps de former assez de corps français; mais les royalistes redoublaient d'ardeur : l'amour pour le prince s'augmentait de la manière la plus vive. Il sortait tous les jours pour visiter les postes militaires loin de la ville, accompagné seulement de deux ou trois personnes, allant au pas dans les rues, et au milieu d'une foule qui, de plus en plus charmée de sa bonté et de sa confiance, ne cessait de crier :

Vive le roi! vive monseigneur le duc d'Angoulême! On était électrisé par l'idée qu'il affrontait tous ces dangers pour le salut de la France, et chacun aurait donné sa vie pour lui. Le comte Etienne de Damas (1) offrait l'exemple du dévouement: chargé de toutes les affaires de Monseigneur, il sera à jamais cher aux Bordelais, par l'affabilité et le zèle infatigable avec lesquels il travaillait jour et nuit. On se rassurait aussi en pensant que l'insurrection de l'Ouest allait enfin éclater. Lord Dalhousie, qui montrait autant d'habileté que d'attachement au prince, avait consenti à tout ce qui pouvait faciliter ce mouvement. Le jour était fixé au 13 avril pour le départ de M. de la Rochejaquelein; sa compagnie de volontaires voulait le suivre; on lui donnait la poudre et les armes demandées; on expédiait un aviso à Jersey pour monseigneur le duc de Berry, qui ne demandait qu'à se jeter dans la Vendée. Nous étions dans toutes ces agitations si vives de crainte et d'espérance, le 10 avril, jour de Pâques, quand un courrier arriva à quatre heures. Apprenant que Paris avait reconnu le roi, et que tout était fini, l'ivresse fut générale et impossible à décrire; toute la ville se livra à l'enthousiasme du bonheur. Le service divin fut interrompu dans toutes les églises pour chanter le *Te Deum*; on s'embrassait dans les rues, on dansait; et, pendant vingt-quatre heures, Bordeaux fut comme dans le dé-

(1) Depuis duc de Damas Crux.

lire. Les protestants, qui sont très-nombreux dans cette ville, et dont la plupart, tels que MM. Dussumier, Gauthier et Johnstone, avaient partagé les sentiments et les dangers des royalistes; les juifs même, qui depuis le Sanhédrin présidé par Abraham Fortado, négociant de Bordeaux, détestaient comme lui Bonaparte, prenaient part à la joie générale. Monseigneur le duc d'Angoulême donna à M. de la Rochejaquelein la récompense la plus flatteuse, en daignant le charger de porter à Paris ses dépêches pour Monsieur, et d'aller prendre les ordres du roi. Il arriva un instant avant S. M. à Calais. Il avait fait, par hasard, route dans sa voiture avec le marquis de Dreux-Brézé, ancien grand-maître des cérémonies, qu'il connaissait à peine. Celui-ci, à cause de sa place, entra tout de suite dans la chambre du roi, qui le vit avec une grande satisfaction, et lui dit : « Brézé, je vous donne la croix de Saint-« Louis. » M. de Brézé répondit, avec une franchise et une loyauté bien rares, surtout à la cour : « Sire, j'en suis très-reconnaissant, mais je n'ai « pas été malheureusement dans le cas de vous prou-« ver mon zèle comme je l'aurais voulu. Je suis « venu avec quelqu'un qui la mérite bien plus que « moi. — Qui donc ? » Le duc de Duras s'écria : « Le marquis de la Rochejaquelein. — Ah! dit Sa « Majesté, c'est à lui que je dois le mouvement de « ma bonne ville de Bordeaux; qu'il entre. » M. de la Rochejaquelein se jeta aux pieds du roi, qui lui tendit la main.

NOTICE

SUR MM. DUMOUSTIERS.

MM. Joseph-Marie Dumoustiers et Toupil La Valette arrivèrent dans la Vendée pendant les pourparlers de la pacification; ainsi, on ne se battait pas. Ils furent parfaitement bien reçus de M. de Charette; ils avaient passé avec soixante-dix Bretons. Comme à la paix M. de Charette garda ses troupes, ces messieurs, non-seulement restèrent avec lui, mais attirèrent à eux les deux autres Dumoustiers, Elie et Constant, qui se joignirent à eux si tôt la reprise de la guerre. Joseph-Marie fut blessé très-grièvement à un combat où il se distingua d'une manière particulière; il revint chez sa mère se faire soigner, en passant secrètement la Loire. A cette époque, les Chouans s'étaient organisés dans cette partie de la Bretagne; ainsi il y avait une communication facile avec la Vendée. Ses deux frères vinrent le rejoindre; ils s'unirent momentanément aux Chouans, en attendant que Joseph-Marie fût en état de retourner à l'armée de Charette, ce qu'il désirait fort, car le général les traitait avec distinction, surtout l'aîné, qu'il regardait comme un de ses meilleurs officiers, et auquel il avait envoyé son sabre, ayant appris qu'il avait perdu le sien lors de sa blessure.

Joseph-Marie était presque guéri, et ils devaient tous retourner incessamment dans la Vendée, quand arriva la plus horrible catastrophe. Pour l'expliquer, il faut faire la description du Dréneuf. En en-

trant dans ce château, ou plutôt cette vieille masure, il y a une cour; sur la droite, est la maison; on y entre par un corridor au fond duquel est une cuisine qui a une porte sur le jardin. A droite, dans le corridor, une porte donne dans une espèce de salle qui mène à un grand salon qui a une fenêtre sur la cour, une porte sur le jardin; du salon, un petit couloir mène à gauche dans une vieille chambre, et à droite, dans deux petites chambres neuves qui n'étaient pas encore finies, et qui, se trouvant sur le retour de la cour, ont des fenêtres sur l'allée en dehors près du portail. Tout cela est au rez-de-chaussée; cependant les fenêtres des chambres neuves sont un peu hautes; il n'y a point de premier; une seule petite chambre, à gauche du corridor d'entrée, est élevée d'une douzaine de marches. Les chambres neuves n'avaient ni fenêtres ni contrevents, et ceux de la maison vieille, ainsi que les portes, étaient en si mauvais état, qu'on peut dire que rien ne fermait à cette époque.

Le brave général de Sol de Grisolles commandait les Chouans dans cette partie; il avait, peu de jours avant, pris le bourg de Saint-Gildas: à cette petite affaire, un gendarme qui depuis deux mois s'était rendu aux Chouans s'était fort distingué, et avait achevé de gagner leur confiance. Ce fut lui qui trahit et fit surprendre la maison de madame Dumoustiers. M. de Sol était ce soir-là à souper au Dréneuf avec une douzaine d'officiers. Ces messieurs avaient mis quelques Chouans en vedette sur le grand chemin; mais ils furent au cabaret. Le gendarme avait averti que beaucoup de chefs devaient souper au Dréneuf. Trois cents hommes furent envoyés; ils arrivèrent en silence vers dix heures du soir; ils avaient l'ordre de ne pas faire le moindre bruit. Ils se postèrent à toutes les portes et les fenêtres, une partie entra dans le corridor dans le plus profond silence.

Joseph-Marie n'avait pas couché au Dréneuf; il s'en allait tous les soirs chez des paysans, et se retirait de bonne heure, à cause de sa blessure. Il était dans ce moment dans la cuisine, debout, à presser son domestique, qui était assis près de la porte, de finir de souper. Il aperçut un bras en uniforme saisir celui de cet homme. Le brave Dumoustiers, au lieu de fuir par le jardin, où il ignorait qu'il y eût des soldats, tira son sabre, et coupa le bras du volontaire. Aussitôt les Bleus

entrèrent en foule dans la cuisine, se jetèrent sur lui : les lumières sont culbutées ; chacun s'enfuit, excepté une vieille servante, qui cherche à défendre son maître. Celui-ci est entraîné dans le corridor ; il tue deux hommes et en blesse deux ou trois autres. Remarquant que les Bleus ne font aucun bruit, il crie deux fois *aux armes !* pour avertir les personnes qui étaient dans les salons. A cette époque, on ne tuait pas les femmes ; cependant elles ne comptaient guère sur cette indulgence. Malgré cela, madame Dumoustiers s'exposa à tout, en entendant le cri *aux armes !* Sans reconnaître la voix de son fils, qu'elle croyait bien loin, elle ferme la porte du salon aux verroux, éteint les lumières, et dit aux Chouans de chercher à s'échapper et de ne songer qu'à eux pendant qu'elle retardera les Bleus par ses discours. Ceux-ci enfoncent les portes, et s'avancent à tâtons, ignorant les êtres et craignant quelque surprise ; Marie-Louise Dumoustiers et sa tante cherchent si une fenêtre est mal gardée pour faire échapper les Chouans : il y avait des soldats partout ; enfin elles en voient une du bâtiment neuf, où dix volontaires étaient de côté ; en avançant la tête pour s'en assurer, Marie-Louise reçut du plomb dans la figure ; elle prévient ces messieurs qu'ils peuvent sauter par cette fenêtre, au risque de recevoir la décharge. Constant Dumoustiers, qui n'avait pas l'idée de la crainte, s'écria : « Qui m'aime me suit ! » Il s'élance en tirant deux coups de pistolet ; M. de Sol de Grisolles passe le second, et les huit ou dix autres à la suite, en déchargeant leurs pistolets. Les Bleus firent une décharge, et le malheureux Constant fut tué raide ! M. de Sol fut blessé à la tête ; les autres n'attrapèrent rien Les Bleus, n'étant que dix dans cet endroit hors de la cour, n'osèrent poursuivre les Chouans ; ceux-ci prirent M. de Sol sur leurs bras, l'emportèrent, et s'arrêtèrent au bois qui était tout près, rechargèrent leurs pistolets, tirèrent une seconde fois, et ne furent point poursuivis. Pendant ce temps, un jeune homme de seize ans, qui avait perdu la tête, avait supplié mademoiselle Dumoustiers de l'habiller en femme ; sa toilette n'était pas finie, que les Bleus entrèrent dans cette chambre, ils le reconnurent pour un homme. En vain la courageuse Marie-Louise assura que c'était sa sœur, il fut poignardé dans ses bras. Ce ne fut plus que confusion dans la maison : on brisa tout ; mais, quoiqu'en

maltraitât fort ces dames de propos, il ne leur fut fait aucun mal. Elles se consolaient, croyant Joseph-Marie et Constant sauvés. Quant à Elie Dumoustiers, il était dans la cour à l'arrivée des Bleus; il fut saisi et laissé à quatre fusiliers, n'ayant pas été reconnu, car il était aussi mal tourné que ses frères l'étaient bien. Les soldats le promenèrent longtemps dans différents bâtiments ruraux; enfin il leur dit en confidence qu'il savait où il y avait de bon cidre dans la métairie, et, tandis qu'ils en buvaient avec excès, il ouvrit une porte dérobée, et s'enfuit dans un bois.

Au bout de quatre heures, les Bleus évacuèrent le Dréneuf sans mener en prison madame Dumoustiers, qui s'y attendait, et sans avoir fait mal à aucune femme ni aux hommes qui n'étaient pas armés, excepté quelques coups de crosse de fusil. A peine furent-ils sortis, qu'Elie arriva apprendre à sa mère la mort de ses deux frères. Cette malheureuse femme s'en fut se cacher chez des paysans, croyant qu'on l'inquiéterait. Ayant perdu le peu qu'elle avait, et ne pouvant plus, sous aucun rapport, rester au Dréneuf, elle songea à se réfugier chez ma mère à Citran, bien sûre que sa maison était à elle. Elle obtint des passeports, et arriva par mer, s'étant embarquée secrètement près de Redon; elle débarqua près de Citran. Qu'on juge de notre attendrissement, en apprenant qu'elle, sa fille et son beau-frère arrivaient; ils furent reçus à bras ouverts comme nos sauveurs. Peu après, on apprit la mort de Charette. M. Toupil La Valette étant au lit, retenu par ses blessures, évita le sort de son général; il ne pouvait se consoler de n'avoir pas péri avec lui. Il vint aussi nous trouver. Il était Limousin; il mourut peu de jours avant la Restauration.

Après un an du séjour de madame Dumoustiers à Citran, arriva le 18 fructidor. On mit les séquestres chez nous; je partis pour l'Espagne. Madame Dumoustiers, dont la santé, naturellement fort délicate, était déjà ébranlée par tant de secousses, ne put résister à celle-ci, et mourut au bout de quelques jours. Elle était en son nom mademoiselle Héri, d'une famille très-considérée. Ma mère partait pour Paris; elle envoya momentanément Marie-Louise et son oncle chez leurs parents en Bretagne. Les malheurs, la beauté, le courage de

cette jeune personne, l'estime que toute sa famille inspirait, lui procurèrent un excellent mariage : elle épousa M. de Coué, qui demeure près de Vannes; elle est morte avant la Restauration, laissant plusieurs enfants. Elie Dumoustiers, qui était venu voir sa mère, retourna en Bretagne, et il continua honorablement sa famille.

FIN.

ERRATA.

Page 24, ligne 22, *au lieu de* madame la baronne de Pl***, *lisez*: madame ***.

Page 261. L'Angevin. — Ajouter à la note au bas de la page : Cette fille courageuse se battait dans la cavalerie, et on disait qu'à son premier combat elle avait tué dix-sept Bleus de sa main. Son incroyable valeur était célèbre dans toute l'armée.

TABLE

DES CHAPITRES CONTENUS DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

ıdentele